

Sans Visa : les Samoa

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14399 - 7 F

SAMEDI 17 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## La paix en Europe selon M. Balladur

EN une semaine, entre son discours à l'Assemblée nationale et son discours de jeudi au Sénat, M. Balladur a eu le temps d'ajuster un peu la proposition qu'il avait faite d'une « conférence internationale » ayant pour objectif rien moins que de stabiliser la situation en Europe et d'y instaurer l'équilibre. La nouvelle version de cette proposition que le premier ministre a livrée jeudi aux sénateurs comporte, outre quelques indications de méthode, un certain nombre de correctifs.

En premier lieu, les références à la conférence de Yalta, aux traités de Versailles et de Saint-Germain, ont disparu, comme si M. Balladur s'était entre-temps souvenu de la guerre gréco-turque, des déplacements massifs de population et, d'une façon générale, des drames qu'engendra trop souvent la prétention des grandes puissances d'imposer un « nouvel ordre » à l'Europe.

En second lieu, M. Balladur apparaît s'être aperçu en une semaine qu'il ne pénètrerait pas en terrain vierge et que, d'autres avant lui s'étaient déjà penchés sur les problèmes de l'après-communisme (les propositions de confédération ou de cour d'arbitrage n'en sont que deux exemples). Le premier ministre en convient d'ailleurs : c'est « dans l'esprit de ce qui a été antérieurement proposé par notre pays » et « en liaison avec les autorités compétentes de l'Est » (c'est-à-dire l'Europe) qu'il entend relancer la réflexion.

La chef du gouvernement décrit quatre étapes : d'abord, on discute à Paris - en bonne cohésion donc - de ce que l'on va proposer. Puis on en discute à Douze, étant entendu (il l'avait dit à l'Assemblée) que le traité de Maastricht a été ratifié. Troisième, on invite à cette discussion « tous les pays directement intéressés par la stabilité et la paix en Europe », formule qui semble laisser la porte ouverte aux Américains. Quatrième, enfin, on débouche sur « l'établissement d'un traité garantissant cette stabilité et précisant les instruments propres à l'assurer ».

C'est un objectif que le France s'était assigné il y a un an, qu'elle rêvait de faire entendre par tous les pays membres de la CSCE au sommet d'Helsinki en juillet dernier et auquel, entre-temps, elle a dû renoncer, le seul soutien extérieur étant venu des Russes, traditionnellement aussi favorables aux nouveaux traités que les États-Unis y sont hostiles.

Comment, en effet, concevoir dans un groupe de pays des « garanties de sécurité » collectives, c'est-à-dire une promesse d'assistance éventuellement militaire, qui joueraient non pas à l'égard d'une menace extérieure au groupe (comme c'est le cas pour l'OTAN), mais au profit d'un pays membre du groupe contre un autre, voire d'une nationalité contre une autre ? L'entreprise est extrêmement difficile et n'a débouché jusqu'à maintenant que sur des procédures d'arbitrage ou de prévention des conflits qui font tragiquement la preuve de leur inefficacité, de la Yougoslavie à l'Azerbaïdjan et au-delà.

M. Balladur est peut-être allé un peu vite en besogne en utilisant ce terme de « traité ». Les prémices de sa démarche n'en sont pas moins louables : il s'agit, dit-il, d'inciter l'Europe des Douze à « prendre ses responsabilités », ce à quoi elle a en effet tendance à se dérober.

de THIERRY BRÉHER et de FREDÉRIC BOBIN et SYLVIA ZAPPI pages 10 et 11

M0147 - 0417 0 - 7,00 F



Alors que les combats reprennent entre Croates et Musulmans

## Les forces serbes sont en mesure de s'emparer de l'enclave de Srebrenica

Alors que des combats étaient signalés sur plusieurs fronts dans l'ex-Yougoslavie, les forces serbes ont lancé une nouvelle offensive autour de l'enclave musulmane de Srebrenica, en Bosnie orientale. Un porte-parole de la FOR-PRONU a indiqué, vendredi 16 avril, que la bataille était sans doute entrée dans sa phase finale et que la ville pourrait tomber dans les jours, voire les heures, qui viennent. Toutefois, selon des radio-amateurs, les unités de défense musulmanes tiendraient toujours leurs positions en dépit de l'arrivée de renforts d'infanterie de l'armée yougoslave venus apparemment soutenir les Serbes bosniaques. Le général Morillon a tenté de négocier pour obtenir un cessez-le-feu et l'évacuation des blessés.

### La famine, bientôt

ZAGREB

de notre correspondant

La Croix-Rouge croate dresse un sombre constat : la situation alimentaire est « dramatique » en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, les réserves d'une aide qui fait survivre quelque 2,3 millions de personnes couvrant à peu près trois jours de besoins acheminés par le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Des blocages administratifs et budgétaires, des tensions entre la CEE et l'ONU, le manque de pays donateurs et une certaine imprévoyance expliquent que plus de 3,8 millions d'habitants des pays de l'ex-Yougoslavie sont aujourd'hui menacés par la famine.

JEAN-BAPTISTE NAUDET Lire la suite page 3



## Le Soudan sous haute surveillance

Accusée d'exporter la « révolution islamiste », la junte tente de faire bonne figure pour rompre son isolement

KHARTOUM

de notre envoyé spécial

Hassan a une idée fixe : trouver de l'essence pour pouvoir continuer à gagner sa vie. Chauffeur de taxi à Khartoum, il ne peut se contenter des douze litres autorisés par le gouvernement, trois fois plus chers qu'il y a deux mois - 450 livres (1) au lieu de 150. L'État soudanais ne peut plus, faute de devises, couvrir les besoins du pays en produits pétroliers, sans parler du reste, les médicaments surtout. Alors, la contrebande est reine, mais à des prix exorbitants : entre 2 100 et 4 000 livres les 12 litres de carburant. En conséquence, le coût de la vie monte en flèche, obligeant fonctionnaires et employés à faire des petits boulots pour joindre les deux bouts.

Les Soudanais se confient peu - soit-on jamais avec des militaires au pouvoir ? - mais ils en ont assez de subir un blocus quasi international qui ne dit pas son nom, pour explorer les fautes du régime. Car depuis le coup d'État du général Omar Hassan Al-Béchir en juin 1989, le Soudan est boycotté par l'Occident pour abus de pouvoir dictatorial, violations des droits

de l'homme, discrimination ethnique et religieuse, exportation de la « révolution islamiste », soutien au terrorisme ici et là... Les organisations humanitaires accusent le gouvernement d'entraver leur aide à une population soumise aux affres d'une nature capricieuse et de la guerre civile. Son attitude favorable à l'Irak durant la guerre du Golfe lui a valu l'hostilité de ses riches « frères » pétroliers. Les caisses sont vides et la dette extérieure s'élève à 14 milliards de dollars dont Khartoum ne peut même pas assurer le service.

Même s'ils jurent leurs grands dieux que toutes les accusations sont fallacieuses et qu'elles visent seulement à empêcher le Soudan de suivre « la voie de développement indépendante qu'il a choisie », certains responsables soudanais admettent aujourd'hui qu'il faut, « tout en restant fidèle à ses choix, arrondir certains angles » avec les autres pays.

MOUNIA NAÏM

(1) Le dollar qui valait 14 livres soudanaises il y a quatre ans en vaut aujourd'hui 138.

Lire la suite et le portrait de Cheikh Hassan Tawabé page 5

## La chute de la forteresse enseignante

La création officielle, le 15 avril, d'une nouvelle fédération met fin à plus de quarante ans d'unité syndicale

par Gérard Courtis

Que de pages tournées pour la gauche française en moins de trois semaines ! Le 28 mars, le Parti socialiste subissait une déroute électorale qui sanctionnait dix années de gouvernement. Quelques jours plus tard, sa direction se déchirait, débarquait son premier secrétaire et menaçait de mettre un terme à l'aventure lancée il y a plus de vingt ans par François Mitterrand au congrès d'Épinay.

Jeudi 15 avril enfin, c'est près d'un demi-siècle d'histoire de la gauche enseignante qui s'est achevé. Ce jour-là, la Fédération de l'éducation nationale (FEN), désormais entièrement dominée par les socialistes, aura assisté, silencieuse et impuissante, à la création officielle d'une fédération concurrente : la Fédération syndicale unitaire de l'enseignement, de l'éducation, de la recherche et de la culture (FSU), regroupant quatorze syndicats d'enseignants ou de personnels de l'éducation, et affichant 130 000 à 150 000 adhérents, quand la FEN n'en compte plus guère que 160 000 à 180 000.

Derrière les gros bataillons du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), hégémonique dans les lycées et exclu de la FEN à l'automne dernier, on y retrouve tous les mécontents de l'ancienne fédération : un autre exclu, le SNEP (enseignement physique), six dissidents, dont le SNETAA (enseignement technique), le SNESUP (enseignement supérieur), pour l'instant membre associé et qui confirmera son affiliation avant l'été, ou encore le SNETAP (enseignement agricole), dont le secrétaire général Michel Deschamps a été désigné pour prendre la tête de la nouvelle fédération (le Monde du 15 avril).

Enfin, ont rejoint la FSU six syndicats de personnels de l'éducation, constitués au cours des derniers mois par des militants minoritaires qui ne souhaitaient pas rester dans la vieille FEN. Et en particulier le SNUIPP, qui rassemble, selon ses responsables, 30 000 instituteurs ayant quitté le Syndicat national des instituteurs lorsque celui-ci s'est transformé, en juin 1992, en Syndicat des enseignants.

Lire la suite et l'article de MICHÈLE AULAGNON page 12

### L'avenir des télévisions européennes

Un entretien avec Pierre Leecure, directeur général de Canal Plus, à l'occasion du MIP-TV.

Lire l'article de MICHEL COLONNA D'ISTRIA et YVES MAMOU page 19

### Michel Giraud craint un accroissement du chômage

Le ministre du travail redoute que le nombre des sans-emploi augmente de 150 000 à 200 000 d'ici à la fin de l'année.

Lire l'article d'ALAIN LEBAUDE page 17

### L'Italie en quête d'air pur

Huit référendums pour tourner la page : le quatrième et dernier volet de notre série.

Lire l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS page 4

Le sommaire complet se trouve page 24

**U**n militant.  
engagé dans l'écriture.

**ANDRÉ STIL**  
de l'académie Goncourt

**UNE VIE À ÉCRIRE**

Entretiens avec Jean-Claude Lebrun

**Grasset**

À L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA; Maroc, 6 DH; Tunisie, 850 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Friction, 8 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 180 PTA; G.-B., 85 p; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 45 FL; Norvège, 14 KRA; Pays-Bas, 5 FL; Portugal, 190 esc; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,50 FR; USA (PT), 2 \$; USA (intern), 2,50 \$.



## AU COURRIER DU Monde

## PROCHE-ORIENT

## Que la France retrouve la parole

Le nouveau gouvernement devra rendre à la voix et à l'action de la France dans le monde leur spécificité même si l'arrière-plan européen demeure indispensable. Or, cette voix et cette action ne peuvent nulle part avoir plus d'écho qu'en Orient, où leur influence séculaire s'est estompée, se fondant malencontreusement au fil des ans dans l'approche américaine au point qu'on a pu parler sans raison de « survisisme ».

Un comportement plus actif s'impose au Liban : l'échec du général Aoun n'est pas le nôtre, et il faut maintenant que la France s'implique, davantage dans la reconstruction de ce pays jeté à bas par vingt années de luttes inextinguibles, mais qui reste pour les chrétiens d'Orient une partie à laquelle ils ne peuvent renoncer.

De nombreuses initiatives sont urgentes dans le conflit palestinien. Comment en effet assister de sang-froid à l'enchaînement des violences dans les territoires occupés ? Comment juger la froide détermination israélienne, malgré l'effet désastreux de la déportation des élites musulmanes, à maintenir une poignée de fer sur la population arabe et à vider de toute substance un dialogue à peine esquissé avec les Palestiniens.

Quoi d'écouter ce que ceux-ci, privés de bégayements, en proie constante à la discrimination et à la répression, souffrent dans le désespoir et alimentent le « terrorisme » qui justifie la colère et le talion ? Les victimes se multiplient dans une proportion bien entendue beaucoup plus grande pour ceux qui opposent des pierres aux armes.

Il existe cependant des conditions objectives pour une solution équilibrée qui fasse droit à la sécurité d'Israël et à l'émergence d'une entité palestinienne : la supériorité militaire de Tahaal et la reconnaissance arabe d'Israël enfin acquiesces y compris par l'OLP sont les garants que la voie est ouverte. Or, cette voie, et malgré les espoirs placés en lui, le gouvernement de M. Rabin ne veut manifestement pas l'emprunter. Il préfère faire taire M. Leibowitz et spéculer sur l'inexpérience complaisante de M. Clinton.

La France championne des libertés et de la dignité humaine ne peut rester passive devant cette tragédie qui se prolonge inutilement. Elle doit élever la voix et faire preuve de cohérence dans toutes les instances où elle s'exprime pour réclamer ce qui est juste et ce qui est possible pour ramener la paix dans les esprits et sur le terrain. Que cesse l'emploi méthodique de la force, que les Palestiniens reçoivent un minimum de considération (en commençant par le rapatriement des exilés vainement réclamé par l'ONU et si peu soutenu par la France), qu'ils puissent désigner librement ce qui leur paraît être leurs représentants, que de part et d'autre les responsabilités s'engagent pour des solutions progressives mais allant au fond des choses, voilà ce que la morale et les réalités commandent.

PIERRE HUNT

Ancien ambassadeur de France au Caire

## CATHOLICISME

## La Pologne comme le Québec

J'AI lu avec intérêt, dans le Monde, du 19 mars l'article de Sylvie Kauffmann « La Pologne moins catholique », qui ne m'a aucunement étonnée tant je prévoyais ce phénomène depuis longtemps : en tant que Québécoise de naissance, j'y voyais ce que le Québec - aujourd'hui très déchristianisé - a vécu dans les années 70 et je réajuste en ce sens le paragraphe suivant, par exemple : « (...) la Pologne (le Québec) était superstitieuse et religieuse, alors que le catholicisme polonais (québécois) était superficiel et ritualisé, servant surtout à véhiculer l'opposition ou communisme [aux « maudits Anglais »]. »

Si renaissance chrétienne il y a (devait y avoir), ce ne peut être, à terme, qu'après s'être purifiée de tout « transfert » et fausse ferveur : l'épiscopat polonais ferait bien de méditer l'exemple québécois plutôt que de se risquer sur un retour de balancier qu'il aurait dû prévoir.

ANNE-SOLANGE NOBLE

Paris

## IMPÔT

## Solidarité sur la fortune

DES voix intéressées s'élèvent actuellement pour obtenir du gouvernement une réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune frappant les résidences principales.

Il faut rappeler que les immeubles en cause - ainsi d'ailleurs que les résidences secondaires, ce qui est choquant - bénéficient déjà d'une exonération totale de l'impôt

sur le revenu. Le code général des impôts prévoit l'imposition du revenu des propriétés dont le propriétaire se réserve la jouissance, s'agissant du revenu en nature correspondant à la disposition du logement. Mais cette disposition n'est plus appliquée depuis 1964, l'exonération votée à l'époque étant censée favoriser la construction.

L'avantage en impôt n'est pas négligeable. Pour un appartement parisien dont la valeur locative est, par exemple, de 240 000 francs, l'impôt écopé s'élève, au taux marginal de 56,8 %, à 83 200 francs. Si le revenu net est de 150 000 francs, c'est à 102 240 francs si le revenu net est de 180 000 francs.

Toujours plus ?

ANDRÉ CLÉMENT

Inspecteur des impôts en retraite

Arradon (Morbihan)

## POLICE

## Ce ministre est dangereux

EN demandant à Charles Pasqua de reprendre, en 1993, les fonctions de ministre de l'intérieur qu'il exerçait entre 1986 et 1988, Édouard Balladur a pris le risque énorme et pourtant évident de voir revenir à la charge l'esprit qui régnait alors dans la police, le sentiment d'impunité, et les « bavures policières » qui en sont le corollaire.

Cet homme est dangereux, et il doit quitter au plus vite ses responsabilités sous peine de voir se développer dans notre pays un climat de violence et d'insécurité à l'américaine.

Il en va de la confiance que nous pouvons avoir dans notre police qui doit être préservée des méthodes de cow-boy de quelques excités qui ont tendance à confondre « forces de l'ordre » et « démonstration de force ». Il y a aussi de la vie de plusieurs personnes qui seraient amenées à séjourner dans des commissariats et à y être interrogées.

SYLVAIN CUZENT

Besançon

## SOCIALISME

## Un sentiment de trahison

C'EST désastre socialiste qui blesse tant d'entre nous ; cette marée de droite qui va tout engloutir et dont il faut bien penser : pourvu qu'ils réussissent, les meilleurs et les plus modérés d'entre eux ! Car s'ils échouent, la prochaine fois, ce n'est pas le retour de la gauche, c'est le Front national à 20 % ou pire encore.

Je ne relis pas ces lignes de Romain Gary dans *La nuit sera calme*, sans un gros soupçon de nostalgie et un vague sentiment, quelque part, de honte et de trahison : « ... Si Allend avait été corrompu, il serait encore au pouvoir. C'est pourquoi les socialistes ont tant de mal dans le monde : il y a dans l'idéal socialiste cette part de poésie (...) sans laquelle il n'y a pas de civilisation (...) mais cette part de poésie exclut la corruption parce qu'elle est lyrique : étant idéalistes, les socialistes se cassent régulièrement la gueule... » (écrit en 1974).

Jamais dans l'histoire politique de la France, un nombre si réduit - car enfin ! - de gens (proches du pouvoir) auront fait autant de mal à une si noble cause. J'aime assassiner une deuxième fois.

CHRISTIAN BOURDE

Mazan (Vaucluse)

## JUSTICE

## La grandeur des Rosenberg

VOUS avez publié dans le Monde du 3 avril une lettre de M. Albert Lévy concernant les époux Rosenberg. Accepteriez-vous de publier mon point de vue ?

Les Rosenberg étaient coupables. Mais ils ne méritaient, ni la mort, ni la détention à perpétuité.

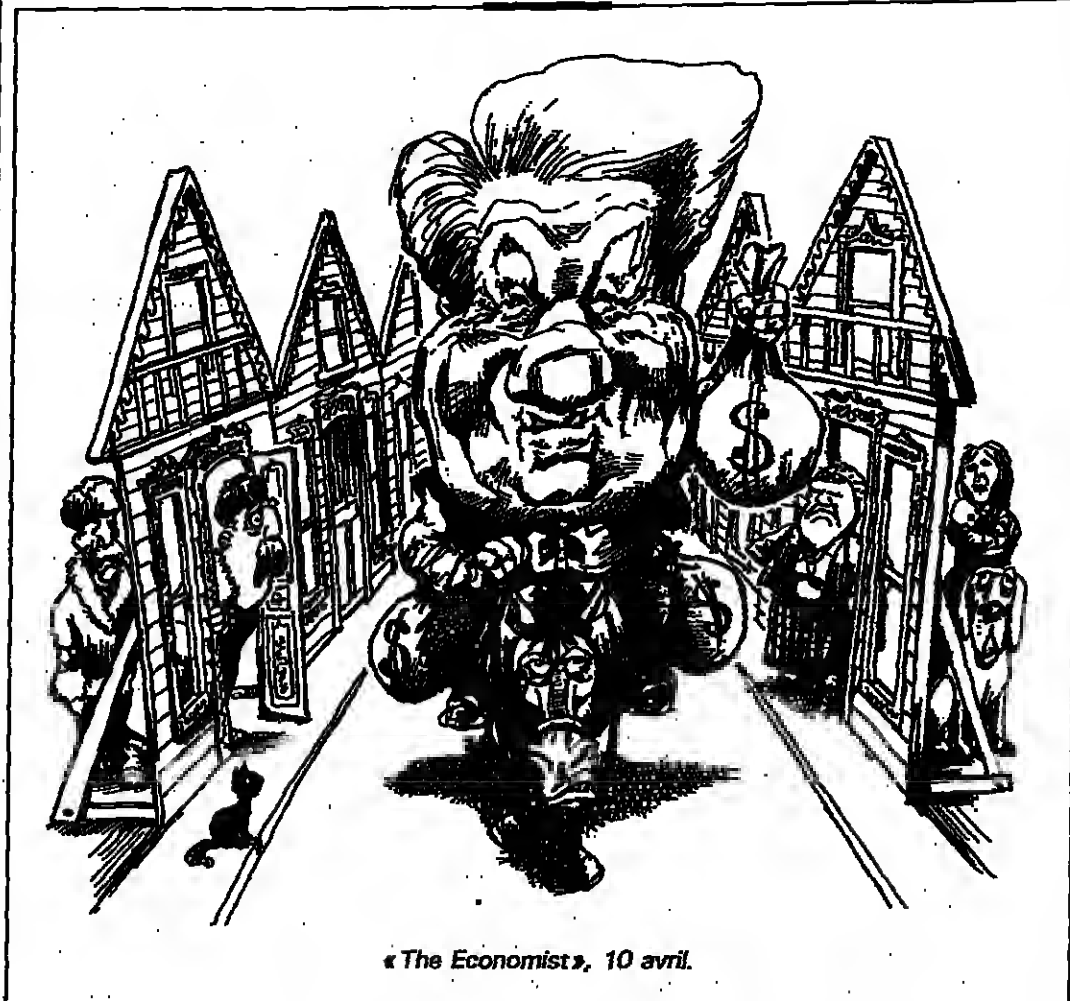
Le procès Rosenberg ne tenait, à son début, qu'une place secondaire. L'accusation concernant l'influence du machisme à son sujet ne peut donc être sérieusement retenue.

L'un des fils Rosenberg déclara que l'avocat de ses parents avait visé essentiellement l'obtention de la sympathie du juge. En effet, les Rosenberg commirent initialement la faute de ne pas vouloir plaider coupable, ce qui aurait permis une négociation sur la peine avec l'accusation. Cet avocat avait réalisé qu'il était impossible d'obtenir un acquittement, c'est-à-dire de créer ou douter sérieusement l'esprit d'un jury est aux Etats-Unis indispensable pour qu'il y ait verdict de culpabilité. Mais le juge était juif (tout comme l'accusation). Les juifs américains sont très patriotes. Il fut indigné que des coreligionnaires aient été des espions au service de l'URSS ; qu'ils aient frappé dans le dos les « boys » combattant en Corée ; qu'ils aient déshonoré la communauté israélite américaine ; qu'ils aient coté l'ennemi ; qu'ils aient coté la déloyauté ; qu'ils aient coté la trahison. Il ne fit pas compte du degré réel de culpabilité. Il condamna à mort.

C'est alors que le procès Rosenberg atteignit le premier plan de l'actualité, car c'était la première fois, aux Etats-Unis, que des espions étaient condamnés à la peine capitale. Les recours confirmèrent cette condamnation.

Aux Etats-Unis, le prestige de la justice se permet pas moralement aux juges d'appel de reproduire le procès de leur père. Il faut démontrer que le procès précédent a été irrégulier ou présenter des éléments nouveaux. Il en est de même en ce

## TRAIT LIBRE



« The Economist », 10 avril.

qui concerne les recours en grâce. Le président Eisenhower, saisi en dernier ressort, fit savoir qu'il lui fallait cet élément nouveau, c'est-à-dire en l'espèce, l'aveu. Il fit installer un téléphone dans la salle d'exécution afin de laisser jusqu'au dernier moment une chance aux condamnés. Mais le cas Rosenberg avait épuisé les nations.

Les Rosenberg réalisèrent que leur procès ne pouvait être relâché. Avouer, ce n'était pas reconnaître ce dont ils s'étaient réellement rendus coupables, c'était avouer qu'ils avaient commis une « abas » de confiance morale à la mesure du momentané élan de sympathie (c'est pourquoi, cet-à-dire, et cette femme qui se savait condamnée parce qu'ils avaient commis une fausse manœuvre initiale, et par une sévérité injuste, qui aimait vivre, qui voulait vivre pour eux et leurs enfants, préférèrent la mort dans la dignité à une sorte de déshonneur. C'est en cela qu'ils furent grands.

HENRI ANTONI

avocat à Paris

## COHABITATION

## L'exemple américain

POURQUOI la cohabitation constitue-t-elle un tel problème existentiel chez nous, alors que ce n'est que depuis l'élection de Clinton que les Etats-Unis sont sortis de vingt ans de coexistence entre deux présidents républicains et des Congrès à majorité démocrate ? Et pourtant, aux Etats-Unis, les pouvoirs présidentiels sont plus importants que chez nous ; en outre, il existe pas de structures, telles que le droit de dissolution de l'Assemblée par le président : les deux parties sont condamnées à trouver un terrain d'entente. Et c'est d'ailleurs ce qui, je crois, rend la démocratie plus vivante, comme chaque fois que le vrai débat et l'affrontement sont publics ; tout comme elle régresse chaque fois qu'ils se déroulent dans des lieux secrets (à l'intérieur des partis, entre parti et ministères, à l'intérieur d'un ministère entre experts et conseillers techniques, entre ministres d'un même gouvernement) pour aboutir ensuite à une présentation faussée, unanime (la fameuse « langue de bois ») d'une décision en réalité arrêtée à l'arraché et dans l'incertitude.

Il est vrai qu'aux Etats-Unis les démocrates ne votent pas systématiquement contre un projet émanant d'un président républicain, pas plus que les républicains ne votent systématiquement en sa faveur. C'est un peu comme si le RPR et l'UDF, qui n'envisagent absolument pas de supprimer, par exemple, la contribution sociale généralisée, n'avaient pas voté la motion de censure lorsqu'elle a été instituée, alors qu'ils y étaient évidemment favorables. Des élus faisant passer l'intérêt général avant l'intérêt de parti : on peut rêver, non ?

ELIE ARÉ

cardiologue, Paris

## PHOTOCOPIE

## Les lectures des étudiants

LE point de vue intitulé « Le photocollage tue le livre », de François Gêze, PDG des Editions La Découverte, est évidemment légitime. Les milliers de photocopies écrites d'après le livre sont préjudiciables à l'industrie naissante de l'édition.

Mais peut-on pour autant parler de « photocollage » ? Les étudiants sont-ils des « photocollages » sans respect pour le livre ? L'usage de la photocopie dans le cadre de leurs études constitue-t-il une inconcevable « razzia » ?

Le livre est devenu un objet pur de consommation qui doit profiter à l'éditeur avant que de profiter différemment au lecteur. Cette politique est attristante.

Pourquoi les enseignants distribuent-ils des passages entiers de livres photocopiés ? M. Gêze omet le prix souvent élevé de ces ouvrages

## UN LIVRE

## Monsieur le chien

DU DROIT DES BÊTES  
A DISPOSER  
D'ELLES-MÊMES  
de Janine Chanteur  
Seuil, 183 p., 110 F.

LES animaux ont-ils des droits ? La question n'est pas stupide à une époque où tout le monde se dit plus ou moins écologiste et plus ou moins « humanitaire ». Janine Chanteur, qui est professeure de philosophie morale et politique à la Sorbonne, lui consacre un essai sans naïveté, plus ambitieux qu'il n'y paraît : pour étudier les droits de l'animal, il faut en effet refaire tout le parcours qui a conduit à l'affirmation des droits de l'homme.

Cette philosophie aurait pu s'en tenir à une solide dissertation, en analysant les bons auteurs (Aristote, Hobbes, Descartes, Rousseau, Kant...) avec une introduction, un développement et une conclusion. Elle ouvre plutôt son livre par quatre nouvelles, très littéraires, illustrant toutes nos ambiguïtés : d'une part, nous sommes beaucoup plus soucieux du sort de nos chiens et de nos chats que des enfants effaîmés du tiers-monde ; d'autre part, nous mettons chaque jour à mort des milliers d'animaux pour les manger et utilisons leur peau sans vergogne pour nous vêtir, nous chauffons ou recouvrons nos canapés.

Le livre est orienté sur une question bien précise, celle de la légitimité des expérimentations sur l'animal. On connaît le combat des adversaires de la vivisection qui vont parfois jusqu'à voler des cobayes dans les laboratoires. On ne sait pas toujours, en revanche, qu'il existe deux « Déclarations des droits de l'animal », l'une publiée en 1978, l'autre en 1989. Janine Chan-

spécialisés, auquel le public étudiant ne peut toujours répondre pour des raisons matérielles.

L'étudiant me semble être le bon émissaire idéal de la crise de l'édition.

La convention signée entre le ministre de l'éducation nationale et les éditeurs est un non-sens. Pourquoi, dans cette logique, ne pas exiger de toute bibliothèque universitaire (ou autre) le versement d'indemnités pour prêt de livre ?

Enfin, M. Gêze pourrait voir le « photocollage » du livre comme une invitation de l'étudiant à la lecture et peut-être à l'acquisition, sur le même principe que la sélection du livre en digest, que pratique et cautionne pourtant, par ailleurs, l'édition.

BERTRAND TILLIER

Etudiant en histoire de l'art, Paris

## LANGUES

## Egalitarisme à l'école

EN complément de la lettre de M. Marie-Claude Bonnet paru dans le courrier du 3 avril à propos de la disparition des classes européennes d'anglais à Calais, je voudrais confirmer que « l'extension d'un progrès (le développement de l'enseignement des langues vivantes) se traduit dans les faits par une mesure rétrograde » (la fermeture d'enseignements de langues).

A Belfort, au collège et au lycée de l'avenue Roosevelt, ont existé de 1972 à 1992 des classes « européennes » où l'enseignement de l'allemand était simplement renforcé d'une ou deux heures par semaine pour les élèves volontaires pendant cinq ou six ans. Les excellents résultats obtenus étaient appréciés des élèves, des enseignants et des parents.

Malgré de nombreuses démarches des parents auprès des diverses autorités, au niveau des établissements, de l'inspection académique, du rectorat, cette section a été fermée sans prétexte qu'elle ne répondait pas aux nouvelles normes définies pour les classes européennes, mais la véritable cause en est plutôt la volonté d'égalitarisme desdites autorités : leur est insupportable que certains élèves puissent bénéficier d'un plus dans l'enseignement public.

L'enseignement privé, lui, voit prospérer et se renforcer ses sections « européennes » : qu'elles commencent en sixième ou en quatrième, cela ne pose alors pas de problème majeur.

Ici aussi, la situation géographique de Belfort justifiait un effort particulier pour l'enseignement de l'allemand. Mais ce particularisme n'a pas pu se maintenir dans l'enseignement public.

MARIE-CHRISTINE MICHAU

Bavières (Territoire de Belfort)

## Le Monde

Édité par le SARL Le Monde  
Comité de direction :

Jacques Lescour, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Freppert  
directeur de la rédaction  
Jean-Louis Lemaire  
directeur de la gestion  
Marcel Luchet  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
juges au directeur de la rédaction

Yves Agnès  
Thomas Fournier  
Philippe Hurel  
Jacques-François Simon

Daniel Varner  
directeur des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Bourde-Méry (1944-1968)  
Jacques Fournier (1968-1982)  
André Lemaire (1982-1988)  
André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SERVICE SOCIAL :  
118, RUE FALGNIÈRE  
75014 PARIS CEDEX 10

Tél. : (1) 40 46 22 35  
Télégrammes : 40 46 22 35

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BOURDE-MÉRY  
92001 NANTY CEDEX CROIX

Tél. : (1) 40 46 22 35  
Télégrammes : 40 46 22 35

فكرنا من الأصل



# ÉTRANGER

En Bosnie orientale

## Les Serbes ont mené une nouvelle offensive contre Srebrenica

Selon un responsable de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) à Sarajevo, la bataille de Srebrenica semblait entrée, vendredi matin 16 avril, dans sa phase finale, et les forces serbes étaient sur le point de s'emparer de cette enclave musulmane de Bosnie orientale. « Nous pouvons confirmer qu'il y a eu beaucoup de combats et d'importants pilonnages au cours de la nuit. Les Serbes avancent vers la ville », a déclaré le capitaine Bill Karaktin, porte-parole adjoint de la FORPRONU. « Nous cherchons à faire en sorte qu'il n'y ait pas d'atrocités », a-t-il ajouté.

Bill Karaktin a expliqué que les Serbes avaient reconquis, jeudi soir, Zeleni-Jadar, village situé aux abords de Srebrenica et doté d'une station d'épuration des eaux importante pour l'alimentation de la ville. Les musulmans s'étaient emparés de cette localité en début de semaine.

Le général Philippe Marillon, commandant de la FORPRONU en Bosnie, est resté en contact jusqu'aux premières heures de la

matinée avec les dirigeants serbes de Bosnie pour leur faire comprendre « la gravité de la situation et leur demander de garder le contrôle de leurs officiers sur le terrain ». Il a également tenté de contacter le commandant de l'armée des Serbes de Bosnie, le général Ratko Mladic, pour obtenir un cessez-le-feu permettant d'évacuer les blessés.

En revanche, Bill Karaktin n'a pas en mesure de confirmer les informations parues, vendredi, dans le *New York Times*, selon lesquelles les assiégés de Srebrenica se rendraient sous peu et négocieraient avec les Serbes pour obtenir le libre passage de 28 000 réfugiés.

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a déclaré, vendredi, les troupes de l'armée des Serbes de Bosnie et exhorté les forces serbes bosniaques à cesser leurs « attaques injustifiées ». « Je souhaite faire part de mon indignation face aux attaques incessantes contre des civils dans cette ville », a déclaré le secrétaire général à Rome. M. Boutros-Ghali a de nouveau appelé

toutes les parties au conflit à coopérer avec les forces de l'ONU pour restaurer le cessez-le-feu et permettre le passage de l'aide humanitaire. Le Conseil de sécurité pourrait se réunir en session d'urgence, vendredi, pour imposer de nouvelles sanctions renforcées contre la Yougoslavie si Srebrenica tombait sous contrôle serbe.

**Combats croato-musulmans**

Des commandants de l'armée bosniaque ont par ailleurs rapporté des attaques serbes, jeudi, sur les villes de Zepa et de Gorazde, également en Bosnie orientale, où, selon eux, trois civils ont été tués et onze sont morts de faim, ainsi que contre les villes de Magaj, au nord, et Olovo, dans le centre.

Jeudi également un nouveau front s'est ouvert en Bosnie avec une offensive des Croates sur la ville musulmane de Jablanica (50 km au sud-ouest de Sarajevo). Plus de cinquante obus ont été tirés sur la ville stratégique, a indiqué un porte-parole de la FOR-

RUSSIE : la campagne pour le référendum du 25 avril

## Boris Eltsine relance la polémique sur l'interprétation des résultats

**MOSCOU**  
*de notre envoyé spécial*

En disant auvernement, jeudi 15 avril, qu'il ne tiendrait pas compte des dispositions imposées par le Congrès des députés pour interpréter les résultats du référendum du 25 avril, le président Eltsine a relancé la polémique sur l'interprétation des résultats du référendum. Le chef de l'Etat a annoncé qu'il allait signer un décret annulant la résolution du Congrès, imposant de tenir compte du pourcentage des voix par rapport aux inscrits et non par rapport aux votants pour obtenir la majorité lors du référendum. M. Eltsine estime cette résolution « en contradiction avec la Constitution », mais attendra, pour signer son décret, que la Cour constitutionnelle, saisie par un groupe de députés démocrates, se prononce sur ce sujet.

**Des brimades envers M. Routskoï**

En attendant, le président russe continue sa campagne tous azimuts. Il a ainsi annoncé, jeudi, un nouveau « premier vice-premier ministre », considéré comme conservateur, Oleg Lobov, qui présidait jusqu'à son conseil d'experts. Le premier ministre Viktor Tchernomyrdine a, pour sa part, nommé au poste de ministre de la justice par intérim Iouri Karmykov, un juriste libéral, de surcroît représentant d'un peuple non russe de la Fédération de Russie, les Tcherkesses. Ce qui n'a pas empêché M. Eltsine de s'affirmer comme un

« nationaliste de la Russie » lors d'une intervention devant l'intelligentsia moscovite réunie au Bolchoï. « La Russie a une histoire de plusieurs milliers d'années et les Etats-Unis n'ont pas plus de deux cents ans », a affirmé le président, qui a confirmé que les troupes russes ne se retireraient pas des Etats baltes avant que « les droits des communautés russophones de ces régions ne soient garantis ». Il a aussi employé un langage très musclé en évoquant le conflit en Abkhazie. « A chaque obus envoyé sur les nôtres répondront deux obus », a-t-il ainsi déclaré.

Quant au vice-président russe Alexandre Routskoï, qui personnellement se courait nationaliste loyal avant d'entrer dans l'opposition ouverte en mars 2002, M. Eltsine avait mis, mardi dernier, devant ses responsabilités en lui demandant de démissionner, il devait s'expliquer vendredi devant le Soviet suprême. Avant même qu'il ne prenne une décision, M. Routskoï a, d'ores et déjà, été démis de son dossier de l'agriculture. Selon son service de presse, il se serait aussi vu infliger une série de « brimades », dont la privation de sa voiture de fonction, de son médecin personnel et d'une partie de ses gardes du corps. « Le vice-président avait beaucoup trop de Mercedes et de gardes du corps », a répliqué le secrétaire de presse de M. Eltsine, estimant que son train de vie a été « réduit au niveau dont doit disposer le vice-président dans son travail et dans sa vie ».

JOSÉ-ALAIN FRALON

## Le sommet de la CEI à Minsk pourrait aider le président russe

Une réunion au sommet de trois heures, vendredi 16 avril à Minsk, des membres de la Communauté des Etats indépendants (CEI) en présence de Boris Eltsine, pourrait apporter un soutien au président russe, avant le référendum du 25 avril. Ce sommet fut demandé au plus fort de la dernière en date des crises politiques à Moscou, par MM. Eltsine et Yevgeny Zhevner, le président du Kazakhstan, au moment où l'adversaire du chef de l'Etat russe, le président du Parlement, M. Khasboulatov, faisait lui-même une tournée des capitales de l'ex-URSS pour promouvoir son projet d'un Parlement de la CEI.

« J'ai à Minsk pour soutenir Boris Eltsine sans lequel la situation économique et politique serait pire encore », a déclaré jeudi le président ouzbek Islam Karimov, qui avait pourtant gardé le silence lors du dernier Congrès à Moscou, quand la plupart

de ses collègues se disaient inquiets de voir arriver au pouvoir à Moscou des forces opposées à l'indépendance des nouveaux Etats. Il semble avoir conclu, aujourd'hui, dans le sillage de la « communauté internationale », qu'un soutien à Boris Eltsine favoriserait la stabilité en Russie.

« Nous devons déterminer les limites de notre intégration et décider quels pays sont prêts à aller jusqu'à ces limites », a déclaré pour sa part mercredi M. Eltsine, évoquant l'ordre du jour de Minsk, qui devrait aussi porter sur la participation des républiques aux forces armées de la CEI. Le sommet de Minsk devrait aussi statuer sur la tenue au non à Erevan, le 30 avril comme prévu, du prochain sommet régulier de la CEI, après l'offensive arménienne en territoire azérbaidjanais. — (AFP, Reuters)

## La famine, bientôt

*Suite de la première page*

Seul pays à ouvrir sans préalable ses frontières aux réfugiés bosniaques, la Croatie, qui doit déjà faire face à une sévère crise économique (1 % d'inflation par jour, 25 % de chômeurs), a accueilli près de 700 000 réfugiés ou déplacés (14 % de sa population). Près de 300 000 viennent de Bosnie. A l'échelle de la France, cela représenterait quelque 7,7 millions de personnes à charge.

Si les dépôts « décentralisés » d'aide humanitaire de Croatie peuvent encore résister « trois à quatre semaines », le « stock-tampon » de Zagreb, chargé d'alimenter ces dépôts, est lui-même en train de s'épuiser. Une organisation humanitaire internationale, le Comité international de la Croix-Rouge, a réduit le programme de livraison de nourriture de vivres, Nenad Javornik, le président de la Croix-Rouge de Croatie, qui est dans ce pays chargé de distribuer une aide directe de la Communauté européenne, a lancé la semaine dernière « un appel au secours ». M. Javornik a souligné que les centaines de milliers de réfugiés venaient accroître les problèmes d'une population locale en voie rapide de paupérisation. Dans un mois, ajoute-t-il, près d'un million de personnes se trouveront en situation

d'« assistés ». Un représentant de la Croix-Rouge internationale craint, entre autres conséquences « graves », la montée des tensions entre Croates de Croatie et réfugiés.

M. Javornik a également souligné que les rations fournies actuellement à des personnes souvent éprouvées physiquement équivalent à « une bonne cure d'entretien » : 200 grammes de nourriture par jour et par personne, soit 300 calories alors que la ration alimentaire « normale » est estimée à 1 550 calories. Les populations déplacées ou assiégées de Bosnie-Herzégovine sont, elles aussi, soumises au régime de survie. A Zagreb, on entend, que l'aide, parfois prise en otage par les jugements, pour parvenir.

**La France, premier contributeur**

Selon une évaluation établie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une personne adulte en Bosnie-Herzégovine a perdu en moyenne 14 kilos depuis le début de la guerre, et des cas de scorbut ont été observés. Le problème n'est pas seulement quantitatif, mais aussi qualitatif. Outre une augmentation réduite, en volume, de 50 % des besoins pour les mois d'avril, mai et juin pour toute l'ex-

Yugoslavie, un responsable du Programme alimentaire mondial (PAM) souligne que ce qui manque le plus sont les biscuits protéinés et le lait : une nourriture essentielle pour les populations les plus vulnérables : femmes, enfants, personnes âgées.

La Communauté européenne, de très loin le premier contributeur, a versé 55 % de l'aide alimentaire à la Bosnie et 62 % de celle à la Croatie. Avec 28 % de participation au Fonds d'aide alimentaire européen, la France est la première, selon Gilles Chaurégat, attaché humanitaire à l'ambassade de France à Zagreb.

La CEE devrait bientôt débloquer entre 150 et 300 millions d'euros (entre 180 et 360 millions de dollars) pour l'aide humanitaire, selon des sources diplomatiques. Cette somme, qui s'ajoutera aux 13 millions d'euros déjà versés en 1992, sera répartie en 817 millions de dollars nécessaires, selon le HCR, entre avril et décembre 1993. Même si l'Europe réagit, on aura frisé la rupture de stock. Pour des raisons conjuguées, de la part de la Croatie, de la part de la Bosnie, de la part de la Serbie, de la part de la Yougoslavie, plusieurs pays contributeurs ont retardé leur versement en fin d'année fiscale, afin de limiter leurs déficits budgétaires.

D'autre part, un conflit, aux conséquences non chiffrées, oppose la CEE (qui, selon l'expression d'un diplomate européen, « se

saigne aux quatre veines » mais n'est pas spécialisée dans la distribution de l'aide) au Programme alimentaire mondial (l'agence de l'ONU en charge de fournir au HCR la nourriture pour la Bosnie), qui a le « savoir-faire » mais fait preuve d'une certaine « agressivité ». Pour pallier le plus pressé, le HCR a dû dégarner certains dépôts et « détourner » 7,4 millions de dollars de la CEE destinés à d'autres fins.

Si la pénurie continue, ce sont les autres programmes humanitaires qui souffriront. Le HCR affirme que les engagements financiers qu'il a reçus couvrent seulement la moitié de ses besoins du mois d'avril dans les domaines sanitaire, du logement et de la logistique.

Même si les quatre grands agences de l'ONU (HCR, OMS, PAM, UNICEF) ont déjà dépensé entre novembre 1991 et mars 1993 près de 3 milliards de (500 millions de dollars) pour l'ex-Yugoslavie, ce sombre tableau fait dire à ceux — nombreux à Zagreb — qui estiment qu'une intervention militaire étrangère est la seule manière de mettre rapidement fin à un conflit qui continue de produire chaque jour des milliers de réfugiés que « la Communauté internationale aille à la lâcheté l'imprévoyance et la pigrerie ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

### Monsieur le chien

La Bulgarie accuse la Roumanie d'entretenir l'embargo contre la Yougoslavie. — Le ministre bulgare des affaires étrangères a accusé, jeudi 15 avril, Bucarest d'avoir entrepris l'embargo de l'ONU contre la Yougoslavie, en laissant un convoi pétrolier roumain remonter le Danube pour approvisionner la Serbie. Le remorqueur roumain *Filias-10* a été repéré dimanche alors qu'il entraînait cinq péniches transportant 6 000 tonnes de pétrole ; il a redescendu le Danube, mercredi, sans les péniches, affirme Sofia. La cargaison, provenant du port roumain de Tulcea et accompagnée de documents indiquant comme destination le port bulgare de Vidin, aurait été déchargée dans le port serbe de Prahovo. Niant ces allégations, la Roumanie affirme que le cargo n'a rien été livré à Vidin. — (Reuters, AFP)

Arrestation en Russie d'un recruteur de combattants pro-serbes. — Un ancien policier de trente-six ans, Iouri Belav, qui avait entraîné un groupe de deux cents Russes partis combattre avec les Serbes en Bosnie, il y a plusieurs mois, a été arrêté, mercredi 14 avril en Ukraine, appartenant à son retour de Bosnie, où il indiquait des journalistes de Saint-Petersbourg, Iouri Belav y dirigeait un parti social-national et a été arrêté pour « incitation à la haine raciale en Russie », en raison d'anciennes publications antisémites, selon le ministère de la sécurité. — (Reuters)

Les psychiatres américains condamnent le docteur Karadzic. — L'Association des psychiatres des Etats-Unis a condamné, jeudi 15 avril, le chef des Serbes de Bosnie, le docteur Radovan Karadzic — également psychiatre — pour le génocide, les viols, l'épuration ethnique et la création de camps de concentration en Bosnie-Herzégovine. « Les actes du docteur Karadzic, en tant que dirigeant politique, sont en profonde contradiction avec les valeurs humaines fondamentales de la médecine et de la psychiatrie », a déclaré le conseil d'administration de l'Association dans un communiqué. — (AFP)

### GRANDE-BRETAGNE : la ratification du traité de Maastricht

## Le gouvernement a gagné une bataille probablement décisive

**LONDRES**  
*de notre correspondant*

Le gouvernement britannique a infligé, jeudi 15 avril à la Chambre des communes, aux « euro-sceptiques » du Parti conservateur une défaite qui, si elle ne l'assure pas de la victoire définitive dans la bataille de la ratification du traité de Maastricht, lui permet au moins d'envisager l'avenir avec un optimisme raisonnable. Le principal obstacle qui menaçait de faire dérailler tout le processus de ratification, c'est-à-dire un vote favorable sur l'amendement travailliste relatif au chapitre social du traité européen, a été ainsi écarté, du moins temporairement : ce n'est qu'à l'issue du vote final des deux Chambres du Parlement que les élus auront le loisir de se prononcer sur le chapitre social.

La tactique employée pour aboutir à un tel résultat ne fut pas des plus glorieuses, mais, avec une majorité réduite à vingt voix, la fin justifie manifestement les moyens : un échec de la ratification entraînerait très certainement une crise politique grave, le premier ministre John Major ayant laissé entendre que son maintien au 10 Downing Street était en jeu. Le gouvernement n'a donc pas hésité à utiliser toutes les arcanes de la procédure de Westminster pour arriver à ses fins, quitte à essayer un revers passager : en effet, faute de pouvoir mobiliser un nombre suffisant de parlementaires, il a dû accepter un ajournement des débats, immédiatement salué par le Labour comme la manifestation d'un « gouvernement minoritaire et sans autorité ». Au terme de manœuvres procédurales qualifiées par certains de « machiavéliques », le gouvernement a

accepté une proposition de repli du Labour visant à permettre un vote ultérieur sur la clause d'exemption dont bénéficie la Grande-Bretagne s'agissant des dispositions sociales du traité. Le speaker des Communes s'était précédemment opposé à la demande travailliste d'examiner un amendement semblable dans le cours de l'actuelle discussion.

Si, lorsque le projet de ratification aura été voté, le débat désormais annoncé sur le chapitre social se conduira par un vote favorable à la proposition travailliste, cela signifierait que le Labour et les « euro-sceptiques » conservateurs n'auront plus pour recours que de poursuivre leur combat sur le plan juridique, devant les tribunaux. Le gouvernement est cependant confiant, dans la mesure où le procureur général, sir Nicholas Lyell, estime qu'une annulation de la clause d'exemption ne remettrait pas en cause la ratification britannique. La direction du Parti conservateur espère, d'autre part, que les représentants de la tendance anti-européenne mesureront l'insanité de poursuivre un combat d'arrière-garde dès lors que la loi aura été votée.

**LAURENT ZECCHINI**

Le groupe socialiste du Parlement européen critique les cartes d'identité grecques. — Le groupe socialiste du Parlement européen s'est « inquiété », jeudi 15 avril, de la décision du gouvernement grec de maintenir la mention de la religion sur les cartes d'identité de ses ressortissants et a demandé aux autorités d'Athènes de « se conformer aux principes » européens concernant les « libertés fondamentales, dont la liberté religieuse et la liberté d'opinion ».

### ALLEMAGNE

## Le conflit sur l'engagement de l'armée rebondit à propos de la Somalie

**BERLIN**  
*de notre correspondant*

L'envoi d'un bataillon allemand de 1 300 hommes pour des missions de logistique en Somalie a relancé, jeudi 15 avril à Bonn, la polémique sur l'engagement de la Bundeswehr à l'extérieur de la zone de défense de l'OTAN.

En attendant la réunion du conseil des ministres, qui doit débattre de la question la semaine prochaine, le chancelier Kohl a fait savoir depuis son lieu de villégiature en Autriche qu'il entendait honorer la demande formulée cette semaine par le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali.

**Feu vert provisoire le 8 avril**

La requête de l'ONU faisait suite à une décision du gouvernement allemand, prise en décembre dernier, de mettre à la disposition de l'Organisation internationale des unités du génie pour aider aux opérations de ravitaillement

et de reconstruction en Somalie. Ces unités ne pourraient être utilisées que dans des zones considérées comme pacifiées, mais elles seraient accompagnées d'éléments d'infanterie d'autodéfense.

Les seuls « casques bleus » allemands à l'heure actuelle dans le monde sont ceux d'une antenne médicale au Cambodge. Depuis cette semaine, des équipes allemandes participent également à bord d'avions AWACS de l'OTAN aux missions de surveillance de l'espace aérien bosniaque.

En attendant, un jugement sur le fond, la Cour constitutionnelle avait donné provisoirement son feu vert le 8 avril. Mais le Parti social-démocrate et une partie des libéraux continuent de contester le droit du gouvernement de prendre ce genre de décision sans l'aval du Parlement et exigent un changement de Constitution, sur lequel il n'y a pas, actuellement, de consensus.

**H. de B.**

Le procès des putschistes suspendu « sine die ». — Le procès des auteurs du coup d'Etat d'août 1991 a été suspendu sine die vendredi 16 avril, en raison de l'absence de l'un des inculpés, hospitalisé pour maladie cardiaque. Le président du tribunal militaire de la Cour suprême a déclaré que la durée de la suspension « dépendrait de l'état de santé » de M. Alexandre Tizikov. A l'ouverture du procès mercredi, les douze inculpés avaient opté pour l'obstruction, alors que la presse libérale doutait elle-même de l'opportunité de ce procès, au moment de la campagne pour le référendum. — (AFP, Reuters)

### POLOGNE

## La nouvelle loi électorale devrait favoriser la stabilité

La Diète polonaise a adopté, jeudi 15 avril, une nouvelle loi électorale qui, en empêchant l'accès au Parlement des partis trop peu représentatifs, devrait être un facteur de stabilité gouvernementale dans la prochaine législature.

Le texte, adopté par 239 voix contre 132 et quatre abstentions, conserve le mode de scrutin proportionnel pour les élections législatives, mais impose aux partis politiques un seuil minimal de 5 % des voix à l'échelle nationale pour être représentés au Parlement, et de 8 % pour les partis regroupés en alliances. Ce système permettra d'éviter l'atomisation qui a résulté des dernières élections, en octobre 1991 : 29 partis avaient alors accédé à la Diète, sans qu'aucun d'eux ne dispose de plus de 13 % des sièges, ce qui avait rendu particulièrement difficile la formation d'une coalition gouvernementale. — (UPI, AFP)

**FINLANDE : démission du ministre des affaires étrangères.** — Le ministre finlandais des affaires étrangères, Paavo Vayrynen, a annoncé, jeudi 15 avril, qu'il avait décidé de démissionner du gouvernement de centre droit de M. Esko Aho. M. Vayrynen, quarante-six ans, a été désigné la semaine dernière comme candidat du Parti du centre à l'élection présidentielle de 1994. — (AFP, Reuters)

**Condamnation de jeunes participants aux émeutes de Rostock.** — Le tribunal de Rostock (ex-RDA) a condamné, jeudi 15 avril, deux jeunes gens de dix-neuf et vingt et un ans qui avaient incendié un centre d'accueil pour demandeurs d'asile au cours des émeutes xénophobes de Rostock d'août 1992. Ils passeront respectivement trois ans et deux ans et demi dans une prison spéciale pour délinquants mineurs. — (AFP)



## EUROPE

## L'Italie en quête d'air pur

## IV. - Huit référendums pour tourner la page

Après avoir évoqué la via quotidiana en Calabre, les réformes économiques du gouvernement de M. Amato, la situation de la gauche à Pérouse, capitale de l'Ombrie (le Monde des 14, 15 et 16 avril), nous achevons aujourd'hui notre série sur l'Italie par un volet politique, à la veille des référendums des 18 et 19 avril.

## ROME

de notre correspondant

Partisans marins - le printemps est tardif cette année. - Mario Segni chemine d'un pas décidé dans les vieilles rues de Rome, avec aux jupes ce rictus de fièvre de qui va monter à l'assaut. A son passage, on le reconnaît, juste ce qu'il faut : le leader du mouvement référendaire est content, la bataille se présente bien.

Il y a peut-être quelques doutes, notamment sur la sincérité du soutien qu'apportent au mouvement la plupart des grands partis, la Démocratie chrétienne en tête, dont il est sorti définitivement il y a quelques semaines, ou encore la Ligue du Nord (ex-PCI) ou même les «néo-socialistes» de Giorgio Benvenuto, qui tiennent encore un peu entre les décombres du craxisme et les portes trop ouvertes des prisons.

«Il nous faudrait un beau 60 %, un «oui» trop timide risquerait de donner lieu à tous les replâtrages», laisse-t-il entendre à l'interlocuteur admis à trotter à ses côtés, l'espace de quelques mètres, entre deux haies de télévisions étrangères. «Mais on verra. Chez vous, en France, se prend-il à rêver, le référendum sur le système présidentiel, en 1962, était passé avec 62 % de majorité...» Et il ajoute, souriant d'enlèvement comme un enfant devant un jouet : «Ca n'a pas entraîné, pour vos dernières élections : vote dimanche, lundi choix d'un premier ministre, mardi annonce du gouvernement, et mercredi déjà premières réformes en conseil des ministres...» On est à peine le zénith de l'Ita-

lie, mais pourtant, l'affaire Andreotti, le scandale de cet ex-président du conseil éblouissant par la Mafia, aura-t-il une incidence, dimanche, sur le scrutin? Frileux - une de ses faiblesses. - Mario Segni basarde : «Peut-être. Cela devrait logiquement nous aider, car de quoi s'agit-il dans ce référendum très imparfait que nous avons organisé dans l'espace disponible? Simple- ment de tourner une page de notre histoire.»

Fin de l'aparté, reprise du discours officiel, devant l'Association de la presse étrangère justement, car, à force d'entendre parler de l'instauration de la «deuxième République», de «révolution des juges» et de «fin de régime», une nuée d'envoyés spéciaux, venus du monde entier, s'est abattue sur Rome pour assister à l'événement. L'équivalent, pourquoi pas, après tout, si l'on en croit le battage de la campagne, du référendum du 2 juin 1946 qui avait signé le passage de la monarchie à la république?

Il est vrai que dans l'euphorie générale, entre un Andreotti qui tombe et un Segni qui tente d'émigrer, entre l'ancien et le nouveau «testament» italiens, ces témoins volontaires se prennent un peu les pieds dans l'histoire. Il y a trop de symboles dans l'air. Leur attente, néanmoins, ne sera pas déçue.

## Scrutin proportionnel ou majoritaire?

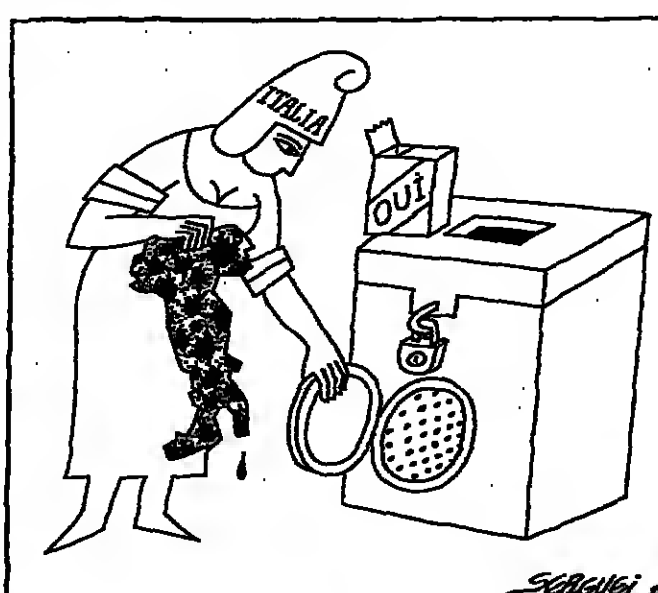
Le leader du mouvement référendaire égrène les arguments bien rodés de ce qui peut passer pour la «reconquête» de l'électorat et de l'espace démocratique : et d'abord, les avantages du système majoritaire salvateur qui a été le fonctionnaire (actuellement, il existe 14 partis), renforce le gouvernement («En quarante-cinq ans nous avons eu 51 crises»), adopte résolument «une ligne de pensée qui est celle de la politique européenne», prépare l'avenir et une véritable alternance, en un mot, lave plus blanc en privant les excès de la partitocratie.

Evidemment, il y a aussi beaucoup d'incertitudes. Quel sera l'effet immédiat du référendum sur la suite des réformes à adopter? Ira-t-on voter à l'automne avec un système majoritaire corrigé d'un peu de proportionnelle au Sénat, et la bonne vieille proportionnelle à la Chambre? Ou alors mettra-t-on la Chambre elle-même à l'heure du système majoritaire? Mais lequel? A un, deux tours? A l'anglaise, à la française? Et qui va le décider, et quand, et comment? Et dans quel paysage politique? Tout cela est bien compliqué.

«C'est vrai, admet Mario Segni, cette campagne ne manque pas de rideaux de fumée, et même une belle victoire ne permet pas d'assurer que l'on va obtenir ensuite à coup sûr la réforme du mode électoral de la Chambre des députés, par exemple. Mais il s'agit de donner un signal, une impulsion. On ne peut nier qu'un mouvement est déjà en marche : l'élection directe des maires a été acceptée, alors qu'il y a quatre ans, M. Andreotti ne voulait pas en entendre parler. De plus, il y a eu l'épuration des partis, les vieux leaders ont passé la main, M. Benvenuto a remplacé M. Craxi, et M. Martinazzoli, M. Forlani...» Et d'ajouter le point essentiel : «De toute façon, vote «non» revient à tenter d'essayer de changer quoi que ce soit.»

Huit référendums pour bien montrer, «symboliquement» au moins, une très forte volonté de changement, pourquoi pas? Ce qui explique parfois certains enthousiasmes un peu naïfs. Et, pour ce prendre qu'un exemple, les habitants de Capo d'Orlando, la petite ville sicilienne célèbre pour être une des premières à s'être ouvertement opposées au racket de la Mafia, ne s'y sont pas trompés, qui, l'autre jour, ont accueilli Mario Segni presque en libérateur.

Après tout, le 9 juin 1991, alors que Bettino Craxi leur avait conseillé d'aller «prendre un bain de mer» - et ce fut une grosse erreur tactique, - quelques quarante-cinq millions d'électeurs italiens, conscients déjà de la valeur symbolique de leur geste, s'étaient prononcés, eux aussi, par référendum, pour modifier le système des préférences sur les listes électorales : rien d'important en soi, mais un signal très clair de l'électorat de base aux trop puissants partis. Le tout premier signe avant-coureur, sans doute, des législatives du 5 avril 1992 qui allaient marquer le dégel du glacier partitocratique.



Encore que, soutiennent aujourd'hui certains, lorsqu'il y a un an environ le mouvement référendaire se constituait, les référendums pouvaient passer pour l'unique moyen possible de faire avancer les choses au-dessus de la tête des partis. En quelques mois, la situation a tellement évolué que les référendums, tous forcément limités puisque compliqués également la situation, en stérilisant tout autre mode de renouveau.

## Arc-en-ciel électoral

C'est en partie l'argument de partisans du «non» tels que l'influent député du PDS, Stefano Rodotà, auteur d'un plaidoyer très remarqué contre les référendums. «Pourquoi non?», écrit-il. Pour empêcher que les réformes ne fassent fausse route. «Et d'expliquer, avec beaucoup de conviction, que la victoire du «oui» ne résoudrait ni le problème de la nécessaire majorité gouvernementale, ni surtout celui d'un risque d'une «partition géographique» du Parlement avec «au nord la Ligue» au centre le PDS et au sud la DC et un peu de MSI (néo-fascistes), tandis que, victimes du

verdict majoritaire, de nombreux partis ne seraient pas représentés. «Une démocratie renouée ne peut être la démocratie d'un petit nombre», conclut-il.

Ballottés entre un «oui» trop impulsif et un «non» trop réfléchi, les quarante-sept millions d'électeurs s'y perdent un peu, eux aussi, abrutis de sondages très approximatifs (beaucoup restent, à quelques jours du scrutin, encore incertains) et de cours de droit constitutionnel accélérés que, comptaient, les journaux leur délivrent avec régularité. Car, il ne faut pas se leurrer, dimanche et lundi matin dans l'isolement, même si pour les rendre tous attirants, chaque référendum est gratifié d'un bulletin de couleur différente (bleu pour l'abolition du ministère du tourisme, violet pour celui de l'agriculture, etc.), dans cet arc-en-ciel électoral, l'attention est focalisée sur le «jaune», dossier du référendum sur la réforme électorale du Sénat.

C'est même sans doute la première fois que «voter jaune» sera considéré comme une marque de progrès. Pour s'y retrouver, en principe il y a la campagne officielle à la télévision. Et là aussi, les téléspectateurs attentifs en ont vu de toutes les couleurs : il y a, outre les «oui» et les «non» francs et massifs, et derrière l'énoncé des grands principes, des «non» de survie, ceux par exemple des petites

formations qui pourraient disparaître du devant de la scène, telles La Rete (mouvement anti-Mafia) de Leoluca Orlando, les nostalgiques de Rifondazione Comunista ou encore les fascistes du MSI; il y a beaucoup de «oui» chagrins et même de «non» sournois, semble-t-il, dans la DC; il y a même un «non» tonitruant, un «non» de bravade, le seul, celui de l'ex-leader socialiste Bettino Craxi.

## Des airs de mai 68

Un happening télévisé permanent, ce «printemps de Rome» qui s'offre des petits airs de mai 68 tardif et de révolution précoce, avec l'occasion de régler bien des comptes, et quelques surprises au plus au programme. Tel, l'autre soir, ce duel à fleur monnaie - impossible il n'y a pas si longtemps - entre un Achille Occhetto, secrétaire du PDS et un Gianfranco Fini, patron du MSI. La poignée de main entre l'ex-communiste et le néo-fasciste, la première, commentaient les journaux, en plus de cinquante ans, a achevé à coup sûr de faire tomber le mur de Berlin.

Dans un autre genre inédit, Leoluca Orlando affrontait Umberto Bossi. Arguments incertains, l'un (Orlando) votant «non» après avoir été longtemps un tenant du «oui»; l'autre (Bossi) au coude à coude du «oui» avec les vieux partis qu'il pourfend habituellement. Dans l'espoir d'obtenir une belle place au Parlement? L'exercice ne manquait pas de style, car, chacun retournant à ses vieilles obsessions, Bossi traitait très vite Orlando, ex-maire de Palerme, de collaborateur de la Mafia, tandis que le chef de la Ligue lombarde, qui n'a jamais caché ses volontés fédéralistes, pour ne pas dire séparatistes, se voyait reprocher de ne chercher dans toute cette histoire qu'à tronçonner le pays en trois.

Intitulé «Changer de chaîne», pour ceux qui se seraient lassés d'une campagne qui tourne en rond, l'autre, choqué par le fait de voir aux traits tirés du «Zio» supposé, Giulio Andreotti, aux prises avec la justice et la Mafia. A tout prendre, la campagne référendaire avait quelque chose de plus rafraîchissant, tout de même.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

FIN

## Les propositions soumises au vote

Sur les treize propositions de référendum, - tous abrogatifs - présentées à la Cour constitutionnelle le 14 janvier, seules dix avaient été retenues. Entre-temps, le gouvernement en a désamorcé deux, en faisant adopter des lois éliminant dans le sens voulu par le référendum concerné : c'est le cas de l'élection directe des maires et de la suppression du Fonds d'intervention extraordinaire pour le Mezzogiorno. Restent donc huit propositions sur lesquelles, dimanche et lundi 18 et 19 avril, les Italiens vont devoir se prononcer.

- **Le mode de scrutin pour l'élection du Sénat** : c'est la question centrale, la plus symbolique aussi; elle porte sur l'adoption du système majoritaire pour l'attribution des trois quarts des 315 sièges du Sénat, le quart restant étant toujours attribué à la proportionnelle. Chaque parti ne pourra plus présenter qu'un candidat par circonscription.

- **Le financement des partis politiques** : il s'agit d'abroger la loi sur le financement public des partis, insuffisante bien que promulguée au lendemain d'un grand scandale politico-financier en 1974. Si la loi n'apporte, comme c'est probable, le financement licite des partis est au cœur des grandes affaires de corruption de «Mains propres», l'Etat qui, à l'heure actuelle, assure un revenu «minimum» aux grandes formations ne financera plus que les dépenses électorales.

- **La lutte contre la drogue** : les électeurs doivent se prononcer sur une proposition du CORA (Coordinamento radicale anti-proibizion) et du Parti radical déplaçant la consommation de drogue. C'est une des questions les plus discutées. Déjà, le gouvernement Amato avait présenté un projet de loi en ce sens, il y a quelques mois, mais il a finalement été abandonné. Il s'agit d'abroger un texte répressif adopté il y a trois ans à l'initiative des socialistes et qui assimile à la «revendeur»

tout toxicomane pris en possession d'une quantité de drogue supérieure à une «dose journalière» estimée. Si le référendum passe, les médecins de famille soigneront les drogués, la prison étant réservée aux seuls revendeurs.

- **Abolition du ministère de l'agriculture** : une dizaine d'administrations régionales qui ont déjà absorbé le plupart de ses compétences demandent l'annulation du ministère. Ce référendum, plus important qu'il n'y paraît, peut être lu à la lumière de la revendication du Nord face au Sud, géré et assailli par une bureaucratie démocrate chrétienne. Si la loi l'emporte, une formule «centrale» reste à trouver pour représenter l'Italie à Bruxelles et lors des grandes discussions internationales sur l'agriculture.

- **Abolition du ministère du tourisme** : là aussi, une revendication régionale d'un secteur déjà géré à plus de 90 % sur le plan local.

- **Abolition du ministère des participations d'Etat** : un ministère créé en 1950 pour gérer les vastes possessions de l'Etat et qui a suscité de vives polémiques. Déjà démantelé dans les faits, il ne survit plus qu'en théorie.

- **Environnement** : il s'agit de décharger les USL (Unités sanitaires locales) créées par l'Etat, et donc le ministère de la santé, de toute compétence en matière d'environnement et de contrôle de la pollution. Proposition qui, si elle est acceptée, entraînera la création d'une agence de contrôle de l'environnement semi-autonome.

- **Nominations à la tête des caisses d'épargne** : les directeurs des caisses d'épargne gérées par l'Etat ne seraient plus nommés par le ministère des finances, mais au niveau local. Proposition qui vise à faire cesser la pratique de la «lottizzazione» qui permet aux grandes partis politiques de se partager tous les postes intéressants du secteur public.

M.-C. D.

## AMÉRIQUES

CANADA : deux mois avant le congrès du Parti conservateur

## Kim Campbell est virtuellement couronnée

A deux mois du congrès qui désignera un successeur à Brian Mulroney, premier ministre du Canada et chef du Parti conservateur, Kim Campbell, ministre de la défense, est déjà virtuellement couronnée. Il en subsiste une certaine rancœur parmi la demi-douzaine de ministres fédéraux qui ont ranconné, devant sa popularité, à lui contester le leadership du parti. Mais les militants n'ont guère lieu de se plaindre, car la cote d'amour du parti remonte enfin dans les sondages.

## MONTREAL

de notre correspondant

«Elle peut gagner» : c'est ce que répètent comme un mantra les nombreux membres du Parti conservateur qui soutiennent la candidature de Kim Campbell. Gagner non seulement la «course» à la direction de cette formation - qui est déjà une quasi-certitude avant même que la candidate ait pris la peine d'exposer sérieusement ses idées ou son programme - mais aussi et surtout les élections fédérales qui doivent avoir lieu d'ici à novembre.

En fait, M<sup>me</sup> Campbell, qui n'est apparue sur la scène politique fédérale qu'en 1990 au ministère de la justice, est actuellement tellement populaire qu'on voit mal ce qu'elle pourrait gagner à être ministre connue. Si bien que, dans les hautes sphères du parti, l'idée d'organiser des élections générales au plus vite après son accession au pouvoir fait son chemin.

Le parti vient tout juste de com-

mencer le processus de sélection des 3 846 députés, qui se réuniront en congrès à Ottawa du 9 au 13 juin pour désigner le nouveau chef conservateur, qui deviendra automatiquement chef du gouvernement canadien le 1<sup>er</sup> juillet. Parmi les six candidats qui brigueront leurs suffrages, seuls Campbell et le ministre de l'environnement, Jean Charest, ont une envergure nationale. Les autres, trois députés fédéraux d'arrière-ban et un petit entrepreneur de l'Ontario, sont entrés en lice pour un baroud d'honneur.

La ministre de la défense peut compter dans tout le pays sur une foule de témoins, députés et organisateurs locaux du parti qui sauront faire en sorte que les pro-Campbell soient nombreux au congrès. Et, indépendamment du savoir-faire de ces professionnels de la politique, les sondages démontrent eloquemment que M<sup>me</sup> Campbell redonne l'image du parti auprès de l'opinion publique.

Au baromètre Gallup, les conservateurs sont à leur plus haut depuis près de quatre ans. A la question «Pour quel parti voteriez-vous si des élections fédérales avaient lieu aujourd'hui», ils recrutaient 32 % des réponses au début avril, contre 21 % en février dernier, quand M. Mulroney a annoncé son intention de quitter la vie politique. Le Parti libéral de Jean Chrétien reste en tête avec 39 % mais a perdu dix points au cours de la même période, tandis que les néo-démocrates sont en léger recul à 13 %. Quand Gallup repose la même question en ajoutant l'hypothèse d'une victoire de M<sup>me</sup> Campbell au congrès de juin, les conservateurs écarteront leurs adversaires avec 50 % des inten-

tions de vote, contre 29 % pour les libéraux et 9 % pour les néo-démocrates. Avec M. Charest à leur tête, le score des conservateurs serait de 35 % contre respectivement 40 % et 12 % pour les libéraux et les néo-démocrates.

Conservatisme oblige, tous les candidats prônent la réduction des dépenses publiques, mais M<sup>me</sup> Campbell n'a pas expliqué comment elle compte ramener à zéro, en cinq ans, le déficit budgétaire fédéral annuel (qui était de 32 milliards de dollars à l'arrivée des conservateurs au pouvoir en 1984 et sera encore d'un moins 35 milliards cette année). M. Charest n'a pas été plus précis quand il a renchérit que ce tour de force pourrait même être réalisé en moins de cinq ans.

## L'impression d'un renouvellement

Ils sont tous deux perçus comme vengeurs progressistes sur les questions sociales. Les cinq débats prévus d'ici juin, dont le premier a eu lieu jeudi 15 avril, obligeront peut-être les candidats à préciser

leur pensée, mais pour l'heure, du haut en bas de l'appareil conservateur, on semble se soucier bien davantage de leur image que de ce qu'ils peuvent avoir à dire.

Vu l'impopularité de M. Mulroney et du bilan économique de son gouvernement, la principale qualité exigée du futur chef du parti est la capacité de donner l'impression d'un renouvellement. Appartenant à une nouvelle génération politique, M<sup>me</sup> Campbell et M. Charest remplissent assez bien cette condition. Mais M. Charest est quelque peu handicapé par son origine québécoise, bien qu'il soit parfaitement bilingue, et par son jeune âge. A trente-quatre ans, «il a le temps», entend-on souvent, et le Québec devrait passer un tour», après les Québécois Pierre Elliott Trudeau et Brian Mulroney. A quarante-six ans, Mme Campbell est jeune mais pas trop. Elle a, au chapitre de la nouveauté, l'avantage d'être une femme, animatrice de Colombie-Britannique, la plus dynamique des provinces de l'ouest du pays.

CATHERINE LECENTE

Le général Vessey reçu à la Maison Blanche avant son départ pour le Vietnam. - Le président Clinton a chargé son émissaire au Vietnam, le général John Vessey, d'obtenir des autorités de Hanoï «le décompte le plus complet possible» des soldats américains faits prisonniers pendant la guerre, a annoncé, jeudi 15 avril, la Maison Blanche. Le général Vessey a été reçu jeudi par M. Clinton peu avant son départ pour le Vietnam. - (AFP)

مكتبة من الأصل



## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : alors que l'ANC fait son autocritique

# De nouvelles violences sont redoutées lors de prochaines manifestations

L'Afrique du Sud fait son bilan après les manifestations organisées, mercredi 14 avril, pour honorer la mémoire du Chris Hani, le dirigeant noir assassiné samedi dernier : dix-sept morts, des centaines de blessés, des millions de francs de dégâts commis par des pillards dans les principales villes du pays. Le Congrès national africain (ANC) a appelé ses militants et ses sympathisants à se rassembler à nouveau, samedi 17 avril, dans la capitale de Johannesburg. Les obsèques de Chris Hani seront célébrées lundi.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Dix-sept morts : un chiffre malheureusement banal en Afrique du Sud, où chaque semaine la violence,

politique ou non, fait des dizaines de victimes. Cela explique sans doute que les polémiques qui se développent après la tumultueuse journée de mercredi portent autant sur ce tragique bilan que sur les dégâts matériels causés par des milliers de manifestants qui ont envahi les rues des principales villes du pays.

Quelque quatre-vingt-cinq rassemblements ont eu lieu, la plupart sans incidents. Il en a été tout autrement au Cap, à Port-Elizabeth, à Durban et à Pietermaritzburg où les manifestations se sont transformées en pillages. Jeudi, l'ANC a fermement réagi à ces incidents en dénonçant l'action d'« éléments indisciplinés ». Non sans courage, l'organisation de M. Mandela a aussi procédé à son autocritique, mettant en cause les « faiblesses » de son service d'ordre ainsi que le « manque de préparation manifesté par certaines de ses instances ». A Durban, la direction locale de l'ANC a reconnu que certains des pillards sortaient de ses rangs et

qu'elle cherchait à les identifier afin de prendre les mesures adéquates.

Plus étonnant encore, l'ANC a adressé ses « félicitations » aux policiers qui, à Durban et à Port-Elizabeth, durant les pillages, avaient « fait preuve de sensibilité » et agi avec « retenue ». Mais c'était pour mieux stigmatiser ceux qui, à Soweto, avaient tiré sur la foule qui entourait le commissariat de Protea. On a relevé à cet endroit cinq morts - dont le responsable local de l'ANC - et quelques deux cents blessés dont beaucoup avaient été touchés dans le dos. « La plupart des morts de cette journée sont le résultat d'un manque de contrôle politique », affirmait l'ANC qui, visible- ment, craint la répétition de pareils incidents dans les prochains jours.

L'organisation de M. Mandela est prise entre le marteau et l'enclume. Obligée de répondre à l'émotion suscitée par l'assassinat de Chris Hani en organisant de gigantesques manifestations, elle prête le flanc à de possibles débordements et à leurs dramatiques conséquences

politiques. Au sommet, toutes les organisations politiques noires - y compris le très gauchiste Congrès panafricain (PAC) - sont d'accord pour faire front commun et ne pas jeter d'huile sur le feu. Mais, à la base, on ne l'entend pas nécessairement de la même façon. A plusieurs reprises, les orateurs de l'ANC, qui appellent à la responsabilité et à la mesure, se sont vus conspués par des troupes lassées d'attendre des changements qui tardent à venir.

### L'enquête sur l'assassinat de Chris Hani

Pour l'ANC, il s'agit d'un sérieux écartement. Conscient des risques de dérapages, l'organisation ne vient de demander que la date des prochaines élections multiraciales soit maintenant décidée au plus tôt et que se mette en place le conseil exécutif de transition (TEC) qui devrait assumer une partie du pouvoir jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement. Le chef de l'Etat n'a pour le moment pas

répondu à cette demande. Son ministre des affaires constitutionnelles, Roelf Meyer, a certes admis qu'il était désormais nécessaire d'accélérer le mouvement, mais sans en préciser ni la manière ni le rythme.

En fait, le gouvernement paraît paralysé, incapable d'initiatives dans d'autres domaines que celui du maintien de l'ordre. Significativement, sa seule réaction à l'événement a consisté à mobiliser trois mille policiers supplémentaires et à promettre que l'enquête sur l'assassinat de Chris Hani serait menée à son terme, ce qui est bien le moins.

En ce domaine, cependant, les informations demeurent rares. On sait seulement que l'assassin présumé, Janusz Jakub Walus, était bien membre du Mouvement de résistance afrikana (AWB), une organisation paramilitaire néonazie qui a pignon sur rue. On sait aussi que l'arme du crime provient d'un lot volé en 1990 dans des locaux militaires. Plusieurs membres de l'AWB avaient été arrêtés après ce

vol, et une partie des armes avaient pu être récupérées. On sait aussi que les armes manquantes et comment l'une d'entre elles est venue entre les mains de Janusz Walus sont deux questions qui n'ont pas encore de réponse. De même, on ne sait toujours pas si l'assassin a agi seul, prenant au pied de la lettre les quotidiennes vociférations anticomunistes de son mouvement, ou s'il a pu bénéficier de complicités.

Doutant que la police fasse, sur ce dossier, preuve d'un zèle excessif, l'ANC et le Parti communiste sud-africain - Chris Hani était à la direction de l'un et l'autre mouvement - avaient demandé que les enquêtes soient assistées d'experts internationaux indépendants. Mercredi soir, le ministre de la justice, Kobie Coetsee, a annoncé que le parquet général avait accédé à leur demande. Deux experts étrangers, dont l'un provenant vraisemblablement de Scotland Yard, devraient être rapidement désignés.

GEORGES MARION

## Le Soudan sous haute surveillance

Suite de la première page

« Par le verbe d'abord », nous a déclaré Ghazi Salaheddine Al Atabani, ministre d'Etat à la présidence de la République, « et aussi, en signifiant aux uns et aux autres que nous ne souhaitons pas nuire à leurs intérêts ».

« Progresser mais doit impérativement faire plus, mieux et surtout très vite » : tel est aujourd'hui le jugement des multiples critiques du régime. A la différence de certains de ses amis : l'Irak, la Libye et l'Iran, le Soudan n'est donc pas - pas encore ? - considéré comme un cas désespéré. De la fenêtre entrouverte par le pouvoir, l'opposition peut-espérer, depuis près d'un an, un air de relative détente. Là où il y a urgence, les organisations humanitaires et l'ONU ont commencé à dispenser de l'aide, depuis qu'un accord a été signé - qui n'a toujours pas été formellement signé - a été conclu avec le gouvernement à la fin du mois de janvier. Les minorités ethniques et religieuses commencent à espérer le respect de leur différence.

### Perspectives de paix dans le Sud

Mais tous demeurent extrêmement prudents et attendent de voir si les pas faits par le gouvernement dans la bonne direction seront poursuivis, ou s'il ne s'agit que de retouches cosmétiques. Ex-premier ministre, Sadeq Al Mahdi, renversé au mois de juin 1989 par le régime actuel, a le verbe aussi franc que l'hospitalité égyptienne. « Qui, dit-il, le régime tenait aujourd'hui de pallier ses multiples échecs et de corriger cer-

taines pratiques, mais la question fondamentale demeure : respectera-t-il les droits de l'homme, l'indépendance de la justice, l'état de droit et la légalité constitutionnelle ? »

M. Al Mahdi, qui oublie que son propre gouvernement avait lui aussi été accusé de multiples abus, est libre de ses mouvements dans le seul périmètre de Khartoum. Le régime est, pour lui, « une oligarchie soutenue par la formation politique la plus répétée sur elle-même, une véritable franc-maçonnerie », c'est-à-dire le Front national islamique - théoriquement dissous - créé par cheikh Hassan Tourabi qui est considéré comme l'émul du régime du pouvoir.

« Pour définir les fondements d'un nouveau régime », dont veut se doter le Soudan, de même que pour jeter « les bases de la paix » dans le Sud, où s'affrontent, depuis dix ans, forces gouvernementales et rebelles, M. Al Mahdi estime qu'il faut que soit réuni un congrès national auquel participeraient toutes les formations politiques et le mouvement populaire. Si le cessez-le-feu a été proclamé en mars dernier par le gouvernement et l'Armée de libération populaire du Soudan (APLS) du colonel Jobo Garang, la paix demeure un vœu pieux. Après avoir, dans le passé, selon des diplomates occidentaux, armé une faction des rebelles contre l'autre, puis négocié avec l'une sans l'autre, les dirigeants de Khartoum affirment vouloir parvenir à une véritable paix. Il est vrai que ce conflit a toujours été une situation financière chaque jour plus difficile. Selon certaines estimations, il coûterait à l'Etat un million de

dollars par jour. Une somme qui peut paraître faible, comparée au coût d'autres guerres du même genre, mais c'est ici une « guerre des pauvres », constate un diplomate. La paix conforterait le régime actuel qui aurait réussi là où ses prédécesseurs ont échoué. Elle conjurerait enfin la menace à peine voilée, brandie par les Etats-Unis, d'une intervention internationale dans le Sud - comme en Somalie ou au Kurdistan d'Irak - afin de venir en aide aux populations. Une menace qui est prise très au sérieux à Khartoum et qui aurait été l'élément déterminant du changement d'attitude du gouvernement, désormais disposé à ne compromettre sur le mode fédéral.

Mais, pour faire la paix, il faut être deux. Reste donc à savoir si les rebelles - dont on oublie qu'ils sont aussi impitoyables à l'égard des populations - seraient prêts à accepter la « rébellion-mère » du colonel Garang pour accepter l'idée d'une fédération mais une révolte a encore éclaté en son sein, au début de l'année, et la « faction Nasir », dissidente, réclamerait toujours la séparation pure et simple.

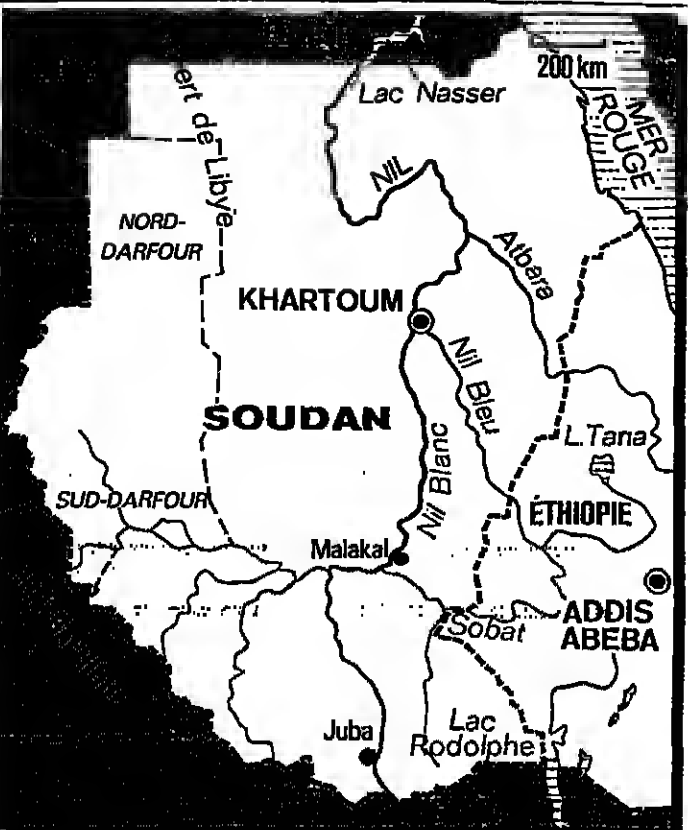
### Accusés de soutenir le terrorisme

En attendant que reprennent à Abuja, au Nigeria, au cours du mois d'avril, les négociations de paix, il n'est pas interdit de rêver et certains imaginent déjà une fédération de cinq Etats, sur la base d'une « rébellion-mère » du colonel Garang pour accepter l'idée d'une fédération mais une révolte a encore éclaté en son sein, au début de l'année, et la « faction Nasir », dissidente, réclamerait toujours la séparation pure et simple.

pressim sur les rebelles pour qu'ils acceptent la paix, écrit en substance il y a quelques jours le quotidien de Khartoum en langue anglaise, Horizons. Il faut aussi que s'engage un « dialogue constructif » entre Washington et Khartoum. Même si, dans les discours publics, les responsables continuent de vitupérer « l'impérialisme », en privé ils disent souhaiter le « dialogue ». Il a suffi que le département d'Etat se fût écarté du cessez-le-feu pour que certains éditorialistes y voient la preuve que rien ne peut empêcher ce dialogue entre les deux pays, les Etats-Unis « étant désormais conscients que les accusations portées contre le Soudan sont sans fondement ».

« C'est prendre ses désirs pour des réalités », car les raisons profondes de la médiocrité de nos relations demeurent, commente l'ambassadeur américain, Donald K. Peterson, qui croit toutefois Khartoum de pas « importants » tels que l'arrêt de l'offensive contre les rebelles et l'accord conclu fin janvier avec les ONG. Mais « le régime doit être surveillé de près », souligne M. Peterson. « Ils sont arrivés au pouvoir par un coup d'Etat. Les violations des droits de l'homme se pratiquent à grande échelle. Nous demandons une ouverture. Nous n'avons par ailleurs toujours pas reçu d'explication satisfaisante à l'égard de deux employés de l'USAID et à l'enlèvement de deux autres dans le Sud au mois de août dernier. Il y a enfin dans ce pays des organisations - et des individus - terroristes connus, ce qui n'est pas tolérable. Si la tendance actuelle était maintenue, le Soudan pourrait se retrouver sur notre liste des pays qui soutiennent le terrorisme ».

Terrorisme est un mot qui fait bondir les responsables soudanais. « Il n'y a pas un seul acte terroriste dans le monde qui ait été imputé au Soudan », s'indigne M. Al Atabani. « Nous ne propageons pas



notre islam par la force », renchérit cheikh Tourabi, qui admet toutefois que « quelque cent cinquante Tunisiens, et une quinzaine d'Algériens, pour le plupart étudiants, avec leurs familles pour certains, se sont réfugiés au Soudan à travers le désert libyen ». Mais il s'empresse aussitôt de les assimiler à des dizaines de milliers d'autres réfugiés africains au Soudan, feignant d'oublier que ces derniers fuyaient la guerre chez eux, ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

### Lieu de refuge pour les islamistes

Il est sûr, en tout cas, que le Soudan, désireux d'être un pôle du monde musulman, est un lieu de prédilection pour les islamistes. Parmi eux, des Palestiniens du Djihad islamique et du Mouvement de la résistance islamique palestinien, Hamas.

« Les Etats-Unis nous ont récemment menacé de nous inscrire sur la liste des organisations terroristes, mais lutter contre l'occupation israélienne est-il un acte terroriste ? » Mounir Said, porte-parole à Khartoum de Hamas, parle sur

le ton égal de ceux qui ont des convictions inébranlables. « Notre bureau officiel a été ouvert il y a un an et deux mois. Pourquoi s'en indigne-t-on, alors que nous avons également des représentants en Syrie, en Arabie saoudite et en Jordanie. L'un des responsables de notre mouvement, Mohammad Siam, vit ici avec sa famille, mais nos militants sont en Palestine. On accuse le Soudan de nous financer et de nous entraîner. De Khartoum n'a pas un rond. Quant à nous, il nous suffit de savoir manier un revolver et plus souvent tout simplement une arme blanche. »

Quoi qu'il en soit des accusations des uns et des démentis des autres, le vrai problème, selon M. Al Mahdi, est que le Soudan offre « le mauvais exemple » d'un pays où un parti s'impose au pouvoir et impose la religion « par la force ». A quelques mots près, mais qui font toute la différence, M. Al Atabani, considéré comme l'un des hommes forts du régime, tient le même discours : le Soudan, dit-il, est « un modèle » de développement original. Et d'ajouter : « C'est cela qui fait peur. »

MOUNA NAIM

### Les ambitions de l'idéologue du régime

## Cheikh Hassan Tourabi « écrit et pense pour le monde »

KHARTOUM

de notre envoyée spéciale

On la consulte sur tout ou presque, comme on consulte les sages. Il n'occupe aucune fonction officielle et, comme toutes les autres formations politiques, la sienne, le Front national islamique, a été dissoute au lendemain du coup d'Etat du général Omar Hassan Al Béchir. Mais un ministre n'hésite pas à conseiller aux diplomates de lui rendre visite. Il fait l'objet d'une déférence évidente, à la fois populaire et officielle. Même si certains chefs religieux, qui na ont pas de son bord, l'accusent de défendre des idées hérétiques.

Cheikh Hassan Tourabi est considéré comme l'idéologue du régime, ce qu'il conteste, non pas tant par modestie, mais parce que de toute évidence il ne veut pas être uniquement associé à la junte militaire au pouvoir à Khartoum - « un régime militaire à ses propres principes », dit-il - et parce qu'il croit en sa mission universelle : « J'écris et je pense pour le monde », anathème-t-il posément.

De quoi accablent les accusations de ses détracteurs égyptiens, saoudiens ou algériens, qui voient l'ombre de Cheikh Tourabi se profiler derrière « leurs » activités islamistes, de plus en plus menaçantes. Ses yeux brillent de satisfaction lorsqu'on évoque devant lui les dénonciations officielles égyptiennes. « L'Egypte, dit-il, voit le Soudan évoluer vers une société musulmane idéale, qui applique les règles de l'Islam dont historiquement la Caïre était le pôle. L'Egypte craint que le modèle soudanais fascine le peuple égyptien qui pourrait se soulever pour changer de régime. »

### La « société islamique idéale »

Jouant remarquablement sur tous les registres, Cheikh Tourabi n'hésite pas à exprimer le regret que « les forces du changement historique » puissent être « contraintes à la violence ». En intellectuel pétré de culture occidentale - titulaire d'un magistère en droit de l'université de Londres et d'un doctorat d'Etat de la

Sorbonne, ce qui lui confère une supériorité certaine sur l'ensemble des chefs religieux traditionnels - il ne manque pas de références historiques : « Médina la révolution française a débouché sur la Terreur, plaidait-il. Et si la Russie et la Chine ont connu la révolution, c'est parce que les forces du changement y étaient accueillies. »

Si, au Soudan ou en Algérie, « le mouvement islamiste » en est arrivé à « recourir à la violence », c'est, dit-il, « en réaction à la violence exercée contre lui ». Il prend soin toutefois de préciser qu'il « préfère les révolutions progressistes et pacifiques et n'apprécie pas » celles « qui ont recours à la violence aveugle ». S'il soutient « la révolution » soudanaise, c'est parce qu'elle tend vers « la société islamique idéale » dans laquelle « il n'y aurait ni confessionnalisme, ni mentalité partisane, ni tribalisme, ni parti hégémonique, ni dictature... mais la démocratie populaire. »

Cheikh Tourabi est secrétaire général du Congrès populaire arabe islamique, créé en avril 1991 et qui groupe des isla-

mistes de différentes nationalités. Non, il ne s'agit pas de l'embryon d'une internationale islamiste, affirme-t-il, avant d'ajouter aussitôt : « Nous n'avons pas le monopole de l'Islam et le nôtre est mondialiste. L'ensemble du monde musulman vit aujourd'hui une renaissance. Le Soudan en est l'un des pôles, si je ne suis que l'un de ceux qui contribuent à cette renaissance. »

De la pauvreté du Soudan et de ses inextricables difficultés financières, il fait une vertu : « On nous accuse de financer les terroristes. Or nous n'avons même pas de quoi acheter notre essence. » Cheikh Tourabi a répondu à tout, interrogé sur les accusations de coopération entre Téhéran et Khartoum en matière de « terrorisme », il esquissa un sourire pour prendre à témoin son interlocuteur : « Il n'y a au Soudan pas d'autres islamistes que les membres de l'ambassade. Pas un soldat, pas un touriste, pas un homme d'affaires. Il n'y a même pas d'attaché militaire. » Pourquoi n'en s'attendre à une autre réponse ?

M. N.

C. du M.

Michael Jackson

Limitée

Bulletin de commande

..... Pièces seul. M.J. à FF. 69.-

..... Pièces de série à 5 de M.J. à FF. 279.-

..... Pièces seul. C. du M. à FF. 69.-

Nom:..... Prénom:.....

Rue:.....

NPA/Lieu:.....

Date de livraison en 4-6 semaines. Livraison contre remboursement plus en port

Envoyer à: MIRA Versand Postfach 907 CH-8212 Neuhausen



## AFRIQUE

### ZAIRE

#### La France, la Belgique et les Etats-Unis saisissent l'ONU de la crise politique

La France, la Belgique et les Etats-Unis ont alerté le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, sur le caractère préoccupant de la situation au Zaïre, a indiqué, jeudi 15 avril, le ministre français des affaires étrangères.

« C'est au secrétaire général de décider ce qu'il va faire », a ajouté un porte-parole du Quai d'Orsay. On s'attend, dans les milieux diplomatiques, que M. Boutros-Ghali écrive au président Mobutu pour l'inviter à trouver un compromis avec l'opposition pour mettre fin à

l'impasse politique dans laquelle se trouve le Zaïre, qui possède actuellement deux gouvernements. Le président Mobutu s'est vu le gouvernement d'Etienne Tshisekedi soutenu par l'opposition et seul reconnu par les pays occidentaux et nommé un autre premier ministre, Faustin Birindwa.

D'autre part, des militaires ont déclenché une fusillade, jeudi, aux environs de la résidence de M. Tshisekedi à Kinshasa, faisant une dizaine de blessés, au moment d'une première réunion de cabinet.

### ALGERIE

#### L'anglais et le français sur un pied d'égalité dans l'enseignement

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement fondamental et secondaire Tahar Zerhouni a annoncé, jeudi 15 avril, qu'à partir de la prochaine année scolaire, les élèves auront le choix entre l'anglais et le français comme première langue étrangère.

La France est actuellement enseignée dans les écoles algériennes comme première langue étrangère obligatoire dès la quatrième année de l'enseignement fondamental (cycle comprenant le primaire et une partie du secondaire). Une loi adoptée

en décembre 1990 par le parlement (le Monde du 31 décembre 1990) sur la « généralisation de la langue arabe » impliquait notamment un recul du français dans l'enseignement, avait soulevé de très vives protestations, particulièrement dans les milieux d'affaires et parmi les intellectuels, qui y voyaient une concession aux islamistes. Le 15 août 1991, elle a été gélée par un décret du président Ali Kafi. (AFP)

### EN BREF

■ GUINÉE-ÉQUATORIALE : l'opposition demande des sanctions internationales contre le régime. — Au moment où le président Teodoro Obiang effectue une visite privée en France, l'Union pour la démocratie et le développement social (UDDS) s'oppose à la demande de l'Union européenne (UE) et la CEE prennent des sanctions contre son régime, afin de protester contre les « perpétuelles violations » des droits de l'homme. Dans un communiqué publié jeudi 14 avril, l'UDDS indique que la démocratisation en cours « n'est qu'une manœuvre pour tromper la communauté internationale et voiler l'état d'urgence permanent qui règne dans le pays ». (AFP)

■ MOZAMBIQUE : la force de l'ONU a commencé à se déployer. — Donnant le coup d'envoi à la mission de la force de maintien de la paix de l'ONU au Mozambique, un millier de « casques bleus » italiens se sont déployés, jeudi 15 avril, sur près de 300 kilomètres le long du « corridor » de Beira, dans l'une des régions les plus touchées par la guerre civile. Parallèlement, les soldats zimbabwéens, qui assuraient depuis dix ans, dans ce secteur, la sécurité d'une voie ferrée, vitale pour leur pays enclavé, se sont retirés du Mozambique. (AFP)

■ RWANDA : l'ONU lance un appel à l'aide aux réfugiés. — Afin de venir en aide au cours des neuf

prochains mois aux quelque 900 000 personnes déplacées par la guerre civile au Rwanda, l'ONU a lancé, jeudi 15 avril, un appel pour réunir 78,5 millions de dollars, dont la majeure partie (52 millions de dollars), sera confiée au Programme d'assistance mondiale. Une trentaine de camps ont été ouverts dans le pays pour recueillir ces réfugiés, venus du nord du pays et qui sont menacés par les épidémies et la famine. (AFP)

■ TUNISIE : un numéro du Monde interdit à la vente. — Les exemplaires du Monde daté du 11-12 avril, dans lequel l'éditorial était intitulé « Déficit démocratique en Tunisie », n'ont pas été mis en vente à Tunis.

■ ZAMBIE : quatre ministres ont été limogés. — Pour avoir commis des « fautes », dont la nature n'a pas été précisée, quatre ministres, dont ceux des finances et de l'agriculture, ont été limogés, jeudi 15 avril, par le président Frederick Chiluba. Cette décision répond à une demande du public pour « un nettoyage moral au sein du gouvernement », s'est borné à expliquer M. Chiluba, qui semblait répondre ainsi à de récentes manifestations contre le gouvernement. Les pays fournisseurs d'aide avaient récemment exprimé leur préoccupation devant des cas de corruption et de détournements de fonds. (AFP)

## PROCHE-ORIENT

### LIBYE

#### Le colonel Kadhafi adopte un ton conciliant envers les Etats-Unis et les juifs

Dans un entretien accordé à l'International Herald Tribune du 15 avril, le colonel Mouammar Kadhafi, qui a toujours suivi une politique franchement anti-américaine et anti-israélienne, a adopté un ton conciliant envers les Etats-Unis et indirectement envers l'Etat juif, dans le souci manifeste d'obtenir la levée des sanctions imposées à son pays, il y a plus d'un an, par le Conseil de sécurité de l'ONU, après les attentats contre des avions de la Panam et d'UTA.

« Nous sommes ravis que les démocrates, nos alliés, soient au pouvoir aux Etats-Unis », a déclaré le chef de la révolution libyenne. « Nous n'entreprendrions rien qui nuise politiquement à Bill Clinton.

Nous voulons mettre fin au problème libyen sous son mandat », a-t-il ajouté. Il a vivement condamné les activistes islamistes, qualifiant de « chiens fous » et de « terroristes » les auteurs de l'attentat contre le World Trade Center, à New-York, et, ailleurs, les assassinats de personnalités officielles ou de civils.

Il a aussi invité au retour sous les drapeaux d'origine libyenne (qui seraient au nombre de trois mille à quatre mille, émigrés en Italie ou en Israël), affirmant qu'il ferait prochainement appliquer une loi sur l'indemnisation des Italiens et des juifs qui ont abandonné des biens dans son pays.

## ASIE

### L'Afghanistan ravagé par des ambitions rivales

Un an après la chute du régime communiste du président Najibullah, les moudjahidins, divisés en factions, continuent de se battre pour le pouvoir dans un pays dévasté

Depuis qu'il a raté sa sortie, ses propres soldats l'ayant empêché de s'enfuir en hélicoptère, « Najib » vit assiégé avec quelques gardes dans les locaux des Nations unies à Kaboul, regardant la télévision et priant Allah alors que son ancienne capitale est mise à feu et à sang par les affrontements entre moudjahidins.

La ville, qui avait échappé tant bien que mal aux affres de dix ans de conflit, est désormais l'enjeu de la lutte que se livrent les vainqueurs d'hier. Un an de « paix » y a fait plus de ravages qu'une décennie de « guerre » : des morts par milliers, encore plus de blessés, des réfugiés par dizaines de milliers, sans parler des destructions causées par les combats, les bombardements et les exactions de tous bords.

L'espoir suscité par la chute du dictateur honni, le 16 avril 1992, victime de la trahison de son allié ouzbek Rashid Dostom plus que de la supériorité de ses adversaires, après avoir été abandonné en 1989 par son protecteur soviétique — et l'arrivée à Kaboul du commandant tadjik Ahmad Shah Massoud, « héros » de la résistance, n'aura pas duré longtemps. Unis par leur seule haine des communistes, les moudjahidins ont vite fait la preuve de leur incapacité à s'entendre, se serait-ce que sur un programme minimal. Les rivalités tribales entre l'éthnie dominante pachoune et les multiples minorités, les divisions entre Pachouns, l'opposition sunnite-chilite, les ambitions personnelles des chefs de guerre et les vides de leur protection, iraniens, pakistanais ou

soudais, n'auront pas permis à la paix de durer plus que quelques jours. Entré à Kaboul dès la fin avril grâce à son alliance avec cet ancien mercenaire des communistes qu'était le général Dostom, Massoud était vite devenu l'homme fort du nouveau pouvoir. On du moins le croyait-on. Mais l'intérêt de deux mois du docteur Modjadidi, puis la présidence contestée du théologien islamiste tadjik Burhanuddin Rabbani, dont Massoud était le chef de guerre, ne lui ont guère permis de s'affirmer. Cet homme tant admiré — de ses compatriotes mais surtout de l'étranger — quand il était à la tête de ses maquisards, et qui promettait une « grande réconciliation », s'est embourbé dans les aléas d'un pouvoir auquel plus personne n'obéissait. Maladroit, il n'a pas fait le poids face à la détermination fanatique des islamistes de Gulbuddin Hekmatyar.

C'est dans ce contexte que s'est tenue à Islamabad la réunion des principaux chefs afghans qui a abouti, le 7 mars, à un accord de paix. Cet accord prévoyait la prolongation du mandat de M. Rabbani jusqu'en 1995, en échange de la nomination de M. Hekmatyar au poste de premier ministre d'un gouvernement de coalition. Un gouvernement que le redoutable islamiste se réservait le droit de choisir, y compris le ministre de la défense, et donc en fait d'en écarter le commandant Massoud. De son repaire proche de Kaboul, M. Hekmatyar a publié une liste de ministres, dans laquelle ne figurait pas de titulaire à la défense. M. Rabbani n'en a même pas accusé réception. On en est là.

Dans cette guerre d'usure que se livrent les deux rivaux — face à un général Dostom qui compte les coups — aucun ne paraît à même de l'emporter. Non seulement à Kaboul, pour le contrôle de laquelle ils s'entre-déchirent, mais surtout dans des campagnes devenues une mosaïque de passions et d'intérêts anarchiques. Les convictions religieuses et politiques ont les allégeances tribales obéissant de plus en plus la place à une sauvage empoignade pour le pouvoir. Il n'est pas jusqu'aux anciens patrons des moudjahidins, d'Islamabad à Téhéran, qui ne parviennent plus à contrôler leurs protégés.

#### Les trois batailles de Kaboul

Ce sont les exigences du chef du Herz e Islami d'être associé au pouvoir en tant que partenaire dominant et d'obtenir le retrait des hommes de M. Dostom — indépendables à la survie de l'équipe Rabbani-Massoud — qui sont à l'origine des trois batailles de Kaboul. Tout d'abord celle qui débute dix jours à peine après la chute de « Najib ». Puis celle qui partit du 10 août, transformant la capitale afghane en

plus ouverts que leurs compatriotes des campagnes, ils ont perdu toute confiance envers ces guerriers enturbannés qui sèment la pagaille et la mort dans leur ville.

Un an après, l'Afghanistan est un énorme gâchis. Gâchis d'une victoire acquise au prix de millions de morts et de personnes déplacées. Gâchis d'une solidarité internationale qui n'aurait pas demandé mieux que d'assister le pays à se reconstruire après l'avoir aidé à résister. Gâchis d'espoirs évanouis envers des combattants de la liberté qui se sont souvent révélés de fanatiques islamistes, incapables de mettre les intérêts nationaux au-dessus de ceux de leurs cibles.

Certes, on le savait d'un Gulbuddin Hekmatyar, pourtant surnommé par la CIA et le Pakistan. Mais leurs mentors avaient sous-estimé la capacité de nuisance des moudjahidins fondamentalistes, à l'intérieur de l'Afghanistan comme à l'extérieur : car les « afghans », ces terroristes islamistes qu'ils ont formés, ont essayé à travers le monde musulman, laissant leurs traces sanglantes du sous-continent jusqu'en Algérie.

Même si on peut le regretter, on ne peut s'étonner, dans ces circonstances, du désintérêt dans lequel est tombé l'ancien « royaume de l'insolence ». Ayant cessé d'être un champ de bataille entre l'Est et l'Ouest il a perdu son importance stratégique en même temps qu'il repassait d'un Charybde communiste à un Scylla moyenâgeux.

PATRICE DE BEER

### CHINE : les tribulations d'une Pékinoise désireuse de faire des études

#### De la difficulté d'être la fille d'un dissident emprisonné

Xu Jin a vingt ans. Cette Pékinoise, folle et vive, a reçu une éducation suffisante pour se présenter au concours d'entrée à l'université. Mais ses parents savent qu'elle n'a aucune chance : son père est en prison pour activités « contre-révolutionnaires » depuis douze ans.

#### PEKIN

de notre correspondant

La mère a fait appel à une tante vivant à Taiwan et qui a accepté de financer les études de Xu Jin en France. Alors a commencé l'épreuve : obtenir un passeport. Premières explications avec la police pour confirmer que, si le père est un « problème politique », la mère n'en a pas. Puis, demandes d'explications sur la parenté taiwanaise. Xu Jin ne sait toujours pas si l'argent versé pour sa préscription servira à quelque chose.

Pourquoi la France ? Peut-être parce que Xu Jin est la fille de Xu Wenli, un des dissidents qui, pour avoir lu le Droit des nations et autres ouvrages universitaires français, moisissaient dans des geôles depuis — déjà — une dizaine d'années quand les chers ont rétabli place Tiananmen, le soir du 3 juin 1989, la « révolution » menacée par le « printemps de Pékin ».

#### Diplomatie et vidéo

M. Xu, âgé de quarante-neuf ans, avait pris part, en 1978, au « mur de la démocratie », première bouffée d'agitation politique dans la Chine de Deng Xiaoping. Moins viscéralement anticommuniste que Wei Jingsheng, il n'avait pu s'empêcher de s'indigner quand celui-ci avait été arrêté en 1979. Puis il avait été fait prisonnier en France le premier témoignage direct sorti du loquet, le goulag chinois (1). Il fut arrêté en 1981 et condamné à quinze ans de prison.

Depuis, il n'a plus le droit d'écrire. On lui prête un stylo à bille pour rédiger une lettre à sa

famille, puis on le lui retire. Parfois, M. Xu, longtemps isolé dans un cachot de la prison n° 1 de Pékin, reçoit de ses geôliers le « conseil » de reconnaître sa culpabilité envers sa femme et sa fille. Celles-ci ont le droit de le voir une fois par mois. Un nouveau règlement a rendu la visite payante : un yuan, un peu plus cher que les musées. Jusqu'à maintenant, il a répondu à ses « conseillers » par un proverbe chinois : « Des fleuves et des montagnes, cela peut se modifier ; la personnalité d'un individu, non. Je n'ai pas à exprimer de regret à ma femme et à ma fille, car je ne leur ai rien fait de mal. »

Au nouvel an lunaire, M. Xu a eu le droit de s'asseoir à côté de sa femme, de lui prendre la main. Une caméra vidéo filmait la scène. La bande a été diffusée à la télévision, puis utilisée à l'étranger pour montrer que les prisonniers de conscience bénéficient d'un traitement humain. La vidéo et la libération anticipée (mais sélective) de quelques dissidents emprisonnés en 1989 ont permis à la Chine de rallier les vates de pays du tiers-monde pour repousser une condamnation de la sous-commission des Nations unies sur les droits de l'homme.

Au Parlement, le chef du parquet a promis de faire plus grand cas des droits des citoyens chinois. Depuis 1988, a-t-il dit, les enquêtes administratives pour torture de prisonniers ont porté sur 1 887 cas. D'autre part, selon une revue de Hongkong, Zhengming, le PCC a émis une circulaire secrète expliquant à sa police les avantages diplomatiques à laisser partir quelques dissidents en vue à l'étranger — où leur influence est réduite, — ou les membres de leur famille qui le souhaitent. Mais il y a des dissidents qui passent plus que d'autres en matière de relations publiques.

FRANCIS DERON

(1) Liu Qing, l'accusé devant le tribunal de la société, Robert Laffont, 1982.

#### De Charybde en Scylla

Dans ces conditions, l'unité historique de l'Afghanistan dans sa diversité semble de plus en plus menacée. Les commandants des provinces consolident les fiefs qu'ils s'étaient taillés. Le général Dostom bâtonne sa base septentrionale, proche de l'ex-URSS, à la tête de forces supérieures à celles de l'empire quelle autre clique. Quant aux Kabouls, longtemps épargnés par la guerre et souvent

■ CORÉE DU NORD : les quatre-vingt ans de Kim Il-sung. — Le président nord-coréen Kim Il-sung a célébré, jeudi 15 avril, ses quatre-vingt ans. Lors d'un banquet en son honneur, il a déclaré : « Notre République, dont l'indépendance est le sang, ne tolérera jamais d'atteinte à sa souveraineté. (...) Les impérialistes et réactionnaires essaient de nous appliquer des « sanctions » pour nous isoler et nous écraser, sous le prétexte d'un problème nucléaire qui n'existe pas. Mais aucune menace n'aura le moindre effet sur nous. » Contrairement à l'an dernier, la Chine n'a dépêché aucun dirigeant à Pyongyang à cette occasion, se contentant d'envoyer deux délégations artistiques. (Reuters, AFP)

## Le Monde des DEBATS

Le Monde

LA FIN DES ILLUSIONS

POURQUOI CONTINUER LES RIENS SHOWS

Numéro d'avril 1993 - 30 F.

LE MONDE diplomatique

AVRIL 1993

LA RUSSIE EN CONVULSION

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F.

فكرنا من الأصل



# Le Monde

## ESPACE EUROPEEN

### Aux îles Féroé, la fête est finie

Le poisson manque, le pétrole se fait attendre, les magasins sont désertés, les rêves des années 80 se sont effondrés

COPENHAGUE  
correspondance

« Je ne vois pas de point lumineux à l'horizon bien sombre des îles Féroé. » Le constat du chef du gouvernement local de cette province autonome du royaume danois, Marita Petersen, témoigne de la crise profonde que traverse cet archipel peuplé de 47 000 habitants, battu par les vents de l'Atlantique nord, situé à mi-chemin entre l'Islande, la Norvège et l'Ecosse.

Marita Petersen (social-démocrate) sort d'une réunion de cinq heures avec le premier ministre danois, Poul Nyrup Rasmussen, son ministre des finances, Mogens Lyketoft et le ministre de l'économie, Madsen Leth. Ils se sont penchés sur ces dix-huit îles maudites, plongées sous une dette extérieure de 8 milliards de couronnes (une couronne vaut 87 centimes), le poids du chômage (plus de 20 % de la population active) à la suite notamment de la réduction du poisson et de la baisse des prix des produits de la mer.

L'archipel, en bord de la faillite, a été sauvé de justesse l'automne dernier par Copenhague, qui a accordé à deux reprises des prêts garantis par l'Etat d'un montant total de 850 millions de couronnes pour empêcher la fermeture de Sjóvinnubankin, la deuxième banque des îles, et qui avait désarticulé toute l'économie déjà bien chancelante du pays.

#### Des conditions draconiennes

« Je ne croyais pas, en accédant aux affaires, que la situation était aussi dramatique. Les trois premiers mois de l'année ont été catastrophiques », nous déclare Marita Petersen, première femme à occuper, depuis février dernier, le poste de chef du gouvernement local. J'ai passé bien des nuits blanches, au point même de regretter mon ancien métier d'institutrice. Mais c'est un défi passionnant à relever, car il s'agit d'une tâche nationale qui consiste à redresser l'économie de nos îles et à aider notre société à passer un cap douloureux.

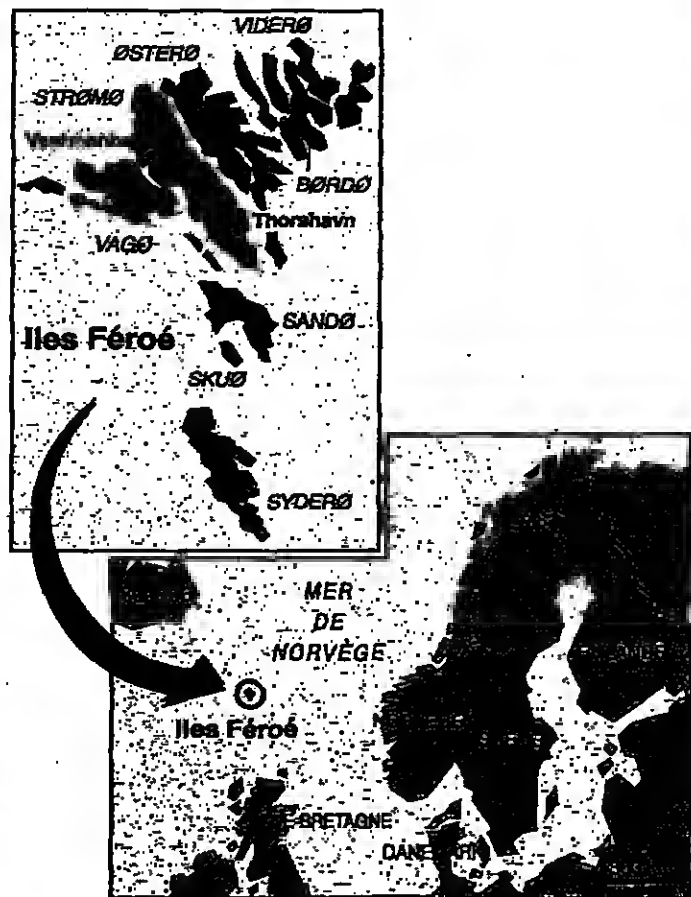
Mais Marita Petersen n'a rien obtenu de sa dernière visite à Copenhague. Pour la première fois depuis l'après-guerre, la Danemark a posé des conditions draconiennes à son aide annuelle de 800 millions

de couronnes (un tiers du budget de l'archipel en 1993) et aux deux prêts exceptionnels. « Il faut assainir l'économie et les finances publiques, il n'y a pas d'autre choix », affirme le premier ministre danois, en demandant à l'administration locale de réaliser des économies pour parvenir dès cette année à l'équilibre budgétaire. « Il sera extrêmement difficile pour moi d'y parvenir », avoue le chef du gouvernement local. Nous seul espoir réside dans la remontée des prix du poisson sur le marché mondial, des prix qui ont baissé de 30 % l'année dernière. Juste un espoir.

A un millier de kilomètres de là, la colère gronde dans ces îles peuplées en l'an 650 par des moines irlandais chassés deux siècles plus tard par les Vikings norvégiens et placées sous l'administration de la couronne danoise depuis 1380. « On n'est plus au temps de la monarchie absolue ! Les Danois se comportent comme une junte militaire dans une République bananière ! », s'exclame Ole Breckmann, député du Parti du peuple, indépendantiste et membre de la coalition au pouvoir. Il fustige les banquiers de Copenhague qui ont décidé de saigner à blanc le secteur de la pêche, « alors qu'ils n'ont jamais mis les pieds sur un chalutier ! ».

Le premier ministre danois se défend évidemment d'être un « néo-colonialiste ». Il veut « une coopération raisonnée avec la province autonome des îles Féroé afin de remettre sur pied l'économie sinistrée ». Le chef du gouvernement local tente de minimiser les propos inopportuns de ses alliés à un moment où les îles ont besoin de la main danoise pour sortir de la crise. Craignant une banqueroute de sa province maritime (qui jouit d'une autonomie interne depuis 1948 et qui ne fait pas partie de la Communauté européenne), Copenhague a demandé au Fonds monétaire international de proposer des remèdes. Les experts du FMI ont brossé un tableau peu réjouissant de la situation, prévoyant une baisse de 20 % du produit national brut en 1993 (qui était d'environ 6 milliards de couronnes l'année dernière) et un déficit budgétaire pouvant atteindre 150 millions de couronnes.

La population de l'archipel, qui a vécu pendant les années 80 à crédit, dans un état de prospérité illusoire, doit affronter la dure réalité. Le FMI a proposé l'augmentation de la TVA (instaurée en janvier



dernier au taux de 23 %), le paiement des services divers par les usagers et des économies dans le secteur public de 140 millions de couronnes (dans le secteur des infrastructures) ainsi que la vente des propriétés de l'Etat.

#### Le début de l'exode

A Vagar, aéroport des îles, l'exode a déjà commencé : plus de 2 000 Féroétiens ont l'année dernière fui le chômage et un avenir incertain. Comment en est-on arrivé là dans cette société dont le niveau de vie, dans les années 80, dépassait même celui des Danois de la métropole ? « Trois facteurs ont joué dans la détérioration dramatique de la situation économique dans les îles », explique Jørgen Sinstundst, ministre de l'économie et des finances de l'archipel. La dette publique et privée, de l'ordre de

8 milliards de couronnes, soit 173 000 couronnes par habitant (la plus élevée au monde), au point que l'administration des îles a de graves problèmes pour faire face à ses échéances en 1993 et surtout en 1994. La chute spectaculaire de 30 % de la pêche (environ 100 000 tonnes en 1992 contre 300 000 en 1985) et la baisse des prix sur le marché à l'exportation, et les perspectives pour 1993 ne sont guère réjouissantes, loin de là.

Mais Jørgen Sinstundst reste optimiste : « On s'en sortira. Nous avons déjà résolu quelque peu la situation depuis 1989 en lançant plusieurs mesures d'austérité qui nous ont permis de retrouver un excédent de la balance commerciale et de la balance des paiements en 1991 et 1992. » Mais au prix aussi d'un repli spectaculaire des importations filtrées au compte-gouttes. Thorshavn, la capitale (14 000 habitants), a triste figure avec ces

gens désœuvrés dans les rues, ses centres commerciaux tout seuls désertés par la clientèle qui n'a plus d'argent. Les Féroétiens se souviennent encore des années dorées « où les banques suppliaient de vous prêter de l'argent ». Tout le monde s'est endetté jusqu'au cou, se lançant dans une consommation effrénée, achetant maisons, voitures, bateaux et voyages à crédit. Le gouvernement n'hésita pas à investir des sommes énormes dans une flotte de pêche ultra-moderne, et finança aussi des campagnes de transport maritime, d'aviation, des travaux d'infrastructure routière ambitieux. La plupart des îles de l'archipel sont maintenant reliées par des autoroutes, des tunnels et des ponts impressionnants.

#### Négociations avec Londres

La fête est finie ! pensent les experts. La pêche (ressource principale de l'archipel et qui représente plus de 90 % des exportations) est en pleine stagnation, à cause des chalutiers ultra-moderne qui ont vidé les eaux alentour. Les Féroétiens ont été confinés dans leur zone de 200 milles nautiques qui contient de moins en moins de poissons. Quant à la flotte (trois cents bâtiments), elle devrait être réduite de 40 % au moins pour être rentable, et dix sur les vingt et une usines de conditionnement du poisson de l'archipel seront obligées de fermer.

Il reste encore un espoir : le pétrole. En décembre dernier, l'en-

cien premier ministre danois, Poul Schlüter, avait offert un cadeau de Noël au gouvernement local : le Danemark était son droit sur les ressources du sous-sol des îles après dix-sept années de négociations. Une aubaine pour les Féroétiens ! Les campagnes pétrolières BP et Shell n'ont-elles pas découvert récemment un gisement pouvant procurer des recettes de plus de 50 milliards de couronnes ? Mais le gouvernement local devra régler la délimitation des frontières maritimes avec la Grande-Bretagne.

Il faudra du temps pour que le pétrole rapporte ; cinq, six, voire dix ans, selon les experts. En attendant, les regards restent tournés vers la mer et... Copenhague. « Nous pensons qu'un jour nous romprons le cordon ombilical avec le Danemark. Car nous serons capables d'assumer notre propre destinée », assure le ministre des finances, Jørgen Sinstundst, car les subventions de Copenhague ne représentent que 12 % du PNB, un montant dont il sera facile de se passer lorsque la prospérité reviendra !

A Thorshavn, Ole Jakobsen, président du syndicat des pêcheurs (trois mille membres) retrouve, lui aussi, un peu d'espoir : le poisson est revenu à l'ouest des îles... Un heureux présage.

ALEXANDRE SARIN

### La Norvège reprend la chasse à la baleine

Les pêcheurs des Lofoten sont satisfaits mais les écologistes se mobilisent

EN dépit des protestations des mouvements écologistes allemands, britanniques, français, américains et de l'indignation du Parlement européen, la Norvège va reprendre, en mai ou juin, la chasse à la baleine dans le nord-est de l'Atlantique. Les quotas pour l'année n'ont pas encore été fixés, mais on parle de quelques centaines de cétacés.

A Oslo, le premier ministre, Gro Harlem Brundtland, connue (et décorée...) pour son engagement personnel en faveur de l'environnement, notamment dans la préparation de « sommets de la Terre », l'année dernière à Rio, a encouragé de lettres de militants lui demandant de surseoir à cette décision. Mais la « reine verte » tient bon et le gouvernement ne manque pas d'arguments solides.

En effet, les populations de baleines norvégiennes (d'une longueur d'environ 6 mètres) ne sont pas menacées de disparition, selon les experts, qui évaluent leur nombre à 86 000, cinq fois plus qu'il y en avait en 1980. En juin 1992 à Glasgow, la Norvège avait annoncé à la commission baleinière internationale (IWC) son intention de reprendre la chasse à des fins commerciales à partir de l'année suivante et d'annoncer l'autorisation à la capture d'une centaine de cétacés « pour la recherche scientifique ».

Ces activités avaient été suspendues en 1987, mais le ministre n'a plus maintenant de raison d'être, estime-t-on à Oslo, qui sera sans doute, avec l'Islande, au banc des accusés lors de la prochaine réunion de l'IWC, en mai à Kyoto. Durant des siècles, les Norvégiens du Nord,

notamment dans l'archipel des Lofoten et à Reine, se sont livrés à la chasse à la baleine, et dans les villages de pêcheurs de ces îles une famille sur trois vivait dans les années 60 et 70 de ses revenus.

#### Faire un « geste » en raison de la crise

Compte tenu de la crise qui frappe ces régions septentrionales, à plus de 1 500 kilomètres de la capitale, le gouvernement de M<sup>me</sup> Brundtland a voulu faire un « geste » en faveur de quelques centaines de baleiniers. Steinar Bastensen, porte-parole de ces derniers, a bien entendu salué le « courage » de son premier ministre. « Nous ne sommes pas des barbares, dit-il, mais nous vivons de la mer. Il faut bien comprendre qu'un emploi en mer crée quatre à cinq emplois à terre. Nous défendons un mode de vie, nos traditions culturelles. »

Toutefois, si les chasseurs de rorquals sont satisfaits, certains milieux industriels sont inquiets. Car des organisations comme Greenpeace (qui n'a jamais eu bonne presse en Norvège), Wildlife Link en Grande-Bretagne, ont promis de réagir. En lançant, par exemple, des campagnes de boycottage des produits norvégiens à l'étranger (le poisson en particulier) ou des croisières sur le *Norway* (ex-France), dont le propriétaire, Kaut Ullstein Kloster, ne cache pas son désaccord avec le gouvernement. Et certains vont même jusqu'à dire que la reprise de la chasse pourrait compromettre une éventuelle adhésion de la Norvège à la Communauté européenne.

A. D.

### Les Islandais, déçus de l'après-guerre froide

REYKJAVIK  
de notre correspondant

Rien ne semblait atténuer l'optimisme des Islandais. Ils avaient une médaille première, le poisson, pour lequel la demande était supérieure à l'offre, une énergie hydroélectrique abondante et prometteuse, et une base américaine - Keflavik - généreuse par les revenus qu'elle procurait. Une indépendance toute fraîche (1944), une démographie dynamique qui faisait le bonheur de l'industrie du bâtiment et une consommation débridée rendus possibles par une flambée d'heures supplémentaires attisée par la manque de main-d'œuvre et entretenus par une morale luthérienne du travail à toute épreuve.

Les chalutiers déchargent toujours leurs cargaisons sur les jetées, des ports de pêche où les employés des usines de congélation les accueillent avant de les déter et de les dépecer. Mais la flotte est inemployée à 30 %. Les quotas ont baissé et des villages entiers sont en faillite. Le chômage, inconnu jusqu'alors, touche 5 % de la population active. Le spectre des îles Féroé plane sur les régions de pêche. Encore les Féroé ont-elles la tutelle danoise, alors que l'Islande doit compter sur ses propres forces. Le gouvernement conservateur a d'abord estimé que les îles de l'archipel elles-mêmes réduiraient la flotte. Mais quand une communauté de plusieurs centaines de personnes est menacée, il faut bien intervenir.

Les réserves de poisson, en particulier celles de cabillaud, ont fortement diminué. Les Islandais, maîtres de leurs eaux depuis 1978, ont pourtant géré leurs stocks avec prudence. Les mailles des filets sont impropres à protéger les zones de frai et les quotas devraient garantir le renouvellement des espèces. Mais la pêche ne récompense pas nécessairement les peuples raisonnables qui protègent le mieux leur environnement. C'est en mer de Barents - modification de la salinité des eaux - que la température ? - que le cabillaud prospère à présent alors qu'il se reproduit chichement dans les eaux islandaises.

#### Des rats avec le cabillaud

Que faire ? Importer du poisson russe, pour le transformer ? L'Islande le fait, mais en très petites quantités. Rien de comparable avec les échanges avec la Norvège. L'Islande est trop loin. Ce sont les Russes qui sont plutôt demandeurs. Avec l'argent du poisson bradé à n'importe quel prix, ils font retaper, dans les chantiers navals de Reykjavik, leurs chalutiers rouillés. Un casseur islandais s'est spécialisé dans la vente de carcasses de voitures Lada (près de 10 % du parc automobile en Islande) que les équipages russes achètent à la tonne et entassent sur le pont des chalutiers pour les revendre à prix d'or, de retour dans leur pays. Des marins russes ont été arrêtés, fouillant les décharges

publiques, à la recherche d'improbables pièces détachées. Le poisson russe, vendu trop bon marché, n'est pas moins défavorable aux pêcheurs islandais qu'à leurs collègues français. Mais plus que tous les dangers sur les îles du marché, c'est la vue de rats s'échappant des chalutiers russes qui, en Islande, a ruiné la réputation de ces cabillauds pêchés, trap journe avec des filets trop serrés, dans la mer de Barents.

Les Islandais, en fait, sont déçus de l'après-guerre froide. La tension Est-Ouest leur conférait une importance, un rôle, une situation géopolitique déterminante. L'armée américaine a réduit ses effectifs sur la base de Keflavik et invite les Islandais, qui se font tirer l'oreille, à participer au financement de l'aéroport international. C'est dans la région de la base de l'OTAN que le chômage est le plus important.

#### La solidarité nordique en question

L'Islande a de l'électricité à revendre. Elle espérait sa spécialité dans la transformation, grosse consommatrice d'énergie, de métaux non ferreux. Mais, productrice d'aluminium, elle retrouve sur son chemin les Russes, qui cessent les prix de ce métal. Les Soviétiques, par ailleurs, étaient les fournisseurs exclusifs de l'Islande en pétrole, et tenaient tellement à ce rôle qu'ils achetaient en échange, les yeux fermés, aux Islandais du herang et des lainages qui ne trouvaient plus preneurs. Restés le

rève de vendre de l'électricité par câble sous-marin, projet qui tient du serpent de mer par son appétit récurrent dans le presse.

L'Islande endettée hésite à emprunter pour stimuler artificiellement l'activité en attendant que le temple se calme. Développer l'aquaculture ? C'est un secteur où seuls ceux qui arrivent les premiers gagnent de l'argent, car les cours ont été fait de beaux rats, ce qui augmentent les quantités mises sur le marché. Et les élevages de saumon islandais, développés trop tard, sont presque tous en cessation de paiement. Seul la tourtererie marche bien, pour ajouter quelques touches noires à ce tableau déjà sombre, les pœux de phoque ne se vendent plus, les pœux de vison et de renard se vendent mal et la chasse à la baleine, dont la viande était exportée en quasi-totalité au Japon, est interdite.

La construction d'un Espace économique européen réunissant les pays de la CEE et de l'AELE - dont l'Islande attendait beaucoup - n'avance pas du fait de l'obstruction espagnole. Et l'idéal européen, au banc d'arrêt de l'opinion publique, connaît une baisse sensible. Le syndrome des îles Féroé et refroidit les adeptes du « small is beautiful ». Quant à la solidarité nordique, elle est partagée entre la tension de la CEE et un rapprochement entre toutes les nations de la Baltique, l'Islande, dans les deux cas, n'est pas dans la course.

GÉRARD LEMARQUIS

### AVIS AUX ESPAGNOLS

#### LE CONSULAT GÉNÉRAL D'ESPAGNE A PARIS INFORME :

LE 6 JUIN PROCHAIN AURONT LIEU, EN ESPAGNE, DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES. LES LISTES ÉLECTORALES DES RÉSIDENTS DANS LA CIRCONSCRIPTION CONSULAIRE DE PARIS SERONT À LA DISPOSITION DU PUBLIC AU CONSULAT GÉNÉRAL D'ESPAGNE (165, BD MALESHERBES, 75017 PARIS, TEL. : 47-66-03-32), DU 18 AU 26 AVRIL (INCLUS). LES RÉSIDENTS ESPAGNOLS AURONT LA POSSIBILITÉ DE PRÉSENTER DES RÉCLAMATIONS CONCERNANT LEUR INSCRIPTION SUR LES LISTES, QUI SERONT CELLES ÉTABLIES AU 1<sup>er</sup> JANVIER 1992.

(Publié)



## ESPACE EUROPEEN

TRIBUNES

## Les petits pas sont inefficaces dans les Balkans, il faut en faire des grands

par Flora Lewis

La guerre en Bosnie-Herzégovine a maintenant plus d'un an. Le nombre de morts, de blessés, de personnes déplacées, est considérable. Il est certain que la situation est très grave, mais elle n'est pas insurmontable. Malgré une diplomatie active et les menaces de plus en plus dures du Conseil de sécurité, aucune solution ne se dessine. Et il n'y a pas de trêve, par épuisement ou par échec.

Si elle se produit, il est peu probable que l'Albanie et le Monténégro voisins n'en soient pas affectés. Les passions s'exaspèrent dans la région, y compris en Grèce, Turquie, Roumanie, Bulgarie, et les dirigeants de ces pays ne veulent pas – ou plus probablement ne peuvent pas – résister aux émotions populaires en faveur d'une intervention. Le danger d'une guerre beaucoup plus large s'accroît. Comme augmentant le honte de l'Europe et de l'Occident, et le coût probable en vies humaines, si ces derniers décident finalement que l'intolérable ne peut plus être toléré.

Mais que faire? Jusqu'à maintenant les efforts ont été concentrés sur une solution progressive, étape par étape, qui ne s'est révélée ni stable ni efficace. Cette politique ne marche pas. Elle ne peut pas prendre en compte l'extraordinaire enchevêtrement des peurs, des ambitions et des amertumes balkaniques.

### Une approche régionale

Tous les conflits sont liés entre eux. Chercher à les identifier et à les isoler, nourrit la balkanisation, la division de la région en morceaux hostiles. C'est l'essence du plan Vance-Owen pour la Bosnie-Herzégovine. Sa plus grande erreur n'est pas de paraître endosser le « nettoyage ethnique » et récompenser ainsi l'agression serbe; c'est que son objectif limité d'arrêter les combats, pour un temps, sur un territoire étroit – avec cinquante mille hommes ou plus de troupes de maintien de la paix – ne résoudra rien. Il n'incite même pas les protagonistes à arrêter la guerre.

Il est erroné de dire qu'on va d'abord mettre un terme à la violence et qu'il sera ensuite possible d'envisager un règlement plus large, plus durable. Aussi longtemps qu'une réponse raisonnable ne sera pas donnée à la question – quoi après? Que se passera-t-il après que le dernier coup de feu aura été tiré? – il n'y a aucune raison que s'arrête l'usage de la force que le recours aux vaines menaces n'impressionne pas.

Seule une large approche régionale du problème peut permettre une réponse à la question. Elle doit être fondée sur la prise en compte du seul objectif qui partage tous les protagonistes : à savoir le besoin de sortir de l'ambivalence, de l'isolement, du sous-développement, qui ont si longtemps caractérisé les Balkans, et de se rapprocher de l'Europe. En un mot, le but doit être de « débalkaniser » la région.

### Un nouveau congrès de Berlin

Il convient de prendre deux initiatives parallèles, l'une concernant la sécurité, l'autre le développement. Ces deux initiatives vont beaucoup plus loin que la conférence de Vienne par Edouard Balladur dans son discours devant le Parlement, mais il serait bon que la France reprenne l'idée avec ses partenaires européens. Toutes les économies de la région souffrent actuellement de la guerre, directement ou indirectement. Il n'y a aucune perspective sérieuse d'investissement étranger dans aucun de ces pays aussi longtemps que la sécurité ne sera pas garantie. Et tous ces pays craignent pour leur sécurité.

C'est pourquoi les Etats-Unis, la Russie et la Communauté européenne (ou ses principaux Etats-membres) doivent de toute urgence prendre l'initiative de convoquer une grande conférence, dans le style de celles du dix-neuvième siècle – comme par exemple le congrès de Berlin de 1878 – afin de créer un système global de sécurité régionale. Cette conférence pourrait avoir pour objectif un traité général garantissant les frontières et les droits des minorités ou un réseau très dense de traités bilatéraux de tous les Etats impliqués les uns avec les autres. Dans tous les cas ces accords seraient garantis par les puissances invitées.

Les participants devraient comprendre tous les Etats de l'ex-Yougoslavie, l'Albanie, la Grèce, la Turquie, la Bulgarie, probablement la Roumanie et peut-être la Hongrie. C'est le seul moyen de

convaincre chacun qu'il s'agit de gagner à accepter un système de sécurité qu'il nourrira des ambitions aux dépens de ses voisins. La paix et la sécurité futures seront la récompense d'une renonciation aux griefs historiques.

Dans tous les pays concernés, y compris la Serbie, il y a des gens qui souhaitent une solution pacifique. Ils n'ont pas s'exprimer dans le climat émotionnel exploité par le pouvoir parce qu'ils n'ont actuellement aucune solution à proposer. La convocation d'une conférence renforcerait la pression à l'intérieur de chaque société en faveur d'une issue excluant l'emploi de la force.

Une telle solution nécessiterait certainement une force de maintien de la paix conséquente afin que les garanties soient crédibles jusqu'à l'épuisement des passions et peut-être la relève des dirigeants. Ce ne serait pas un simple et interminable armistice, comme à Chypre, où l'ONU sépare les deux camps depuis vingt-neuf ans sans qu'aucun progrès ait été fait vers un accord; ce serait un nouveau régime de sécurité.

Dans le même temps, il faudrait proposer un programme de développement économique. Il n'est pas indispensable de tout prévoir depuis le début; il suffit de tracer une perspective fiable de développement à long terme, en ménageant des étapes. L'accord devrait être mis sur le développement régional, pas sur le développement pays par pays, sur la création d'infrastructures au bénéfice de tous les Etats concernés et des échanges commerciaux. Ce qui signifie prioritairement aux télécommunications, à l'énergie et aux installations de base pour le tourisme.

### Le moment ou jamais

En fait, tous ces pays souhaitent des projets qui les intègrent plus complètement dans le monde développé, qui leur donnent le sentiment de faire partie de l'Europe et pas seulement d'en être le « sous-produit », selon le mot de Churchill. Mais ils le font en tant que rivaux, cherchant à pousser les autres de côté pour prendre la tête du peloton, ce qui va à l'encontre du but recherché. Ce sont des partenaires naturels qui devraient regarder par-delà les traditionnelles hostilités balkaniques, si on veut les pousser dans la voie des projets communs. Il ne s'agit pas d'une nouvelle mouture de la confédération balkanique. Les res-

sentiments sont trop forts et les craintes trop grandes.

Mais il s'agit d'une proposition visant à renverser le cours désastreux des événements, tournant le dos à de nouvelles fractures sentimentales pour une coopération mutuellement avantageuse. Cette initiative ne peut pas être endogène. Elle doit venir de l'extérieur. Comme l'a montré l'expérience de la Communauté européenne, la coopération ne signifie pas la perte de l'identité nationale ou des caractères ethniques distinctifs, mais elle entraîne la mise en sommeil du nationalisme le plus agressif.

### La fragilité de la situation russe

Il est urgent d'agir, et c'est le bon moment pour le faire. Les précédentes tentatives pour amener un petit peu d'harmonie dans les Balkans, sous la forme d'une quelconque union, ont toujours buté sur les alliances changeantes sur le terrain et les conflits d'intérêts extérieurs. Pour une fois, les puissances étrangères qui devraient être impliquées ne sont pas ennemies. Les Etats-Unis, l'Europe, la Russie, ont maintenant un intérêt supérieur commun dans la région : l'établissement d'une paix sûre.

L'urgence est accrue par la fragilité de la situation russe, par la tendance générale à la fragmentation et à l'affirmation ethnique dans les anciens pays communistes. L'accord actuel entre les puissances extérieures sur la nécessité d'épouser les Balkans peut ne pas durer. Il n'y a pas que les affinités historiques qui font de la Serbie un sujet sensible pour Moscou. Les opposants aux réformes de Boris Eltsine et à sa politique pro-occidentale voient dans le destin de Belgrade un précédent pour mobiliser les émotions et donner un coup de fouet au moral de l'armée au profit de leurs objectifs politiques particuliers. Le fait de prendre en compte les intérêts légitimes de la Serbie dans une approche régionale détruirait leur argumentation.

Il s'agit là d'une suggestion pour une diplomatie élargie, audacieuse. De même qu'elle a ouvert les vannes aux troubles actuels, la fin de la guerre froide la rend possible. L'expérience montre que les petits pas sont inefficaces. Il est temps d'en faire des grands.

► Flora Lewis, américaine, est journaliste au New York Times.

## Italie : pour ou contre le système majoritaire

Une des questions soumises à référendum les 18 et 19 avril en Italie porte sur la réforme de la loi pour l'élection du Sénat. Les partisans du « oui » et ceux du « non » s'opposent sur les conséquences d'un système majoritaire, à un ou deux tours. Pour le « oui », Piero Ostellini (journaliste), pour le « non », Luciano Canfora, historien marxiste, membre de Refondation communiste qui s'est séparée du PCI quand il est devenu PDS, s'expriment régulièrement dans le *Corriere della Sera*.

## Les travailleurs y gagneront

par Piero Ostellini

A la fin du monde bipolaire (Etats-Unis, URSS) s'est débloqué le système politique italien et mis un terme à notre propre polarisation. Elle l'a débarrassé de l'exclusive qui frappait le Parti communiste italien, aujourd'hui Parti démocratique de la gauche.

Elle a mis un terme à la polarisation en réduisant les distances idéologiques (la conception du monde), autres que politiques (la façon de gouverner) entre les partis de gouvernement et l'opposition ex-communiste.

Les adversaires marxistes du « oui » (Ingrao ou PDS, Refondation communiste, *Il Manifesto*, etc.), disent aujourd'hui qu'avec le système majoritaire, à un ou deux tours, se feront face deux formations « modérées », parce que la coalition conservatrice comme la coalition réformatrice convergeront vers le centre, comme c'est le cas dans tous les pays capitalistes du monde, à la recherche des suffrages « bourgeois ». De telle sorte que les travailleurs ne seront plus représentés au Parlement.

L'hypothèse est vraisemblable. Mais rien ne dit que ce sera nécessairement un mal.

Premièrement, parce que le système majoritaire réduira ultérieurement la polarisation du système, favorisant l'alternance entre deux coalitions également crédibles, c'est-à-dire le bon fonctionnement de la démocratie.

Deuxièmement, parce qu'il poussera aussi les mouvements extrémistes à devenir plus modérés, ce qui ne veut pas dire à renoncer à leurs convictions, mais à les défendre de manière plus réaliste. Troisièmement, parce qu'il apprendra à tous à vivre avec les idées des autres, sans maximalisme idéologique, « fuite dans l'utopie » et nouveaux « murs ».

Les travailleurs seront représentés plus efficacement, c'est-à-dire mieux. Et non moins bien.

## Un encouragement à la Mafia

par Luciano Canfora

« VOUS voulez en finir avec les corrompus? Dites « oui » au changement du système électoral. C'est la roue qui tourne qu'on nous martèle. Et peut-être certains tombent-ils dans le panneau. Les vieilles figures du régime passé, en piste depuis des décennies, s'en vont répétant cette énorme sottise. Mais ce sont des tricheurs. Ou, est-il écrit, et comment peut-on sérieusement démontrer, que *Tangentopoli* et le système proportionnel vont de pair? Vous ne pouvez pas tromper les électeurs. Avant tout, il serait facile de répliquer que les pays symboles du scrutin uninominal sont aussi les paradis de la Mafia : les Etats-Unis où le « tarif » électoral répond à des règles rigides et exorbitantes et où on gouverne « au nom des lobbies », et le Japon, où la Mafia est une institution reconnue et réverée, dont les chefs ouvrent dans les rues les cortèges de protestations contre les loi anti-Mafia! »

Alors finissons-en avec ces

réformes, qu'il faut faire « tout autre », beaucoup plus facile et beaucoup plus efficace : il faut interdire les dépenses électorales, qui sont la bouillie de culture de la corruption politique; qui sont une offense à la dignité et à l'intelligence des électeurs (et qui augmentent de manière vertigineuse avec le scrutin majoritaire). Pourquoi Mario Segni, au lieu de nous faire voter sur une question obscure qui ressemble à l'énigme du Sphinx, n'a pas mis en train la plus simple, la plus limpide, la plus efficace des réformes : les coupes claires dans les dépenses électorales?

A propos. L'obscurité question est conçue dans des termes tels que si le « oui » l'emporte, entrera en vigueur pour l'élection du Sénat le scrutin uninominal « sec », c'est-à-dire à un seul tour. Comment la majorité du PDS qui dit vouloir deux tours, peut-elle appeler à voter « oui »?

## Une école de cinéma pour l'Europe

Au Danemark, un collège inspiré des campus américains offre confort et haute technologie aux jeunes Européens passionnés d'images

EBELTOFT

Correspondance

Sur une baignoire voutée dominant la côte est du Jutland, une petite partie du rêve européen est en passe de s'accomplir. A Ebeltoft, l'European Film College (EFC) ouvre ses portes au mois de janvier, accueillant cent étudiants originaires de vingt-cinq pays : 5 800 mètres carrés de bâtiments au clair design finlandais et à l'aspect futuriste. L'intérieur n'est que de murs blancs – « la tradition Dreyer », dit en souriant un enseignant.

Il ne s'agit pas d'un nouveau projet de la CEE ou du programme Media. Fondé par le gouvernement danois et les autorités régionales avec un budget de 70 millions d'euros, le collège n'a obtenu des subsides de Bruxelles qu'après coup. Mais ses créateurs et son personnel, indifférents aux résultats des référendums passé et futur, croient passionnément en l'unité culturelle de l'Europe – une Europe qui comprendrait aussi l'Albanie ou la Russie. Les buts du collège? « L'Europe ne possède pas d'équivalent de Sundance ou d'UCLA (1), où les étudiants puissent résider et vivre au contact des images, explique le directeur du Collège, Bjørn Eri-

ksen. Ici, on apprend comment les films sont faits, mais pas nécessairement à en faire. »

Le Collège propose des cours sur l'histoire et les genres cinématographiques, sur les techniques, sur « le son, la musique et la faculté d'entendre; l'image et la faculté de voir; les mots et la faculté de comprendre ». Chaque session s'achève par des « semaines-projet », durant lesquelles les étudiants se réunissent en petits groupes afin d'étudier en détail un thème particulier. Leur principe fondateur est l'échange des idées, grâce à la concentration dans un lieu unique, et agréable, des participants aux origines variées.

### Pas d'étudiant français

Le comité d'honneur de l'EFC ressemble au *Who's who* du cinéma européen : Lindsay Anderson, Théo Angelopoulos, Bernardo Bertolucci, Milos Forman, Aki Kaurismäki, Istvan Szabo, Andrzej Wajda, Wim Wenders... Outre les enseignants permanents, des personnalités du continent y donnent des conférences. « Après le succès imprévu de films danois tels que *Le Festin de Babette* ou *Pelle le Conquérant* à la fin des années 80, nous avons voulu essayer de transformer ces bonnes surprises en quelque chose de durable », explique Bjørn Eriksen.

Le Danemark bénéficie d'une grande tradition d'enseignement pour adultes, financé à 50 % par l'Etat. En conséquence, la moitié des étudiants d'Ebeltoft, entièrement pris en charge, doivent être danois.

Par ailleurs, la Fondation danoise pour la démocratie couvre la totalité des frais d'au moins une douzaine d'étudiants venus d'Europe de l'Est. Pour les autres, le coût moyen d'un cursus de huit mois s'élève à environ 20 000 francs. Les équipements techniques sont ultra-modernes, grâce notamment aux dons de plusieurs grandes entreprises, qui ont fourni les matériels de prise de vues, d'enregistrement du son, de montage et de projection.

La vision des classiques étant un des axes de l'enseignement, le collège dispose, à côté des studios et de la bibliothèque, de deux très belles salles de cinéma. On y croise un Roumain, ayant pour la première fois quitté son pays dans le but de devenir producteur, le côté d'un Irlandais, candidat acteur qui répète les répliques de De Niro dans *Taxi Driver*, ou d'une jeune Danoise tentée par le scénario, mais, pour l'instant, pas de Français, peut-être parce que l'anglais est ici la langue en usage.

Plus de six cents candidatures

sont arrivées à Ebeltoft en vue de la deuxième année. « Les gens sont étonnés que nous ne demandions aucune qualification particulière », remarque M. Eriksen. Et que nous n'en tenions pas compte dans la sélection. Hormis les critères objectifs – avoir plus de dix-neuf ans et bien maîtriser l'anglais –, nous leur demandons seulement de nous convaincre qu'ils doivent être admis. »

Certains étudiants avaient déjà appris une technique dans une autre école de cinéma, « mais ici, souligne un élève finlandais, on apprend la culture cinématographique considérée dans un contexte beaucoup plus large, au milieu de gens très différents mais qui partagent le même amour des films. »

PETER COWIE

► Peter Cowie, rédacteur en chef de *Variety* pour l'Europe, est l'auteur d'ouvrages consacrés aux cinémas nordiques.

(1) Créé par Robert Redford dans l'Utah, le Sundance Institute accueille des séminaires de formation au cinéma et des ateliers de préparation pour des projets de films. Le département cinéma de l'université de Californie à Los Angeles a formé plusieurs générations de spécialistes (critiques et théoriciens) du cinéma.

Le Monde  
DOSSIERS  
& DOCUMENTS

Avril  
1993  
deux dossiers

### LA FAMINE EN AFRIQUE

Somalie, Soudan, Libéria... Partout où il y a la guerre, les populations souffrent cruellement de la faim. Des pays en paix sont également touchés par ce fléau, alors imputable à la sécheresse. Pourtant, il existe des solutions à long terme.

### VERS UNE ÉTHIQUE BIOMÉDICALE

L'accélération des progrès de la biologie et les réussites spectaculaires enregistrées dans le domaine de la bioéthique peuvent aussi engendrer des dérives et des pratiques contestables. Pour prévenir ces dangers, les pouvoirs publics cherchent à mettre en place un ensemble de normes et de principes qui vont poser les bases d'une éthique biomédicale.

Au sommaire des Clés de l'Info : la formation du gouvernement, les politiques de relance, le « big bang » et les alliances du P.S., les élections législatives au Yémen, les hommes et les partis en présence en Afghanistan, les Kurdes, la crise de l'aéronautique, le partage du travail, les défits d'initiales, les dix ans de la retraite à soixante ans, les pavés du Nord...

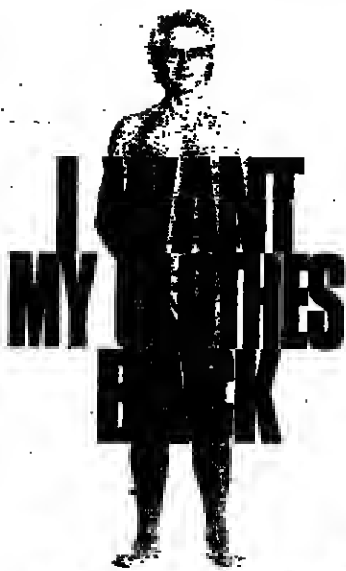
En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

فكرنا من الأصل



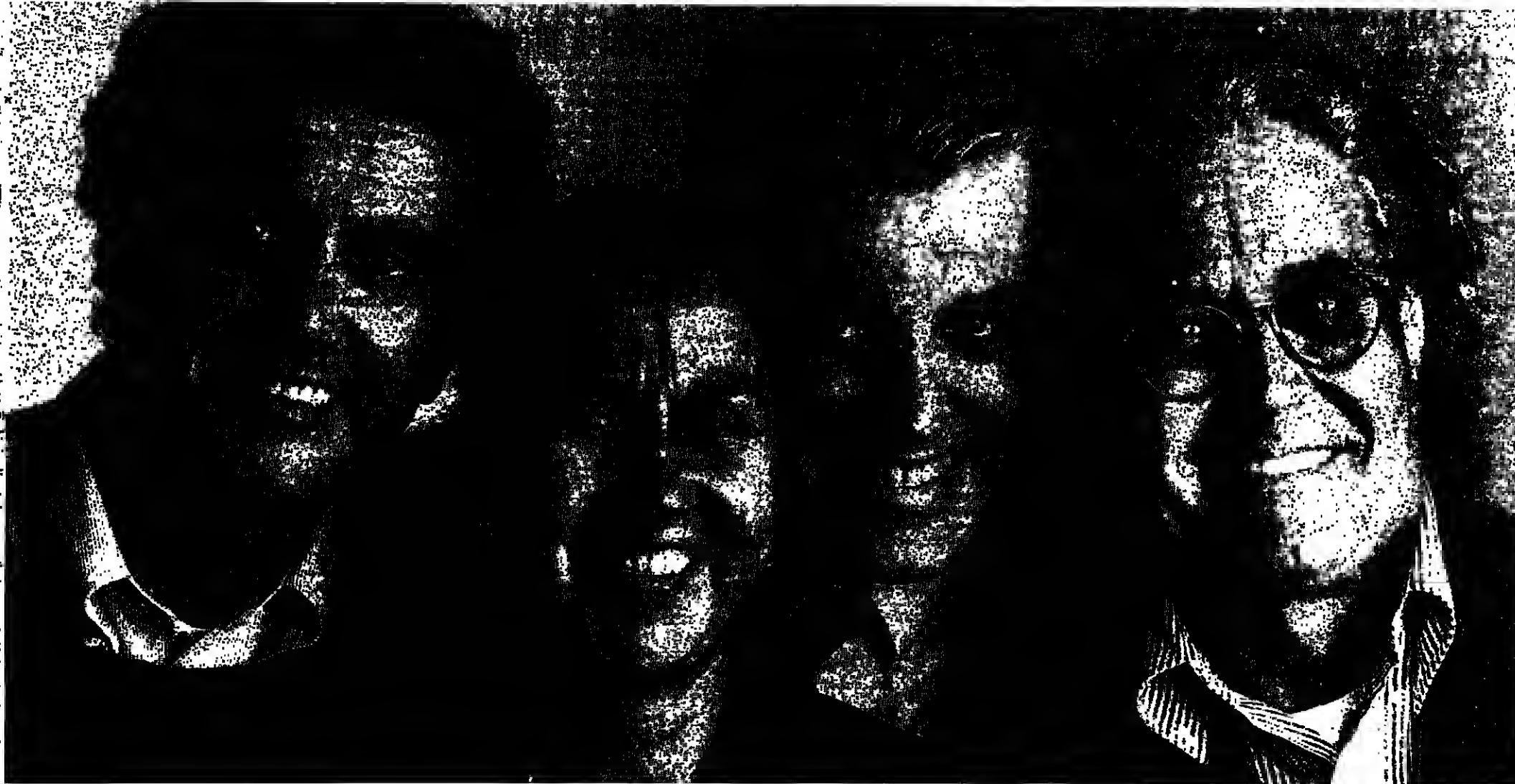
هكذا من الأعمال

• La Monde • Samedi 17 avril 1993 9



**REDISTRIBUTION  
PROJECT**  
DONATED BY THE CLIENTS OF  
UNITED COLORS  
OF BENETTON.

# 460.000 Kg. DE VETEMENTS RECUEILLIS **MERCI**



**CARLO, GIULIANA, GILBERTO ET LUCIANO BENETTON REMERCIENT:**

LES ORGANISATIONS HUMANITAIRES NATIONALES ET INTERNATIONALES QUI REDISTRIBUIRONT LES VETEMENTS RECEILLIS A CEUX QUI EN ONT BESOIN;  
EN PARTICULIER:  
**CARITAS** SUISSE, BRÉSIL, DANEMARK, EGYPT, TURQUIE, URUGUAY; **SOCIÉTÉ DE LA CROIX ROUGE ET DU CROISSANT ROUGE** EN ARGENTINE, AUTRICHE, BOLIVIE, BRÉSIL, CHYPRE, DANEMARK, FRANCE, ALLEMAGNE, JAPON, GIBRALTAR, INDE, YOUGOSLAVIE, MACAO, MEXIQUE, PÉROU, PORTUGAL, SINGAPOUR, AFRIQUE DU SUD, SUISSE, TURQUIE; **SAINT VINCENT DE PAUL SOCIETY** RICHMOND (AUSTRALIE); **GIFTS IN KIND AMERICA** U.S.A. ET CANADA; **HOGAR DE CRISTO**, CHILI; **SEMANA DEL MENOR**, COLOMBIE; **INSTITUTE FOR THE DISABLED**, SÉOUL (CORÉE); **CASA PRESIDENCIAL DE LA REPUBLICA** COSTA RICA; **MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**, JAPON; **JAPAN RELIEF CLOTHING CENTER**, JAPON; **GLOBAL JEWISH ASSISTANCE & RELIEF NETWORK** HONG-KONG; **CONFRATERNITAS SANTAE MARIAE SUFFRAGII**, FANO (ITALIE); **GOLF CONTINUITY** MILAN (ITALIE); **CENTRO ITALIANO FEMMINILE**, VENISE (ITALIE); **WORLD ASSEMBLY OF MUSLIM YOUTH (WAMY)** PAYS ARABES; **FUNDACION ESPERANZA**, PARAGUAY; **ASOCIACION HUMANA**, BARCELONE (ESPAGNE); **BUDDHIST RELIEF OLD CLOTHES HELP CENTER**, TAIWAN; **VOLUNTARIADO DE SERVICIO SOCIAL COMUNITARIO**, VÉNÉZUELA;

**LES REPRÉSENTANTS, LES DIRECTEURS ET LES EMPLOYÉS DES 5500 MAGASINS BENETTON DANS LE MONDE, QUI ONT PARTICIPÉ À LA COLLECTE;**

LES SERVICES DE TRANSPORTEURS DES SOCIÉTÉS SUIVANTES: **GROUP SAIMA AVANDERO**, **GROUP T.N.T. EXPRESS**; **HELLMANN** AU ROYAUME-UNI; **KÜHNE & NAGEL**, **CRETSCHMAR DÜSSELDORF** ET **TRANS BAVARIA MUNICH**, EN ALLEMAGNE; **UNIFREIGHT**, EN IRLANDE; **GONDRAND**, **SICILIA DISTR.** **MERCI**, **F.LLI PICCIN TRÉVISE** ET **DOMENICHELLI**, EN ITALIE; **SERVICIO VANETTE**, AU MEXIQUE; **E.R.T. HELSINKI**, EN FINLANDE; **L.T.A. NEW JERSEY**, AUX ÉTATS-UNIS.

**LES OUVRIERS, LES EMPLOYÉS DE BUREAU, LES CADRES, LES CADRES SUPÉRIEURS DE LA BENETTON GROUP SPA, DE LA UNITED COLORS COMMUNICATION S.A., DE LA BENLOG SPA, DE LA BENETTON JAPAN K.K. TOKYO, DE LA BENETTON SERVICES DE NEW YORK, DE LA UNITED COLORS COMMUNICATION DE MIAMI, DE LA BENETTON BOGAZICI HAZIR, GIYIM A.S. TURQUIE, DE LA DCM BENETTON INDIA LTD, DE LA BENETTON EGYPT, DES FILIALES BENETTON EN AMÉRIQUE LATINE, DE L'I.C.M. EN AFRIQUE DU SUD.**

## **MERCI, EN PARTICULIER, A TOUS CEUX QUI ONT VIDÉ LEURS PLACARDS.**



## POLITIQUE

La déclaration de politique générale du gouvernement

## Edouard Balladur affirme qu'il mènera une action « bien différente »

Le Sénat a approuvé par 223 voix contre 15, jeudi 15 avril, la déclaration de politique générale du gouvernement prononcée par Edouard Balladur, en vertu de l'article 49-4 de la Constitution. Seuls les communistes ont voté contre. Les socialistes n'ont pas pris part au vote. Au cours de son discours, le premier ministre a pris soin de démarquer son action de celle des gouvernements précédents. Il a évoqué un plan destiné à garantir « l'équilibre, la stabilité et la paix sur l'ensemble du territoire de l'Europe » et souhaité également que « soit suspendue toute nouvelle autorisation d'implantations commerciales », selon lui, « conduisant souvent à la disparition de toute vie locale ».

Comme lors de sa déclaration de politique générale, le 8 avril, à l'Assemblée nationale, Edouard Balladur a rappelé que la politique de son gouvernement « repose sur quatre principes essentiels » : « affirmer l'état républicain », « assainir notre économie au service de l'emploi », « garantir les solidarités essentielles

à notre société » et « mieux assurer la place de la France en Europe et dans le monde ». Evoquant ensuite le calendrier des prochains travaux parlementaires, le premier ministre a confirmé que les députés et les sénateurs seront saisis de « réforme de la Haute Cour et du Conseil supérieur de la magistrature » et seront invités à « se pencher à nouveau sur la réforme du code de procédure pénale ». A propos de la réforme du code de la nationalité, M. Balladur a précisé que le texte débattu sera celui qui a déjà été adopté par le Sénat.

Le premier ministre a affirmé la volonté de son gouvernement de « garantir la sécurité des citoyens », ajoutant : « Certes, des incidents inattendus et profondément répréhensibles sont toujours possibles. J'approuve pleinement la réaction rapide, ferme et équilibrée de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire » (Charles Pasqua, NDLR). M. Balladur a indiqué que le gouvernement entendait « redéfinir les conditions dans lesquelles les policiers exercent leurs fonctions » et « faciliter leur travail, dans le strict respect de nos principes juridiques et des droits légitimes des citoyens », avant de préciser : « Cependant, qu'on ne généralise pas : les forces de l'ordre

font d'ores et déjà preuve, dans des conditions souvent difficiles, d'une grande compétence et d'une grande maîtrise ».

Après avoir rappelé qu'il avait annoncé à l'Assemblée nationale la suspension « jusqu'à nouvel ordre » de toute fermeture de services publics en zone rurale, le premier ministre a indiqué qu'il y a lieu de mettre à l'étude les conditions dans lesquelles les implantations commerciales nouvelles conduisent souvent à la disparition de toute vie locale dans les villages et les bourgs. « Il ne s'agit nullement de s'opposer au progrès », a-t-il souligné, « il s'agit de vérifier que la modernisation du système de distribution (...) est toujours adaptée aux besoins de la vie sociale. Je souhaite que soit suspendue toute nouvelle autorisation, jusqu'à nouvel ordre, en attendant le résultat de la concertation que M. le ministre du développement économique, chargé des petites et moyennes entreprises et du commerce et de l'artisanat, NDLR, va s'employer à mener ».

Insistant ensuite sur la nécessité de « résoudre les situations de précarité », M. Balladur a précisé qu'il pensait « particulièrement à la communauté des rapatriés, Français,

musulmans, aux harkis, à l'égard desquels le gouvernement tiendra ses engagements ».

Un chapitre de la politique étrangère, après avoir confirmé que le Parlement aurait à « s'interroger » sur le mode de scrutin pour les élections européennes, le premier ministre a affirmé qu'il n'y aura pas d'Europe occidentale heureuse sans une Europe orientale paisible. Afin de parvenir à l'équilibre, à la stabilité et à la paix sur l'ensemble du territoire de l'Europe, M. Balladur a suggéré, « dans l'esprit de ce qui avait été antérieurement proposé par notre pays », une « procédure qui comporterait trois étapes ». Dans un premier temps, a-t-il indiqué, le gouvernement « mettrait rapidement au point le contenu et les formes des propositions qu'il compte faire à nos partenaires de la Communauté ». Dans un deuxième temps, a ajouté M. Balladur, « nos partenaires seraient saisis de ces propositions, qui devraient comporter : la fois l'analyse des problèmes à résoudre, une méthode pour en discuter à deux, un calendrier optimal pour parvenir au terme de la discussion ». « Au cours de la troisième étape », a-t-il poursuivi, « il s'agit, au-delà des Douves, mais une fois que ceux-ci auraient arrêté leur décision, d'associer tous les pays directement in-

teressés par la stabilité et la paix en Europe », d'ouvrir une « discussion internationale » visant à « l'établissement d'un traité - ou d'un accord général - garantissant cette stabilité et précisant les instruments propres à l'assurer ». « Il s'agit d'une affaire de grande envergure », a-t-il souligné. A dessin, j'entends ne fournir aucune précision complémentaire, jusqu'à ce que je me voie reprocher de rester vague ».

## M. Estier (PS) : une description sombre

Enfin, M. Balladur s'est efforcé de se démarquer de l'action de ses prédécesseurs. « Nous avons commencé à mener une politique bien différente de celles des divers gouvernements qui se sont succédés de 1988 à 1993 », a-t-il assuré. L'ambition est différente, la méthode est différente, nombre de mesures proposées sont différentes, même si, de toute évidence, il ne s'agit pas de systématiquement prendre le contre-pied de ce qui a été fait antérieurement au motif que cela a été fait par d'autres ».

Premier orateur à répondre au discours de M. Balladur, Claude Estier, président du groupe socialiste, a regretté que le premier ministre ait « cru devoir présenter

une description particulièrement sombre et par là même excessive de la situation économique de la France », notant toutefois qu'il n'avait « pas véritablement choisi de prendre le contre-pied de la politique des gouvernements précédents ». M. Estier a notamment cité l'attitude française face au GATT ou « la poursuite de la construction européenne ». « Ce sont là des sujets, a-t-il averti, où il y a peut-être moins de conflits entre vous et nous qu'entre vous et certains membres de votre majorité ». Evoquant ensuite les problèmes de sécurité, M. Estier a exprimé les inquiétudes de son groupe face à « une dérive qui vient de conduire à des heures politiques qui ressemblent plus à des mesures qu'à des accords ».

« Vous avez la réputation d'un homme sage », a-t-il ajouté. Vous êtes maintenant aux prises avec des réalités qui sont celles de la France, mais aussi celles de la conjoncture internationale et qui sont fort éloignées des slogans simplistes de la campagne électorale. Comme vous ne croyez pas aux miracles, vous vous gardez bien de faire des promesses. Vous parlez plutôt d'efforts et de sacrifices. Toute la question est de savoir qui les supportera. » Et M. Estier de conclure : « Vous nous

## L'éventuelle réforme du mode de scrutin des élections européennes divise la majorité

Au détour d'une phrase, le premier ministre a ouvert un dossier qui pourrait bien être une première fracture sérieuse entre les deux piliers de sa majorité. Au Sénat, comme à l'Assemblée nationale, Edouard Balladur a tenu le souhait que soit modifié le mode d'élections des parlementaires européens. Or si une telle réforme est soumise au Parlement, elle ne peut, aussi, que compliquer la stratégie de l'UDF. Curieusement, ces deux partis sont ainsi à l'opposé.

Depuis qu'en 1976 Valéry Giscard d'Estaing, en accord avec Helmut Schmidt, a obtenu que les membres du Parlement européen ne soient plus désignés par les Parlements nationaux, les quatre-vingt-un représentants français sont élus à la proportionnelle sur une liste nationale. La proportionnelle est le système retenu par tous les membres de la Communauté, à l'exception des Britanniques qui sont restés fidèles au scrutin majoritaire de circonscription à un tour. En revanche, nombre d'entre eux ont préféré un système de liste régionale, la proportionnelle n'étant nationale, en dehors de la France, qu'au Danemark, en Grèce, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Portugal. L'Allemagne laisse le choix à ses partis entre des listes régionales et des listes nationales.

Les traités européens - et cette disposition a été renforcée par celui de Maastricht - prévoient que sera recherchée « une procédure d'élection uniforme ». Toutefois aucun accord n'a pu encore être trouvé. Le Parlement européen, dans une résolution votée en mars 1992, retient bien la proportionnelle, mais il n'a pu choisir entre liste nationale et listes régionales.

Le choix français d'une liste nationale, fruit de la loi du 7 juillet

1977, a été imposé par le RPR qui redoutait qu'une élection régionalisée ne mette en cause l'unité nationale. Depuis, ce système a montré ses inconvénients. Il fait des appareils des partis les véritables « électeurs » des députés européens qui peuvent ainsi confier cette fonction à ceux de leurs membres qui ne parviennent pas à obtenir un mandat national. Les élus européens sont donc bien souvent coupés de toute attache locale. C'est pourquoi, depuis longtemps, certains, et notamment Alain Lamassourie, aujourd'hui ministre délégué aux affaires européennes, proposent une élection régionalisée.

## Dédramatiser à droite

Le RPR, longtemps réticent, s'est lui aussi converti à cette idée. C'est que les élections européennes ont toujours été pour lui une épreuve redoutable. En 1979, il est arrivé en quatrième position derrière l'UDF, le PS et le PC, en 1984, comme en 1989, pour éviter d'avoir à mesurer son impact sur un sujet où il est peu à son aise, il a préféré faire liste commune avec l'UDF derrière une personnalité issue des rangs de son allié. Il redoute tout particulièrement le prochain scrutin qui doit avoir lieu en juin 1994 : comment faire l'union lors d'une telle échéance entre ceux des siens qui ont combattu Maastricht et ceux qui l'ont soutenu ? Comment éviter que la majorité, qui soutient Edouard Balladur, ne se divise un an après sa constitution ? Comment empêcher les giscardiens de devancer les chiraquiens un an avant la seule échéance qui intéresse les uns et les autres : la présidentielle ?

Tout cela explique certainement le souhait d'Edouard Balladur. Une

série d'élections régionales dédramatiserait les oppositions ; par exemple, M. Séguin pourrait mener sa liste en Lorraine, M. Juppé en Ile-de-France, M. Giscard d'Estaing en Auvergne sans qu'il y ait de conflit entre les uns et les autres. Mais ce projet, à l'inverse, inquiète fort l'UDF. Une réunion de son bureau politique, qui s'est tenue entre la composition du gouvernement et la déclaration de politique générale du premier ministre, a montré que la majorité de ses membres préférerait un scrutin national : l'ancien président de la République parce qu'il a déjà annoncé que son mouvement serait présent sous sa propre bannière en juin 1994, et qu'il compte bien profiter de cette occasion pour se réclamer dans la campagne à la présidentielle, les sénateurs de province parce qu'ils redoutent que leurs alliés du RPR ne profitent de ce scrutin, s'il y a concurrence à droite, pour confirmer une prééminence apparue aux législatives dans des régions pourtant, en majorité, présidées par l'UDF.

Publiquement, l'UDF se contente pour l'instant de faire semblant d'hésiter. Le président de son groupe à l'Assemblée nationale, Charles Millon, a déclaré au Grand Océan de l'Est : « On avait dit qu'en avril on avait une élection, on ne change pas le mode de scrutin. On est à moins d'un an d'une élection. [Edouard Balladur] a peut-être de très bonnes raisons, mais il faut agir avec une très grande prudence ». Le mode de scrutin de l'Assemblée de Strasbourg, comme les autres aspects du dossier européen, apparaît bien comme un vrai point de divergence au sein de la nouvelle majorité.

THIERRY BRÉHIER

## Tenants et adversaires des « grandes surfaces » s'affrontent à propos du « souhait » du premier ministre

Malgré la modération du « souhait » du premier ministre, d'une suspension jusqu'à nouvel ordre de toute nouvelle autorisation d'implantation de magasins à un périmètre de 500 mètres, l'effet d'annonce a été immédiat. Tenants et adversaires des « grandes surfaces » ont redit dans les médias et aux journaux du matin leur satisfaction ou leur opposition à une telle réglementation de l'activité commerciale.

Michel-Edouard Leclerc, champion médiatique du développement des « ventes à rendre » (tenues dans son groupe par des commerçants indépendants qui ont réussi) se déclare « choqué », ajoutant que « la grande distribution finance la reconversion

rurale » et est d'autre part « créatrice d'emplois ». Chez Carrefour, on se montre plus modéré, trouvant « normales » la volonté du gouvernement de vouloir « faire le point ». Satisfaction modérée dans les organismes qui regroupent grands et petits de la distribution. Jacques Demagne, président du Conseil national du commerce, qualifie de « sage » la décision qui consiste à vouloir « mettre la législation en adéquation avec la sociologie moderne », tandis que Raymond Cérut, président de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie, « prend acte avec satisfaction » du souhait d'Edouard Balladur, puisque les chambres de commerce et d'indus-

trie avaient estimé « nécessaire une étude d'ensemble sur les grands équilibres commerciaux ». Joie enfin chez le patron de la Confédération générale des PME, Lucien Rebouffé, qui « salue comme positive cette initiative qui répond à une [des] propositions ». La CGPME avait en effet, avant les législatives, réclamé un gel de deux ans des autorisations.

C'est le 28 avril qu'Alain Madelin, ministre des entreprises, du développement économique, des PME, du commerce et de l'artisanat, entreprendra la concertation dont il a chargé le premier ministre, en recevant pour la première fois les représentants de la distribution.

## Un pavé dans la mare libérale

par Josée Doyère

EN fait, le « gel » des autorisations souhaité par Edouard Balladur est déjà pratiqué, depuis la publication, le 11 mars au Journal officiel, du décret d'application de la loi Sapin relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique. En effet, ce décret réforme profondément les procédures d'autorisation, en créant des observatoires départementaux d'équipement commercial, qui sont loin d'être tous créés - qui ont la double tâche de faire l'inventaire précis des magasins, grands et petits, communs par commune, et d'analyser l'évolution de l'appareil commercial du département. De plus, ce texte remplace les CDUC (commissions départementales d'urbanisme commercial) nées de la loi Royer du 27 décembre 1973, par des CDEC

(commissions départementales d'équipement commercial), qui sont loin d'être en état de fonctionner. Enfin, la possibilité est donnée au préfet, dans le nouveau système, d'un recours à la Commission nationale, qui prend la décision. Certes, le ministre chargé du commerce et de l'artisanat n'est plus en mesure d'intervenir. Mais, s'il était besoin, un nouveau texte pourrait lui en donner le pouvoir. Et gagnons que la mise en place du nouveau système - et c'est là qu'est le « gel » de fait - des autorisations - laisse le temps à la concertation de se développer.

Au reste, le grand commerce n'est pas aussi demandeur d'ouvertures de magasins que naguère. La France, avec 948 hypermarchés au 1<sup>er</sup> janvier (4,5 % par rapport à l'année précédente) et 5,2 mil-

lions de m<sup>2</sup> de surface de vente, 80 m<sup>2</sup> de grand commerce pour 1 000 habitants en 1990, est champion européen dans le secteur, avant l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la Belgique. La part de marché des seuls hypermarchés, en 1992, atteignait, selon les comptes commerciaux de la nation, 30,4 %, contre 27,2 % en 1989. Elle atteint 42,9 % pour l'ensemble du grand commerce. Pourtant celui-ci connaît le contre-coup de la crise, vivant la morosité ambiante, le goût des consommateurs pour les soldes et les prix cassés, cherchant le développement dans le rachat de groupes concurrents ou, dans le développement à l'étranger, une possibilité de croissance. Seule la vente par correspondance connaît des jours fastes (le Monde de l'Economie du 13 avril).

Dans les zones rurales, de nombreux petits commerces ont déjà fermé leurs portes ; certains d'entre eux, propriétés de grands groupes (Casino, par exemple) et exploités par des gérants, ont fait l'objet de « restructurations ». L'appartenance à une organisation nationale dotée d'une centrale d'achat puissante, qui permet les indispensables promotions et une publicité suffisante, est depuis des années déjà une des voies de salut pour le petit commerce.

La loi Royer, qui a relancé dans un premier temps l'essor des grandes surfaces, n'a pas empêché celles-ci de se tailler en France la part du lion. Le nouveau dispositif qui naît de la concertation engagée y parviendra-t-il ? Rien ne permet de l'affirmer.

Enfin, le souhait du premier ministre ne peut que conduire à s'interroger sur le libéralisme du nouveau gouvernement. On avait déjà remarqué, dans le discours de politique générale de M. Balladur, l'insistance avec laquelle il revenait sur le rôle de l'Etat. Son souci légitime de mieux maîtriser l'aménagement du territoire et d'éviter la création d'un désert rural risque d'être interprété comme un retour au dirigisme que le dernier gouvernement socialiste n'aurait pas osé entreprendre.

## Dans les couloirs du Palais du Luxembourg

## « On aura toujours notre mot à dire »

Un hémicycle rempli à grand-peine et des couloirs encombrés par des visiteurs. Le Sénat va-t-il être ramené au rang de monument historique ? Depuis l'écrasante victoire de la droite à l'Assemblée nationale, il a perdu sa patence de chambre d'opposition. Finies les offensives procédurières. Oubliées les haut-le-cœur scandaleux. Disparus les quiproquos romanesques. C'est plus drôle d'être dans l'opposition, mais on ne peut pas passer sa vie à rigoler, soupire un sénateur RPR. Pour cette assemblée qui ne se distingue que lorsqu'elle est « contre », contre le général de Gaulle, naguère, ou contre le projet Savary sur l'école publique, ou contre l'extension de la saignée du Conseil constitutionnel souhaitée par François Mitterrand, ces dernières années, le péril est grand d'un étouffement par la

Chambre introuvable du Palais-Bourbon et d'une rechute dans l'oubli.

Il y en a, à gauche, qui cette perspective inquiète. « Le Sénat sera à la botte de ce gouvernement de droite, comme d'habitude, comme toujours », tranche, définitif, Michel Dreyfus-Schmidt (PS). « Pour nous, de toute façon, ça ne va pas changer grand-chose », assure, blasé, Robert Fogel (PC). « On dit souvent que le Sénat ne doit pas être une Assemblée nationale-bis, que c'est un endroit propice à la réflexion, mais, au cours de ces dernières années, il a surtout existé comme berrage », martèle-t-il. Il va falloir trouver autre chose, constate Claude Estier, qui préside pour la première fois un groupe socialiste plus nombreux au Sénat qu'à l'Assemblée nationale.

A droite, une fois n'est pas coutume, les sénateurs de la majorité comptent sur les excès de leurs collègues pour avoir l'occasion de se faire entendre. « Pour avoir l'expérience des deux chambres, assure Jacques Chaurmont (RPR), le vous garantis qu'à l'Assemblée, avec une telle majorité, si j'y aurais des connexions, des foucades nocturnes, des amendements fâcheux. Le gouvernement sera tout heureux de rectifier le tir au Sénat au cours des navettes. Il y a donc tout intérêt à nous méfier ».

Jean-Pierre Faurcade (UDF), président de la commission des affaires sociales, est lui, tout à fait ravi par la composition de l'Assemblée nationale. « L'Assemblée nationale est beaucoup plus à droite que le Sénat, le gouvernement est plus proche de

nous que d'eux, donc on aura toujours notre mot à dire », se félicite-t-il. « C'est vrai que l'image plutôt centriste du gouvernement correspond plus à celle des sénateurs que des députés », convient Roger Chenu (UDF).

Tous soulignent, enfin, le vif intérêt que constitue l'ambition du président du Sénat. « Monory a besoin que le Sénat donne de lui une image dynamique, nous aurons donc notre lot de textes déposés en première lecture », explique-t-on. Il reste à présent au gouvernement à montrer que la déclaration de politique générale lue jeudi par Edouard Balladur n'a pas constitué une visite de courtoisie, prélude à une longue absence.

GILLES PARIS

## EN BREF

■ M. Bérégovoy quitte le conseil général de la Nièvre. - Pierre Bérégovoy, député socialiste de la Nièvre, maire de Nevers, s'est démis, jeudi 15 avril, de son mandat de conseiller général. L'ancien premier ministre était touché par la loi sur le cumul des mandats depuis son retour à l'Assemblée nationale le 28 mars. M. Bérégovoy avait été élu conseiller général de Nevers-Est en 1983 et réélu en 1992. Sa démission va provoquer une élection cantonale partielle dans un délai de trois mois.

■ Le ministre des DOM-TOM, Dominique Perben, ne veut « pas faire de l'agitation » autour des « débats statutaires » entre-mers. - Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, a déclaré, jeudi 15 avril, lors d'une rencontre avec la presse sur RFO, qu'il n'entendait « pas faire de l'agitation » autour des « débats statutaires » entre-mers. M. Perben a précisé qu'il fallait « faire en sorte que les questions statutaires n'occultent pas les problèmes économiques et sociaux ». Il a notamment qualifié d'« urgences » les dossiers de la pêche à Saint-Pierre-et-Miquelon, de la banane aux Antilles et de l'endettement des collectivités locales.



# POLITIQUE

devant le Sénat

## de celle de ses prédécesseurs

trouvez toujours ouverts au dialogue, il peut être constructif, mais fermes sur la critique si tel ou tel de vos projets nous apparaît néfaste pour notre pays ou dangereux pour sa cohésion sociale.

Hélène Luc, présidente du groupe communiste, a ensuite interpellé le premier ministre sur la « rupture » dont il se prévaut par rapport à la gestion précédente. « Mais où est donc dans votre programme, s'est-elle interrogée, la rupture avec la logique de l'argent-roi qui ronge notre société ? (...) Mais où est donc la rupture avec la logique de Maastricht, qui affaiblit notre pays ? (...) Mais où est donc, dans votre programme, la rupture avec la politique de précarité si dure pour les femmes et les hommes de France ? Quel sera ce nouvel exemple français quand vous insistez sur les nécessaires sacrifices à imposer à notre peuple, quand vous préconisez l'augmentation du travail, quand vous annoncez l'augmentation de la fiscalité indirecte ? (...) Oui, décidément, nous retrouvons bien là les ingrédients classiques d'une politique d'austérité, ingrats, hélas ! de longue date à notre peuple. »

Marcel Lucotte, président du groupe de l'Union des républicains et des indépendants (UREI), s'est pour sa part félicité de la démarche de M. Balladur qu'il a qualifiée de « ferme et constructive ». Elle n'est inspirée, a-t-il estimé, ni par un esprit de revanche ni par un esprit de restauration. Elle fait appel à l'unité des Français dans la solidarité et la tolérance pour bâtir, selon votre expression, le « nouveau exemple ». Parmi les priorités à laquelle la nouvelle majorité doit s'atteler, M. Lucotte a cité « la nécessaire restauration de l'Etat », « l'indispensable aménagement du territoire » et « la situation des collectivités territoriales ».

A propos de cette dernière, le président du groupe de l'UREI a noté : « Force est de reconnaître que la décentralisation a été détournée de ses objectifs, qu'elle a même,

depuis quelques années, été limitée par des retours insidieux du contrôle de l'Etat. Les pressions d'un Etat impérialiste sur les collectivités territoriales ont été d'autant plus fortes que les élus locaux ont été soumis aux demandes de leurs populations. » « Vous n'avez pas caché que l'action de redressement de la France demanderait des efforts du travail, de la patience, à concéder. M. Lucotte. Mais il est vrai que le chemin est tracé et que les Français ne sont pas condamnés à la désespérance. »

M. de Rohan (RPR) : reconstruire l'Etat

Ernest Cartigny, président du groupe Rassemblement démocratique européen, a insisté sur « le recadrage de la puissance publique sur ses prérogatives régaliennes : politique étrangère, défense, justice, ordre public et protection des citoyens, dans le respect des solidarités nationales et internationales ». Abordant le volet économique, M. Cartigny a réclamé une simplification des impôts en « rééquilibrant les ressources fiscales des collectivités locales, en réformant la taxe professionnelle, et en élargissant l'assiette de l'impôt sur le revenu et en diminuant la progressivité de son taux. Il a enfin demandé une « décentralisation de l'éducation par un transfert des compétences vers les collectivités locales et les entreprises ». « Nos compatriotes ont le droit à la sûreté de leurs personnes et de leurs biens, a-t-il poursuivi. Pour cela, il faut une police qui les garantisse contre les délinquants, les malfaiteurs, les trafiquants de drogue et tous les faiseurs de troubles, une police qui dispose de moyens de

mettre hors d'état de nuire ceux qui attentent à l'ordre public. » M. de Rohan a ensuite réclaté l'ouverture de « grands chantiers » dans l'éducation nationale et la formation professionnelle et préconisé deux axes, la décentralisation et la responsabilisation. « Il faut, a-t-il dit, rendre plus autonomes les établissements, renforcer les pouvoirs propres des chefs d'établissement, associer plus largement les collectivités locales à la gestion et à l'animation du système éducatif, abroger enfin l'article 69 de la loi Falloux qui limite strictement la participation des collectivités aux dépenses d'investissement des établissements privés. »

Dernier président de groupe à intervenir, Maurice Bin, pour l'Union centriste, a mis l'accent sur l'aménagement du territoire. « Nous vous suggérons trois grands remèdes : d'abord tempérer la croissance démographique et la concentration de la maîtrise gracie, la région parisienne, soutenir la création d'emplois en milieu rural par les voies fiscales ou financières appropriées et assurer une meilleure répartition des ressources régionales par l'Etat aux régions en s'inspirant du mode de calcul de la dotation globale de fonctionnement appliqué aux communes. »

En réponse aux intervenants, Edouard Balladur a indiqué qu'il n'y aurait pas de « remise à plat générale de notre fiscalité de l'Etat, locale et sociale, dans les deux années qui viennent ». « Nous allons avoir des élections municipales en 1995, sans parler des autres, et je crois que ce n'est qu'ensuite que l'on pourra faire un examen d'ensemble de la fiscalité dans notre pays, fiscale et sociale », a-t-il expliqué. Le premier ministre a enfin précisé que la suspension des rémunérations de services publics en milieu rural qu'il a décidé d'appliquer « aussi longtemps » qu'il sera en poste.

FREDERIC BOBIN et SYLVIA ZAPPI

La préparation d'« états généraux »

## La direction provisoire du PS va tester ses propositions auprès des responsables fédéraux

Les premiers secrétaires des fédérations départementales du Parti socialiste sont invités à se réunir à Paris, samedi 17 avril, afin de prendre connaissance des projets de la direction provisoire, présidée par Michel Rocard, pour l'organisation des « états généraux » de juillet et octobre et de donner leur avis. Les amis de Laurent Fabius devaient décider vendredi soir de leur participation à cette réunion, à laquelle la fédération du Nord, celle de Pierre Mauroy, sera représentée.

Deux semaines après le vote du comité directeur du Parti socialiste, qui avait décidé, le 3 avril, la démission collective de la direction du parti et son remplacement par une direction provisoire, présidée par Michel Rocard, les responsables des fédérations départementales sont invités à se réunir à Paris, au siège du PS, pour s'informer et pour donner leur avis. Cette réunion, habituelle en cette période de l'année, prend une signification particulière, devenant une sorte d'instrument de mesure des réactions du parti à la manière dont les dirigeants ont eux-mêmes réagi à la démission des 21 et 28 mars. Si les socialistes sont menacés de scission, hypothèse qui semble s'être écartée ces derniers jours, la liste des fédérations représentées ou non samedi donnera une indication quant à la réalité de ce risque.

Les partisans de Laurent Fabius, qui mément des pourparlers discrets avec la direction provisoire, auraient préféré que cette réunion précède. — Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur du Territoire de Belfort, nous prie de préciser que sa proposition de remise en place du bureau exécutif du PS par le comité directeur, le 24 avril, vise à la désignation, sur la base des votes du congrès de Rennes — aucun autre congrès n'ayant eu lieu depuis, — d'un bureau composé de nouveaux membres, et non à la restauration pure et simple du bureau exécutif « suspendu » par le vote du 3 avril.

des premiers secrétaires fédéraux de la Seine-Maritime, le 24 avril. Selon Paul Quilès, l'ancien ministre de l'Intérieur, qui assure la coordination des fabusiens, il aurait été plus convenable que les responsables départementaux fussent saisis de propositions résultant d'un accord au comité directeur, plutôt que de celles de la direction mise en place le 3 avril, qui n'est pas reconnue par les minoritaires. Dénommée le « machin » par Claude Bartolone, l'un des principaux lieutenants de Laurent Fabius, cette direction ne serait pas habilitée à s'adresser à l'ensemble des militants socialistes.

Les fabusiens peuvent s'appuyer, pour justifier leur position, sur un sondage de l'IFOP, dont les résultats sont publiés dans le *Nouvel Observateur* (daté 15-21 avril) — sondage fait les 9 et 10 avril auprès de neuf cent une personnes âgées de dix-huit ans et plus — et qui montre que 48 % des sympathisants de gauche désapprouvent « la façon dont Michel Rocard a pris la direction du Parti socialiste », 32 % d'entre eux seulement l'approuvant. Si 43 % des sympathisants de gauche interrogés estiment que l'arrivée de l'ancien premier ministre à la tête du PS est « plutôt une bonne chose pour l'avenir de la gauche », ils sont 39 % à affirmer le contraire ; 40 % d'entre eux en ont conçu une « moins bonne opinion » de Michel Rocard (29 % une meilleure), mais il est vrai que le comportement de Laurent Fabius est jugé négativement, aussi, par 42 % de ces sympathisants, contre 11 %. Il est évident que la prise du pouvoir sur le PS par Michel Rocard divise les électeurs de ce parti. Les rocardiens font valoir, toutefois, qu'il n'est pas très étonnant que les Français, qui s'aiment pas les affaires d'appareils, se prononcent de cette façon sur la période que traverse actuellement le PS. Ils rappellent la sévérité des commentaires qu'avaient émis la conquête du PS par François Mitterrand au congrès d'Épinay-sur-Seine en 1971.

Laurent Fabius, qui a pris quelques jours de repos au début de la semaine, devait réunir ses partisans vendredi soir, pour décider de la conduite à tenir dans les prochains jours, y compris au sujet de la réu-

nion du lendemain. Les amis du député de la Seine-Maritime étaient partagés à égalité entre ceux qui étaient favorables à la participation et ceux qui étaient hostiles. La plus importante fédération socialiste, celle du Pas-de-Calais, qui avait soutenu Laurent Fabius au congrès de Rennes, il y a trois ans, serait-elle représentée à la réunion convoquée par la direction provisoire ? Son premier secrétaire, Daniel Percheron, en voyage à l'étranger, n'a pas pour habitude de participer à ces rencontres, indiquant-on tant chez les fabusiens qu'au siège du parti. La fédération des Bouches-du-Rhône, elle aussi fabusienne, n'avait pas fait connaître sa position vendredi matin, celle de la Gironde non plus. Il paraissait acquis, en revanche, que le premier secrétaire des Bouches-du-Rhône, Alain Le Vern, ne serait pas rue de Solferino samedi.

Les amis de M. Mauroy paraissent incertains

Si la perspective d'une entreprise de reconquête du PS par Laurent Fabius et les siens paraît écartée, le souci des fabusiens, selon Claude Bartolone, est de pouvoir « se reconnaître », à l'avenir, dans ce parti. De ce point de vue, les ouvertures faites par la direction rocardienne ne leur paraissent pas encore offrir les garanties souhaitées. « C'est trop ou trop peu », estime le député de Seine-Saint-Denis, pour qui l'allongement du délai prévu pour les états généraux, correspondant à ce que l'ancien premier secrétaire avait proposé lui-même le 3 avril, prouve que l'unique préoccupation de ceux qui s'étaient, alors, opposés à lui était de prendre sa place. En revanche, en ne disant rien de la mise en place d'un comité de préparation des états généraux ouvert et distinct de la direction provisoire, les rocardiens et leurs alliés démontrent, selon Claude Bartolone, leur volonté de conserver à tout prix le contrôle du parti.

Les fabusiens ont ressenti comme une preuve de fermeté les propos de Jean-Paul Huchon, principal collaborateur de Michel Rocard, jeudi sur Europe 1. Revendiquant pour la direction provisoire

La politique de sécurité

## La communication de Charles Pasqua devant le conseil des ministres

Nous publions ci-dessous le compte-rendu de la communication de M. Pasqua sur la sécurité faite devant le conseil des ministres du 14 avril (*Le Monde* des 15 et 16 avril), d'après le communiqué publié à l'issue du conseil.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire a fait le point de la situation dans le domaine de la sécurité.

1. — Depuis quelques années, notre pays connaît une aggravation de l'insécurité. Le trafic de drogue, l'immigration clandestine et la violence urbaine, de plus en plus liés, en sont les principales composantes.

L'insécurité porte gravement atteinte à l'égalité entre les citoyens. Le quart des Français qui vivent en ville sont ainsi touchés par les deux tiers des faits de délinquance, certains quartiers étant d'ailleurs plus affectés que d'autres.

2. — Cette dérive de notre société

présente certains traits marquants.

La drogue est à l'origine de plus de la moitié des délits. Ainsi placée au cœur des phénomènes de délinquance, elle est devenue l'ennemi public n° 1. C'est un problème pour la société tout entière. C'est aussi un problème qui doit être traité à l'échelle européenne car la réussite de la libre circulation des personnes et des biens à l'intérieur de la Communauté en dépend, ainsi qu'à l'échelle internationale.

La délinquance de voie publique progresse deux fois plus vite que la moyenne des crimes et des délits. Les mineurs tiennent une place croissante dans la délinquance et sont aujourd'hui responsables de plus du tiers des délits commis avec violence.

L'immigration clandestine tient sa part dans la dégradation constatée et subie. La violence de la France, terre d'asile, ne peut pas conduire à tout accepter.

3. — L'action des forces de police a été paradoxalement rendue plus difficile. Les limites apportées aux contrôles d'identité, complexité des

procédures de reconduite à la frontière, réforme du code de procédure pénale, quasi-impunité des mineurs récidivistes.

La police doit pouvoir remplir sa mission, dans un cadre juridique renoué. Les fonctionnaires chargés de la sécurité, dont la bonne volonté et la compétence sont connues de tous, doivent avoir les moyens de travailler efficacement.

Ils ne peuvent le faire que dans le respect du droit et des libertés. Des événements inacceptables ont été l'occasion de le rappeler.

La police a su s'adapter à des formes nouvelles de criminalité. Il lui reste à trouver, pour devenir une véritable police de proximité, la souplesse nécessaire pour s'adapter aux conditions locales de la délinquance et ainsi mieux assurer la paix civile et la sécurité des personnes et des biens.

Des mesures sont d'ores et déjà à l'étude. Les décisions nécessaires seront prises et rendues publiques le mois prochain.

## M. Millon (UDF) redoute qu'« une période de violence légale » ne succède au « laxisme » socialiste

Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a déclaré, jeudi 15 avril, au « Grand O » O'FM-La Croix, que son groupe serait particulièrement « vigilant » sur quatre dossiers : « une plus grande impartialité de l'Etat, plus de hardiesse dans la décentralisation, plus de volonté européenne, plus d'innovation en matière sociale ». Commentant les

mesures annoncées par M. Pasqua pour assurer la sécurité, il a indiqué : « Je souhaite que ça se fasse avec mesure et qu'un laxisme qui n'est pas une politique socialiste ne succède pas une période, j'allais dire de violence légale, qu'on est en train de voir ressusciter sur le terrain. Je salue les appels au calme et à la discipline républicaine qui ont été lancés par le gouvernement. (...) Je souhaite que les personnes en charge de la sécurité française respectent la mesure. Les personnes qui ont fait des « bavures » sont peut-être excusées par des situations inimaginables. Je leur dis : Attention ! Vous n'avez pas à dépasser vos prérogatives ! Il faut absolument que le gouvernement et les hommes politiques créent un climat de sérénité et de fermeté pour que la sécurité soit effectivement garantie. »

M. Millon a souligné d'autre part qu'il restait favorable à l'indépendance de la Banque de France, et non à son autonomie, comme le propose le gouvernement. « Si l'autonomie veut dire l'indépendance », a-t-il dit, « c'est si simple, pourquoi ne pas employer le mot indépendance ? » Le président du groupe UDF a précisé qu'il avait déposé, au nom de son groupe, une proposition de loi en ce sens, dont il souhaite qu'elle soit débattue conjointement avec le texte gouvernemental.

« Les radicaux de gauche sont « solidaires » des réserves exprimées par M. Mitterrand. — Le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) a dénoncé, jeudi 15 avril, « l'association de la délinquance et de l'immigration » faite par le gouvernement et s'est dit « solidaire des réserves exprimées par le président de la République » après les déclarations de Charles Pasqua. Les radicaux de gauche « appellent à la vigilance des républicains face à ces excès ».

En remplacement de Jean Lecanuet

M. de Villepin est élu président de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat

Xavier de Villepin, sénateur centriste représentant les Français établis hors de France, a été élu, mercredi 14 avril, président de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, en remplacement de Jean Lecanuet. M. de Villepin a obtenu 33 voix contre 9 à Guy Pénne (PS) sur 44 suffrages exprimés.

[Né le 14 mars 1926 à Bruxelles (Belgique), diplômé des Hautes Etudes commerciales et de la Harvard Business School, Xavier de Villepin a été délégué général de la compagnie Pont-à-Mousson, en Amérique du Nord puis en Europe, de 1960 à 1978, avant de devenir en 1984 président-directeur général de Saint-Gobain vitrage. Il est sénateur des Français établis hors de France depuis 1986.]

## Les Verts condamnent la « philosophie d'exclusion » affichée par le gouvernement

André Buehmann, porte-parole nationale des Verts, condamne, dans un communiqué publié jeudi 15 avril, les mesures annoncées par le gouvernement dans le domaine de la sécurité, qui visent, selon elle, à « séduire l'électorat du Front national en flattant sa corde sensible : mépris de l'étranger et psychoséculaire ».

« Qu'il s'agisse de la réactualisation de la réforme du code de la nationalité ou du plan Pasqua, précise-t-elle, la même philosophie d'exclusion s'impose : l'usage d'expressions comme « étrangers-délinquants », la mise en cause des nouveaux droits de la défense en matière de contrôle d'identité et de procédure pénale, l'annonce de l'ouverture de la chasse aux toxicomanes, les barrières posées à l'acquisition de la nationalité française par les jeunes nés en France de parents étrangers, tout cela procède d'une idéologie que l'on avait espéré abandonnée dans l'abrogation de la loi « sécurité et liberté ». Dans ces projets, M. Veil semble être cantonné à un rôle de figurant. Ne sera-t-elle qu'un faire-valoir centriste pour habiller une politique sécuritaire et répressive ? » Les Verts, conclut M. Buehmann, rappellent que l'heure est à la réduction des exclusions, et non à leur promotion. »

## Une seule liste en présence Elections municipales à Saint-Flour (Cantal)

AURILLAC

de notre correspondant

Moins de deux ans avant l'échéance prévue, des élections municipales seront organisées dimanche 18 avril à Saint-Flour, sous-préfecture du Cantal comptant 4 400 habitants. En crise depuis plusieurs semaines, le conseil municipal ne compte plus que 19 membres sur 29 après les démissions d'élus pour divers motifs et les refus de siéger des suivants de liste, tant dans la majorité locale conduite par le maire, François Delpeuch (France unie), que dans l'opposition, menée par Jean Julhe (UDF).

L'importance des problèmes financiers que connaît la ville depuis plusieurs années est la raison principale de ce retour devant les électeurs. La dette se monte en effet à 130 millions de francs environ.

Dimanche 18 avril, une seule liste sollicitera les suffrages. A sa tête se trouvent les deux conseillers généraux élus en mars 1992, Pierre Jurlier (UDF-PS) et Michel Seyt (RPR). La municipalité sortante ne se représente pas.

En mars 1989, la liste de M. Delpeuch avait recueilli 57,13 % des suffrages exprimés contre 42,86 % à celle de M. Julhe, qui avait perdu la mairie après vingt-deux années de présence à l'hôtel de ville. L'endettement de la cité avait déjà été un des arguments avancés à l'époque.

BERNARD CATUS

PATRICK JARREAU



## SOCIÉTÉ

En attendant les résultats d'une évaluation financière

## François Fillon souhaite que la rénovation de l'enseignement supérieur soit engagée avec prudence

Sans mettre en cause l'esprit de la rénovation pédagogique des premier et second cycles universitaires engagée par la gauche, François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, s'adressant jeudi 15 avril à la conférence des présidents d'université, a incité ses interlocuteurs à une certaine « prudence » dans l'application de cette réforme.

François Fillon avait choisi, pour rendre publics les grands axes de la politique qu'il entend mettre en œuvre, de s'exprimer devant la Conférence des présidents d'université. Il s'est montré déterminé, prenant position dans chaque domaine de sa compétence. Ainsi a-t-il indiqué que la rénovation pédagogique des premier et second cycles universitaires et l'application du schéma Université 2000 seraient les deux dossiers qu'il examinerait en priorité.

« Rénovation pédagogique : sans critiquer sur le fond l'esprit de la rénovation pédagogique de MM. Jospin et Lang - dont les textes avaient été adoptés par l'organe représentatif de la communauté universitaire, le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) - François Fillon a émis de fortes réserves quant à leur future appli-

cation en l'état. « Le coût des transformations induites par cette rénovation n'a jamais été véritablement calculé », a indiqué le ministre. L'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale a été chargée d'effectuer une enquête et devrait remettre ses conclusions dans deux semaines environ.

Si la mise en place de cette réforme se révèle trop dispendieuse, une modification de l'article 25 de l'arrêté général du 26 mai 1992, qui prévoit son entrée en vigueur à la rentrée universitaire prochaine, est envisagée. M. Fillon n'a pas précisé si une nouvelle date-but pour l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur à appliquer ces textes serait fixée. « Je dois vous inciter à la plus grande prudence dans la mise en œuvre de cette réforme, si vous n'êtes pas assurés de pouvoir financer ce que vous entreprendrez », a indiqué M. Fillon aux présidents d'université.

L'appel à une plus grande autonomie des universités a été réaffirmé. Libres d'appliquer ou non la rénovation des premier et second cycles, les établissements d'enseignement supérieur pourront aussi en proposer des adaptations, l'Etat demeurant le garant du caractère national des diplômes et de l'égalité des chances, et restant favorable à la poursuite de la politique contractuelle. Les souhaits des universités qui voudront bénéficier du statut dérogatoire accordé ac-

tement aux seules nouvelles universités pourront être examinés. Cela pourrait avoir des effets sur la structure de direction comme sur la pédagogie.

« Université 2000 : concernant le schéma Université 2000, également adopté par la gauche, le ministre a reconnu l'effort budgétaire consenti depuis 1991 pour ce plan de développement de l'enseignement supérieur. « Inquiet » du retard pris, notamment en Île-de-France, le ministre de l'enseignement supérieur pourrait, dans les prochaines semaines, relancer les constructions universitaires, ce qui s'inscrit dans la logique gouvernementale de relance du bâtiment. Mais les crédits d'équipement paraissent aujourd'hui insuffisants, ce qui pourrait décourager certains dossiers.

« Statut des enseignants : l'insertion professionnelle des étudiants est affichée comme une priorité. Elle devrait être améliorée, notamment par une plus grande professionnalisation de l'enseignement supérieur, a indiqué M. Fillon, sans préciser pour autant les mesures qui pourraient être prises en ce domaine. Mettant en cause le « désordre causé par l'usage peu-être trop laxiste du terme ingénieur », le ministre pourrait revoir la dénomination d'un certain nombre de diplômes, comme ceux d'ingénieurs-maîtres, délivrés par les instituts universitaires professionnalisés (IUP). Enfin, concernant la

recherche, le ministre a souhaité que la coopération avec des organismes tels que le CEA, le CNRS ou l'ORSTOM soit développée.

« IUFM : sur les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), dont la création avait été vigoureusement dénoncée par l'opposition d'alors, M. Fillon a estimé que « la précipitation, dans leur généralisation, avait tenu plus à des considérations idéologiques qu'au souci d'efficacité ». Une évaluation sera mise en place, en liaison avec le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou. Elle devrait aboutir à des propositions d'amélioration, « avant de s'interroger sur une éventuelle évolution de l'institution ».

« Recrutement : parmi les dossiers en suspens demeure la question du recrutement des professeurs et des maîtres de conférence à l'université. A un président d'université qui lui demandait comment pourrait être réglé le cas des vingt-huit enseignants de droit et d'économie embauchés dans l'application de la voie dite longue, le ministre a répondu que le dossier devrait être traité au fond, afin de « stabiliser la procédure de recrutement ». Des modifications sont donc envisagées sur ce dossier sensible.

MICHÈLE AULAGNON

## La chute de la forteresse enseignante

Suite de la première page

Bref, c'en est bien fini de l'unité syndicale qui faisait la singularité du monde des enseignants depuis 1947. Elle avait transformé la FEN en une forteresse enviable par les autres centrales syndicales et redoutée par les ministères de l'éducation nationale. Une forteresse que la droite d'assaut, depuis longtemps, prendait d'assaut, et qui tombe sans coup férir, minée de l'intérieur par les divisions et les vieilles rancunes.

Bien sûr, depuis quarante-cinq ans, il y avait eu des orages. L'unité était un combat permanent entre les instituteurs et les professeurs, ou entre les différents courants du syndicalisme français : socialiste, communiste et révolutionnaire. Mais ces querelles internes avaient fini par façonner la FEN, son histoire, sa culture et sa doctrine. Au point que la Fédération semblait tirer sa force de cette diversité. Jusqu'à ce qu'elle, à la fin des années 70, à quelque 550 000 adhérents.

Tout a contribué, depuis, à son affaiblissement : les espoirs déçus de la gauche au pouvoir, le traumatisme de la guerre perdue contre le privé, les changements profonds du système éducatif qui, en couvrant les portes du lycée et de l'université, n'en a pas moins remis en cause la prééminence des instituteurs et de leur syndicat, dirigé par la mouvance socialiste, au bénéfice des professeurs du secondaire et de leur organisation, le SNES, dont la direction est proche des différents courants communistes. Entre 1980 et 1992, la FEN aura perdu 40 % de ses effectifs. Cette dégringolade signifiait chaque année un peu plus les dissensions. Mais personne n'osait encore franchir le

pas qui sépare la menace de la rupture effective.

Ce pas, la direction de la FEN l'a pourtant franchi il y a un an, en décidant d'exclure les deux syndicats les plus contestataires et de remodeler de fond en comble l'organisation de la Fédération. L'opération, espérait-elle, pourrait être chirurgicale. Il s'agissait d'amputer un bras pour reconstruire le reste du corps. Au terme d'une année de déchirements, de procès devant les tribunaux, de manœuvres de congrès et d'empoi- gnades, ce pari est perdu. Au lieu d'isoler les minoritaires et de les faire rentrer dans le rang, la direction de la Fédération a provoqué un front du refus de plus en plus large jusqu'à la constitution de la FSU.

C'est celle-ci aujourd'hui qui semble avoir le vent en poupe : offensive, quand la FEN assommée par son propre éclatement, puis par l'échec de ses amis socialistes, est sur la défensive ; portée par une dynamique de reconstruction quand la FEN s'efforce de sauver les meubles ; revendicatrice quand la FEN ne sait plus trop à quel projet se vouer ; habile à brandir l'étendard de l'unité abandonné par les dirigeants de la vieille Fédération. Rien de moins, enfin, à déjouer les pièges où s'était enfoncée la FEN.

Le premier est d'avoir constitué progressivement un appareil de direction trop coupé de la base. Les dirigeants de la FSU peuvent à bon compte faire assaut de modestie, voire de fragilité, et promettre qu'ils ne se laisseront pas gagner par le confort des logements ou des voitures de fonction. Dans l'immédiat, ils n'en auraient guère les moyens. Le second piège serait de laisser se reconstruire, dans la nouvelle Fédération, une direction monolithique.

« Nous avons trop souffert de cela, note Michel Deschamps. Lorsqu'un syndicat ou un courant de pensée a une majorité telle qu'il peut se passer d'écouter les autres, il décroche très vite et se coupe des adhérents. Les membres de la FSU affirment donc, avec un bel ensemble, qu'ils n'ont pas fait la domination du Syndicat des instituteurs et de la direction socialiste de la FEN pour retomber sous la coupe du SNES et de la tendance Unité-Action, proche des communistes.

## Entre la revendication et la cogestion

Il est pour cela installé quelques verrous. Les statuts de la nouvelle Fédération qui ont été posés le 15 avril précisent en effet qu'aucun syndicat ou aucun courant de pensée ne peut à lui seul détenir plus de la moitié des mandats et des sièges dans chacune des instances de la Fédération. En complément, toutes les décisions importantes doivent être adoptées par une majorité d'au moins 70 % des mandats. Enfin, la direction sera pluraliste, associant les trois familles de pensée qui ont quitté la FEN : Unité-Action, Autrement, et l'Ecole émancipée. A terme, un quatrième courant en voie de constitution pourrait rassembler les adhérents qui se situent dans la mouvance socialiste, mais ont refusé de rester dans la vieille Fédération. Autrement dit, la FSU a soigneusement codifié l'exercice quotidien de sa diversité.

Au-delà de cette cuisine, les enjeux sont de taille. Le premier est celui du leadership syndical chez les enseignants et les fonctionnaires de l'éducation nationale. La bataille sur ce terrain sera inévitable entre les deux fédérations. Pour l'instant, chacune brandit le nombre de ses adhérents pour preuve de sa puissance et de sa représentativité. Même si elle a perdu la moitié de ses membres, la FEN entend bien faire la démonstration qu'elle reste la première, tandis que la FSU espère s'imposer aussi rapidement que possible. Les élections professionnelles (triennales) du mois de décembre prochain permettront de connaître, avec précision, le rapport des forces. Mais dès à présent, la nouvelle Fédération va revendiquer de siéger à parité avec la FEN dans tous les organismes consultatifs (conseil supérieur de l'éducation, conseil supérieur de la fonction publique, etc.).

Le deuxième enjeu est plus large, mais non moins décisif pour le mouvement syndical français. Il s'agit de savoir quel type de militantisme est capable d'enrayer l'érosion générale de ces vingt dernières années. La scission de la FEN pose le dilemme avec acuité : entre le syndicalisme revendicatif, solidement enraciné dans les corporations du monde salarial français (ce syndicalisme que le SNES a su mettre efficacement en œuvre depuis des années chez les professeurs), et un syndicalisme davantage tourné vers la cogestion, que la vieille FEN a tenté de développer sans grand succès jusqu'à présent, il faudra bien choisir.

GÉRARD COURTOIS

## BASKET-BALL : Limoges champion d'Europe des clubs

## Souvenirs d'Athènes

Le Limoges CSP a été sacré champion d'Europe des clubs, jeudi 15 avril, à Athènes, après avoir battu Trévise en finale (59-55). Limoges est ainsi le premier club français à remporter un titre européen au plus haut niveau dans un sport collectif. Déjà vainqueur de la Coupe Korac (1982 et 1983) et de la Coupe des coupes (1988), les Limougeux devaient également le quatrième club européen de basket à remporter les trois coupes continentales. Vainqueur du Real Madrid (76-70), le PAKO Salonique termine troisième de cette finale à quatre.

## ATHÈNES

de notre envoyé spécial

Cette recontre, Richard Daucourt, capitaine de Limoges, aurait voulu qu'elle soit la dernière de la saison : un point d'orgue, une apothéose. Vainqueur ou défait, c'était déjà si formidable de parvenir, pour la première fois dans l'histoire d'un club français, en finale du championnat d'Europe des clubs. Jeudi, le Limoges CSP a été sacré champion d'Europe des clubs. Pourtant, l'émotion passée, l'équipe a mis ses cris de victoire en sourdine, le trophée a été rangé dans une valise, et les héros se sont envolés vers la France. Le championnat de France les attend. Il faut encore courir après une victoire. Qu'il soit difficile de faire taire les souvenirs pendant quelques semaines encore ! Se concentrer à nouveau. Oublier les sept dernières minutes de ce match historique.

Tout avait très mal commencé pour Limoges. Depuis trente-trois minutes, l'équipe s'engluait dans le jeu insaisissable et débridé de Trévise et elle ne pouvait compter que sur sa défense pour ne pas être irrémédiablement distancée. Quand ses tireurs trouvaient enfin le chemin du panier, bon nombre de leurs traits rebondissaient sur le cercle de fer, refusant d'entrer. Les Limougeux étaient malheureux, ils trépassaient et ils multipliaient les fautes, comme des débutants. Ils semblaient devoir rentrer pileux de leur premier grand bal européen.

Restent sept minutes, et, coup de théâtre, le trac change de camp. Les verts s'émoussent les pieds dans le ballon et les jaunes trouvent le tempo. Pour la première fois de la partie, Limoges devance Trévise au score. Comment oublier le tumulte qui, soudain, s'est élevé dans le stade ? Les Grecs - ennemis jurés des Italiens, tombeurs du PAKO

Salonique mardi - viennent d'unir leurs voix à la poignée des supporters de Limoges. Ils se sont plus quelques centaines, mais dix mille qui rythment les attaques françaises enfin récompensées.

Comment oublier les frissons et le frêve qui ont suivi ? Galvanisés, chaque équipe joue mil pour mil, dent pour dent, l'écart oscille d'un ou deux points. A quarante secondes de la fin, le score est jumeau : 55-55. Il faudra plus de cinq minutes pour en finir avec ces quarante secondes de jeu effréné, taillé par les temps morts demandés par les entraîneurs et les lancers francs sanctionnant les fautes. Trévise perd son sang-froid, multipliant les actes de brutalité. Limoges transforme les pénalités.

Le chronomètre s'arrête enfin, ponctué par un immense hurlement. Suivent les images traditionnelles des vainqueurs. Des regards en larmes qui ne disent plus rien que l'émotion, des rires, des boucades, des grappes de photographes, une forêt de micros, une trophée de cristal brandi à bout de bras et que l'on se presse de main, en main en s'embrassant.

## La transformation opérée par « Boza »

Au sein de l'équipe depuis dix-sept ans, Richard Daucourt courait derrière ce bonheur depuis ses débuts. Avec ce nouveau trophée, le plus prestigieux de tous, le joueur aura réussi l'exploit de remporter toutes les coupes européennes. « Être champion d'Europe des clubs, c'est un aboutissement, dit-il. Cette fois je goûte vraiment la victoire. J'ai tant donné pour en arriver là. » Il pense à la malchance qui grippait l'équipe depuis deux ans, lui barant la course aux titres nationaux ou internationaux, après dix ans de succès.

Pour devenir la meilleure équipe européenne, le CSP Limoges a beaucoup dépensé depuis deux ans. De l'argent, pour acquérir une équipe de peinture européenne - six des dix joueurs ont été remplacés au début de la saison (le 14 avril) - et des calories. « Bozidar Maljkovic, notre nouvel entraîneur arrivé en décembre 1991, nous demande de la rigueur et de la discipline, une concentration de tous les instants, explique Richard Daucourt. Avec lui, nous refaisons les gammes. Même moi qui suis à Limoges depuis toujours, j'apprends l'humilité. « Boza » a transformé une équipe d'individus talentueux, mais peu solides et indisciplinés, en champions d'Europe. Le plus étonnant, c'est que nous sommes arrivés en neuf mois à ce qu'il voulait, quand une nouvelle formation met deux ou trois ans pour s'adapter à un nouveau régime. »

Les Limougeux visent maintenant ce titre de champion de France qui leur échappe depuis deux ans. Dès dimanche, ils disputent une place en finale à Gravelines (1). Samedi, les joueurs seront retournés à l'entraînement. « Maljkovic sait comment nous faire retomber sur terre, plaisante Daucourt. Il va nous en faire baver. Nous allons travailler la langue par terre. A la fin de la saison, seulement, nous pourrions souffler, réaliser ce qui nous est arrivé. Alors, nous laisserons libre cours à notre joie et nous la raconterons. Les souvenirs, les images, reviendront tout seuls. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) Les demi-finales du championnat de France se jouent en meilleur des cinq matches sur une durée de deux semaines.

Lire avril page 23 : « 7 minutes 55 de bonheur », par ALAIN ROLLAT

## La folle soirée du « Berrichon »

## LIMOGES

de notre correspondant

Est-ce pour conjurer le sort ? Limoges, jeudi soir, semblait d'une froideur indifférente, loin des enthousiasmes d'il y a dix ans, lorsque l'approche de la Coupe Korac le ville se couvrait de vert pour soutenir son équipe. Les couleurs du CSP ont changé : elles sont jaunes d'or et rouge bordeaux. Mais le jour même de la finale d'Athènes, seules quelques bandes imprimées, dans les vitrines des rues commerçantes, rassemblaient une poignée de circonstance qu'un élan d'enthousiasme. Pour voir le match à la télé, les Limougeux avaient préféré le chaleur du foyer à celle des émotions collectives.

Il restait un lieu sacré : « Le Berrichon », brasserie-café-tabac du cœur de ville, siège du club des supporters de l'équipe. Une foule, tassée et ardente, débordait sur les trottoirs, passant de l'abattement à la fin de la première mi-temps qui semblait annoncer l'échec, au retour de l'espoir, puis à la flamme d'enthousiasme, lors de la spectaculaire remontée du CSP face à Trévise. Enfin, pleurs de joie et embrassades.

## Le retour des héros

En quelques minutes, sur la coup de 10 heures du soir, la ville était dahours. Outre le concert convenu des klaxons, un brouhaha pétonnier allait crescendo, jusqu'à l'aéroport où, tard dans la nuit, deux avions, une Caravelle et un Boeing 757, ramenaient les héros et les trois cents supporters qui les avaient accompagnés. Limoges la réservée, la discrète, s'agitait et se laissait aller au délire.

G. C.

## La culture basket

Suite de la première page

Alois qu'aux États-Unis les playgrounds servent de réservoir aux recruteurs du championnat universitaire, lui-même rempli obligé vers la NBA, toute la pyramide du basket français se bâtit dans les clubs ; depuis la détention des jeunes, largement gouvernée par le hasard, jusqu'au recrutement empirique de mercenaires étrangers aux talents incertains. Mustapha Senko, futur recruteur de Gravelines, est le seul joueur français de haut niveau à avoir été détecté sur les playgrounds de la banlieue parisienne.

## Paillettes ou bleu de chauffe

Autre paradoxe, les milliers de jeunes qui se gavent d'images dans les florissantes magazines spécialisés exigent un basket-spectacle : celui de la « Dream Team » des Jeux de Barcelone, mélange de scores fleuves et de smashes flamboyants. C'est tout le contraire qui n'a triomphé, jeudi soir, dans le Palais des sports d'Athènes : le vainqueur a inscrit moins de 60 points. Un système défensif appliqué avec une discipline de fer a eu raison d'attaques pourtant experts en la matière. La tension, liée à l'incertitude du résultat, demeure, les coups de théâtre aussi, mais les coups de folie ? Dans les banlieues, on pratique un basket de frime, on

aime davantage le basket en paillettes qu'en bleu de chauffe.

Dans ces conditions, Limoges, dnat l'exploit dépasse ceux du Stade de Reims ou de Saint-Etienne ou football, peut-elle aider à mieux ancrer le basket dans sa nouvelle réalité sociale ?

## L'effort de la télé

Il y a eu deux conditions, étroitement liées : une large médiatisation par la télévision, comme ce fut le cas naguère pour le rugby, et l'émergence de stars blés de chez nous. L'effort de France 2 bousculant deux monuments de sa programmation (le grand-messe du 20 heures et « Envoyé spécial ») pour retransmettre le match est direct traduit une volonté forte de la chaîne de service public, alors que la précédente participation de Limoges au Final Four, en 1990, avait été reléguée aux heures tardives. Cependant, on est loin du match quotidien retransmis sur les petits écrans américains, comme du chèque de 1 milliard de dollars signé par CBS pour s'assurer pendant sept saisons l'exclusivité des retransmissions du championnat universitaire.

Quant aux vedettes, elles sont pour l'instant américaines, noires et milliardaires. Elles s'appellent Michael Jordan et Magic Johnson. Elles sont, aux yeux d'adolescents confrontés à l'exclusion,

le symbole universel de la plus abondante des promotions sociales par le basket. Les gamins chassés de Nike défilées, au crâne rasé comme Jordan et au maillot estampillé NBA, connaissent sur le bout des doigts le « cinq » mujeur des Chicago Bulls. Connaissent-ils seulement, jusqu'à hier, la composition de l'équipe de Limoges ?

Le visage hermétique de l'entraîneur serbe du CSP d'est sans doute pas de ceux qu'un gosse placarde, grandeur nature, aux murs de sa chambre. Richard Daucourt, désormais le basketballier français le plus titré, est en fin de carrière. Où est le Platini du basket français ? Sans doute sur les playgrounds de banlieue auxquels la Fédération française de basketball, qui a connu en deux ans une progression de 20 % de ses effectifs, commence à s'intéresser. Elle vient de lancer une opération « Basket en liberté ». Cinq cents nouveaux terrains devraient être créés en 1993 grâce à cette initiative et à une campagne de signatures du menuet Mondial Basket auprès de jeunes. A lui seul, le maire de Colombes, en banlieue parisienne, a reçu 1 300 signatures (le Monde du 29 décembre 1992). Un rectangle de béton entouré de grillage et planté de panneaux de basket peut-il être à la fois une recette pour la prévention de l'exclusion et pour la constitution d'une élite sportive ?

JEAN-JACQUES BOZONNET











## CULTURE

### THÉÂTRE

## Eternel retour

Dans « Figaro divorce », Odön von Horvath, l'exilé, s'amuse de nos faiblesses

### MONTLUÇON

de notre envoyée spéciale

Dans la nuit, deux couples traînent une grosse malle cherchant leur chemin. Ils se cachent à l'intérieur de colonnes creuses et toises, censées figurer des arbres. La scène est un plateau bleuâtre, surélevé, qui se lève, se sépare en deux. Le fossé soudain apparaît se colore en rouge - décor de Cucco. Il s'agit du comte et de la comtesse Almaviva, fuyant la révolution en compagnie de Figaro et Suzanne. N'imaginez pas quelle révolution, du moment qu'elle entraîne un changement radical de régime et de classe en pouvoir, avec chasse aux sorcières. « Les problèmes de la révolution et de l'émigration sont : primo l'intemporalité, secundo particulièrement actuels à notre époque », écrivait Odön von Horvath en 1936, à propos de sa pièce, *Figaro divorce* (parue aux éditions Actes Sud-Papiers). De toute évidence le paradis soviétique se lui paraissait pas plus vivable que l'Allemagne nazie, d'où il s'était exilé.

L'exil, donc, Horvath connaît. Celui des privilégiés, dont il fait partie, brusquement arrachés à leurs privilèges, s'aveuglant par paresse plus encore que par lâcheté, se laissant peu à peu couler. Ainsi présente-t-il le couple Almaviva, encore que la Comtesse manifeste plus de lucidité, plus de dignité que son époux. Dans le spectacle de Jean-Paul Wenzel - créé à Montluçon avant de venir à Paris au Théâtre de la Ville, - le

rôle de la Comtesse est tenu par Anne Sée, celui d'Almaviva par Serge Valetti, qui donne l'image d'un Louis XVI nonchalant et débauché, généreux, plus proche du modèle de Beaumarchais que dans la pièce, où il fait penser aux aristocrates russes des films des années 30, charmeurs, joneurs, égoïstes, mentaux infantiles.

Comme au cinéma, Horvath multiplie les changements de lieu. À Montluçon, où la scène est beaucoup plus étroite qu'au Théâtre de la Ville, le plateau surélevé prend toute la place. Il se disloque, les gens surgissent par des trappes dont les couvercles se rabattent en claquant, les meubles sont réduits au minimum, rien ne gêne le rythme vigoureux du spectacle, sa vivacité rageuse. L'action se passe sur plusieurs années, le temps pour les personnages de faire le tour de leur désarroi.

Les personnages de Beaumarchais sont là : Basile devenu boucher, Chérubin, patron d'un bar où se retrouvent les émigrés... plus quelques gardes-frontières, quelques militaires et civils, tous vus comme des pastiches revanchards, bouffis d'amertume, rongés de nostalgie - joués avec force par les comédiens, qui forment une vraie troupe. Horvath s'intéresse d'abord au quatuor Almaviva-Comtesse, Figaro-Suzanne. Il utilise leur force de symboles pour développer une fable sur les déshillusions propres à son temps. Et ces déshillusions, il les fait assumer par Figaro, petit-bourgeois craintif et débrouillard, ren-

gat prêt à beaucoup de compromissions, sorte de collabo professionnel, auquel Georges Bigot apporte une fragilité émouvante. En dépit de ses trahisons, il en fait un malin sympathique. Tout autant victime que les autres, il s'en sort, car il sait plier au bon moment et voit clair avant tout le monde. Mais le vrai personnage positif est Suzanne, Isabelle Candelier. Elle représente l'amour, le courage, la fidélité à un idéal, au passé. Elle est l'incorruptible.

Pour une fois, d'ailleurs, ni la pièce ni le spectacle ne sont misogynes. Même les femmes ridicules ont le beau rôle face à la violence masculine. Horvath n'est pas un tendre. Il n'est pas pour autant méprisant, il s'amuse des faiblesses humaines. Mais tout être humain le touche, d'où qu'il vienne. « Je n'ai pas de pays natal, et bien entendu je n'en souffre aucunement. Je me réjouis au contraire de ce manque d'enracinement, car il me libère d'un sentimentalisme inutile... Le concept de patrie, falsifié par le nationalisme, n'a rien de noble. Ma patrie, c'est le peuple, notre pays, c'est l'esprit », écrit-il, et à sa chère Suzanne il donne la qualité d'apatriote. « C'est en quoi je me sens frère », dit Jean-Paul Wenzel. C'est l'une des raisons pour lesquelles tant de metteurs en scène approuvent la nécessité d'interpréter Horvath, lui qui a si bien senti les dangers de son époque. C'est un gendre rassurant pour la nôtre, mais serait-il vraiment raisonnable d'être rassuré.

### COLETTE GODARD

Montluçon. Théâtre des Ilets, jusqu'au 17 avril à 20 h 30. Tél. : (06) 70-03-88-18. Théâtre de la Ville, Paris, pièce du Châtelet, métro Châtelet, du mardi au samedi à 20 h 30, les dimanches 25 avril et 9 mai à 15 heures. Du 22 avril au 15 mai. Tél. : 48-87-54-42. Orléans, au Carré Saint-Vincent, le 19 mai à 20 h 30. Tél. : 38-62-75-30.

### Les malentendus du MASA

ABIDJAN

correspondance

Le soir de l'inauguration du premier MASA (Marché des arts et du spectacle africain), le cinéma Plaza africain complet. Les jeunes de Treichville, un quartier populaire d'Abidjan, ont regardé un film de karaté. De l'autre côté de la lagune, de somptueuses limousines étaient garées devant l'hôtel le plus luxueux de la ville. Le Ballet national de Côte d'Ivoire avait ce soir au programme d'une pièce au titre évocateur. MASA, organisé par l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), organisme qui réunit les gouvernements des États francophones, et par le ministère ivoirien de la culture.

Sous bonne garde, 325 acheteurs et 500 artistes se pressaient dans les couloirs aseptisés. Organisé du 27 mars au 1<sup>er</sup> avril, le MASA n'a pas été une fête populaire. Ce s'était d'ailleurs pas l'objectif de cette manifestation, dont le but était de mettre en contact acheteurs du Nord et créateurs francophones du Sud. Les artistes attendaient énormément de cette rencontre, susceptible de leur ouvrir les portes de l'Occident et de ses contrats rémunérateurs. « Personne ne vit du théâtre au Zaïre », déclarait Katanga Mupoy, metteur en scène d'une pièce au titre évocateur, *Misère*, de la Troupe des intriguants de Kinshasa. « C'est une aubaine, il faut en profiter au maximum », reconnaissait l'ivoirien Marcelin Yacé, chef d'orchestre du groupe Woya. Au bout de six jours de rencontres, ils ont regagné leurs foyers avec une pointe de déception. Certes, des contacts ont été noués, mais peu de contrats signés. « J'ai bien peur que ce ne soit des leurre », constatait Lucide, Souleymane Koly, du groupe Kotoba, qui présentait *Warimba*, son splendide opéra mandingue : « Un organisateur rencontre une compagnie qui lui plaît. Il décide de l'engager pour la saison 1994 ou 1995. Mais comment la compagnie va vivre entre-temps ? »

La programmation de ce premier MASA était des plus classiques. « Il fallait montrer aux acheteurs un marché qui tient la route. Personne n'est surpris de voir à Cannes les grands noms du cinéma », explique Jean-Louis Roy, le secrétaire général canadien de l'ACCT, qui a cependant reconnu qu'à l'avenir « il faudra être attentif à enrichir ce volet des créations nouvelles en direction des plus jeunes ».

JEAN-KARIM FALL

## Sans illusion

Chantal Morel et l'acteur Maurice Deschamps mettent à nu l'humaine barbarie

### LE ROI LEAR

au Théâtre de l'Aquarium

Dans la *Retraite d'Éugène* - qui précède le *Roi Lear* au Théâtre de l'Aquarium, dans le programme du « Champ libre » à Chantal Morel et ses amis - Maurice Deschamps joue le rôle d'un avatar contemporain d'Hercule (1). Un Hercule en charentaise, qui jouit d'une paisible retraite dans son pavillon de banlieue, mais se souvient parfois de ses combats contre les calamités du siècle : l'argent corrompeur, l'ivresse du pouvoir, l'hydre du racisme et de la barbarie... Le metteur en scène, qui est aussi l'auteur de la pièce, Philippe Delaigue, a vraisemblablement imaginé ce rôle en pensant à la double image de cet acteur lyonnais hors norme : provincial effacé dans les coulisses, tragédien et bouffon inspiré sur le plateau.

C'est pour ce même Maurice Deschamps, qu'elle dirigeait déjà dans *Letzte Worte* de Robert Pinget, en 1987, que Chantal Morel dit avoir voulu monter le *Roi Lear*. Et c'est lui qui, malgré son âge, sensiblement inférieur à celui du personnage, fait flamboyer le spectacle. Les acteurs ont toujours une importance capitale dans les créations de Chantal Morel. Les acteurs, pas les célébrités. Opposée viscéralement à tout vedettariat, au point d'avoir renoncé, pour elle-même, au titre avantageux de directrice du Centre dramatique national des Alpes, elle ne conçoit la mise en scène que comme travail de troupe, compensant par le feu d'un engagement communautaire les inégalités de puissance ou de métier. Chez elle, les tempéraments sont plus efficaces que le savoir-faire d'école; les bons interprètes sont ceux qui s'ont pas obliqués leurs singularités, leurs

accents, leurs rugosités même d'êtres humains.

D'ailleurs, le théâtre de Chantal Morel ne fonctionne pas à l'illusion. Les artifices de la théâtralité s'exposent : célébrés, assurément, comme moyens privilégiés pour parler de la vie, mais sans que théâtre et vie se confondent.

### Machines à tempête

Dans le *Roi Lear*, le décor de Jean Haas affirme dès la première seconde qu'on est dans un lieu de représentation. L'espace scénique se découpe dans le cadre en partie délabré d'un tableau de la Renaissance, et les costumes de Cidalia Da-Costa ont cette magnificence pas tout à fait crédible des velours et brocarts moirés par le pinceau. Ces costumes sont truqués, de surcroît, puisque la cuirasse guerrière ou le haillon de misère a vite fait d'apparaître sous les manteaux de cour : autant de transformations à vue qui soulignent les réflexions de Shakespeare sur la fragilité des biens terrestres.

Cette théâtralité exposée, qui passe encore par des machineries à bruitage apportées sur le plateau quand rugit la tempête, n'empêche pas les acteurs de « sortir du musée » pour faire entendre une parole de vérité. En travaillant avec André Litoff sur la traduction de la pièce, Chantal Morel a taillé dans la rhétorique pour mettre à nu la barbarie des affrontements humains. Certains aspects de la pièce, comme la confrontation de la richesse et de l'extrême misère des sans-abri, y prennent une résonance très contemporaine.

Le thème du dévouement, vécu comme tragédie rédemptrice, est une des aspects du *Roi Lear* que Chantal Morel met le plus en évi-

dence. Quant au regard qu'elle porte sur le vieux roi, il est brutal, sans aucun romantisme. Sa déchéance résulte moins de la perfidie de ses filles que de ses propres dérèglements. Il se conduit mal envers Goneril et Régane autant qu'envers Cordelia et ses plus fidèles compagnons. Sa « folie » dans la lasse n'est pas vaticination lyrique, mais apprentissage lucide des lois supérieures qu'il a bafouées.

Maurice Deschamps est grand acteur dans la mesure où il joue les petites humanités de ce roi-là, ses caprices, sa grossièreté de soudard, l'innocence presque joyeuse de son enfance retrouvée, sa découverte de la beauté de l'humilité et de la compassion. Son jeu est aux antipodes de celui d'un Minetti dans le *Roi Lear* de Grüber, mais il s'impose néanmoins, servi par des partenaires comme Roland de Pauw, Rémi Reuzier, Dominique Laidet, Claire Truette, Monique Brun et Véronique Dahuron.

BERNADETTE BOST

(1) Jean-Louis Benoit et Didier Bezace ont voulu « donner l'hospitalité » à l'équipe de création théâtrale de Chantal Morel, du 15 avril au 8 mai. Celle-ci a invité un metteur en scène ami, Philippe Delaigue, qui présente la *Retraite d'Éugène* jusqu'au 18 avril.

► Théâtre de l'Aquarium, Carrouxier, route du Champ-de-Mancourras, Paris (12<sup>e</sup>), du 20 avril au 8 mai, du mardi au samedi à 20 h 30 et le dimanche à 17 heures. Parallèlement, du 22 avril au 8 mai, Chantal Morel présente *Deux histoires de Valletti*, spectacle interprété par Monique Brun et Gérard Morel, les jeudis, vendredis et samedis à 18 h 30. Tél. : 43-74-99-61.

### WEEK-END D'UN CHINEUR

#### Livres anciens :

#### les fervents du régionalisme

Les ventes de livres réunissent trois séminaires et des souvenirs de toutes sortes sur les régions. Très prisée, cette spécialité attire un public qui n'est pas celui de la grande bibliophilie, friand d'anecdotes et d'un savoir un peu suranné sur les terroirs français. En plus de l'intérêt spécifique d'un auteur ou d'un historien local, qui est la principale raison de valeur (avec la rareté), les illustrations sont particulièrement appréciées, et les cartes, gravures ou photos qui accompagnent un texte lui donnent une plus-value. L'état de conservation, la qualité de la reliure et de la typographie viennent s'ajouter aux critères particuliers de chaque province.

Trois ventes de livres proposent cette semaine des documentations régionales.

À Troyes, on trouvera plusieurs titres de Grosley, un célèbre Troyen du dix-huitième siècle, entre 800 F et 1 500 F, pour des volumes reliés de cette époque. L'*Album pittoresque et monumental du département de l'Aube*, de Fichot, est un volume de 1852 orné de 60 planches gravées, estimé entre 8 000 F et 10 000 F.

À Strasbourg, le Dictionnaire géographique et historique d'Alsace, datant de 1787, est proposé aux environs de 4 000 F.

À Chartres, trois volumes de photographies de la cathédrale par Houvet, remontant aux années 1920-1930, sont accessibles pour une somme tournant autour de 1 000 F et un *Couturier chartais* (ouvrage sur les costumes du pays), de 1667, est estimé entre 1 000 F et 1 500 F.

CATHERINE BEDEL

#### Ici et là

##### • Samedi 17 avril

##### Paris

Drouot-Richelieu, 14 heures : Militaire, instruments de musique; Centre international de l'automobile, 25, rue d'Estienne-d'Orves à Paris, 16 heures : automobiles de collection.

##### Ile-de-France

La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : tableaux, bijoux, argenterie; Soesou, 14 h 30 : bijoux, argenterie.

##### Plus loin

Cannes (20, rue Jean-Jaurès), 14 heures : armes blanches et à feu et franc-maçonnerie; Cannes (31, boulevard d'Alsace) 14 h 30 : archéologie, Méditerranée, Chine; Lyon (avenue Sidoine Apollinaire), 14 h 30 : art déco; Marseille (Prado) 14 h 30 : tableaux anciens, modernes et provençaux; Nevers (théâtre), 17 h 30 : faïences françaises et européennes; Nogent-le-Rotrou, 14 heures : livres, affiches de cinéma; Noyon, 14 heures : livres anciens et modernes, tableaux; Saint-Jean-de-Luz (Maison de l'Infante), 14 h 30 :

bijouterie, argenterie; Troyes, 14 heures : livres anciens et modernes.

##### • Dimanche 18 avril

##### Ile-de-France

Chartres, 10 h 30 à 14 heures : gravures, timbres; Fontainebleau (5, rue Royale), 14 h 30 : tableaux modernes; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux, mobilier; Verrières-le-Buisson, 15 heures : affiches de cinéma.

##### Plus loin

Honfleur, 14 heures : tableaux anciens, faïences; La Havre, 14 h 30 : tableaux du dix-neuvième siècle et modernes; Limoges, 14 heures : bijoux, argenterie; Nevers, 14 heures : faïences, porcelaines (au profit de l'ARC); Reims, 14 h 30 : armes blanches et à feu.

##### Foires et Salons

Paris-15<sup>e</sup> (porte de Versailles), Paris-12<sup>e</sup> (boulevard de Reuilly), Antibes, Biarritz, Bordeaux, Quimper (Somme), Nevers, Saintes, Tours.

# Neil Young

en concert acoustique le 19 Avril de 20h à 21h

# pour nous les jeunes



PROGRAMME

## Europe 2







BILLET

Le territoire de Charles Pasqua

L'actualité politique est à ce point pressante qu'on oublierait presque que Charles Pasqua est aussi - autant? - ministre de l'aménagement du territoire. Il faut d'ailleurs remonter à la période 1974-1977, quand Valéry Giscard d'Estaing occupait l'Elysée, pour retrouver les deux fonctions (ordre et sécurité publiques et aménagement) sous la houlette d'un même titulaire, qui était à l'époque Michel Poniatowski. Le décret d'attribution de Charles Pasqua, approuvé au conseil des ministres du 14 avril, confère au ministre d'Etat des pouvoirs considérables puisque, outre la police, il couvre tout à la fois la décentralisation, les collectivités locales (dont on connaît le poids chaque jour grandissant) et la politique de rééquilibrage économique du pays, dont chaque parti, pendant la campagne électorale, soulignait ouvertement la place prioritaire.

Par rapport aux tâches des ministres du gouvernement Bérégovoy, on dira par boutade que Charles Pasqua est un ministre «cumulard-boulmiqué». Il prend en charge directement la politique (initiale par Edith Cresson) des transferts d'administrations et services publics en province. Il coordonne l'action des différents ministères associés aux actions de reconversion des bassins d'emploi. L'urbanisme ne lui est pas étranger puisqu'il peut faire appel au secrétariat du groupe central des villes nouvelles. Sur le chapitre si sensible de l'aménagement rural, Charles Pasqua veut, aussi, avoir un droit de regard. Jean-Pierre Soisson, il y a six mois, avait exigé et obtenu de diriger la politique de développement rural et de gérer les crédits correspondants. Jean Puech, son successeur à l'agriculture, n'est pas officiellement investi de cette tâche qui, en conséquence, revient à la DATAR, donc à Charles Pasqua et à son ministre délégué, Daniel Hoefel.

Dernière corde à l'arc de l'homme fort des Hauts-de-Seine : la préparation et la mise en œuvre des futurs contrats de plan Etat-régions, qui pourraient d'ailleurs, dit-on, ne commencer qu'avec un an de retard, soit à partir de 1995. Par ce biais, il aura donc autorité aussi sur la commission au plan, Jean-Baptiste de Foucauld. Or ce dernier est, comme M. Dupont, au plus élevé des grades de la haute administration. Indication essentielle lorsque le gouvernement songera à des nominations...

FRANÇOIS GROSCHARD

La fin de la réunion du groupe des Sept à Tokyo

La Russie recevra peu de crédits nouveaux dans l'immédiat

La rencontre exceptionnelle des ministres des finances et des affaires étrangères des sept principaux pays industriels, les 14 et 15 avril à Tokyo, s'est soldée par l'annonce d'une assistance financière massive en faveur de la Russie (le Monde du 16 avril). Les Sept se sont montrés divisés sur les modalités et les montants de cette assistance. Derrière la total de 43,4 milliards de dollars, on trouve en fait très peu de crédits nouveaux.

En 1988, «Gorbys» défrayait la chronique mondiale. Lors de ses tournées aux Etats-Unis, les foules lui criaient leur soutien. Les banques new-yorkaises lançaient des «prêts perestroïka». Malheureusement, ceux-ci ne furent pas remboursés et pendant plusieurs années, l'enthousiasme fit place à une méfiance extrême. Aujourd'hui, l'état d'esprit a de nouveau changé, et Washington paraît tout à coup disposé à de plus grandes largesses financières.

Au même moment, les deux principaux pays qui se faisaient les champions de l'aide à la Russie - l'Allemagne et la France - ont eux aussi modifié leur attitude. Lors de la réunion des sept principaux pays industriels, les 14 et 15 avril à Tokyo, ce sont eux qui ont refusé un tour de table en faveur de Moscou. Edouard Balladur avait repoussé il y a quelques jours qu'il lui fallait «se consacrer aux difficultés quotidiennes de nos compatriotes». L'Allemagne, qui avait été de loin la plus généreuse des Sept envers Moscou ces dernières années, a vu ses finances lourdement déséquilibrées par la réunification et n'est plus disposée à faire de nouveaux prêts.

Ces retournements de position n'ont pas manqué de provoquer des tensions lors de la rencontre de Tokyo et de mettre le pays hôte dans une «situation» particulièrement inconfortable : opposé à l'aide à la Russie, par philosophie mais également à propos d'un ancien différend territorial (le Monde du 15 avril), le Japon a, du bout des lèvres, proposé un crédit de 1,8 milliard de dollars à Moscou. Comme la plupart des autres

prêts bilatéraux, il sera destiné presque exclusivement à permettre aux Russes d'acheter des produits nippons.

Tours de passe-passe

Les dissensions au sein des Sept, qui s'ajoutent à l'extrême complexité de la situation économique russe, se sont traduites à Tokyo par un exercice devenu habituel : les additions de milliards, censées rassurer la population russe, font figure de tours de passe-passe. 24 milliards de dollars l'an dernier, 43,4 milliards cette année, et pourquoi pas 70 milliards l'an prochain? A titre de comparaison, la Banque mondiale a engagé l'an dernier environ 22 milliards de dollars pour ses opérations dans le monde entier.

Ces sommes astronomiques ont finalement peu d'importance en dehors du message politique de soutien aux autorités russes. Car elles comprennent principalement des engagements pluriannuels ou des dépenses non réalisées. Un peu comme si, en cours d'exercice budgétaire, un ministre des finances annonçait un plan de relance reprenant le total des programmes déjà votés et échelonnés sur plusieurs années.

Qu'à véritablement en poche Boris Fiodorov, le ministre des finances russe, de retour à Moscou? Environ 4 milliards de dollars de prêts bilatéraux (américain, japonais et britannique), qui ne sont pas comptabilisés dans les 43,4 milliards. Un fonds pour le développement des PME russes, d'un montant de 300 millions de dollars, géré par la BERD, et qui ne sera probablement opérationnel que lorsque plusieurs Etats y auront versé leurs propres contributions. Quant au rééchelonnement (le report dans le temps) de la dette extérieure, représentant une économie de 15 milliards de dollars, l'accord est en fait du début du mois d'avril.

Pour pouvoir bénéficier des autorisations prises dans les 43,4 milliards, Moscou devra aligner des bons résultats économiques : le fonds de stabilisation du rouble, géré par le Fonds monétaire international (FMI), de 6 milliards de dollars, est théoriquement opérationnel depuis un an.

La FMI sera également en mesure, si la situation économique russe s'améliore, de verser 4 milliards de dollars de crédits de confirmation (stand-by). Les projets de la Banque mondiale sont techniquement prêts depuis plusieurs mois, mais leur réalisation est retardée par l'absence de garanties du côté russe. En admettant que les crédits annoncés à Tokyo au nom de la Banque mondiale (1,1 milliard de soutien aux importations, et 3,4 milliards de prêts sectoriels) soient effectivement déboursés au cours des deux années qui viennent, ils ne feraient que rattraper les montants planifiés il y a un an, soulignant les experts de la banque.

La rencontre des Sept soulève un autre problème. C'est à Tokyo qu'a été donnée la confirmation de la création par le FMI d'une nouvelle facilité de crédit destinée aux pays en transition, baptisée système Transformation Facility (de transformation globale du système économique) (1).

Or, cette enveloppe a été mise au menu des Sept avant même que le conseil d'administration du FMI ait approuvé sa création. L'organisme international a beau se déclarer indépendant des gouvernements, et l'être le plus souvent de fait dans la pratique, ce genre d'opération n'est pas bon pour sa réputation. Et risque de faire grincer les dents de nombreux pays en développement qui, eux, doivent se serrer fortement la ceinture avant de recevoir le moindre crédit. Car la nouvelle enveloppe autorise un assouplissement des conditions de prêt au profit de la Russie, celle-ci ne pouvant satisfaire aux critères des traditionnels crédits de confirmation. Un bon «produit d'appel», remarque ironiquement un fonctionnaire international!

FRANÇOISE LAZARE

(1) Cette nouvelle facilité, la première lancée par le FMI depuis la «facilité d'ajustement structurel renforcé» créée en 1986 au profit des pays les plus pauvres, doit permettre aux pays d'Europe centrale et orientale d'obtenir des financements supplémentaires, à des conditions plus souples, à hauteur de 50 % de leur quota de participation au capital du FMI. Soit, dans le cas de la Russie, 3 milliards de dollars.

Les banques françaises jugent les gouvernements trop généreux

Une voix discordante, celle des banquiers français, et plus particulièrement du président de l'Association française des banques (AFB), Michel Freyche, est venue se mêler jeudi 15 avril au concert de satisfaction qui ont suivi l'annonce par la G7 d'une aide de 43 milliards de dollars à la Russie. «Il faut en finir avec la langue de bois occidentale. Il n'est pas raisonnable d'accorder des rééchelonnements de dette généraux sans le rétablissement en Russie d'un ordre administratif pour éviter les détournements de capitaux», a expliqué M. Freyche.

Les banques commerciales françaises, dont les engagements à l'égard de la Russie représentent environ 25 milliards de francs, chahutant clairement à faire passer un message aux politiques. Elles sont particulièrement critiques à l'égard du rééchelon-

nement, portant sur plus de 15 milliards de dollars, accordé le 2 avril à la Russie par le club de Paris, qui regroupe les créanciers publics de ce pays. Pour l'AFB, «le club de Paris n'a pas mis en place un certain nombre de préconditions nécessaires». A savoir, l'instauration d'un contrôle des changes et de règles juridiques et fiscales élémentaires en Russie. «Il n'est pas raisonnable que les actionnaires des banques paient la désorganisation totale de la Russie», a ajouté Michel Freyche.

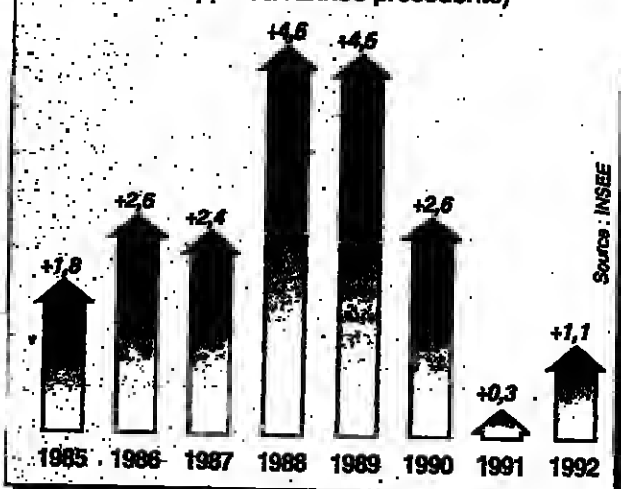
Les banques françaises, dont les plus impliquées sont le Crédit lyonnais et le BNP, se sont concertées le 15 avril avant la réunion le 27 avril, quarante-huit heures après la référendum constitutionnel en Russie, du club de Londres, le pendant du club de Paris mais pour les banques

commerciales. Pour les banquiers français, Moscou peut parfaitement rembourser ses dettes en mettant fin à la corruption et aux détournements de fonds. Selon des chiffres publiés récemment par les autorités russes, la balance commerciale du pays a été excédentaire l'an dernier de 10 milliards de dollars, pour des exportations atteignant un total de l'ordre de 45 milliards de dollars et constituées pour 80 % de pétrole et de gaz. «La Russie pourrait parfaitement rembourser 25 % de ses recettes d'exportations, un niveau considéré comme normal par la Fonds monétaire internationale», a indiqué M. Freyche. A l'évidence, le club de Londres pourrait être beaucoup moins généreux que les gouvernements.

E. L.

La croissance économique n'a été que de 1,1 % en France en 1992

Évolution du PIB marchand (en volume et en pourcentage par rapport à l'année précédente)



La croissance économique exprimée en termes de PIB marchand (produit intérieur brut) n'a été que de 1,1 % en 1992 par rapport à 1991, selon les calculs révisés de l'INSEE. Cette progression est inférieure d'un demi-point à celle qui avait été annoncée jusqu'ici (1,6 %). La croissance économique s'est nettement infléchie à partir de l'été 1992. Le fait nouveau est que le ralentissement a été plus prononcé qu'on ne le pensait et un peu plus précoce : la croissance n'a été que de 0,1 % au deuxième trimestre (et non de 0,2 % comme au troisième trimestre, ce qui correspond à un rythme de croissance annuelle très faible, de 0,4 %). Au quatrième trimestre s'est produite la rupture, avec un recul absolu du PIB marchand : - 0,6 % (et non - 0,5 % comme il avait été indiqué jusqu'ici, soit une baisse de presque 2,5 % en rythme annuel).

Ces révisions expliquent mieux pourquoi l'Etat a encaissé beaucoup moins de recettes fiscales que prévu : elles rendent crédibles une stagnation totale du PIB cette année, voire un recul. Éléments inquiétants : les mauvais résultats de 1992 s'expliquent beaucoup par une accentuation du recul de l'investissement des entreprises : - 5,6 % en volume après déjà - 2,6 % en 1991. Un recul qui s'explique beaucoup plus par des prévisions de demande faible que par des résultats financiers qui se sont redressés : les entreprises ont dégagé, ce qui est exceptionnel, une capacité de financement de 71 milliards de francs l'année dernière. Il y a là un problème important pour l'économie française, qui risque de prendre du retard.

Le poids des prélèvements obligatoires a, comme prévu, baissé, passant de 44,1 % du PIB en 1991 à 43,7 % en 1992. Le projet de budget de 1993 voté par le Parlement à la fin de l'année dernière tablait déjà sur une baisse du même ordre (43,9 % à 43,5 %).

Le ministre du travail vent «étonner» par son sens de la concertation

M. Giraud craint 150 000 à 200 000 chômeurs de plus à la fin 1993

Entouré de son cabinet très «français», puisque dix de ses douze membres ont exercé ou ont une attache avec l'Ile-de-France, Michel Giraud, ministre du travail, a prononcé, jeudi 15 avril, son premier discours sur l'emploi devant la presse. Sans texte ni notes, le président du conseil régional de l'Ile-de-France, ancien animateur d'une chorale, s'est livré à l'exercice à capella. En refrain, il a plusieurs fois qualifié la situation de «préoccupante» au cours de son survol de «l'état des lieux», dont il a dit ne pas se satisfaire. Mais il avait donné le ton en déclarant qu'il abordait «cette nouvelle responsabilité avec humilité». Puis s'est lancé dans un air de bravoure quand, pour présenter sa méthode de travail, il assura qu'il voulait «étonner quant à [sa] capacité de concertation».

Trois «préoccupations» l'animent, a-t-il souligné. D'abord, l'importance des licenciements économiques : sur ce point, il demandera aux entreprises de «faire un effort», et de tout tenter avant le licenciement. Ensuite, le chômage des cadres, en augmentation de

22 % en 1992 et particulièrement impressionnant en Ile-de-France (+ 70 % en deux ans). L'élargissement du champ de l'exclusion, enfin, qui entraîne «une distorsion du tissu social». «Je me dois de refuser toute fatalité», a affirmé M. Giraud.

Interrogé vendredi 16 avril sur Europe 1, M. Giraud a estimé qu'il y aura plus d'inscrits à l'ANPE en fin d'année. «Combien? 150 000-200 000, le moins possible», a-t-il poursuivi, affirmant que «l'on verra le bout du tunnel quand deux mois de suite on aura noté une stabilité du nombre de chômeurs». Selon lui, cette stabilisation devrait intervenir «début 1994».

M. Giraud se propose d'œuvrer dans «trois directions». Elaborer des «incitations à la reprise» pour inverser la courbe du chômage, avec le souci d'alléger le coût du travail pour les salariés dont la rémunération est modeste. Les réductions de charges devront être «aussi bien ciblées que possible», a-t-il indiqué. Entreprendre une «valorisation» et une «optimisation» des mesures de traitement social. «Il n'y aura pas de rupture», a-t-il ajouté. Favoriser la formation, enfin, en mettant principalement l'accent sur l'apprentissage, une formule que le président de l'Ile-de-France a lui-même développée. A ce sujet, il a indiqué que cette filière serait «décentralisée de plus en plus au niveau régional». Mais, en revanche, il s'est montré beaucoup «plus prudent» à l'égard d'une éventuelle décentralisation de l'ANPE ou de l'AFPA, préférant une «démarche de déconcentration».

Bien sûr, évoquant la situation financière de l'UNEDIC, il a affirmé que tout «sera fait» pour que les chômeurs soient normalement indemnisés «fin juin et les mois suivants». Mais, au-delà de la trésorerie, il faudra s'attaquer, «en concertation», aux questions de structure. De même, des après «le Grenelle à froid» du 23 avril, organisé par le premier ministre, il recevra «toutes les organisations syndicales une par une». «En prenant le temps».

A. Le.

La polémique sur les dépenses de fonctionnement de la BERD

Plusieurs pays européens demandent des explications à Jacques Attali

La polémique sur les frais de fonctionnement de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), née d'une enquête du quotidien britannique Financial Times (le Monde du 14 avril) rebondit. Le ministre allemand des finances et président du conseil des gouverneurs de la banque, Theo Waigel, a déclaré, jeudi 15 avril, qu'il y aura des conséquences si les enquêtes montrent qu'il y a eu des dépenses injustifiées. Le porte-parole du ministre des finances néerlandais a fait savoir qu'il mettrait la question à l'ordre du jour de l'assemblée générale de la BERD, qui doit se tenir du 23 au 27 avril, à Londres. Le sujet agite beaucoup la

presse néerlandaise, rapporte notre correspondant à Amsterdam, Christian Chartier. Les Pays-Bas avaient longtemps milité pour que la banque chargée d'épauler l'Europe de l'Est dans sa transition vers une économie de marché soit présidée par l'ancien ministre des finances, Onno Ruding.

Le Financial Times a notamment reproché à la BERD ses coûteux frais d'installation dans ses nouveaux locaux, ainsi que le prix élevé des voyages de son président, Jacques Attali. Les responsables de la banque ont justifié l'ensemble de leurs dépenses et M. Attali a déclaré qu'il se rendrait comme prévu à Bonn, le 20 avril, pour s'entretenir avec M. Waigel.

Dans son rapport au président de la République

Le gouverneur de la Banque de France refuse tout «alourdissement de la charge fiscale»

«La politique de stabilité du franc fait l'objet d'un consensus très large et grandissant dans l'opinion publique (...). Toute tendance à la dislocation des accords de change, toute dérive vers des dévaluations compétitives ne pourrait qu'affaiblir l'Europe et la croissance économique des Etats membres», écrit Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, dans le rapport annuel de l'Institut d'émission remis, jeudi 15 avril, au président de la République.

«Notre économie est désormais l'une des moins inflationnistes du monde industrialisé», écrit M. de Larosière. «La modération de

l'inflation a exercé un effet positif sur la croissance par deux canaux : (...) une amélioration du pouvoir d'achat des salariés supérieure à celle de l'année précédente ; (...) une amélioration de notre compétitivité-prix. Nos parts de marché se sont élargies».

Évoquant les crises de change «de grande ampleur» de septembre, puis de décembre 1992, le gouverneur de la Banque de France, tout en rendant hommage à «la coopération sans faille avec notre partenaire allemand», souligne qu'une «politique monétaire différente ne procurerait aucun stimulant efficace (...). la dépréciation d'une monnaie étant source

de très lourds désavantages». M. de Larosière rappelle qu'il faut «remonter à 1986 et à 1972 pour retrouver des taux longs aussi bas» qu'actuellement en France.

Si le gouverneur estime nécessaire de «définir une politique à moyen terme de réduction progressive des déficits publics», le rééquilibrage ne doit pas être cherché par «un alourdissement de la charge fiscale», compte tenu du niveau déjà élevé des prélèvements obligatoires mais par «un effort de rigueur dans les dépenses et spécialement dans les dépenses de fonctionnement».



## ÉCONOMIE

## CONJONCTURE

12 000 emplois menacés en 1993

## 100 chantiers pour relancer les Travaux publics

Philippe Levaux, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), a présenté, jeudi 15 avril, des propositions regroupées dans un document intitulé « 100 projets pour une relance » - destinées à sortir ce secteur (6 000 entreprises, 272 000 salariés) du marasme. Les travaux publics sont frappés de plein fouet par la récession, puisque 10 000 emplois ont été supprimés l'an dernier, et, selon M. Levaux, si rien n'est entrepris d'urgence, « cette année il faut s'attendre à une chute d'activité de 6 % et à la perte de 12 000 emplois supplémentaires ».

La FNTP a recensé, avec l'aide des services départementaux du ministère de l'équipement et les principaux maîtres d'ouvrage (État, grandes entreprises, mais aussi collectivités locales, qui représentent 41 % de la clientèle), une centaine de dossiers d'équipement qui pourraient être engagés très rapidement et qui entraîneraient, en année pleine, 20 milliards de francs de chiffre d'affaires et la création ou le maintien de plus de 20 000 emplois. Ces projets, qui concernent les transports publics,

les routes et autoroutes, l'énergie et l'environnement, peuvent, pour certains, s'étaler sur quatre ou cinq ans et sont bloqués pour des raisons administratives (oppositions locales, procédures inachevées, hostilité des mouvements écologistes) ou financières.

La liste des dossiers présentés par M. Levaux va du TGV Méditerranée ou du tunnel du Somport entre la France et l'Espagne à des réalisations plus modestes comme une usine de traitement des déchets près de Clermont-Ferrand ou la création de lignes à haute tension en Champagne-Ardenne ou en Seine-Maritime.

## Un grand emprunt

Ces projets en panne concernent toutes les régions de métropole, sauf la Corse, mais c'est en Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'ils sont les plus nombreux. Le prétexte du coût financier n'est pas toujours solide, a précisé M. Levaux, sauf pour les travaux routiers. En effet, dans les domaines de l'énergie, de l'environnement, des transports collectifs, les maîtres d'ouvrage ne sont en général pas l'État, mais des entreprises publiques, des collectivités ou des agences de bassin. Au total, les 100 projets représenteraient pour l'État un coût global annuel de

1,9 milliard, estime la FNTP, et 3 milliards si l'on y ajoute les travaux d'entretien routiers.

Comment trouver les sources de financement correspondantes ? La FNTP propose de lancer un grand emprunt pour les infrastructures, de 12 milliards de francs sur deux ans, l'objectif étant de répartir une partie de l'épargne vers d'autres placements que les baux monétaires. Cet emprunt devrait être assorti de conditions fiscales avantageuses et pourrait être « régionalisé ». Une autre suggestion consiste à autoriser les conseils régionaux à créer des fonds d'infrastructures alimentés par une taxe additionnelle à la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP). Le système serait assorti d'un mécanisme de péréquation nationale. Un relèvement de 10 centimes par litre procurerait 4,5 milliards de francs. Enfin, pour accélérer la passation des marchés, M. Levaux a demandé que, « en la situation conjoncturelle actuelle et d'urgence », la procédure des « marchés négociés simplifiés » puisse le plus souvent possible remplacer celle de l'appel d'offres, beaucoup plus longue et contraignante.

Le ministre de l'équipement et des transports, Bernard Bosson, devrait apporter les réponses du gouvernement mercredi 12 mai, à l'occasion de l'assemblée générale de la FNTP.

F. Gr.

## SOCIAL

Le nombre des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion a augmenté de 18 % en un an

## 575 000 « RMIstes » fin 1992

Selon les statistiques définitives publiées, jeudi 15 avril, par la délégation au RMI, les allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI) étaient 575 000 à la fin de l'année 1992, alors qu'on en attendait 550 000.

Lié à une forte croissance du nombre des entrées dans le dispositif au cours du dernier trimestre, ce résultat porte à près de 18 % l'augmentation du nombre de RMIstes en un an. Les causes de cet accroissement sont connues. Pour l'essentiel, la dégradation de la situation économique réduit les possibilités de sortie du dispositif, la disparition de certains minima sociaux et le décaissement des chômeurs indemnisés en fin de droits augmentent le flux des entrées (Le Monde daté 3-4 janvier).

Toutefois, cette brutale augmentation ne met-elle pas, pour la première fois, en lumière les limites d'un dispositif trop sophistiqué - puisque tentant d'apporter une réponse collective à un besoin individuel - pour gérer des flux aussi importants ? En dépit de fortes disparités départementales, l'efficacité globale du système s'est améliorée en 1992. Avec 1,8 milliard de francs dépensés, les conseils généraux ont couvré la quasi-totalité des fonds qu'ils ont obligation de débiter au bénéfice de l'insertion. De même, le

nombre de contrats d'insertion signés a sensiblement augmenté en un an. Enfin, 149 000 allocataires présents au 30 juin 1992 bénéficiaient d'une des mesures inscrites dans le plan emploi, soit 41 % de mieux qu'un an auparavant.

Mais, à côté de ces éléments positifs, d'autres signes apparaissent plus inquiétants. D'une part, la persistance d'un noyau dur de RMIstes : même si le taux de sortie du système a tendance à s'améliorer sur la durée, 4 allocataires sur les 10 qui se sont inscrits en 1989 sont toujours dans le dispositif. Que va-t-il advenir de ces personnes qui, en dépit des moyens mis en œuvre, ne peuvent toujours pas accéder à l'autonomie sociale ou

économique ? Le RMI remplit-il encore à leur égard son rôle original d'ultime filet de sécurité provisoire, le montant de l'allocation (1 830 francs par mois en moyenne par foyer) étant calculé en conséquence ?

D'autre part, la délégation au RMI estime que 40 % en moyenne des allocataires ne font toujours pas l'objet d'un suivi de quelque nature que ce soit, le plus souvent faute de temps, de moyens humains et financiers. Reste qu'en se référant à la seule distribution de l'allocation, le RMI les a, de fait, cantonnés dans une position d'assistés.

V. D.

## ÉTRANGER

Pour obtenir une hausse des salaires de 26 %

## Les salariés de la métallurgie manifestent dans l'est de l'Allemagne

La situation sociale se tend en Allemagne où la question des salaires de l'est menace de faire exploser les traditions de consensus. Environ 90 000 salariés de la métallurgie et de la sidérurgie de l'est, selon les chiffres du syndicat IG Metall, ont

manifesté et débrayé jeudi 15 avril en Saxe, en Thuringe et à Berlin. Ils réclament une hausse des salaires de 26 % cette année, conformément aux accords conclus avec le patronat en 1991 après la réunification. Il s'agit de la deuxième vague de « grèves d'avertissement » après des premiers mouvements au début du mois. Sous la forme de débrayages temporaires et tournants, ces avertissements préparent aux vraies grèves qui relèvent d'un vote à 75 % des salariés syndiqués. IG Metall devrait décider lundi 19 avril s'il appelle à une telle consultation pour la fin du mois.

Le patronat a rompu les accords de 1991 devant permettre un alignement des salaires de l'est sur ceux de l'ouest dès 1994, en expliquant que les difficultés économiques imposaient une pause. La productivité à l'est reste au niveau du tiers de l'ouest, ce qui décourage les investissements. Le syndicat dénonce cette rupture unilatérale, la première depuis la guerre, qui casse la loi allemande sur l'obligation des négociations salariales. Il n'ignore pas les difficultés mais ne peut accepter cette rupture historique sans grève. En même temps, sachant que certaines entreprises ont d'accord pour accorder les 26 %, IG Metall menace d'entamer des négociations entreprises par entreprise. En rupture cette fois-ci avec la tradition allemande des accords de branche.

E. L. B.

## AFFAIRES

Pris à contre-pied par l'augmentation des tarifs et des franchises

Les agents généraux du GAN protestent contre sa politique commerciale en matière d'assurance automobile

Rien ne va plus entre le GAN et son réseau de 1 400 agents généraux qui sont partis en guerre contre la stratégie jugée « incohérente » de la compagnie, notamment dans le domaine de l'assurance automobile. Réunis jeudi 15 avril au cours d'une assemblée générale extraordinaire, les agents généraux ont été reçus en délégation par François Heilbronner, le président du GAN, ce qui a calmé la situation. Mais M. Heilbronner n'avait pas besoin de cela. Car les résultats de la plus petite des compagnies d'assurances publiques ont chuté d'environ 80 % en 1992 à 400 millions de francs.

C'est d'ailleurs pour redresser les comptes de l'assurance-dommages que la compagnie a décidé à la fois d'accroître les tarifs, mais surtout d'imposer une augmentation sensible des franchises en assurance automobile. Des mesures qui sont actuellement suspendues. Une circulaire envoyée au mois de mars annonçait une majoration allant de 2 500 francs à 10 000 francs des franchises de contrats automobiles. Une attitude jugée « suicidaire » par les agents, certains ayant même entamé alors une grève de gestion en n'envoyant plus les contrats à la compagnie, se contentant de les faire enregistrer pour ne pas pénaliser les clients.

Phénomène classique, les agents sont coincés entre les directives de la compagnie qui cherche à restaurer sa rentabilité et la grogne des clients.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## RÉSULTATS 1992 ET NOUVELLE ORGANISATION DU GROUPE

Le Conseil d'Administration de LYONNAISE DES EAUX DUMEZ, réuni le 14 avril 1993 sous la présidence de Jérôme MONOD, a arrêté les comptes sociaux et consolidés du groupe pour l'exercice 1992.

Au cours du Conseil, le Président a rappelé les orientations du groupe : concentration sur les métiers principaux organisés en deux pôles d'activités, développement à l'international. Il a présenté une nouvelle organisation de la Direction Générale du groupe Lyonnaise des Eaux-Dumez qui permettra d'assurer un meilleur contrôle des sociétés du groupe et de conduire son développement sur les marchés porteurs de la construction et de l'environnement.

## RÉSULTATS 1992

La conjoncture s'est dégradée durant 1992 en France et dans certains pays où le groupe est actif. Cette stagnation économique s'est doublée de graves difficultés dans l'immobilier et, dans une moindre mesure, la construction.

Malgré cette situation économique mondiale difficile qui s'est encore aggravée durant les derniers mois de 1992, le résultat courant (2,1 milliards de francs) et la capacité d'autofinancement (3,2 milliards de francs) ont été maintenus à un niveau équivalent à celui de 1991. Du fait de provisions importantes, le résultat net part du groupe s'est inscrit en recul à 379 MF. Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale de verser un dividende unitaire brut identique à celui de 1991 (15 F y compris avoir fiscal).

## ACTIVITÉ

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe enregistre une progression de 3,3 % et s'établit à 90,4 milliards de francs dont près de 45 % hors de France. A périmètre constant, et hors effets de change, la hausse ressort à 3,8 %.

## Chiffre d'affaires par secteur

(en milliards de francs)	1992	1991
Pôle Services	32,9	28,9
Pôle Construction	48,9	45,1
Immobilier, Distribution et autres activités	17,6	13,5
Total	90,4	87,5

Les services ont connu une forte progression (+13,8 %) illustrée par la croissance de l'activité eau et de sociétés telles que Degremont, Sita ou Ullmer-Cofreth. 1992 fut aussi une année de succès commerciaux à l'international dans la distribution d'eau comme l'attestent les contrats gagnés à Buenos Aires, Sydney ou Rostock.

Le chiffre d'affaires du pôle Construction a légèrement progressé grâce en particulier aux performances des filiales européennes.

Seule l'immobilier, victime d'une crise profonde qui s'est aggravée, et la distribution (United Westbury), soumise à des conditions économiques nord-américaines médiocres et à un effet de change négatif, ont reculé.

## RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en MF)	1992	1991
Chiffre d'affaires	90 359	87 485
Résultat d'exploitation	2 690	2 587
Résultat courant	2 102	2 091
Résultat exceptionnel	- 188	428
Résultat net avant impôts	1 204	1 765
Résultat net	623	1 464
dont part du groupe	379	1 168

Pour tenir compte des difficultés rencontrées dans certains secteurs et préparer l'avenir dans de bonnes conditions, une politique rigoureuse de provisions a été appliquée. Ce plus fort volume de provisions (2,4 milliards de francs contre 1,8 milliard en 1991) s'explique essentiellement par :  
- le secteur immobilier où les provisions couvrent, pour le stock disponible, la différence entre le prix de marché et le prix de revient complet à la date de vente prévue,  
- les pertes à terminaison sur certains chantiers,  
- le coût des plans de restructuration engagés,  
- et des risques sectoriels divers.

La bonne tenue de la plupart des secteurs du groupe a néanmoins permis de maintenir le résultat courant au niveau constaté en 1991 (2,1 milliards de francs).

Des plus-values sur cessions d'actifs (titres de placement, activités non stratégiques) d'environ 1 milliard de francs ont par ailleurs permis de couvrir une partie des charges exceptionnelles. Au total, le résultat net consolidé part du groupe s'établit à 379 MF contre 1 168 MF en 1991 (après amortissement des surcoûts pour 381 MF en 1992 et 301 MF en 1991).

## RÉPARTITION SECTORIELLE

	1992		1991	
(en MF)	Résultat net	Capacité d'autofinancement	Résultat net	Capacité d'autofinancement
Pôle Services	1 646	3 624	1 782	3 200
Pôle Construction	1 481	1 774	2 276	2 036
Immobilier, Distribution et autres activités	- 805	- 211	- 257	- 2
Total	379	5 187	1 168	5 296

## TABLEAU DE FINANCEMENT (en milliards de francs)

EMPLOIS	RESSOURCES
Investissements physiques	5,9
Investissements financiers	4,0
Dividendes	0,5
Effets de trésorerie et divers	0,8
Variation nette du BFR	- 1,0
Total	10,2

La capacité d'autofinancement reste stable à un niveau élevé : 5,2 milliards de francs (contre 5,5 en 1991).

Les investissements physiques ont continué à croître (5,9 milliards de francs, soit + 25 % par rapport à 1991), essentiellement dans le secteur des services et plus particulièrement pour les

En revanche, les investissements financiers ont diminué pour s'établir à 4,0 milliards de francs (- 15 % par rapport à 1991).

Ces investissements ont été couverts par l'autofinancement (5,2 milliards de francs), les cessions d'actifs (2,8 milliards de francs) et les capitaux propres apportés par les minoritaires (2,3 milliards de francs).

## STRUCTURE DE BILAN (en milliards de francs)

ACTIF	1992	1991	PASSIF	1992	1991
Actif immobilisé	58,9	49,3	Capitaux propres	20,7	18,4
Actif d'exploitation	63,7	56,5	Comptes des cessions	16,7	15,0
Trésorerie	12	10,9	Provisions pour risques et charges	13,0	10,5
Total	134,6	116,7	Dettes financières à long terme	17,1	15,9
			Autres dettes	67,1	58,7
			Total	134,6	116,7

	1992	1991
Dettes financières nettes totales / Capitaux propres	75 %	77 %
Dettes financières à plus d'1 an / Capitaux permanents	25 %	27 %

La structure financière du groupe, qui était déjà solide, s'est ainsi améliorée au cours de l'exercice.

## DIVIDENDE

En raison des charges exceptionnelles importantes, le résultat net de la société Lyonnaise des Eaux-Dumez s'établit à 372 MF contre 857 MF en 1991. Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 9 juin 1993 le versement d'un dividende de 15 F par action (y compris avoir fiscal), soit égal à celui de 1991. Le dividende total s'élève ainsi à 482 MF, la différence entre ce montant et le résultat de l'exercice (110 MF) sera prélevé sur le report à nouveau. Il sera par ailleurs offert aux actionnaires l'option de percevoir ce dividende en actions.

## NOUVELLE ORGANISATION DU GROUPE

Le Président a proposé de modifier l'organisation de la Direction Générale pour lui donner une configuration à la mesure d'un groupe de 110.000 collaborateurs, structuré en deux secteurs principaux : les services et la construction.

Guy de PANAFIEU est nommé Vice Président Directeur Général. Outre sa compétence sur l'ensemble du groupe, il assure directement le suivi des activités des secteurs du BTP et de l'immobilier.

Un Comité financier du groupe est institué dont il assure la présidence.

Philippe BRONCHART, actuellement Président de SITA, est nommé Directeur Général en charge du secteur des services : Distribution et traitement de l'eau, Propreté, Énergie Chaleur, Services Financiers et autres services.

La nomination de Jean-Jacques PROMPEY comme Président de SITA sera proposée au prochain Conseil d'Administration de cette société.

La nomination de René COULOMBE, Directeur Général, Directeur de l'Eau, en qualité d'Administrateur sera proposée à la prochaine Assemblée Générale de Lyonnaise des Eaux-Dumez.

Bernard PRADES, Directeur Général Délégué est nommé, en outre, Conseiller du Président et chargé de suivre les activités du secteur Communication : M6 et le C8.

مكتبة من الأصل



## ÉCONOMIE

### COMMUNICATION

# La survie des télévisions européennes passe par la création de chaînes à forte image de marque

nous déclare Pierre Lescure, directeur général de Canal Plus

La trentième édition du MIP-TV (Marché international des programmes de télévision) ouvre ses portes à Cannes, du 16 au 24 avril. Selon Xavier Roy, PDG de Midem Organisation, la manifestation ne s'est jamais aussi bien portée : trois cent quatre-vingt-six exposants de quarante et une nationalités viendront à nouveau faire la démonstration que les programmes de télévision représentent un marché réellement international. Comme chaque année, les Américains feront la preuve de leur suprématie. Principaux fournisseurs du monde en matière de programmes, ils s'approprient aussi à modeler l'Europe en y jouant un rôle de plus en plus direct. Rupert Murdoch, le magnat australo-américain, a déjà colonisé le marché britannique : Telecommunications Inc., le plus gros câble-opérateur des États-Unis, a pris une participation minoritaire dans le câble-opérateur français Vidéopole, et Ted Turner (CNN) annonce qu'il va diffuser deux chaînes en Europe via le satellite Astra. Pierre Lescure, directeur général de Canal Plus, la plus internationale des chaînes françaises, fait le point sur la stratégie de son groupe.

des chaînes entières. La technologie le permet. Des chaînes câblées comme *Nickelodeon*, déjà amorcées sur leur marché, vont donc arriver. Ted Turner souhaite lui aussi amorcer ses catalogues avec une chaîne familiale en Europe. Disney y songe à nouveau... Ce serait un combat que l'Europe ne construise pas ses propres chaînes thématiques.



Bâtir des chaînes ayant une identité reconnue, une image forte et ciblée, sur les jeunes, les amateurs de documentaires, de dessins animés, de sexe, etc., la France, voire l'Europe, en ont-elles les moyens ? « Nous n'avons guère de catalogues de films ou de séries, d'exception peut-être de *Leo Kirch* en Allemagne. Même les catalogues de Silvio Berlusconi sont d'origine américaine. La seule chance de survie des diffuseurs européens, c'est la mise en place de chaînes à ligne éditoriale forte. C'est bien pourquoi nous travaillons à bâtir des chaînes de cinéma, de sport, de jeunesse, qui pourront à leur tour produire. Et ça, faut que d'autres nous rejoignent. Car si on n'imprime pas cette « griffe » européenne, les chaînes de demain se réduiront à des robinets mettant bout à bout des catalogues. Et donc des catalogues américains. » Pierre Lescure est catégorique : aucun quota, aucune négociation internationale ne parviendront à endiguer l'expansion de l'audiovisuel américain. « Rien ne sert de fermer les portes, car il n'y a plus de portes. L'Europe et la technologie sont là pour les ouvrir. On est condamné à se battre avec les mêmes armes que les Américains. Cela m'attriste de voir France Télécom expérimenter le pay-per-view (1) à Saint-Germain-en-Laye sur quelques prises au lieu de bâtir un système satellite francophone qui puisse représenter une alternative au bouquet de chaînes actuellement diffusées par Astra. La situation est en train de changer : les étrangers investissent de moins en moins dans des coproductions en Europe, ne vendent même plus de produits ; ils viennent avec des chaînes de télévision déjà cohérentes. »

A moins, justement, qu'ils ne reconnaissent la « patte » européenne, et ne préfèrent passer des alliances. Ainsi, Canal Plus est en phase finale de négociation d'un accord avec TCI (Télécommunications Inc.), le plus gros câble-opérateur américain. « Les gens de TCI ont bien compris que la technologie n'est rien sans programmes attractifs. Nous devrions lancer ensemble à la rentrée Canal Jimmy et Ciné Cinéfil, deux chaînes thématiques en Grande-Bretagne et en Scandinavie. Canal Jimmy leur a plu et ils ont pensé que ça serait un bon support pour nourrir leur savoir-faire technique. » Mais, parmi les sept chaînes thématiques que Canal Plus a mis depuis novembre sur Canal Satellite, combien peuvent devenir des marques exportables ? Une chaîne de documentaires comme *Planète* peut-elle concurrencer son homologue américaine *Discovery* ? « Si on se met d'accord avec TCI, qui est le principal actionnaire de *Discovery* Channel, ça veut dire qu'on ne se battra pas entre nous. Ils ne viendront pas concurrencer *Planète* et nous n'aurons pas *Discovery* en France et nous pourrions vraisemblablement l'installer en Espagne. »

L'après de la compétition en Europe implique des choix. L'expansion géographique sur le modèle de Canal Plus ne semble plus à l'ordre du jour, en tout cas en Europe de l'Ouest. Pour le reste, tout est possible : Pierre Lescure est ainsi « persuadé que nous aurons des accords d'achat de droits avec Berlusconi, quand il s'intéressera activement aux chaînes payantes. C'est notre intérêt mutuel d'additionner nos poids sur les marchés - Italie, France, et Espagne, où nous sommes complémentaires. »

Idem avec les cloches de Canal Plus en Belgique, Espagne, et Allemagne. « Nos partenaires arrivent à l'équilibre, la dynamique de coopération va pouvoir s'accélérer », notamment en matière de production. Car Pierre Lescure estime essentiel de soutenir une industrie de production européenne de bon niveau, même s'il répète à l'envi que « notre obligation première est de maintenir la qualité des produits que nous donnons à nos clients : films, sports, multidiffusion « raisonnable ».

### « Une grande visibilité des résultats »

En matière de distribution, regroupement des forces et réorganisation sont aussi à l'ordre du jour. Une double structure, Canal Plus droits audiovisuels et Canal Plus distribution, sera prochainement opérationnelle. « Ça ne veut pas dire qu'on obligera toute personne qui ne produit à passer par nos canaux de distribution. Mais pour ce qu'on initie, on essaiera d'aller le plus loin possible dans l'amortissement de nos investissements. » Les productions de Canal Plus ne souffriront sans doute pas à amortir toute la structure. « C'est là le sens de l'accord que nous avons conclu avec le groupe Expand. Il a une palette de productions qui va des jeux de Jacques Antoine à des documents, des films et toutes sortes de produits qui peuvent alimenter une dynamique de commercialisation. »

Canal Plus, en revanche, va changer ses modalités d'investissement dans la production de cinéma aux États-Unis. « Financer des films

pour le marché américain était une mauvaise approche. Pour nous qui sommes diffuseurs avant tout, jouer les banquiers de sociétés américaines comporte trop de risque et pas assez de contrôle. Mieux vaut investir dans des projets dont nous gardons les droits, et qui sont des actifs à moyen et long terme. C'est le sens des accords que nous avons négociés avec le producteur Arnon Milchan » (le Monde du 11 mars). Quant au producteur Caroleo, « il n'est plus aujourd'hui en état d'urgence, à la merci de ses créanciers. La situation financière est assainie, sa seule dette, de 50 millions de dollars, dépend du Crédit lyonnais. »

Reste à reconstituer la trésorerie de la société, pour relancer la production. « C'est le sens du plan que nous avons proposé avec le Crédit lyonnais et la Metra. Goldwyn Mayer, MGM prendra les films pour nous, nous leur donnerons le droit de distribution. » Canal Plus investira 12,5 millions de dollars, soit moins que prévu. Pierre Lescure attend la sortie prochaine de *Cliffhanger*, avec Sylvester Stallone, et parle déjà des futurs projets de Caroleo. « Même si nous n'avons fait que la moitié du chemin, et devons encore attendre, pour des raisons légales, le mi-mai. Confiant dans le futur, il rappelle que le risque du passé est largement couvert par les 200 millions de francs prudemment provisionnés en deux ans dans les comptes du groupe, et souligne combien, avec ses taux d'abonnement et de renouvellement, Canal Plus offre une grande visibilité de ses résultats. Bref, le « petit coup de bambou » à Hollywood passé, « nous ne regrettons rien ».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA et YVES MAMOU

(1) NDLR. - Paiement à la séance. L'usage peut pour chaque film ou émission qu'il choisit.

### Crise de croissance au sein de l'« Amnesty International de la presse »

## Nicole Du Roy succède à Jean-Claude Guillebaud à la présidence de Reporters sans frontières

L'association Reporters sans frontières (RSF), fondée en 1985 par le journaliste Robert Ménard, vient d'échanger de président : Jean-Claude Guillebaud, qui occupait cette fonction depuis 1987, a présenté sa démission au conseil d'administration de RSF le 9 février. Nicole Du Roy, grand reporter à *Télérama*, a été choisie pour lui succéder. Jean-Claude Guillebaud demeure « provisoirement » administrateur de RSF, et s'abandonne pas son poste en claquant la porte. Il ne cache pourtant pas que son départ est dû à la fois au poids des responsabilités qui incombent au président de RSF et à des divergences sur l'orientation de l'association.

Editeur et fondateur d'*Arléa*, directeur de collection aux éditions du Seuil, journaliste au *Nouvel Observateur* et écrivain, Jean-Claude Guillebaud estime que ces multiples activités ne lui permettent plus d'accompagner le développement de RSF. L'association compte aujourd'hui dix-sept salariés (au lieu de deux en 1987) et quatre cents adhérents, gère un budget de 6,5 millions de francs (500 000 F il y a six ans) et publie une lettre mensuelle, des rapports, etc. Mais l'ancien président de RSF s'inquiète aussi de « l'activisme » qui la guetterait et de ses éventuels « dérapages ».

« Notre croissance et les moyens accrus qu'il nous faut péniblement trouver nous contraignent à des partenariats multiples, à des alliances ponctuelles, à des stratégies médiatiques, voire à des prudences tactiques (...). Seule une réflexion critique et distanciée, seule une vigilance de tous les instants, peuvent fonder durablement notre légitimité ».

limité et « protéger le sens » de ce que nous faisons », écrit Jean-Claude Guillebaud dans une lettre communiquée au conseil d'administration de RSF.

### « L'alibi médiatique ne tient pas »

Pour Robert Ménard, directeur de RSF, ces mises en garde ne sont pas fondées. L'association, qui s'est fait connaître du grand public par le « soutien positif », financier ou matériel, aux journaux en danger, comme le quotidien *Oslobodjenje* de Sarajevo (le Monde du 6 janvier) ou le journal camerounais *le Messager*, a pour activité principale la défense des droits des journalistes.

« RSF est l'Amnesty International de la presse : la défense au jour le jour des journalistes constitue plus de 80 % de nos activités », affirme Robert Ménard. L'alibi médiatique ne tient pas. C'est loin d'être gagné, et on o encore le plus grand mal d'obtenir qu'on en parle. » Nicole Du Roy, nouvelle présidente de RSF, qui récite aussi « l'activisme » stigmatisé par Jean-Claude Guillebaud, souhaite quant à elle conserver à la fois « l'espace de réflexion sur le métier » que représente l'association, sans abandonner « le travail de l'ombre » que constitue le parrainage de journalistes emprisonnés et les missions d'enquête dans les pays où la liberté de la presse est menacée.

Y.-M. L.


Reporters sans frontières (RSF), 17, rue de l'abbé-de-l'Épée, 34000 Montpellier, tél. : (06) 67-79-81-82, et 13, rue du Mail, 75002 Paris, tél. : 49-26-01-88.

# HISTORIQUE

## NRJ

# 1<sup>ERE</sup> RADIO DE FRANCE

# SUR LES MOINS DE 50 ANS\*



Pour la 1<sup>ère</sup> fois de son histoire, NRJ qui était depuis des années 1<sup>ère</sup> radio de France sur les moins de 26 ans, devient la 1<sup>ère</sup> radio de France sur les moins de 50 ans. Le leadership était détenu jusqu'à présent par RTL.

\*Moyenne mensuelle d'audience sur les moins de 26 ans et plus, moyenne lundi-jeudi, 5 h - 24 h.

PREFECTURE DE LA LOZERE  
PREFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE  
**AVIS D'ENQUETE RECTIFICATIF**  
Projet d'aménagement de NAUSSAC II  
Sur l'avis d'enquête concernant le projet d'aménagement de NAUSSAC II publié le 2 avril 1993, une erreur s'est glissée dans la date de la première permanence en mairie de SAINT-ARCONS-D'ALLIER : fixée au 23 avril et non au 16 avril 1993.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**elf gabon**  
Société Anonyme au Capital de 22.500.000.000 F CFA  
Siège Social : Port-Gentil BP 524 (République Gabonaise) R.C. Port-Gentil 126 8  
Le Conseil d'Administration de la Société Elf Gabon s'est réuni le 15 avril 1993 et a arrêté les comptes définitifs de l'exercice 1992. Elf Gabon a enregistré un résultat bénéficiaire de 15 042 millions de francs CFA, contre 20 849 millions de francs CFA en 1991 ; cette diminution s'explique principalement par la baisse de prix du baril de pétrole brut en francs CFA. Malgré cette baisse de résultat, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires, qui sera convoquée le 10 juin 1993 au Gabon, de distribuer un dividende de 2 800 francs CFA par action au titre de l'exercice 1992, au même niveau que pour l'exercice antérieur.

**Le Monde EDITIONS**  
NIPPON  
LE JAPON DEPUIS 1945  
William Horsley,  
Roger Buckley  
EN VENTE EN LIBRAIRIE

**Le Monde EDITIONS**  
FRANÇOIS MITTERAND  
Président de la République  
Connaissance et responsabilité  
L'HISTOIRE  
AU JOUR LE JOUR  
pages 274 et 281



## VIE DES ENTREPRISES

Le projet de fusion Elf-YSL

La COB émet des observations sur les rémunérations de M. Bergé et de M. Saint Laurent

Grande première, la Commission des opérations de Bourse (COB) a décidé d'attirer l'attention des actionnaires sur l'importance de la rémunération accordée aux commanditaires lors de la transformation des statuts d'une société, en l'occurrence, la société Yves Saint Laurent Groupe qui doit devenir société anonyme avant sa fusion avec Elf-Sanofi.

C'est dans une annexe aux rapports du conseil d'administration et du conseil de surveillance des sociétés Elf-Sanofi et Yves Saint Laurent, qui seront présentés aux assemblées générales extraordinaires du 17 mai 1993 d'Elf-Sanofi et d'Yves Saint Laurent Groupe, que la COB attire l'attention du public.

En « contrepartie de la transformation, les associés commanditaires demandent une attribution gratuite d'actions de la société Yves Saint Laurent Groupe », indique notamment le « communiqué » des marchés. Il précise par ailleurs que « cette attribution gratuite (8,35 % du capital totalement dilué de la société Yves Saint Laurent Groupe) résulte de la fois d'une compensation de la perte d'avantages financiers évaluée à 1,85 % du capital et d'un montant forfaitaire fixé à 7 % du capital ».

Pour la COB, ce n'est pas la procédure de transformation, conforme aux textes de loi, mais la formule retenue pour rémunérer les commanditaires, Pierre Bergé et Yves Saint Laurent, qui a attiré son attention. Cette formule devrait représenter pour la commandite environ 350 millions de francs, et les actionnaires qui devront approuver la fusion-absorption devront également approuver ce montant.

Faute d'avoir pu redresser la maison de haute couture

## Michel Piétrini est remplacé par Loïc Armand à la tête de Lanvin

La rumour courait depuis plusieurs semaines. Le PDG de L'Oréal, Lindsay Owen-Jones, lui avait donné corps, la semaine dernière, lors de la présentation de ses comptes, par ailleurs fort brillants (2,3 milliards de francs de profit l'an dernier). Interrogé sur les difficultés de Lanvin, il avait précisé, un ton en dessous de ses déclarations privées : « Nous avons pris effectivement du retard dans le redressement de la maison ; nous avons sous-estimé le montant des investissements dans cette affaire, même si le travail de base a été réalisé ». Une forme de désaveu pour le président de la maison de luxe : trois ans, à peine, après sa nomination, Michel Piétrini a été remercié, jeudi 15 avril, par les conseils d'administration de la maison de couture Jeanne Lanvin et de Lanvin Parfums.

Lui succède, à la tête de ces

deux sociétés, un inspecteur des finances de quarante et un ans, Loïc Armand. Celui-ci était entré, il y a neuf ans dans le groupe L'Oréal dont il dirigeait depuis trois ans la filiale luxueuse. Une filiale, précise un communiqué, « à laquelle il a su avec succès donner un remarquable développement ». Son arrivée renforce le poids et la présence du groupe de cosmétiques qui détient 100 % de Lanvin Parfums, mais 30 % seulement de la maison de couture aux côtés d'Orcoff, le holding familial fondé par Henri Racamier.

Loïc Armand aura pour tâche de redresser les comptes de l'une des plus anciennes maisons de couture françaises, rachetée 500 millions de francs par les deux partenaires, à la fin 1991, mais qui a perdu 130 millions de francs en 1992 et en 1993, pour un chiffre d'affaires de 400 millions de francs.

Une maison de couture sur laquelle Henri Racamier et la famille Vuitton avaient parié, en février 1990, pour constituer un nouveau pôle dans l'industrie du luxe, alors qu'ils étaient sur le point de perdre la bataille les opposant à Bernard Arnault pour le contrôle du groupe LVMH (Moët-Hennessy Louis Vuitton) (le Monde daté du 18-19 février 1990).

L'éviction de Michel Piétrini intervient, alors que Orcoff a cru bon de démentir, mardi 13 avril, les rumeurs circulant sur ses difficultés. Le groupe assurant avoir une situation « très saine », être doté d'une situation nette consolidée d'environ 5 milliards de francs et être bénéficiaire.

P.-A. G.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## RÉSULTATS

■ Crédit agricole : le résultat net devrait dépasser 5 milliards de francs en 1992. Le résultat net du groupe Crédit agricole devrait dépasser les 5 milliards de francs en 1992, a déclaré, jeudi 15 avril, Yves Barsalou, le président de la Caisse nationale du Crédit agricole, au cours de l'assemblée générale de la caisse de Dordogne. Le bénéfice net, qui était de 4,9 milliards de francs en 1991, devrait progresser dans une fourchette comprise entre 4 % et 6 %.

■ Le groupe néerlandais ING en hausse. L'Internationale Nederlanden Groep (ING), premier groupe néerlandais de « bancassurance », a connu une année 1992

satisfaisante. Son résultat net s'est établi à 1,67 milliard de florins (5,01 milliards de francs), en hausse de 6,5 %, sur un total de bilan de 971,1 milliards de francs (+8,7 %). Les fonds propres du groupe ont progressé de 12,5 % à 46,8 milliards de francs, l'appréciation du portefeuille d'actions ayant largement compensé la dépréciation des investissements immobiliers. Ayant généré l'an dernier 48 % du bénéfice avant impôt, contre 45 % en 1991, l'activité bancaire d'ING a été plus fructueuse que son activité dans l'assurance. ING a décidé de se retirer du marché de la réassurance, où il a perdu de l'argent. (Corresp.)

■ CDM : résultat net part du groupe 1992 de 275 millions de francs. Le groupe CDM (distribution de matériel électrique) a réalisé en 1992 un résultat net part du groupe de 275 millions de francs, en hausse de 7,9 % par rapport à l'année précédente, selon un communiqué diffusé jeudi 15 avril par le groupe. Le chiffre d'affaires s'est établi à 15 milliards de francs en hausse de 8,3 %.

## CONTENUX

■ Accord entre Compaq et Microsoft. Le fabricant américain d'ordinateurs Compaq et le leader mondial du logiciel Microsoft ont annoncé, mardi 13 avril, un accord pour rendre leurs produits plus faciles à utiliser et développer une nouvelle gamme de micro-ordinateurs. Cette nouvelle gamme de machines Compaq utilisera les logiciels Windows de Microsoft et sera « prête à l'emploi ». Selon Eckhard Pfeiffer, PDG de Compaq, il s'agit pour les deux firmes de s'adresser « à la fois à leurs clients traditionnels et à des consommateurs qui n'ont encore jamais utilisé de micro-ordinateurs ».

## NOMINATION

■ General Motors choisit un financier pour succéder à Ignacio Lopez à la direction des achats. Richard Wagoner, directeur financier du premier constructeur automobile américain, General Motors, va succéder à Ignacio Lopez comme directeur des achats. Ignacio Lopez avait quitté, avec fracas, la firme américaine pour rejoindre Volkswagen en mars. M. Wagoner est entré chez GM en 1977, au service trésorerie. Il fut envoyé successivement au Brésil, au Canada, puis en Europe avant de revenir au Brésil, où il fut nommé PDG de la filiale brésilienne de GM en 1991.

## CRISES

■ Volkswagen et Audi prennent des mesures de chômage technique. Quelque 20 000 des 56 000 employés de l'usine Volkswagen à Wolfsburg (Allemagne), où sont produits les Golf et les Vento, et 9 500 employés de l'usine d'Emden, site où est produite la Passat, seront en chômage technique cinq jours en mai. À l'usine de Mosel (assemblée des Golf), les

2 500 employés devront s'arrêter de travailler trois jours en mai, et les 12 000 personnes de l'usine de Hanovre seront également en chômage technique trois jours en mai ainsi que trois jours en juin. Chez Audi (également du groupe Volkswagen), le chômage technique touchera 25 000 salariés durant trois jours en mai. Au premier trimestre, les usines Audi ont connu 21 jours de chômage partiel.

■ Filature de La Grosse (groupe DMC) : suppression de 63 emplois. La direction de la filature de La Grosse, située près d'Épinal (Vosges), a annoncé, au cours d'un récent conseil d'entreprise, la suppression de 63 des 250 postes de travail. Fondée il y a cent ans, cette filature, spécialisée dans la fabrication de fibres de haute technologie (Kevlar, fibre de verre, de carbone et dérivés de fibre de céramique), souffre de la concurrence des pays d'Asie du Sud-Est, et son carnet de commandes n'est guère garni.

■ Minolta met 6 700 ouvriers en chômage technique pendant douze jours. Le fabricant japonais d'appareils-photos Minolta Camera mettra ses 6 700 ouvriers en chômage technique pendant douze jours entre avril et septembre. Justifiée par la récession qui a pesé sur ses ventes d'appareils-photos, cette mesure devrait permettre à Minolta d'économiser quelque 200 millions de yens (9,2 millions de francs), selon la société. Minolta prévoit une perte avant impôt de 12 milliards de yens (567 millions de francs) pour l'exercice clos en mars.

## COOPÉRATION

■ Accord entre Compaq et Microsoft. Le fabricant américain d'ordinateurs Compaq et le leader mondial du logiciel Microsoft ont annoncé, mardi 13 avril, un accord pour rendre leurs produits plus faciles à utiliser et développer une nouvelle gamme de micro-ordinateurs. Cette nouvelle gamme de machines Compaq utilisera les logiciels Windows de Microsoft et sera « prête à l'emploi ». Selon Eckhard Pfeiffer, PDG de Compaq, il s'agit pour les deux firmes de s'adresser « à la fois à leurs clients traditionnels et à des consommateurs qui n'ont encore jamais utilisé de micro-ordinateurs ».

## PARTICIPATION

■ Iveco devrait détenir 100 % de Pegaso. Le constructeur de poids lourds italien Iveco (groupe Fiat) devrait faire passer de 60 à 100 % sa participation dans la firme espagnole de poids lourds Iveco-Pegaso. Le holding d'Etat espagnol INI (Institut national de l'Industrie), qui détenait jusqu'à présent les 40 % restants, se retirera du capital, qui sera dans un premier temps ramené à zéro. Puis Iveco Espagne soustraira seul à une augmentation de 1 milliard de pesetas (47 millions de francs) du capital d'Iveco-Pegaso, avec laquelle il fusionnera. Iveco souscrit alors seul à une seconde augmentation de capital de la nouvelle firme espagnole : son montant sera de 25 milliards de pesetas (1,2 milliard de francs). Depuis l'entrée d'Iveco au capital de Pegaso en janvier 1991, les pertes du constructeur espagnol ont avoisiné 2,8 milliards de francs. Pour l'exercice 1992, le déficit pourrait atteindre 1 milliard de francs.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 16 avril ↑ Timide progression

Après la baisse sensible de la veille, la Bourse de Paris se stabilisait, vendredi 16 avril, en cours de séance dans un marché qui restait calme. En baisse de 0,11 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait 1 989,78 points, soit un gain de 0,01 %. Le volume des échanges atteignait, pour sa part, à peine 750 millions de francs. Plus tard, passés la mi-séance, les valeurs françaises s'inscrivaient en moyenne en hausse de 0,12 %.

Les opérateurs n'ont pas eu envie d'acheter des actions tant que les taux d'intérêt ne baissent pas de manière sensible en France, notent des analystes. Or, selon ces derniers, il n'est pas exclu de diminution marquée d'ici l'été. Les privatisations pourraient donner un coup de fouet au marché mais celles-ci ne seraient

se faire que si les taux baissent, estimant encore les spécialistes.

L'annonce par le premier ministre Edouard Balladur de sa volonté de donner un coup d'arrêt à l'expansion des hypermarchés n'a pas eu un impact trop important sur certains titres du secteur comme Carrefour ou Casino. En effet, en raison de leurs récentes acquisitions (Carrefour a acheté Euromarché et Casino, Rallye), ces groupes voient leurs actifs sensiblement valorisés, soulignent des analystes.

Comptoirs Modernes abandonnait 2,7 %. Cica reculait de 7,5 % et Sodexo de 4,1 %. Dansaut Aviation gagnait 8,4 %. Les pétroliers étaient orientés, puisque Elf-Eli, Esso, BP et Total se retrouvaient parmi les quinze plus fortes hausses de la séance.

NEW-YORK, 15 avril = Stable

Wall Street a évolué dans le rouge durant l'essentiel de la séance, jeudi 15 avril, pour terminer quasiment inchangé, grâce à des transferts de fonds du marché obligataire où les taux d'intérêt ont poursuivi leur recul. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a terminé à 3 455,92 points, en hausse de 0,28 point. L'atmosphère a été moyennement active avec quelque 200 millions de titres échangés. Les titres en hausse ont été à peine inférieurs aux valeurs en baisse : 828 contre 991, alors que 578 actions sont vendues et rachetées.

L'activité sur la grande Bourse new-yorkaise a été dominée par des opérations de mises à jour avant l'expiration d'options liées aux titres boursiers, selon des analystes.

Le marché boursier n'a pas réagi à la baisse de 38 000 unités du nombre des demandes d'allocations de chômage tombées à 343 000 pour la semaine achevée au 10 avril, ce qui a toutefois provoqué une hausse temporaire des intérêts sur le marché obligataire.

LONDRES, 15 avril ↓ Léger repli

Les valeurs ont clôturé en léger baisse, jeudi 15 avril, au Stock Exchange sous l'influence de Wall Street qui leur a fait abandonner leurs gains récents. L'indice FTSE des cent grandes valeurs a clôturé en recul de 2,4 points, soit 0,08 %, à 2 839,7 points, après avoir gagné jusqu'à 12 points en cours de séance. Le volume des échanges a diminué à 893,1 millions de titres contre 817 millions la veille.

La hausse plus forte que prévue de la production industrielle en février, annoncée mercredi, et les commentaires du chancelier de l'Échiquier, Norman Lamont, qui s'est félicité jeudi de la récente hausse de la livre sterling, avaient initialement appuyé la tendance haussière. L'investissement des perspectives d'une baisse supplémentaire des taux d'intérêt.

TOKYO, 16 avril ↓ Re chute

La Bourse de Tokyo a fini en nette baisse, vendredi 16 avril, au terme d'une séance sans relief marquée par des prises de bénéfices et des ajustements de position avant le week-end. L'indice Nikkei a cédé 377,98 points, soit 1,83 %, à 20 297,86 points. Le volume des transactions a continué de se contracter à 560 millions de titres contre 620 millions jeudi et 850 millions mercredi.

Les boursiers parlent d'un ajustement du marché après le récent mouvement haussier qui a porté le Nikkei

VALEURS	Cours de 14 avril	Cours de 15 avril
Alcatel	82,50	83,50
ATF	88,25	88,25
Banque	38,34	37,18
Carrefour	38,75	38,75
Cassa Italiana	31,68	31,68
De l'Inde	31,38	31,38
Elf-Eli	35,18	35,18
Esso	35,18	35,18
Fort	35,18	35,18
General Electric	84,14	84,14
General Motors	48,50	48,50
Guyana	78,00	78,00
IBM	48,75	48,75
ICI	81,14	81,14
Mail	70,34	70,34
Pfizer	80,34	80,34
Schering	84,34	84,34
Tesco	84,78	84,78
Unilever	143,58	143,58
Yale	84,34	84,34
Yield Tech	49,14	49,14
Yield Tech	16,14	16,14
Yield Tech	81,14	81,14

Les pharmaciens, les titres liés à la consommation et les valeurs « cycliques », principales bénéficiaires d'une « reprise » économique, ont réduit leurs gains récents, tandis que les compagnies d'eau et d'électricité terminaient en forte baisse.

VALEURS	Cours de 14 avril	Cours de 15 avril
Alcatel	82,50	83,50
B.P.	3,05	3,05
B.T.C.	0,05	0,05
Cadbury	0,77	0,77
De l'Inde	0,75	0,75
Esso	0,08	0,08
GUY	0,08	0,08
ICI	11,08	11,08
IBM	13,17	13,17
Mail	8,07	8,07
Shal	5,91	5,91
Yield Tech	11,25	11,25

au-dessus de la barre des 20 000 points pour la première fois depuis mars 1992.

VALEURS	Cours de 15 avril	Cours de 16 avril
Agrimage	1 300	1 370
Chiquito	1 300	1 370
Comex	1 300	1 370
De l'Inde	1 300	1 370
Handy Motors	1 300	1 370
Handy Motors	1 300	1 370
Handy Motors	1 300	1 370
Handy Motors	1 300	1 370
Handy Motors	1 300	1 370
Handy Motors	1 300	1 370

## CHANGES

Dollar : 5,4260 F ↑

Le dollar se redressait très légèrement vendredi 16 avril dans un marché calme, s'échangeant à 5,4260 francs contre 5,4110 francs jeudi au cours indicatif de la Banque de France. A Tokyo, la monnaie américaine a enfoncé un nouveau plancher historique.

	15 avril	16 avril
FRANCOFORT	1,077	1,078
Dollar (en DM)	1,077	1,078
TOKYO	113,43	112,95
Dollar (en yen)	113,43	112,95

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (16 avril) : 3 308-9 1/2 %  
New-York (15 avril) : 3 1/8 %

## BOURSES

14 avril 15 avril  
(BBF, base 100 : 31-12-81)  
Indice global CAC 541,81 541,81  
(BBF, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 : 2 615,43 2 989,63

## NEW-YORK (indice Dow Jones)

14 avril 15 avril  
Industriel : 3 455,92 3 455,92

## LONDRES (indice FTSE 100)

14 avril 15 avril  
100 valeurs : 2 839,78 2 839,78  
30 valeurs : 2 839,78 2 839,78  
Mines d'or : 111,50 109,60  
Fonds d'Etat : 97,12 96,91

## FRANCOFORT

14 avril 15 avril  
Dax : 1 672,44 1 675,21

## TOKYO

15 avril 16 avril  
Nikkei Dow Jones : 20 297,86 20 297,86  
Indice global : 1 505,10 1 505,10

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS
\$ E-U	Demandé : 5,4310 Offert : 5,4330	Demandé : 5,4985 Offert : 5,5125
Yen (100)	Demandé : 4,8135 Offert : 4,8155	Demandé : 4,8135 Offert : 4,8155
DM	Demandé : 6,5925 Offert : 6,5945	Demandé : 6,5925 Offert : 6,5945
Deutschmark	Demandé : 3,3810 Offert : 3,3830	Demandé : 3,3810 Offert : 3,3830
France	Demandé : 3,7440 Offert : 3,7460	Demandé : 3,7440 Offert : 3,7460
Lire italienne (1000)	Demandé : 3,5160 Offert : 3,5180	Demandé : 3,5160 Offert : 3,5180
Lire sterling	Demandé : 8,3451 Offert : 8,3471	Demandé : 8,3451 Offert : 8,3471
Franc suisse (100)	Demandé : 4,6814 Offert : 4,6834	Demandé : 4,6814 Offert : 4,6834

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
\$ E-U	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8
Yen (100)	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8
DM	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8
Deutschmark	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8
France	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8
Lire italienne (1000)	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8
Lire sterling	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8
Franc suisse (100)	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8
Franc français	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/8 Offert : 3 1/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## PREMIERE OBLIG

SICAV COURT TERME REGULIERE DE DISTRIBUTION  
INVESTIE EN OBLIGATIONS D'ETAT OU GARANTIES PAR L'ETAT

ORIGINE  
GROUPE CAISSE DES DEPOSES

DISTRIBUTION DU DIVIDENDE : l'assemblée générale, réunie le 7 avril 1993, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1992 et fixé le dividende de l'exercice 1992 de la SICAV à 872,17 francs par action sans crédit d'impôt. Ce dividende se décompose comme suit :

	NET
- Obligations françaises non indexées	542,92 F
- Titres de créance négociables	329,25 F
<b>TOTAL</b>	<b>872,17 F</b>



Performance 1992,  
coupon net réinvesti : 9,51 %

RÉSEAUX PLACEMENTS :  
CAISSE DES DEPOSES  
ET CONSIGNATIONS  
CAISSE D'ÉPARGNE  
TRÉSOR PUBLIC

## GFC

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 7 avril 1993 sous la présidence de Monsieur Roger Pappas pour examiner l'activité de la Société et les comptes de l'exercice 1992.

Ceux-ci peuvent se résumer ainsi :

● Recettes locatives	360 373 000 F	+ 4,64 %
● Résultat d'exploitation	214 264 000 F	+ 6,32 %
● Résultat courant	243 348 000 F	+ 8,48 %
● Bénéfice net	261 969 000 F	+ 3,27 %

La moindre progression du résultat courant s'explique par la baisse des produits financiers compte tenu des investissements réalisés.

Le Conseil propose à l'Assemblée Générale, convoquée le 9 juin 1993, la distribution d'un dividende par action de 37,75 F contre 37 F l'exercice précédent, soit une progression de 2,78 %. Ce dividende, correspondant aux résultats de l'exercice 1992 réalisés sous le régime de Société Immobilière d'investissement, ne donne pas lieu à l'impôt fiscal.

La conjoncture économique déprimée se traduit par une augmentation des surfaces vacantes dans les immeubles à usage commercial. Par contre, les immeubles d'habitation sont occupés à 99 % et recueillent des marges de hausse des valeurs locatives. La répartition de notre patrimoine, composée majoritairement d'immeubles d'habitation, permet d'absorber les conséquences financières temporaires résultant des vacances des locaux commerciaux. L'ensemble du patrimoine est occupé à hauteur de 95,8 %.

Le Conseil a pris acte de la démission de son poste d'Administrateur de la Société AGF IART. Il a coopté pour la remplacer Mademoiselle Eliane Lermontadze, Secrétaire Générale des Assurances Générales de France.

هكذا من الأصل



# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS DU 16 AVRIL

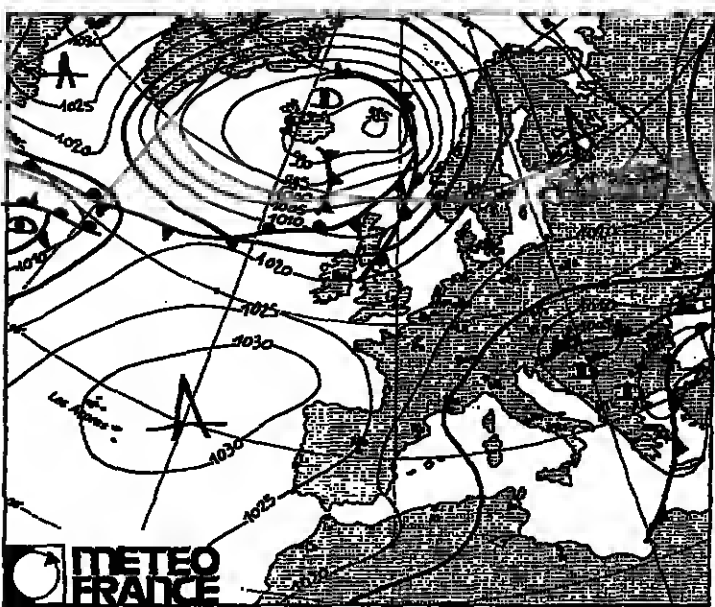
Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel									
Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours
5300 CNE 3%	5380	5410	5410	5410	+0.58	3100 CNE 3%	330	325	330
561 S.N.P. T.P.	1040	1075	1025	1025	-0.44	3110 CNE 3%	335	330	335
562 S.N.P. T.P.	908	930	930	930	0.00	3120 CNE 3%	340	335	345
563 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3130 CNE 3%	345	340	350
564 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3140 CNE 3%	350	345	355
565 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3150 CNE 3%	355	350	360
566 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3160 CNE 3%	360	355	365
567 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3170 CNE 3%	365	360	370
568 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3180 CNE 3%	370	365	375
569 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3190 CNE 3%	375	370	380
570 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3200 CNE 3%	380	375	385
571 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3210 CNE 3%	385	380	390
572 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3220 CNE 3%	390	385	395
573 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3230 CNE 3%	395	390	400
574 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3240 CNE 3%	400	395	405
575 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3250 CNE 3%	405	400	410
576 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3260 CNE 3%	410	405	415
577 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3270 CNE 3%	415	410	420
578 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3280 CNE 3%	420	415	425
579 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3290 CNE 3%	425	420	430
580 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3300 CNE 3%	430	425	435
581 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3310 CNE 3%	435	430	440
582 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3320 CNE 3%	440	435	445
583 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3330 CNE 3%	445	440	450
584 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3340 CNE 3%	450	445	455
585 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3350 CNE 3%	455	450	460
586 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3360 CNE 3%	460	455	465
587 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3370 CNE 3%	465	460	470
588 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3380 CNE 3%	470	465	475
589 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3390 CNE 3%	475	470	480
590 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3400 CNE 3%	480	475	485
591 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3410 CNE 3%	485	480	490
592 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3420 CNE 3%	490	485	495
593 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3430 CNE 3%	495	490	500
594 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3440 CNE 3%	500	495	505
595 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3450 CNE 3%	505	500	510
596 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3460 CNE 3%	510	505	515
597 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3470 CNE 3%	515	510	520
598 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3480 CNE 3%	520	515	525
599 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3490 CNE 3%	525	520	530
600 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3500 CNE 3%	530	525	535
601 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3510 CNE 3%	535	530	540
602 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3520 CNE 3%	540	535	545
603 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3530 CNE 3%	545	540	550
604 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3540 CNE 3%	550	545	555
605 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3550 CNE 3%	555	550	560
606 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3560 CNE 3%	560	555	565
607 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3570 CNE 3%	565	560	570
608 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3580 CNE 3%	570	565	575
609 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3590 CNE 3%	575	570	580
610 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3600 CNE 3%	580	575	585
611 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3610 CNE 3%	585	580	590
612 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3620 CNE 3%	590	585	595
613 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3630 CNE 3%	595	590	600
614 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3640 CNE 3%	600	595	605
615 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3650 CNE 3%	605	600	610
616 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3660 CNE 3%	610	605	615
617 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3670 CNE 3%	615	610	620
618 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3680 CNE 3%	620	615	625
619 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3690 CNE 3%	625	620	630
620 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3700 CNE 3%	630	625	635
621 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3710 CNE 3%	635	630	640
622 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3720 CNE 3%	640	635	645
623 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3730 CNE 3%	645	640	650
624 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3740 CNE 3%	650	645	655
625 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3750 CNE 3%	655	650	660
626 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3760 CNE 3%	660	655	665
627 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3770 CNE 3%	665	660	670
628 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3780 CNE 3%	670	665	675
629 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3790 CNE 3%	675	670	680
630 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3800 CNE 3%	680	675	685
631 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3810 CNE 3%	685	680	690
632 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3820 CNE 3%	690	685	695
633 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3830 CNE 3%	695	690	700
634 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3840 CNE 3%	700	695	705
635 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3850 CNE 3%	705	700	710
636 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3860 CNE 3%	710	705	715
637 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3870 CNE 3%	715	710	720
638 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3880 CNE 3%	720	715	725
639 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3890 CNE 3%	725	720	730
640 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3900 CNE 3%	730	725	735
641 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3910 CNE 3%	735	730	740
642 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3920 CNE 3%	740	735	745
643 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3930 CNE 3%	745	740	750
644 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3940 CNE 3%	750	745	755
645 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3950 CNE 3%	755	750	760
646 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3960 CNE 3%	760	755	765
647 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3970 CNE 3%	765	760	770
648 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3980 CNE 3%	770	765	775
649 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	3990 CNE 3%	775	770	780
650 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4000 CNE 3%	780	775	785
651 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4010 CNE 3%	785	780	790
652 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4020 CNE 3%	790	785	795
653 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4030 CNE 3%	795	790	800
654 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4040 CNE 3%	800	795	805
655 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4050 CNE 3%	805	800	810
656 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4060 CNE 3%	810	805	815
657 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4070 CNE 3%	815	810	820
658 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4080 CNE 3%	820	815	825
659 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4090 CNE 3%	825	820	830
660 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4100 CNE 3%	830	825	835
661 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4110 CNE 3%	835	830	840
662 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4120 CNE 3%	840	835	845
663 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4130 CNE 3%	845	840	850
664 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4140 CNE 3%	850	845	855
665 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4150 CNE 3%	855	850	860
666 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4160 CNE 3%	860	855	865
667 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4170 CNE 3%	865	860	870
668 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4180 CNE 3%	870	865	875
669 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4190 CNE 3%	875	870	880
670 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4200 CNE 3%	880	875	885
671 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4210 CNE 3%	885	880	890
672 S.N.P. T.P.	1048	1075	1025	1025	-0.44	4220 CNE 3%	890	885	895</

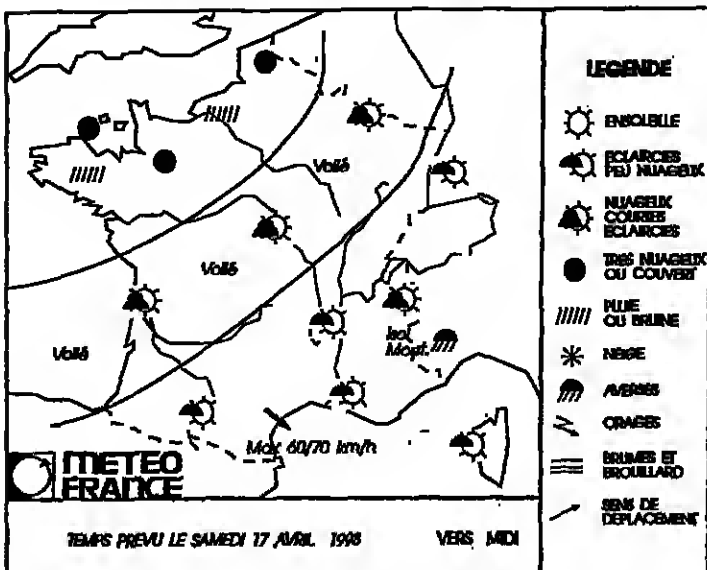


## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 AVRIL À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 17 AVRIL 1993

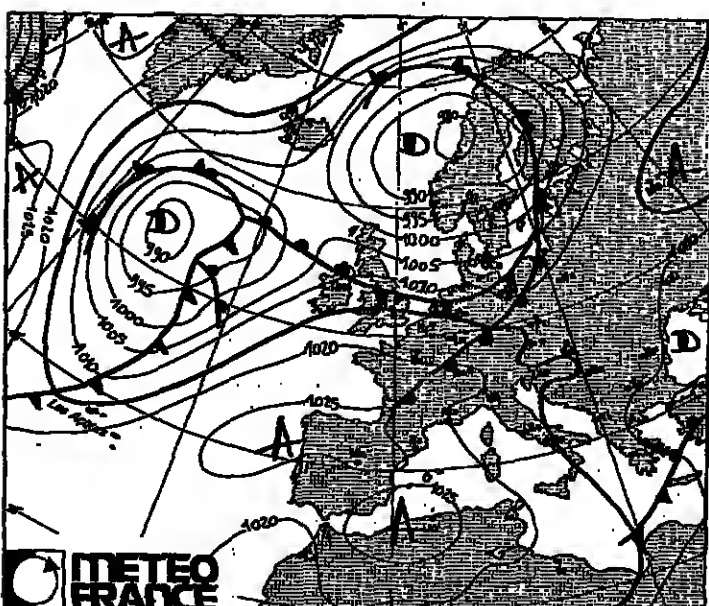


Quelques pluies au nord de la Loire. - Dès le matin, les nuages dominent de la Bretagne à la Normandie et au Nord avec quelques pluies faibles. Quelques sources se produisent aussi l'après-midi, dans le Jura, l'Alsace, l'Île-de-France et aux Flandres, après une matinée bien voilée. Sur le reste du pays, le temps restera clément dans l'ensemble. Le ciel se voilera de plus en plus l'après-midi jusqu'aux Charentes, Bordaie, Centre et Champagne.

A noter des risques de brouillard le matin, du Sud-Ouest au Centre et du Nord-Est du pays. L'après-midi, sur le relief du Jura, des Alpes et de l'Au-

vergne, quelques averses seront encore possibles. Attention à la tramontane sur le Languedoc-Roussillon, les rafales atteindront 70 km/h, voire 80 km/h le matin. Les températures matinales seront en hausse : 3 à 5 degrés sur une bonne moitié Est du pays, 6 à 8 sur le Nord-Ouest, 7 à 10 près de la Méditerranée. L'après-midi, le thermomètre atteindra 12/13 degrés sur la quasi-totalité du pays, 13/15 degrés dans le Nord-Est, jusqu'à 16 degrés dans le Sud-Ouest et 18 près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 18 AVRIL 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximale - minimale et temps observés le 15-4-1993 à 18 heures TUC et le 16-4-1993 à 8 heures TUC

FRANCE	STRASBOURG	MADRID
15 6 D	16 6 D	16 4 D
16 6 D	17 6 D	17 4 D
17 6 D	18 6 D	18 4 D
18 6 D	19 6 D	19 4 D
19 6 D	20 6 D	20 4 D
20 6 D	21 6 D	21 4 D
21 6 D	22 6 D	22 4 D
22 6 D	23 6 D	23 4 D
23 6 D	24 6 D	24 4 D
24 6 D	25 6 D	25 4 D
25 6 D	26 6 D	26 4 D
26 6 D	27 6 D	27 4 D
27 6 D	28 6 D	28 4 D
28 6 D	29 6 D	29 4 D
29 6 D	30 6 D	30 4 D
30 6 D	31 6 D	31 4 D
31 6 D	32 6 D	32 4 D
32 6 D	33 6 D	33 4 D
33 6 D	34 6 D	34 4 D
34 6 D	35 6 D	35 4 D
35 6 D	36 6 D	36 4 D
36 6 D	37 6 D	37 4 D
37 6 D	38 6 D	38 4 D
38 6 D	39 6 D	39 4 D
39 6 D	40 6 D	40 4 D
40 6 D	41 6 D	41 4 D
41 6 D	42 6 D	42 4 D
42 6 D	43 6 D	43 4 D
43 6 D	44 6 D	44 4 D
44 6 D	45 6 D	45 4 D
45 6 D	46 6 D	46 4 D
46 6 D	47 6 D	47 4 D
47 6 D	48 6 D	48 4 D
48 6 D	49 6 D	49 4 D
49 6 D	50 6 D	50 4 D
50 6 D	51 6 D	51 4 D
51 6 D	52 6 D	52 4 D
52 6 D	53 6 D	53 4 D
53 6 D	54 6 D	54 4 D
54 6 D	55 6 D	55 4 D
55 6 D	56 6 D	56 4 D
56 6 D	57 6 D	57 4 D
57 6 D	58 6 D	58 4 D
58 6 D	59 6 D	59 4 D
59 6 D	60 6 D	60 4 D
60 6 D	61 6 D	61 4 D
61 6 D	62 6 D	62 4 D
62 6 D	63 6 D	63 4 D
63 6 D	64 6 D	64 4 D
64 6 D	65 6 D	65 4 D
65 6 D	66 6 D	66 4 D
66 6 D	67 6 D	67 4 D
67 6 D	68 6 D	68 4 D
68 6 D	69 6 D	69 4 D
69 6 D	70 6 D	70 4 D
70 6 D	71 6 D	71 4 D
71 6 D	72 6 D	72 4 D
72 6 D	73 6 D	73 4 D
73 6 D	74 6 D	74 4 D
74 6 D	75 6 D	75 4 D
75 6 D	76 6 D	76 4 D
76 6 D	77 6 D	77 4 D
77 6 D	78 6 D	78 4 D
78 6 D	79 6 D	79 4 D
79 6 D	80 6 D	80 4 D
80 6 D	81 6 D	81 4 D
81 6 D	82 6 D	82 4 D
82 6 D	83 6 D	83 4 D
83 6 D	84 6 D	84 4 D
84 6 D	85 6 D	85 4 D
85 6 D	86 6 D	86 4 D
86 6 D	87 6 D	87 4 D
87 6 D	88 6 D	88 4 D
88 6 D	89 6 D	89 4 D
89 6 D	90 6 D	90 4 D
90 6 D	91 6 D	91 4 D
91 6 D	92 6 D	92 4 D
92 6 D	93 6 D	93 4 D
93 6 D	94 6 D	94 4 D
94 6 D	95 6 D	95 4 D
95 6 D	96 6 D	96 4 D
96 6 D	97 6 D	97 4 D
97 6 D	98 6 D	98 4 D
98 6 D	99 6 D	99 4 D
99 6 D	100 6 D	100 4 D

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été, heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## CARNET DU Monde

## Naissances

Yvonne GERMAL SÉE  
à la joie d'annoncer la naissance de ses deux arrière-petits-fils,  
chez  
Théo,  
Hélène SÉE  
Arnaud PEYROLES,  
le 11 février 1993.  
chez  
Vincent,  
Catherine MAZODIER  
et  
Pascal RÉGIS,  
le 10 avril 1993.

## Mariages

Bernard FISCHER et Odile,  
née Bonnet de Fallières,  
Albert CALLEJOSA et Monique,  
née Rabi,  
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

## Agnès et Rémi,

célébré dans l'intimité, le 27 mars 1993, à Saint-Germain-sur-Ecole (Seine-et-Marne).  
260, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.  
40, rue Pierre-Loti,  
91330 Yerres.

## Décès

Alexandre Simon ADANDE,  
ethnologue IFAN-Dakar,  
ancien ministre  
et expert ONU-FAO,  
est décédé à Cotonou, le 8 avril 1993.  
BP 11-27,  
Cotonou (République du Bénin).

Ses enfants,  
Ses petits-enfants,  
Maman, Ariel et Léo,  
Les familles Hans, Bileau, Berthet et Dupuy,  
Ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,  
ont la douleur de faire part de la disparition accidentelle de  
Jacques CHENET,  
survenue à Flonba, le 13 avril 1993,  
dans sa soixante-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 avril, à 10 h 30, en l'église de Condé-Sainte-Libiaire (Seine-et-Marne).  
Ni fleurs ni couronnes.  
5, rue Regain,  
92310 Sèvres.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

LOTOS	RESULTATS OFFICIELS
1	2
2	3
3	4
4	5
5	6
6	7
7	8
8	9
9	10
10	11
11	12
12	13
13	14
14	15
15	16
16	17
17	18
18	19
19	20
20	21
21	22
22	23
23	24
24	25
25	26
26	27
27	28
28	29
29	30
30	31

Le Monde  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-29  
Tél. : 206.808 F

Édité par la SARL Le Monde  
Date de la société :  
sept. 2000  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Bonne-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lescaut, gérant.  
Reproduction interdite de tout article,  
sans accord avec l'administration.  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M.-Gautier  
94552 IVRY Cedex

M. Marie-France D. Pestel-Debord,  
sa fille,  
Toute sa famille,  
Et ses amis,  
ont la triste et triste de faire part du décès de

Pierre DOZOU,  
docteur en médecine,  
survenu le 7 avril 1993, dans sa quatre-vingt-septième année.  
Selon sa volonté, ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.  
Il n'aura été séparé de sa femme que pendant trois semaines.

Une messe à leur commune intention sera célébrée le 3 juillet, à 11 h 30, dans la chapelle familiale.  
04170 Saint-André-les-Alpes.

M. Yves LE COADIC,  
survenu à Auray, le 13 avril 1993, dans sa quatre-vingt-unième année.  
9, rue Léon-Jaffé,  
56400 Auray.  
- Paris, le 13 avril 1993.  
La famille,  
Les amis de

François PÉRALDI,  
ont la tristesse de faire part de sa mort, le 21 mars 1993, à Montréal.  
Ceux qui l'ont connu et aimé se souviendront de sa présence attentive et généreuse.  
Ils rendent hommage à la rigueur de sa pensée, pensée audacieuse et ouverte qu'il savait rendre stimulante pour tous : poètes, artistes, psychologues, universitaires.

6, avenue de la Porte-Brancion,  
75015 Paris.  
33, rue Lacépède,  
75005 Paris.

Le Monde  
L'IMMOBILIER  
REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes  
5<sup>e</sup> arrdt  
RUE GUY-DE-LA-BROSSE  
3 P, 20 m<sup>2</sup>, 40-65-07-08  
6<sup>e</sup> arrdt  
RUE TRÉBISSANT  
1<sup>er</sup> RUE BONAPARTE  
M. St-Germain-des-Prés, Bon  
vrm., studio, r.-d.-ch., 11 et  
San., dim. 14 h 30 - 17 h  
7<sup>e</sup> arrdt  
UNIVERSITÉ SURCOUF  
51 m<sup>2</sup>, CALME, 49-95-07-08  
9<sup>e</sup> arrdt  
BERGÈRE/TRÉVISE  
170 m<sup>2</sup>, NAPOLEON III  
RAPE, 49-95-07-08

14<sup>e</sup> arrdt  
PROX HYDRESSANT  
M. ALÉSIA 63 m<sup>2</sup>  
Imm. 92, 11 et 12, Parc. Bal.  
50, 2 ch., cuis., b., b.  
32, rue Saint-Vincent  
San./dim. 14 h 30 à 17 h 30  
15<sup>e</sup> arrdt  
RUE DU COMMERCE  
DUPLIX 85 m<sup>2</sup>, RENOVÉ  
CHARME, 49-95-07-08  
RUE OUTOT  
CHARME EXCEPTIONNEL  
40 m<sup>2</sup>, JARD., 49-95-07-08  
19<sup>e</sup> arrdt  
M. ROTZARS  
Cocquet, 2 ch., cuis., b., b.,  
36 m<sup>2</sup>, 4 ch., 49-95-07-08  
Tél. : 42-63-78-02

pavillons  
MAROLLES-EN-BRIE  
VAL-DE-MARNE  
Villes 7 pièces sur 900 m<sup>2</sup>  
terrain. Rez-de-ch. : séjour  
doble cathédrale, cheminée,  
2 chambres, salle de bains,  
cuis., équipée, wc, buanderie,  
1<sup>er</sup> ét. : 2 ch., s.-de-b.,  
dressing. Garage 2 voitures,  
terrasse 200 m<sup>2</sup>. Quartier  
résidentiel, proche com-  
merces, écoles, lycée, équi-  
pement sportif, golf,  
tennis, centre équestre.  
Prix : 1 500 000 F  
Après 19 h : 49-95-12-78

châteaux  
GARD, 20 km mer, 600 m<sup>2</sup>  
+ dep. 5/3.8 ha. Calme. Vue.  
(16) 67-69-18-12, 8 h-22 h.

automobiles  
ventes  
moins de 5 CV  
Voiturette UGIER  
à vendre, 1<sup>er</sup> mot.  
Très bon état, 2 000 km.  
8 500 F. Tél. 49-30-97-01

Associations  
SÉJOURS LINGUISTIQUES  
LONDON et PROVINCES  
en famille ou avec un  
Voyage/Coût/Logis/Activ.  
Tous à partir de  
3 100 F (2 pers.) 5 800 F (4 pers.)  
PICADILLY CENTRE  
Tél. : (1) 20-87-32-77

bureaux  
Locations  
VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS  
et tous services. 43-55-17-50

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BONNE-MÉRY  
94552 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-29  
Tél. : 206.808 F

Le Monde  
PUBLICITE  
Président directeur général :  
Jacques Lescaut  
Directeur général : Hubert Bonne-Méry  
Membres du comité de direction :  
Jacques Ouh, Philippe Dupuis,  
Isabelle Tardif.  
15-17, rue de Colonne-Pierre-Arta  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Tél. : 206.808 F  
Tél. : 42-63-78-02  
Le Monde  
TELEMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM  
ABONNEMENTS  
PAR MINITEL  
36-15 - Tapes LEMONDE,  
code d'accès ABO

## PHILATÉLIE

Une première mondiale  
de La Poste  
Le timbre  
à validité  
permanente

Le président de La Poste, M. Yves Coussquer, a annoncé la mise en vente, à compter du lundi 19 avril, d'un timbre d'usage courant sans valeur faciale. A l'effigie de Marianne et de couleur rouge, ce timbre sera vendu au tarif de 20 grammes - actuellement 2,50 F - et aura une validité permanente. Il permettra ainsi aux bureaux de poste de ne pas connaître de problèmes d'approvisionnement en timbres aux nouvelles valeurs lors des changements de tarifs.

C'est la première fois dans l'histoire de la philatélie qu'un timbre voit son utilisation déterminée par son motif et sa seule couleur. Les rares timbres sans valeur émis jusqu'à présent



étaient pour cause d'inflation galopante (URSS, en 1922, par exemple) ou de changement de tarif imminent (Etats-Unis, en 1975). Ce qui n'est pas le cas ici. Yves Coussquer a précisé qu'un bilan serait dressé en juin avec l'aide des associations de consommateurs avant d'envisager que ce timbre ne devienne définitivement le timbre d'usage courant. Le timbre vert à 2,20 F d'est pas touché par cette innovation.

Un bureau de poste temporaire muni d'une oblitération « premier jour » sera ouvert le lundi 19 avril au nouveau siège de La Poste, 4, quai du Point-du-Jour à Boulogne-Billancourt (Seine).

Le Monde  
BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Vous êtes abonné(e) à \_\_\_\_\_

301 MON 01

مكتبة الأمل



# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 17 avril

## IMAGES

### 7 minutes 55 de bonheur

C'ÉTAIT une fin de jeudi sinistre. Pleine d'images ordinaires. Le sang des enfants de Bosnie qui éclaboussait nos écrans chaque jour d'avantage. La prière d'un père recherchant son fils disparu dans les parages d'un sadique identifié trop tard. Les suites des « bavures » policières, en passe de devenir le nouveau feuilleton à la mode. Où se réfugier ?

Au Sénat, dans l'après-midi, en direct sous les caméras de France 3, le président du groupe socialiste, Claude Estier, avait fait une tentative méritoire pour détendre l'atmosphère. A propos des « bavures », justement, il avait familièrement donné du « Mon char Pascale » au ministre de l'Intérieur, histoire, apparemment, de mieux ponctuer ses critiques annexes, mais sa figure de rhétorique n'avait rencontré aucun écho effectif. Les religieuses en comètes grises repassaient dans la galerie du public n'avaient même pas sourcillé.

Il y avait bien la « surprise » réservée aux amateurs de sports collectifs par France 2, qui avait bousculé ses horaires et avancé son journal à 19 h 30 pour retransmettre en direct d'Athènes la finale du championnat d'Europe de basket-ball... Malheureusement, le match n'était pas commencé depuis dix minutes que les Italiens de Trévis étaient déjà en train d'achever les braves « petits » de Limoges comme des spaghetti... Le désespoir

conduisait à zapper du côté du commissaire Navarro, sur TF 1, ou en direction du justicier Stallone, sur France 3.

Mais il y a des soirs, comme cela, où même le français hypnotique de la télécommande ne commande plus rien. Que se passa-t-il au juste ? Nul ne le saura sans doute jamais. Navarro se trouvait dans une banale affaire de drogue. Stallone patageait pour la cinquième fois en six ans dans la même histoire de terroristes. C'est alors, en tout cas, qu'on se retrouve à Athènes au moment même où les deux de l'Olympe, souverains dans la cour des roches de fortune, venaient de décider de faire à France 2 le plus beau des cadeaux.

Il ne restait que 7 minutes 55 secondes à jouer. Soudain, le ballon avait changé d'âme. Les fringants italiens avaient perdu leur superbe au profit de leur latin ; les vaillants Limougeaux avaient enfin reçu le renfort de la chance. Pour la première fois depuis le début de la partie, ils menaient au score. Ce furent 7 minutes 55 de magie authentique. Et le miracle national s'accomplissait : nous devenions avec Limoges les premiers Français à conquérir un titre de champion d'Europe en sport d'équipe dans une compétition de clubs !

Il n'y a pas de petits bonheurs, fussent-ils purs.

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : « Le signal dans le Monde radio-télévision » ; « O » Film à éviter ; « On peut voir » ; « N » Ne pas manquer ; « M » Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 16 avril

TF 1	1.00
20.50 <b>Magazine</b> : Les Marches de la gloire. Prisonnier de l'écluse : Bouge pas petit ; Merci papa ; Prise d'otage au Parlement ; La cloche en feu ; Un train de vie.	Cinéma : L'Ange de plomb. Film américain de John Frankenheimer (1981) (v.o.).
22.35 <b>Magazine</b> : Ushueta. Over Africa (1 <sup>re</sup> partie) ; Ile de Païlé ; Pigeon vole ; Croisière africaine ; Né pour être libre (1 <sup>re</sup> partie).	
23.40 <b>Diversité</b> : Sexy Dingy.	
0.15 <b>Série</b> : Les Enquêtes de Remington Steele.	
FRANCE 2	M 6
20.50 <b>Téléfilm</b> : Une femme sans histoire. De Alain Tasma. Un matin, une femme dans la quarantaine se réveille amnésique. Dans le jardin de son pavillon, elle découvre le cadavre d'un jeune homme : l'a-t-elle tué ?	20.45 <b>Téléfilm</b> : Double trahison. De Richard Colla.
22.25 <b>Magazine</b> : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Invité : Jacques Toubon. Ministre de la culture ; Roger Planchon, réalisateur du film Louis, enfant roi ; Robert Merle, auteur de L'enfant roi.	22.25 <b>Série</b> : Mission impossible.
23.45 <b>Journal</b> et <b>Météo</b> .	23.25 <b>Magazine</b> : Les Enquêtes de Capital. Les coulisses des hypermarchés.
0.05 <b>Cinéma</b> : Europe 51. Film italien de Roberto Rossellini (1951) (v.o.).	23.50 <b>Magazine</b> : Emotions.
	0.15 <b>Informations</b> : Six minutes première heure.
	0.25 <b>Magazine</b> : Rapline. Ice Cube, Monty Love.
FRANCE 3	FRANCE-CULTURE
20.45 <b>Magazine</b> : Thalassa. Les Passagers du Horn.	20.30 <b>Radio archives</b> . Dusan Medo (1989-1992).
21.50 <b>Magazine</b> : Faut pas rêver. Invité : Richard Berry. Inde : Calcutta-Bombay Express : Liban : Beyrouth, une fièvre de cheval ; Espagne : les derniers bâtisseurs de cathédrales.	21.28 <b>Poésie</b> sur parole.
22.50 <b>Journal</b> et <b>Météo</b> .	21.32 <b>Musique</b> : Black end Blue. Un climat très fin de siècle.
23.15 <b>Magazine</b> : Le Divan. Présenté par Henry Chapier. Invité : Jeanne Moreau (1 <sup>re</sup> partie).	22.40 <b>Les Nuits magnétiques</b> . Aborigènes de la mer Twi. Way of life. 4. En communauté.
23.40 <b>Série</b> : Les Incongruables.	0.05 <b>Documentaire</b> : Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Michel Chabou.
	0.50 <b>Musique</b> : Coda.
CANAL PLUS	FRANCE-MUSIQUE
20.35 <b>Téléfilm</b> : Voyage au bout du désespoir. De Graeme Campbell.	20.30 <b>Concert</b> (donné le 25 février lors de Présences 93) : Cloche dans le brouillard, de Denisov ; Fatales, de Part ; Concerto grosso n° 5, de Schütz ; Symphonie n° 4, de un majeur op. 112, de Prokofiev, par l'Orchestre national de France, dir. : Neeme Järvi.
22.05 <b>Documentaire</b> : Les Surprises du sexe. La sexualité des bêtes. 3. Le jour et l'heure.	23.09 <b>Feuilleton</b> : Maldoror.
22.55 <b>Flash d'informations</b> .	23.19 <b>Jazz club</b> . Per Claude Carrière et Jean Delmas. En direct de La Villa à Paris : Billy Harper, saxophoniste avec Alain Jean-Marie, piano, Wayne Dockery, contrebasse et George Brown, batterie.
23.00 <b>Cinéma</b> : Cinquante-huit minutes pour vivre. Film américain de Renny Harlin (1990).	1.05 <b>Papillons</b> de nuit.

## TF 1

- 13.15 **Magazine** : Reportages. La Strada macédoine.
- 13.50 **Jeu** : Millionnaire.
- 14.20 **La Une** est à vous.
- 17.20 **Magazine** : Trente millions d'amis.
- 17.50 **Diversité** : Les Rousses.
- 18.20 **Diversité** : Vidéo géo.
- 18.55 **Série** : Beverly Hills.
- 19.50 **Tirage** du Loto (et à 20.40).
- 20.00 **Journal**, **Tiercé** et **Météo**.
- 20.45 **Diversité** : Le Pied à l'étrier. Invité : Michel Serault. Avec Robert Lemaire, Chevalier et Lucie, Gérard Corry, Jean Amadou, Jean Piat, Roland Girard, Francis Huster, Christophe Malavoy, André Ferréol, Michaël Mitré, Michèle Laroque, Marie-France Piérier.
- 22.35 **Téléfilm** : Meurtre à Atlantic City. De Sander Storm.
- 0.10 **Magazine** : Formule sport. Football ; Rugby à 7 ; Gymnastique ; Gymnastique.
- 1.25 **Journal** et **Météo**.

## FRANCE 2

- 13.25 **Magazine** : Géopolis. Brésil en panne.
- 14.15 **Magazine** : Animaux. Au Mexique, sur la piste du serpent à plumes.
- 15.15 **Magazine** : Sport passion. A 15.20, Gymnastique : championnat du monde, en direct de Birmingham ; A 17.15, Magasin : Tiro de foot ; Invités : Eric Cantona, Francis Huster ; A 18.30, Gymnastique (suite).
- 18.55 **INC**.
- 19.00 **Magazine** : Frou-frou. Invité : Françoise Hardy.
- 20.00 **Journal**, **Jour**, des courses et **Météo**.
- 20.50 **Théâtre** : Les Seins de Lola. Pièce de Marie Perle.
- 22.30 **Variétés** : Taratata (et à 4.20). Invité : Julien Clerc. Avec Emmanuel Béart, les Nouveaux Zéphyrs, Dyan Duren, Lucky Peterson.

## FRANCE 3

- 13.00 **Samedi** chez vous (et à 14.50, 18.45). Télévision régionale.
- 14.00 **Série** : La Croisière s'amuse.
- 15.55 **Série** : Matlock.
- 17.40 **Magazine** : Montagne. Paysage en hiver. Invité : Maurice Roquet.
- 18.25 **Jeu** : Questions pour un champion.
- 18.50 **Un livre**, un jour. Knock, de Jules Romains.
- 19.00 **Le 19-20** de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 **Diversité** : Hugoball (et à 20.40).
- 20.15 **Diversité** : Yacopa. Présenté par Pascal Brunner. Spécial Johnny Hallyday.
- 20.45 **Téléfilm** : L'Amour, de Catherine Cornin.
- 22.25 **Journal** et **Météo**.
- 22.50 **Magazine** : Repères. Il y a trente ans, l'offense des enfants. Invité : Emmanuel Laborit, comédienne ; Jean Darc, metteur en scène, des Enfants du silence, au Théâtre du Ranelagh.
- 23.45 **Magazine** : Musiques sans frontières. La rock chinoise. A Canton, à Hongkong et à Séoul ; le rockeur Cui Jian et la relève.
- 0.30 **Continental** Club.

## CANAL PLUS

- 13.30 **Magazine** : L'œil du cyclone.
- 14.00 **Le Journal** du cinéma.
- 14.05 **Série** : La Juge de la nuit.
- 14.50 **Sport** : Volley-ball. PSG/Asnières-Cannes. Finale de la Coupe de France, en direct.
- 16.45 **Sport** : Basket-ball américain. Match de championnat de la NBA.
- 18.00 **En clair jusqu'à 20.30** : Les Razmoket.
- 18.25 **Décade** pas Bunny.
- 19.20 **Animax** superstars.
- 19.30 **Flash d'informations**.
- 19.35 **Top**.
- 20.30 **Téléfilm** : Témoin ému. De Robert Verdon.
- 22.05 **Flash d'informations**.

## 22.10 Documentaire

- Descente au tour de l'Irian Jaya. De Bruno Cusi.
- 23.00 **Cinéma** : The Horror Show, House 3. Film américain de James Isaac (1989).
- 0.31 **Di Rosa Girls**. Menon.
- 0.35 **Cinéma** : Van Gogh. Film français de Maurice Pialat (1989).

## ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00 —
- 17.00 **Magazine** : Transit. De Daniel Lecomte (rediff.).
- 19.00 **Magazine** : Via Regio. Les régions européennes. Russie de l'Ouest, la perspective Nevski : Un village tourbillon ; Estonie (Jutundal) : L'histoire d'aujourd'hui avec une centrale nucléaire.
- 19.30 **Documentaire** : Histoire parallèle. Actualités britanniques et françaises de la semaine du 17 avril 1993.
- 20.20 **Chronique** : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. La Cambodge.
- 20.30 **8 1/2 Journal**.
- 20.40 **Documentaire** : Et la vie. De Denis Gheerbrant. Filmmé dans des paysages de paradis, le témoignage de l'État d'une civilisation touchée par la crise.
- 22.10 **Téléfilm** : Un été à Lesmona. De Peter Beauvais.
- 23.55 **Musique** : Montreux Jazz Festival. Joan Armatrading, Joe Walsh, Annie Lennox, Eric Clapton, Simply Red.
- 0.25 **Série** : Monty Python's Flying Circus (rediff.).
- M 6**
- 13.00 **Série** : O'Hara.
- 13.55 **Série** : Supercopier.
- 14.50 **Série** : Les Champions.
- 15.40 **Série** : Amicalement vôtre. Le mot de passe.
- 16.40 **Magazine** : Culture rock. Le sage des pionniers du rock.
- 17.10 **Série** : Le Saint.
- 18.15 **Série** : Brigade de nuit.
- 19.05 **Magazine** : Turbo.

Turbo sur les pistes du désert tunisien. Essai du Grand Chevalier V8 et de la Triumph Tiger 80 ; Le Jivaro du Dakar ; La Coupe 108 terre ; La rubrique news.

- 19.54 **Six minutes d'Informations**, **Météo**.
- 20.00 **Série** : Cosby Show.
- 20.30 **Diversité** : Tranche de rire.
- 20.40 **Téléfilm** : Sarah et Diana, leur véritable histoire. De Steven H. Stern.
- 23.55 **Série** : L'Édit.
- 0.40 **Informations** : Six minutes première heure.

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Photo-portrait**. Edouard Boubat, photographe.
- 20.45 **Nouveau répertoire dramatique**. D'entre les marais, d'Uccio Esposito (originaire, précédé d'un entretien avec l'auteur ; à 22.21, L'Histoire sur un plateau, dialogue entre Uccio Esposito, Tompkins et Mohamed Roubini).
- 22.35 **Musique** : Opus. Musique russe en prélude au service de la Pâque orthodoxe.
- 23.00 **Pâque orthodoxe**. Célébrée en la cathédrale Nevski, à Paris.
- 0.05 **Rencontre au clair de la nuit**. Avec Joël Lück (Une semaine avant d'autres).

## FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 **Soirée lyrique** (donnée le 6 février au Théâtre des Champs-Élysées) : Iphigénie en Tauride, de Gluck, par le Chœur de Radio-France, l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Roberto Abbado ; sol. : Marlene Dupuy, mezzo-soprano, Donald Kaesch, ténor, François Le Roux, Jean-Philippe Laffont, barytons.
- 23.35 **Carrefour de la guitare**. Par Robert J. Vidal.
- 0.30 **Cabaret**. Par David Jasso.
- 1.02 **Mémoires**. Herman Abend, par Philippe Olivier.

## Dimanche 18 avril

## TF 1

- 11.05 **Magazine** : Téléfoot. Championnat de France.
- 11.50 **Jeu** : Millionnaire.
- 12.20 **Jeu** : Le Juste Prix.
- 12.50 **Magazine** : A vrai dire.
- 13.15 **Météo** et **Journal**.
- 13.20 **Série** : Côté enfance (et à 18.00).
- 13.20 **Série** : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 15.05 **Série** : Perry Mason.
- 16.55 **Disney Parade**.
- 18.05 **Des millions de copains**.
- 19.05 **Magazine** : 7 sur 7. Invité : Edouard Baer.
- 20.00 **Journal**, **Tiercé** et **Météo**.
- 20.45 **Cinéma** : SOS Espionnes 2. Film américain d'Alan Reitman (1989).
- 22.35 **Magazine** : Ciné dimanche.
- 22.45 **Cinéma** : Thank you Satan. Film franco-canadien d'André Fèveille (1989).
- 0.15 **Journal** et **Météo**.
- 0.25 **Magazine** : Le Vidéo Club.
- 0.40 **Sport** : Rugby à 7. Coupe du monde, demi-finales et finale, à Murrayfield.

## FRANCE 2

- 11.00 **Messe**. Célébrée en direct de l'église Saint-Pierre à Chey (Loire).
- 11.50 **Série** : La Colombe et le Serpent.
- 12.00 **Magazine** : L'Heure de vérité. Jean-François Delieu.
- 12.59 **Journal** et **Météo**.
- 13.20 **Dimanche Martin**.
- 14.50 **Série** : Mission casse-cou. Dimanche Martin (suite).
- 15.40 **Documentaire** : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. La balise qui chante.
- 18.10 **Magazine** : Stade 2. Football ; Rugby ; Boxe ; Cyclisme ; Gymnastique ; Basket-ball ; Pelota basque ; Moto ; Tennis ; Ski ; Alpinisme.
- 19.25 **Série** : Maguy.
- 20.00 **Journal**, **Journal des courses** et **Météo**.
- 20.50 **Cinéma** : Nimitz, retour vers l'enfer. Film américain de Don Taylor (1980).
- 22.35 **Cinéma** : Tolérance. Film français de Pierre-Henry Salfati (1989).
- 0.20 **Journal** et **Météo**.
- 0.35 **Magazine** : Musiques au cœur.

## FRANCE 3

- 11.00 **Magazine** : Musicales. L'œil écoute... Le Caire (2<sup>e</sup> volet).
- 12.00 **Flash d'informations**.
- 12.05 **Télévision régionale**.
- 12.45 **Journal**.
- 13.00 **Magazine** : D'un soir à l'autre. D'un soir à l'autre, le téléfilm peut-il jouer dans l'animation du monde rural ? Avec un portrait de Louis-Henry Nègre, fondateur de « Télé-promotion rurale ».
- 13.30 **Magazine** : Sport 3 dimanche. Tennis : finale de l'Open de Nice ; direct : A 18.30, Tiercé, en direct d'Arenaud (Prix du Président de la République) ; A 17.00, Cyclisme : Liège-Bastogne-Liège ; A 17.30, Gymnastique : Les championnats du monde, en direct de Birmingham.
- 18.00 **Magazine** : J'aurais tant aimé. Invité : Goffi L'auvère, je me suis rencontré ; Jean-Pierre Côté (Comme à la maison) ; Anne Pons, journaliste à l'Express, à propos du Don du roi, de Rosa Tremblay ; François Cuvillier, journaliste au Nouvel Observateur, à propos de l'André Fréchet ou l'art de la fugue, de Claude Dubouché.
- 19.00 **Le 19-20** de l'information. De 19.09 à 19.30, le journal de la région.
- 20.05 **Diversité** : Yacopa. Invité : Alain Gillet-Pérez, André Gellard, Charlotte Julien, Eric Galland.
- 20.45 **Diversité** : Spécial Benny Hill. D'Olivier Brassy.
- 22.00 **Magazine** : A vos amours. Invité : Charlotte Courure.
- 22.45 **Journal** et **Météo**.
- 23.10 **Cinéma** : Jenny. Film français de Marcel Carné (1939).
- CANAL PLUS**
- 10.30 **Cinéma** : Cinquante-huit minutes pour vivre. Film américain de Renny Harlin (1990).
- En clair jusqu'à 14.00 —
- 12.29 **Di Rosa Girls**. Menon.
- 12.30 **Flash d'informations**.
- 12.35 **Magazine** : Télé dimanche.
- 13.30 **Diversité** : La Serraine des Guignols.

## 14.00 Série

- Antoine Rives, le juge du terrorisme.
- 15.30 **Magazine** : 24 heures (rediff.).
- 16.35 **Documentaire** : Les Akumés. OTAN, d'Alain Laspargues.
- 17.05 **Documentaire** : Les dauphins ont-ils une âme ?
- 18.00 **Téléfilm** : Polly West est de retour. De Jean Chapot.
- En clair jusqu'à 20.35 —
- 19.30 **Flash d'informations**.
- 19.35 **Ca cartoon**.
- 20.25 **Magazine** : Dis Jérôme ? Comment place-t-on un satellite sur orbite ?
- 20.30 **Le Journal** du cinéma.
- 20.35 **Cinéma** : Tous les matins du monde. Film français d'Alain Corneau (1991).
- 22.20 **Flash d'informations**.
- 22.30 **Magazine** : L'Équipe du dimanche. Football ; Boxe.
- 0.59 **Di Rosa Girls**.
- 1.00 **Cinéma** : Popcorn. Film japonais-américain de Mark Harris (1981).

## ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00 —
- 17.00 **Documentaire** : Un siècle de danse. De Sorie Schoonejans. 3. (rediff.).
- 17.55 **Documentaire** : Chroniques. De l'île du roi boiteux. De Jérôme Bouyer. (rediff.).
- 19.00 **Série** : Trois étoiles. D'Antoni Janes (9<sup>e</sup> épisode).
- 19.30 **Magazine** : Mégamix. 8 1/2 Journal.
- 20.40 **Soirée thématique** : Na dis pas que tu suis ton dernier chemin. Résistances dans le ghetto de Varsovie, 1943.
- 20.45 **Court métrage** : Du Printemps à l'hiver, il n'y a qu'un pas.
- 20.55 **Documentaire** : Musique au ghetto de Varsovie. De Krystof Zaruski. Avec Marcel Reich-Ranicki.
- 21.35 **Dialogue**. Alain Finkielkraut / Rachel Erul.
- 21.45 **Documentaire** : Femmes dans la cendre. De Haim Gouri et Jaquet Erlich.
- 23.00 **Dialogue**. Alain Finkielkraut / Annette Wierfoka.
- 23.20 **Documentaire** : Dernière Pâque juive à Varsovie. D'Alain Jomy. L'insurrection du ghetto, avril-mai 1943.

## 0.05 Documentaire

- L'Ombre portée, mémoire et transmissions. De Robert Bober.
- M 6**
- 11.50 **Série** : Mariée, deux enfants.
- 12.20 **Série** : Ma sorcière bien-aimée.
- 12.55 **Série** : O'Hara.
- 13.50 **Série** : Cosmos 1999.
- 14.45 **Série** : Solo, brigade des stupés.
- 15.40 **Magazine** : Fréquentstar. Spécial guitare.
- 16.35 **Magazine** : Flashback. Spécial guitare.
- 17.05 **Série** : L'Exilé.
- 18.00 **Série** : Clair de lune.
- 19.00 **Série** : Tonneaux mécaniques.
- 19.54 **Six minutes d'Informations**, **Météo**.
- 20.00 **Série** : Cosby Show.
- 20.35 **Sport 6** (et à 1.00).
- 20.50 **Téléfilm** : Qui a tué Joy ? De John Llewellyn Moxey.
- 22.30 **Magazine** : Culture pub.
- 23.00 **Téléfilm** : L'Assommoir. De Raul Chenille.
- 0.25 **Informations** : Six minutes première heure.
- 0.35 **Magazine** : Noubas.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 **Atelier de création** radio-phonique. Pour un catalogue sonore Louis Pons.
- 22.25 **Poésie** sur parole.
- 22.35 **Musique** : Le Concert (enregistré au Théâtre de la Ville, le 23 janvier). Musique traditionnelle indienne, avec Sultana Khan, violon sarangi ; Zakir Hussain, tabla ; Anand Vaidyan et Christian Ledoux, tampons.
- 0.05 **Clair de nuit**.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.35 **Concert** de jazz (donné le 11 juillet 1991 au Théâtre antique du Festival de la Vienne) : Œuvres de Duke Ellington, Chick Corea, Thelous Monk, Miles Davis, par le Trio de Chick Corea, piano, avec John Patitucci, basse, Dave Weckl, batterie et John McLaughlin, guitar.
- 22.33 **Autoportrait**. Par Marc Texier. Marc-André Dalbavie.
- 23.35 **L'Oiseau rare**.
- 1.00 **Les Fantaisies** du voyageur. Par François Picard. Grèce.



Attribué aux membres du cartel de la drogue de Medellín

## Un attentat à la voiture piégée fait au moins 11 morts à Bogota

Une voiture piégée a explosé, jeudi 15 avril, en début d'après-midi, devant un centre commercial du nord résidentiel de Bogota, faisant au moins onze morts et plus de deux cents blessés, selon le dernier bilan officiel publié vendredi. Situé à l'angle de la 15<sup>e</sup> Avenue et de la 93<sup>e</sup> Rue, le centre commercial était rempli de monde au moment de l'explosion d'une charge d'au moins 50 kilos de dynamite.

Cinq personnes ont été tuées sur le coup et six autres sont décédées dans les hôpitaux, où elles avaient été transportées. Une trentaine de commerces et une quarantaine de véhicules ont été détruits. Le gouvernement de M. Cesar Gaviria a attribué la responsabilité de l'attentat au cartel de Medellín, dont le chef, Pablo Escobar, s'est évadé de prison en juillet de l'an passé.

Si cette hypothèse se vérifie, cet acte terroriste mettrait fin à une trêve observée depuis début mars, après la vague d'attentats à la voiture piégée qui avait fait, en janvier et février, cinquante-deux morts et près de quatre cents blessés à Bogota et à Medellín.

En dépit de cette trêve apparente, les autorités ont maintenu leur refus de négocier les conditions d'une reddition d'Escobar et de ses acolytes. Un des principaux lieutenants du capo de la drogue, Gustavo Gonzalez, a été assassiné en prison le 9 avril, après s'être rendu à la justice. Les dix-neuf autres «bunnies de main» d'Escobar qui s'étaient constitués prisonniers, n'ont fait savoir qu'ils craignent désormais pour leur sécurité. — (AFP, Reuters, AP)

Aux Etats-Unis

## Un Américain sur cent se déclare homosexuel

Au terme d'une vaste enquête sur les comportements sexuels des Américains, 2 % des hommes interrogés déclarent avoir eu des expériences homosexuelles et 1 % seulement se définissent comme «exclusivement» homosexuel. Publiée jeudi 15 avril par la revue spécialisée *Family Planning Perspectives*, l'étude a été réalisée par l'institut Alan Guttmacher auprès de 3 321 hommes âgés de 20 à 39 ans.

Les chiffres surprennent. Ils sont en contradiction avec les résultats de la principale étude sur la sexualité aux Etats-Unis, conduite par Alfred Kinsey en 1948. Selon ce dernier, le nombre d'Américains homosexuels tournait à l'époque autour de 10 % chez les hommes et 5 % chez les femmes. La parution de l'enquête Guttmacher, qui révisé ces chiffres à la baisse, corrobore cependant d'autres études récentes sur les pratiques sexuelles des Américains, à l'Université de Chicago.

L'étude de l'institut Guttmacher, financée à hauteur de 1,8 million de

dollars par l'administration américaine, conclut également que 23 % des hommes — 39 % chez les Noirs — ont eu des rapports sexuels avec au moins 20 partenaires dans leur vie. Le nombre moyen de partenaires est estimé à 7,3 et l'âge du premier rapport se situe à 17 ans chez les Blancs, à 15 ans chez les Noirs. 51 % des hommes interrogés ont par ailleurs affirmé utiliser régulièrement des préservatifs, dont 73 % parmi les 20-24 ans.

Cette enquête, et surtout son coût, ont été critiqués par plusieurs mouvements conservateurs, dont la Coalition chrétienne, dirigée par le révérend Pat Robertson, et par l'Association de la famille américaine. Elle devrait par ailleurs modifier les données du débat sur l'incorporation des homosexuels dans l'armée, une polémique qui oppose depuis plusieurs années le Congrès et les mouvements conservateurs. Les chiffres de Kinsey continueraient d'être utilisés jusqu'à la fin de l'étude de référence sur le sujet. — (AFP, UPI)

## SOMMAIRE

### AU COURRIER DU MONDE

#### ÉTRANGER

- Nouvelle offensive des Serbes contre Srebrenica... 3
- L'Italie en quête d'un air pur (VI)... 4
- Afrique du Sud : de nouvelles violences sont redoutées lors de prochaines manifestations... 5
- L'Afghanistan ravagé par des ambitions rivales... 6

### ESPACE EUROPÉEN

- Aux îles Féroé, la fête est finie
- Les Islandais, déçus de l'après-guerre froide : Une école de cinéma pour l'Europe
- Tribune : Les petits pas sont inefficaces dans les Balkans, il faut en faire des grandes, par Flora Lewis... 7 et 8

### POLITIQUE

- Devant les sénateurs, M. Balladur affirme qu'il mènera une action «bien différente» de celle des socialistes... 10 et 11
- Les débats au sein du Parti socialiste... 11

### société

- L'application de la réforme de l'enseignement supérieur... 12
- Basket-ball : Limoges champion d'Europe des clubs... 12
- Le Comité national d'éthique souhaite élargir son champ d'activité
- Quelle histoire !, par Claude Sarrault : «Mon bébé, mon amour»... 13

### CULTURE

- Arts : après le Japon, la Normandie accueille une exposition des tissus du peintre Raoul Dufy... 14
- Etudes de cruauté : les derniers dessins de Jean-Michel Alberola... 14
- Musiques : Christoph Spering, jeune chef allemand, recrée la Passion selon saint Matthieu, de Bach

### Demain dans «Le Monde»

#### «Heures locales» : éviter la désertification des campagnes

Le premier ministre continue d'annoncer sa volonté de protéger les services dans les zones rurales. En Haute-Saône, par exemple, élus locaux et fonctionnaires ont déjà commencé à s'organiser pour faciliter l'accès des habitants aux administrations. Également au sommaire de ce supplément de huit pages : un dossier sur les salles Zenith, et une enquête à Auxerre dans la série «Cités».

La libéralisation des télécommunications de la CEE

## Bruxelles souhaite une concurrence totale dans le téléphone dès 1998

Le 1<sup>er</sup> janvier 1998, c'est-à-dire dans un peu moins de cinq ans, les monopoles d'exploitation du téléphone auront disparu dans la CEE. Tel est, du moins, le souhait de Bruxelles qui, par la voix de Karl Van Miert, le commissaire européen chargé de la concurrence, a fixé, jeudi 15 avril, une date officielle pour la libéralisation totale — concernant donc les appels intra-communautaires comme les appels locaux — du trafic téléphonique.

Auparavant, un Livre vert sur les réseaux de télécommunications publics devrait être rédigé. Publié, selon M. Van Miert, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995, il documenterait le coup d'envoi à une phase préparatoire de trois ans durant laquelle les opérateurs pourraient procéder aux ajustements nécessaires, notamment en matière de tarifs.

Ce calendrier a été arrêté à l'issue d'une large concertation avec les administrations nationales et avec les opérateurs. Pour être appliqué, il doit recevoir l'aval des Douze, lors du prochain conseil des ministres des télécommunications prévu pour la mi-mai. Et en ce domaine, rien n'est acquis.

Les Britanniques, les Danois et les Néerlandais qui plaident pour une libéralisation plus rapide devraient, théoriquement, se déclarer favorables. Les Allemands doivent régler la question politique de la privatisation de

Deutsche Bundestelekom ; les Italiens et Espagnols sont plus réservés. Côté français, on ne sait pas encore quelle sera la position officielle du nouveau gouvernement. Comme sur bien d'autres sujets, le cabinet du ministre de tutelle, M. Longuet, a décidé de se donner le temps d'examiner le dossier. La nouvelle équipe se dit déterminée à mener «une politique industrielle et commerciale agressive» et à exercer une vigilance redoublée dans les négociations internationales, qu'elles aient pour cadre le GATT (les télécommunications sont, là aussi, concernées) ou les instances communautaires.

Sur le principe d'une libéralisation du téléphone, il serait étonnant de rencontrer une hostilité de principe. Pour autant, l'équipe de M. Longuet — qui réunit des libéraux convaincus (parmi lesquels le conseiller aux affaires internationales, auteur d'un ouvrage consacré au commerce international des télécoms) — semble aujourd'hui faire la part des choses. Les préalables posés par France Télécom, à savoir la définition de règles du jeu claires concernant les obligations de service public, l'évolution tarifaire et surtout l'ouverture du futur marché européen du téléphone aux opérateurs extracommunautaires, pourraient ainsi être repris par le gouvernement.

CAROLINE MONNOT

Dans un entretien à «Paris-Match»

## «Je ne suis ni de droite ni de gauche» déclare Charles Pasqua

«Il est certain que l'on n'aspire pas tellement à recommencer», déclare Charles Pasqua dans une interview à *Paris-Match* datée du 12 avril à propos de son retour à la politique. En évoquant la «révolution» de 1982, le ministre de l'Intérieur, M. Pasqua, ajoute : «Si la sécurité des Français est une priorité, immédiate, du gouvernement, l'aménagement de la France est la grande affaire des prochaines années». Affirmant vouloir définir un programme «pour les vingt ans qui viennent», M. Pasqua souhaite «stopper le développement des grandes villes, redistribuer la France entre les régions qui stagnent et celles qui se développent».

Estimant que «la dérive des banlieues» est sa «préoccupation quotidienne» en tant que président du conseil général des Hauts-de-Seine, le ministre de l'Intérieur souhaite faire profiter de ses conseils sa collègue du ministère de la ville : «C'est ce travail, que j'ai déjà conduit sur le terrain, dont je veux faire profiter M<sup>me</sup> Veil». «La recette primordiale dans cette affaire est qu'il faut intervenir très tôt», ajoute-t-il, évoquant «l'insuffisance du système éducatif et scolaire» et précisant que «l'on n'arrivera à rien sans le concours de la population, et surtout celui des jeunes». «Je suis le contraire de quelqu'un de figé, d'un conserva-

teur», affirme le ministre de l'Intérieur, en mettant en avant son pragmatisme : «Je suis gaulliste. Cela veut dire que je ne suis ni de droite ni de gauche. Je n'ai aucun complexe». Répondant aux questions de la police, M. Pasqua, qui a fait «quelques bêtises», se défend : «Je n'ai rien fait de grave, mais j'ai fait quelques bêtises, comme d'habitude». M. Pasqua évoque la lutte contre la drogue, en excluant pas le recours à l'arme guerrière : «Il faut mettre en demeure les Etats producteurs de cesser leurs activités. S'ils ne le font pas, je suis d'accord pour mettre en œuvre des moyens militaires».

«Notre capacité à faire des bêtises» A propos de l'extrême droite, M. Pasqua affirme : «Les électeurs du Front national sont des Français comme les autres. Ils expriment leur inquiétude. Que l'on s'attaque à la solution des problèmes, et ils voteront autrement». Enfin, interrogé sur une phrase d'Alain Peyrefitte («Si nous ne faisons pas de bêtises, nous sommes au pouvoir pour vingt ans»), M. Pasqua conclut : «Je me garderai bien de redire cela, parce que notre capacité à faire des bêtises reste quand même importante. Nous avons toujours un avantage : c'est que nous le savons».

Dans l'attente d'une décision du Conseil d'Etat

## Polémique entre NRJ et des artistes-interprètes

Lasse d'attendre depuis cinq ans une décision du Conseil d'Etat, la Société de perception et de distribution des droits des artistes-interprètes de la musique et de la danse (SPEDIDAM), qui évalue une «dette» de NRJ à plus de 30 millions de francs pour les années 1988-1992, a décidé début mars, avec le Syndicat national des artistes-interprètes de la musique (SNAM), de porter son différend avec la radio privée sur la place publique. Depuis lors, les deux parties s'affrontent par encarts publicitaires interposés.

Le 3 juillet 1985, la loi Lang reconnaissait, entre autres dispositions, la nécessité de reverser aux artistes-interprètes une rémunération en contrepartie de la diffusion de leurs œuvres. Plusieurs sociétés civiles voyaient le jour : la Société pour la perception de la rémunération équitable (SPRE), qui perçoit les rémunérations dues aux artistes-interprètes et aux producteurs de phonogrammes, et quatre organismes qu'elle chapeaute, chargés de les redistribuer. Parmi eux, la Société pour l'administration des droits des artistes et musiciens-interprètes (ADAMI), plus spécifiquement en charge des artistes «solos» ou vedettes, et la SPEDIDAM, qui se consacre aux «artistes d'ensemble». Le 9 septembre 1987, une commission composée en nombre égal de représentants des ayants droit et des utilisateurs de phonogrammes fixait un barème de rémunération.

L'ensemble des radios ont

accepté les modalités d'application de la loi à l'exception de NRJ qui, par l'intermédiaire de l'Union pour la défense des radios locales privées (UDRLP), déposait, le 8 février 1988, un recours devant le Conseil d'Etat, contestant à la fois la composition de la commission et le montant du barème, jugé encore aujourd'hui «discriminatoire». Le 27 octobre 1992, le Conseil de la concurrence avait pourtant conclu que la SPRE «appliquait de manière stricte les dispositions de la loi de la commission sans pratiquer de discrimination entre les radiodiffuseurs».

Max Guazzini, vice-président du groupe NRJ et directeur général des programmes, n'hésite pas à considérer que la SPEDIDAM (qui déclare redistribuer des droits auprès de 20 000 artistes d'ensemble, musiciens, danseurs, choristes, et revoie 12 000 adhérents), «ne représente qu'une petite partie de musiciens, de tendance CGT». Le responsable de NRJ croit donc à «une campagne orchestrée au moment où est prévu un changement d'opérateur au sein de certaines radios». Avant d'ajouter : «Ce qu'on doit donner, on le donnera. On a de quoi payer». A la CSA, on «suit» l'affaire. «Aucune sanction n'est envisagée à l'heure actuelle», précise Roland Faure, qui est chargé du dossier des radios.

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON

Le tribunal ordonne l'évacuation du squat de l'avenue René-Coty à Paris. — Faisant droit à la requête de la Ville de Paris, propriétaire des lieux, le tribunal des référés a ordonné, jeudi 15 avril, l'évacuation, dans les deux mois, de la Maison maternelle située avenue René-Coty (quatorzième arrondissement), pour permettre la construction d'un immeuble de logements sociaux, mais que la Ville de Paris ne peut occuper, depuis le 24 mars, par vingt-trois familles africaines sans logis (le *Monde* daté 28-29 mars). Celles-ci sont soutenues par l'association Droit au logement et un certain nombre de personnalités, dont Mgr Gaillot, le généticien Albert Jacquard, le professeur Léon Schwartzberg et le chanteur Jacques Higelin.

Explosion d'une comète près de Jupiter. — Des astronomes de l'observatoire du mont Palomar (Californie) viennent d'annoncer qu'ils avaient découvert, le 24 mars, une vingtaine de gros fragments de matière en orbite autour de Jupiter, la planète la plus grosse du système solaire. Selon eux, ces débris seraient ceux de la comète Shoemaker-Levy qui, en mai de l'année dernière, se serait brisée sous l'effet des forces de gravité de Jupiter, alors qu'elle en était éloignée d'environ 1 million de kilomètres. Aujourd'hui, ces morceaux de «glace sale» croiseront à quelque 40 à 60 millions de kilomètres de la planète. — (AFP)

Concert exceptionnel pour les enfants atteints de sida. — Benoît Fromanger, Lenolina Vaduva,

Alain Vanzo, Alda Ciccolini, Marielle Nordmann, Eliane Lublin, Alexandre Lagoya et de nombreux autres artistes donneront un concert exceptionnel au profit des enfants atteints de sida, le 19 avril, à 20 h 30, au Théâtre du Gymnase, 38, boulevard de Booe-Neuve 75010 Paris. Les gains seront versés à l'association Pédiatrie Aids, qui se charge de réaliser le rêve de ces enfants malades (tél. : 34-20-03-39). De 150 F à 590 F. La location se fait uniquement au Virgin Megastore et dans les FNAC.

## Jacques Attali invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

Jacques Attali, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), sera l'invité de l'émission hebdomadaire la «Grand Jury RTL-le Monde», au siège de la banque à Londres, dimanche 18 avril, de 18 h 30 à 19 h 30.

Avant l'assemblée générale de la BERD du 28 avril, l'ancien conseiller spécial du président de la République répondra aux questions d'Erik Izraelovitch et d'André Passeron, du *Monde*, et de Bernard Lohut et de Marc Umann de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

## Le Monde

HORS-SÉRIE

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La droite sans partage

LES RÉSULTATS COMPLETS

1988 - 1993 :

BILAN DE LA LÉGISLATURE

LES THÈMES DE LA CAMPAGNE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Macintosh Le II 4/40

Clavier adb - 4 mégas de mémoire - disque dur 40 mega

Ecran Apple 12" n.b 256 gris : 1 290 F

Ecran Apple 14" 256 couleurs : 2 990 F

Imprimante Apple StyleWriter II : 2 285 F

5433F



## Le Monde de l'éducation

Avril 1993

EXCLUSIF

LE PALMARÈS DES IUT ET DES BTS

مكتبة من الأصل



# S A N S • V I S A

## Les Samoa

L'auteur de *l'Île au trésor* avait trouvé son île : dans l'archipel des Samoa, au milieu du Pacifique, Stevenson avait choisi sa dernière halte. Parti sur ses traces, au tout début de ce siècle, l'écrivain parisien Marcel Schwob découvrait une société « communautaire » qui a peu changé. Jusqu'à hypothéquer les chances de son développement.

MARSEILLE, le 20 octobre 1901. Précédé par son valet de chambre chinois, un homme jeune et las monte à bord du *Ville-de-La-Clotie* en partance pour le Pacifique. C'est l'un des écrivains les plus curieux de sa génération. Il s'appelle Marcel Schwob. Au terme d'une nouvelle et longue convalescence, l'urgence d'un voyage, d'un dernier voyage, lui était apparue, absolue. De longtemps, un désir d'Océanie l'avait tenu. Et maintenant, son navire allait suivre le trajet mental qui avait si souvent été le sien, l'amenant vers un havre de première grandeur sur sa carte des lettres, vers l'ombre de son ami, de son mentor, Robert Louis Stevenson, décédé sept ans auparavant dans l'île lointaine où il s'était installé avec sa famille.

Mieux que tout traitement, deux mois de mer devaient alléger Schwob de son corps souffreteux, lui restituer durablement la plénitude de son esprit. Il s'embarquait avec l'écriture pour unique compagnie et, sans doute, comme destination dernière. A bord, il pouvait se croire soudain délivré de mondanités qu'il ne désignait pourtant pas, sans autre politesse que celles dues à sa propre intelligence et à sa sensibilité. La terre restait en vue dans les secousses de sa femme, la comédienne Marguerite Moreno, à qui il adressait son journal sous forme de lettres, à l'imitation de ces *Lettres de Chine* de Loti qu'il admirait. Schwob se rendait chez Stevenson, et peut-être à lui, mais, étrangement, n'en laissait plus échapper que quelques infimes indices.

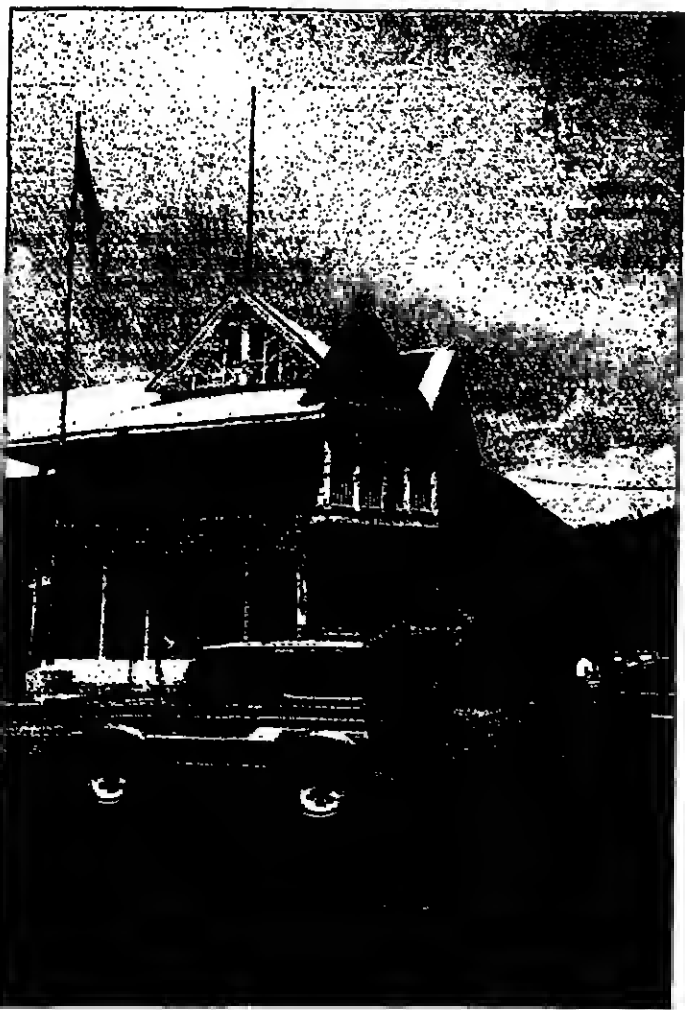
En 1893, âgé de vingt et un ans, il avait été ébloui par la lecture de *l'Île au trésor*. Il écrivait à son auteur, qui commençait à croquer dans ces mers du Sud, qu'il n'allait plus jamais quitter : « Les personnages que vous créez sont si semblables à la vie que je ne puis faire autrement que vous aimer pour cela. » D'autres missives avaient suivi, engageant dans une estime réciproque l'anglophile Français et le francophile Écossais qui communiaient en François Villon. Souvent, l'ainé devait tempérer son cadet : « Il faut vous contenter de m'accepter comme une voix errante, et sous forme de lettres occasionnelles venant d'îles mystérieuses. Adressez vos vœux, si vous êtes assez bon pour m'écrire, à Apia, Samoa. »

Comme Henry James, comme la Grande-Bretagne littéraire, Schwob avait cherché du doigt dans l'immense Polynésie ce point où la poste faisait escale entre San-Francisco et Sydney. Samoa était alors l'objet d'une rivalité américano-anglo-allemande compliquée d'affrontements inter-samoans. Une histoire dans laquelle, au désespoir du Foreign Office, Stevenson allait se plaire à s'inscrire autant qu'à en écrire l'histoire (1). A James qui n'y comprenait rien, il devait patiemment expliquer : « On ignore ce que sont l'actualité, la politique et la vie humaine tant qu'on ne les a pas vues à une échelle aussi réduite, en mettant comme enjeu sa propre liberté sur le tapis. Pour rien au monde, je n'aurais voulu manquer cela. »

L'archipel des Samoa (et plus précisément l'île d'Upolu) offrait à Stevenson un peuple, un climat et un terrain où, à l'image de la forêt tropicale qui frôlait sa maison de Vallima, tout semblait pouvoir pousser incroyablement vite. Vue d'Europe, Samoa ne pouvait plus



## cent ans après Stevenson



Devant le siège du gouvernement, bâtiment datant de la brève période coloniale allemande, un agent de la circulation, masculin, en « lava-lava » traditionnel.

En haut : assemblée de matras dans un village de l'île de Manono.

paraître comme le siège d'un absurde entêtement, mais la citadelle d'une parole sans égale, une tentation d'école nû s'épanouissaient du même pas une vie et une démarche littéraire.

Stevenson s'était effacé derrière l'usule (« conteur d'histoires »), le surnom que lui avaient donné les Samoaans, et qui ne désignait plus une fonction, mais indiquait un titre, une équivalence à l'autorité et à la responsabilité d'un chef traditionnel, tel sur les terres de récits qu'il voulait bien leur donner en partage. A sa fin, le 3 novembre 1894, ils l'avaient reconnu comme l'égal des plus grands d'entre eux en faisant hisser son cercueil, par un sentier escarpé tracé dans la hâte d'une nuit, au sommet d'un mont dominant Apia. Chez lui chez eux, selon la redoutable tradition d'hospitalité locale, il continuait de communier avec le Pacifique, couché entre le charbon écossais et l'hibiscus samoaan, là où, « retour de mer/le marin est chez lui/et retour des collines/le chasseur aussi ».

Franchissant à son tour la ligne de changement de date sous « l'immense couleuvre d'argent » de la lune, Schwob n'était plus qu'à quelques milles d'Apia. A l'ultime escale, Suva, aux Fidji, des Samoaans étaient montés à bord. « C'est une race splendide », s'exclamait-il. Déjà, ils l'avaient, lui aussi, nommé l'usule. Il avait dû leur promettre de « tuer (écrire) une tala (histoire) avec les noms de toutes les jeunes filles présentes ». Son voyage se découvrait un but. Il n'était pas dans l'île que son trésor lui paraissait offert : conter et être conté. Il allait toucher au secret de Stevenson.

Quelques années plus tôt, l'auteur de *Veillées d'Océanie* avait pourtant tant d'ouvrir les yeux de son jeune ami : « Vous dites que « l'artiste inconscient » est parti voyager ; vous ne m'analysez pas



comme il faut. Je suis pour six dixièmes artiste et quatre dixièmes aventurier. En premier, je suppose, viennent les lettres, après vient l'aventure. Et depuis que j'ai été à celle-ci, je crois que la formule a changé : artiste pour cinquante-cinq centièmes et aventurier pour quarante-cinq centièmes. Voilà ce qui serait plus près de la vérité. Et si ce n'avait été mon peu de vigueur, j'aurais pu être un homme tout autre. »

Son correspondant parisien, cent pour cent érudit, était de loin moins vigoureux, et s'imaginait volontiers d'une époque sans aventure, et d'autant vouée à celles de l'imagination et du passé. Installé dans une « maisonnette » d'Apia, entouré de Samoaans, il s'enthous-

iasmait d'un monde qui précédait le livre. « Je suis un talkman, un talsale, un tusiale, et il leur faut des histoires jusqu'à minuit et une heure du matin. » Dans d'innombrables rires, il dégustait le récit d'un guerrier coupeur de têtes. Il envisageait de se voir offrir bientôt le nom de l'un d'entre eux, d'entrer lui aussi dans l'histoire de l'île, d'en devenir l'un des personnages. « Si je n'avais pas ce que j'ai, je vivrais avec eux », affectait-il de regretter.

De notre envoyé spécial  
Jean-Louis Perrier  
Lire la suite page 28

(1) Son récit, *A Footnote to History*, n'est toujours pas disponible en français.



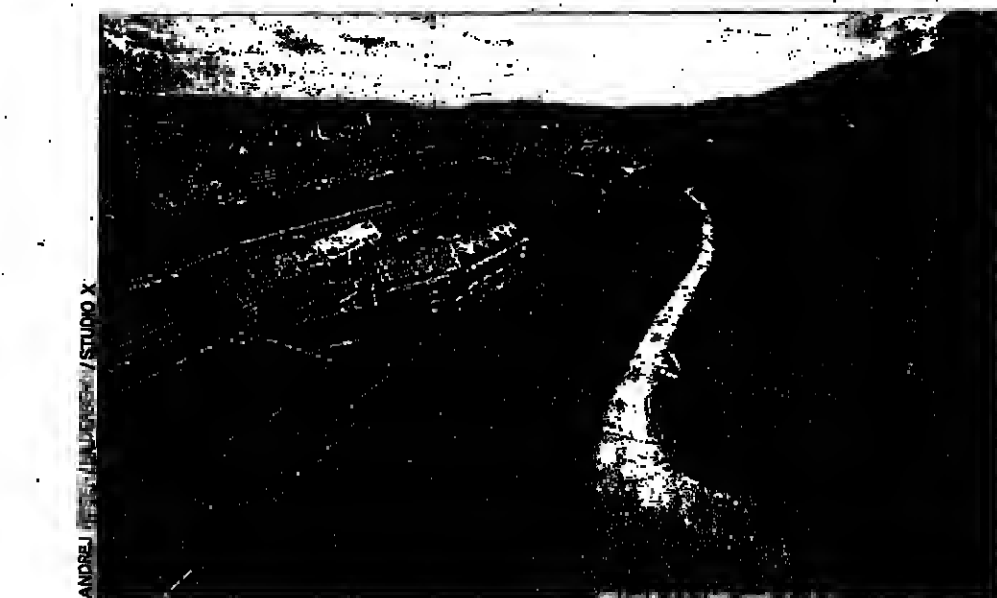
# Bacchus, roi de Franconie

BAVIÈRE

À U royaume des buveurs de bière, des vigneronniers prétendent être princes ? Il y a bien longtemps que la Franconie ne se pose plus la question. Voilà des siècles que cette micro-région, ancienne partie orientale de la vaste nation franque, préfère le raisin au bœuf. Froideuse et têtue, elle revendique sa différence au sein de l'imposante Bavière. Et cette originalité, comment mieux l'affirmer, sur ces terres de brasseurs du sud de l'Allemagne, qu'en produisant un vin blanc si léger et si froité que Goethe lui-même en vidait trois bouteilles par jour ?

Les Franconiens, en leur « enclave » qui s'étend de part et d'autre du Main, au nord de Nuremberg, préservent leur vignoble comme le plus précieux des gages d'autonomie. Non pas qu'ils dédaignent la bière, loin s'en faut. Ils se laissent même volontiers tenter, surtout pour accompagner une plate de choux et quelques petites saucisses grillées. Mais c'est ainsi : Bacchus reste le maître des lieux et le vin local, bien qu'il ne soit pas le meilleur du pays, est bien plus qu'une simple anomalie régionale. Il est la Franconie, région douce et raffinée, élégante et accueillante, un peu rebelle, aussi.

L'effluve de date pas d'hiver. Les premiers plants de vigne ont été plantés en huitième siècle, soit bien avant l'invention des coopératives agricoles. Quant aux nom-



Les vignes de Wurtzbourg.

breux monastères de la région, ils semblent avoir toujours bébégé des moines-vignerons qui, l'automne venu, vendangeaient en soutane. Au Moyen Âge, la région de Wurtzbourg (125 000 habitants, capitale locale du vin) n'était qu'une mosaïque d'états microscopiques, de seigneuries, de villes libres. Aussi, chacun produisait-il son vin en espérant l'imposer à la table des rois et des empereurs qui venaient se restaurer à Nuremberg ou Rothenburg.

Les hôpitaux eux-mêmes comptaient tout le profit qu'ils pouvaient tirer des *bockbeutel*, les bouteilles traditionnelles, ventrues et généreuses, du vin de Franconie. En ces temps de grande misère, les malades les plus pauvres n'avaient guère d'autre choix que de céder leurs vignes pour s'acquitter des frais d'hospitalisation. Afin de continuer à soigner les petites gens, le Bürgerspital zum Heiligen Geist, fondé en 1319, et le Julius-Spital, fondé en 1576, sont devenus ainsi les principaux propriétaires de la région de Wurtzbourg. Aujourd'hui encore, sans avoir pour autant renoncé à leurs activités médicales, ils vivent de la vente de leur nectar (95 % de la production franconienne est vendue en Bavière, le reste est exporté vers la Suède et le Japon).

Car si les guerres, les épidémies, les assauts conjugués de la bière, du thé et du café, ont mis à mal le vin blanc sec préféré de Jean-Sébastien Bach, ils n'ont pu venir totalement à bout de la tradition. Les nouvelles techniques de vinification ont permis, à partir des années 60, d'améliorer la qualité du vin et de susciter des vocations de vignerons.

Tant et si bien qu'aujourd'hui, à y regarder de plus près, cette région se donne même des allures de petite Alsace bavaroise. Vignoble et histoire y font si bon ménage que chaque étape du voyage mérite dégustation. A Wurtzbourg, ancienne cité épiscopale qui s'étire

le long du Main, il n'est pas un pont, pas une ruelle qui ne mène à une taverne ou un bar. Après avoir visité le Julius-Spital et ses celliers sans âge, l'amateur de vieilles pierres découvrira la cathédrale Saint-Kilian (un épître irlandaise du septième siècle) et surtout la somptueuse résidence des princes-évêques. Construite au dix-huitième siècle, elle a survécu aux ravages de la seconde guerre mondiale. Tous les ans, en mai de juin, elle accueille même un festival Mozart. Les associations de vignerons se réunissent parfois dans la salle impériale, sous les lustres de cristal, comme pour mieux rappeler que les fêtes de Wurtzbourg seront toujours plus raffinées que celles de Munich.

A Bamberg, la « Rome de Franconie » bâtie sur sept collines, chaque porte cochère, chaque fresque baroque est une invitation à la flânerie et à la gourmandise. De même, les villages moyenâgeux de Volkach, Münster-Scharzach ou Sommerach, qui veillent sur Wurtzbourg depuis des siècles, regorgent-ils d'enberges aussi accueillantes que les reliefs de poste d'antan. Alors, de collines en vallées, la Franconie dévoile ses charmes. Elle s'affiche telle qu'en elle-même, résolument différente de l'autre Bavière, celle de la bière.

De notre envoyé spécial  
Philippe Broussard

## Guide

• Y aller. La compagnie allemande NFD, créée en 1980, propose des vols au départ de Paris et de Lyon à destination de Nuremberg. Renseignements au 48-62-79-38 (Paris) et 78-42-79-00 (Lyon). Il est également possible de rallier diverses grandes villes allemandes avec Air France ou la Lufthansa (tél. : 42-65-37-35) et de prendre ensuite un vol intérieur en direction de Nuremberg ou de Munich. Il est conseillé de louer une voiture pour mieux visiter les villages, villes et vignobles de Franconie, situés à une heure de route de Nuremberg et à trois heures de Munich. En train : départs de la gare de l'Est chaque soir à 22 h 30 pour Nuremberg, où l'on arrive à 9 h 31. Renseignements au 45-82-50-50. En voiture : environ 800 km entre Paris et Wurtzbourg.

Du mois d'avril au mois d'octobre (vendanges début octobre), les multiples fêtes de village attirent les amateurs de vin. Les médianes apprécient le printemps festival Mozart, en juin, à Wurtzbourg). En hiver, les célèbres marchés de Noël (le Monde du 21 novembre 1992) valent, à eux seuls, le déplacement, surtout à Nuremberg, Wurtzbourg et Bamberg.

Se loger. La région dispose d'un excellent réseau d'hôtels de toutes catégories, aussi bien dans les grandes villes que dans les gros villages. Déguster. La ville de Wurtzbourg est la base de départ idéale pour découvrir les vins du nord de la Bavière. Des Heus des Frankenweins (le Meillon des vins de Franconie), située au 1, Kranenkei (tél. : 0931-57-12-41), propose un bon aperçu des différents produits de la région (blanc, rouge, « vins de glace »). Le vin rouge vaut rarement le détour, mais le blanc mérite une dégustation. Les tarifs s'échelonnent entre 35 et 70 F la bouteille de 0,75 cl. Une petite bouteille (0,375 cl) d'Eiswein (« vin de glace ») peut coûter jusqu'à 200 F. Conseillé par un personnel fier d'accueillir des visiteurs français, l'amateur se rendra ensuite chez les grands producteurs qui tiennent boutique en ville. Les étapes suivantes, de village en village,

nécessitent davantage de flair et de curiosité. La Franconie compte six mille producteurs. Les vins sont de qualité inégale. Aussi importe-t-il de connaître la classification des vins allemands, du meilleur (« Qualitätswein mit Prädikat ») au plus ordinaire (« Deutscher Tafelwein »). On peut faire confiance aux récompenses obtenues dans les concours régionaux. Les Allemands, en Franconie comme ailleurs, sont très stricts dans l'attribution des labels de qualité. Meilleures années : 1921, 1959, 1971. Les vins de Franconie normalement, dit-on, la pression éternelle et défendent le système nerveux.

Explorer. La Bavière médiane, celle du Nord et de l'Est, mérite le détour pour ses innombrables églises, chapelles et résidences en tous genres. On suivra ainsi la vallée du Danube allemand en direction de l'orient. Des étapes à Ratisbonne (Regensburg, ancienne capitale bavaroise) et Peseeu s'imposent. Plus à l'est, la long de la frontière autrichienne, signalons Altdorf, la Lourdes bavaroise depuis 1489, avec sa chapelle et son superbe hôtel Zur Post (08671-50 40). A 15 kilomètres de là, il faut découvrir Burghausen, sur les rives de la Salzach. Cette ville très dynamique, qui organise chaque année un festival de jazz (seconde quinzaine de mars) et une multitude de fêtes et de manifestations culturelles, se targue également d'avoir l'un des plus beaux châteaux fort du pays. Il s'étend sur 1 030 mètres sur une crête au-dessus de la ville. Pour mieux apprécier le spectacle inoubliable de cette bâtisse sans fin juchée sur une colline, il est conseillé d'attendre la tombée de la nuit et de se poster sur les hauteurs, du côté autrichien.

Consulter. Les guides Vise Bavière et Forêt-Noire (Hachette), Gallimard (Bibliothèque du voyageur), Michelin vert, Negel et Baedeker.

Se renseigner. A l'Office du tourisme allemand à Paris, 8, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, tél. : 40-20-01-88, notamment sur les diverses possibilités d'hébergement. •

Madagascar au programme du voyageur Argane avec, de mai à décembre, une découverte de l'île rouge en dix-sept jours, dont six de marche (quatre à six heures par jour, sans difficulté et sans portage) dans le massif de l'Isalo. Baignade dans le canal de Mozambique, puis traversée du « bush » pour Fort-Dauphin et l'océan Indien. De 16 000 à 17 650 F de Paris, selon le nombre de personnes, hébergement en hôtels et tentes bivouacs. Renseignements : 3, avenue Robespierre, 94400 Vitry-sur-Seine, tél. : 45-73-01-01. L'Australie accessible aux étudiants de moins de trente et un ans pour 8 500 F jusqu'au 31 octobre avec la compagnie Cathay Pacific au départ de Paris, via Hongkong. Au choix : Adelaide, Brisbane, Melbourne, Perth et Sydney. Escala possible à Hongkong. Renseignements auprès de Tours 33 (43-29-69-50) et d'Australie Tours (45-53-58-39).

Europe Hôtels, un nouveau service de réservation hôtelière sans intermédiaire et d'informations touristiques par minitel (3615 ORC) et téléphone (numéro vert : 05-05-33-00), accessible aux particuliers, aux entreprises et aux professionnels du tourisme, qui pourront choisir entre environ deux cents établissements en France et plus de trois cents hôtels en Italie (biennet en Allemagne et en Espagne) en fonction de la localisation, de la catégorie, des prix, des périodes tarifaires, des

opérations promotionnelles et des prestations offertes. Paiement par carte de crédit.

La Suède des châteaux au temps de Gustave III. Un circuit de six jours (départ le 1<sup>er</sup> mai) accompagné du professeur Gianni Golin. Au menu, le pavillon royal d'Haga, la résidence d'été de Charles IX à Rosendal, les châteaux de Sturehof (lac de Mälaren), de Skokloster (ancien monastère cistercien), d'Odyhus et de Drottningholm, et des appartements privés de Gustave III au palais royal de Stockholm. Un périple proposé à 17 600 F par personne tout compris. Renseignements auprès d'Alantours, 5, rue Danielle-Casanova, 75001 Paris, 42-96-59-78.

« Samarcande, ses terres sacrées », thème de l'exposition de près de quatre cents pièces, céramiques et bronzes du VIII<sup>e</sup> aux XIII<sup>e</sup> siècles présentée jusqu'au 7 juin au Musée des Augustins, 21, rue de Metz à Toulouse. Tous les jours sauf le mardi de 10 heures à 19 heures, 21 heures le mercredi. Tarif : 20 F. Renseignements au 61-11-33-14.

« Vols secs » avantages proposés par le voyageur FRAM pour dix-sept destinations au départ de Paris et de douze villes de province. Les prix dépendent de la destination et des dates de départ et de retour, et varient en fonction de quatre périodes tarifaires. Renseignements dans les agences de voyages. Nouvelle vague de guides 1993-1994 édités par Voyagiers

## Aventures tous azimuts

Convaincus des vertus de l'aventure et de la découverte, la Guilde européenne du raid propose aux enthousiastes en bonne condition physique une série d'expéditions hors du commun. Cela va de trois semaines en Guyane française, au coupe-coupe et en pirogue à travers la forêt équatoriale (15 000 F, premier départ en juin) à deux semaines au cœur de la forêt gaspéenne, au Québec, pour jouer les chercheurs d'or (9 au 26 août, 15 000 F), en passant par une section de la route de la soie en vélo tout-terrain (trois semaines pour parcourir 600 km dans les montagnes du Nord-Pakistan, 19 juin et 11 septembre, 14 000 F) ou, plus paisiblement, une route de l'ombre, toujours à vélo, pour découvrir, en trois semaines et 1 000 km (10 juillet au 7 août, 5 000 F), les pays baltes. Renseignements et fiches techniques au 11, rue de Vaugirard, 75006 Paris, 43-26-97-52.

## L'inventaire en vedette

L'UNESCO fête cette année le vingtième anniversaire de son entreprise destinée à protéger les chefs-d'œuvre de la planète regroupés au sein du patrimoine de l'humanité. Un patrimoine auquel « le Monde Voyages » avait consacré l'un de ses *Terrers d'Hiver* (8 novembre 1989) et à partir duquel l'association Arts et Vie a construit, dans sa nouvelle brochure, un éventail d'itinéraires permettant notamment de découvrir le Taj Mahal (Inde), le parc de Chitwan (Népal), Ankor (Cambodge), Borobudur (Java), Dambouddhi (Sri Lanka), le Grand Murail de Chine, la base d'Halong (Vietnam) et la Grande Barrière de corail, en Australie. Un inventaire complet, sous d'autres cieux, par Pétra (Jordanie), Abou-Simbel (Égypte), Tikal et Copan (Amérique centrale), le Grand Canyon du Colorado (États-Unis), les parcs des Rocheuses canadiennes, le parc national des glaciers (Argentine), les îles Galapagos, au large de l'Équateur, et les chutes Victoria (Zimbabwe). Brochure et renseignements : sur place au 251, rue de Vaugirard, 75015 Paris, 40-43-20-21 ; par courrier au 39, rue des Favorites, 75738 Paris, Cedex 15, et par minitel (3614 code Arevie).

## La Chine en autocar

Le rêve étant devenu réalité, le Tourisme français, un voyageur qui n'a pas froid aux yeux, réédite, fort du succès enregistré en 1992, son expédition en autocar de Paris à Pékin, via Moscou. Quarante-deux jours à l'aller (départ le 3 mai, retour à Paris en avion le 13 juin, à partir de 68 840 F par personne, en pension complète), quarante-quatre en sens inverse via Saint-Petersbourg (départ de Paris en avion le 26 juillet, retour le 7 septembre, à partir de 66 730 F). Des durées et des prix susceptibles de tempérer l'ardeur des candidats à ce voyage hors du commun qui décideront peut-être de se contenter de vivre cette aventure en parcourant le récit et les photographies qu'en a faites l'un des guides de la première expédition. Un livre est vendu 196 F dans les librairies l'Astrolabe, à Paris, et au Furet du Nord, à Lille, ainsi que dans les agences du voyageur.

Conscient des frustrations que pouvait susciter son invitation à un périple interdit au commun des touristes, ce dernier, mettant à profit la présence de son autocar sur le territoire chinois, en propose cette année deux variantes qui, tout en offrant une nouvelle et inédite approche de la Chine, devraient permettre à un plus grand nombre de personnes de partager cette expérience pour le moins originale. Il s'agit, en quelque sorte, de prendre le car en marche en rejoignant directement par avion Pékin ou Urumqui pour, via Badaling et la Grande Muraille, Xian (et son tombeau gardé par sept mille statues de guerriers grandeur nature), Lanzhou, Zhangye, le fleuve Jaune, le désert de Gobi, Dunhuang et Turfan, cœur du désert chinois, découvrir la Chine d'Est en Ouest ou d'Ouest en Est. Et ce dans des conditions de confort inhabituelles dans ces contrées, à bord d'un véhicule neuf spécialement aménagé à cet effet : un Super Pullman Renault FR1 GTX de 22 larges sièges, doté d'une climatisation et d'un équipement (toilettes, frigidaire, radio-stéréo, vidéo et salon détente à l'arrière) adapté à ce type de périple. Deux circuits de vingt et un et vingt-trois jours (du 14 juin au 4 juillet et du 3 au 25 juillet) pour un prix tournant autour de 40 000 F par personne. Poursuivant sur sa lancée, le Tourisme français proposera cet automne, du 20 septembre au 17 octobre, toujours en autocar de luxe, de rallier, en vingt-huit jours, neuf pays et vingt étapes, Paris au Nil. Baptisé « De l'Obélisque aux Pyramides », ce périple de 6 800 kilomètres conduira au Caire via Salzbourg, Vienne, Budapest, Bucarest, Istanbul, Konya (la cité mystique du soufisme et des derviches tourneurs), Alep et la forteresse d'Antioche, Palmyre, le Krak des chevaliers, Damas, la cité romaine de Jérash, Amman, Pétra la Rose (l'antique cité des Nabatéens), Nuweiba (Égypte) et le monastère de Sainte-Catherine, dans le Sinaï. Une formule plus originale qu'une autre pour franchir, dans un fauteuil, le Rhin, le Danube, le Bosphore, l'Oronte, l'Euphrate, la mer Rouge et le Nil. Une fantaisie qui coûtera environ 43 500 F par personne et que l'on pourra également vivre, en sens inverse, du 17 octobre au 14 novembre. Histoire de se mettre en jambes pour goûter les nouvelles escapades européennes programmées par le voyageur : Compiègne, Reims et Euro Disney en deux jours (1 600 F), les nocturnes du Mont Saint-Michel ou les châteaux de la Loire en trois jours (autour de 2 500 F), les manifestations culturelles d'Anvers (2 500 F) ou Rome (3 300 F) en quatre jours, ou Vienne et Venise (6 600 et 7 000 F) en automne. Renseignements dans les agences de voyages.

Sélection établie  
par Patrick Franchi  
et Danielle Tramard.

هكذا من الأصل



# Léon et ses phares

Pour les marins, les téné-  
bres ne furent sérieusement  
vaincues que depuis le dix-  
neuvième siècle. En 1825, la  
Commission des phares  
règle les éclairages, codifie  
les signaux et donne leur  
statut aux lumières de la  
côte. L'ouvrage de Léon  
Renard raconte cette his-  
toire.

L'ÉDITEUR a un nom d'esti-  
minet : L'Ancre de marins.  
Et c'est peut-être cela, cette pro-  
messe de vieux récits des mers  
magnifiés par le bière, de  
maquettes de steamers ou de  
dessins aux mers, qui a attiré  
l'œil, l'autre jour, dans une  
librairie. Les Phares, de Léon  
Renard, se présentent comme un  
livre du trimestre, une sortie  
récente. Sur la « quatrième de  
couverture », aucune précision,  
rien d'autre que l'invité, un peu  
superlatif, à la « prodigieuse  
odyssée » des « bâtisseurs de l'im-  
possible, sur des rochers flagellés  
par les terribles colères équi-  
noxiales de l'Océan ». L'épopée  
des phares, comme on a celle de  
la marine à voile ou des cap-hor-  
niers. Cela allait. Oubliées de  
l'aventure, les vigies de la terre  
méritaient, et un livre, et une  
lecture.

Or, des Phares, sont en fait  
que la réédition d'un ouvrage  
publié en 1900. C'est signalé, en  
tout petit, à l'intérieur. Léon  
Renard a bien existé, mais il  
n'est plus là pour contempler ses  
chers tours de guet. Passé l'aga-  
cement, et quelques doutes sur le  
procédé, ce grimoire maquillé en  
livre pubère offre un réel plaisir,  
et comme l'estaminet mentionné  
plus haut, quelques pistes, verti-  
cales, pour les songes. C'est vrai,  
les phares d'aujourd'hui doivent  
être commandés par ordinateur,  
et s'il reste des hommes à bord,  
ceux-ci doivent attendre la fin de  
« Frou-Frou », à la télévision,  
pour aller vérifier, sur un tableau  
de bord, la bonne marche du feu,  
tout là-haut. Y montent-ils seule-  
ment encore ? C'est vrai, la suite  
de cette histoire-là ne doit plus  
valoir un livre, et, en ce  
domaine-là comme en d'autres,  
les chroniques auraient pu  
s'arrêter plus tôt. Les éditions de  
L'Ancre de marins ont sans  
doute pêché par nostalgie.

Réflexe excessible, car l'ouvrage  
de Léon Renard est un petit  
chef-d'œuvre, à la fois gauchiste  
et très sérieux, une sorte de traité  
des connaissances actuelles -  
celles de 1900, et c'est troublant,  
- l'obole d'un esprit rigoureux et  
peu fantasiste à l'effort univer-  
sel de clarification. Qui était

l'auteur ? Un ingénieur, intrigué,  
comme Arago, par la magie des  
feux dans la nuit ? Un historien  
du dimanche, peut-être, un  
ancien de la marine marchande ?  
Pas un poète, en tous cas : son  
entreprise va droit au but, sans  
préface ni digressions. Elle paraît  
même parfois s'adresser directe-  
ment aux candidats à la veille, et  
à la garde des lampes, un peu à la  
manière d'un cours magistral.  
Elle règle des comptes, lorsqu'il  
convient, tranchant par exemple  
le débat, compliqué par Edrisi,  
observateur du douzième siècle,  
sur la portée du phare d'Alexan-  
drie.

Les Anciens s'étaient pronon-  
cés pour une mesure de sept  
cents stades, sans dire s'il s'agis-  
sait de grands ou de petits stades.  
Soit une variation de 70 à 110  
km. Emporté par « l'exagération  
assez ordinaire aux Arabes »,  
Edrisi, lui, avait compté 148 km.  
Notre bon Léon conclut : aucun  
navigateur n'aurait pu voir le  
phare au-delà de 78 km.

Et quant à la tour elle-même,  
classée parmi les merveilles du  
monde, si elle fut la plus monu-  
mentale, dressée en une suite  
d'étages voûtés, comme la Tour  
de Babylone, qui comptait huit  
niveaux superposés, elle ne fut  
jamais, scientifiquement parlant,  
la plus sûre. La brume déplaçait  
la lueur de la lampe à huile, faus-  
sait les distances avec la côte  
d'Egypte, et quelques navigateurs  
durent leur naufrage à cette  
méprise. Pour Léon Renard, les  
phares, inventés par les Libyens  
sur le cap de Nubie, ne furent  
affaires sérieuses, c'est-à-dire  
signifiantes, que bien plus tard,  
lorsque les Européens, sur les  
côtes de France et d'Angleterre,  
rationalisèrent l'art de guider les  
bateaux. Les premières corpora-  
tions se contentaient de prier  
pour l'âme des matelots péris en  
mer. Obscurantisme.

Sous l'impulsion des ingé-  
nieurs, qui ont les faveurs de  
notre auteur, l'esprit de système  
s'organisa. On éleva sur le roc  
des phares « de premier ordre »,  
qui annonçaient la proximité de  
la terre, des phares de deuxième  
et troisième ordre, pour détour-  
ner les capitaines d'un récif par-  
ticulier, des phares de quatrième  
ordre, à l'entrée des passes au  
des ports.

Il y eut jusqu'à l'invention de  
l'électricité, toutes sortes de  
lampes à l'huile plus ou moins  
bien adaptées aux intempéries.  
On mit des siècles avant de réali-  
ser que les marins confondaient  
parfois les feux blancs avec les  
étoiles. On abandonna le vert,  
moins visible, au profit du rouge.  
L'avancée fut rude, et Léon  
Renard n'en épargne aucun ob-  
stacle à son lecteur, aucun essai  
avorté, les erreurs de calcul, le  
rôle du sel sur le verre, la qualité  
des mâches et les querelles d'ar-  
chitectes. A le lire, on doit  
admettre que la raison ne triom-  
pha vraiment qu'avec les déci-



Le phare Ar-Men au large de l'île de Sein.

sions de « la Commission des  
phares de 1825 », qui imposa les  
feux fixes, les feux à éclipse  
de minute en minute, ou de  
demi-minute en demi-minute.

L'âge d'or des phares commen-  
ça : sur une médaille remise, en  
1878, par le ministre des travaux  
publics à la jeune administra-  
tion, on pouvait lire que la  
France se flattait de compter, le  
long de ses côtes, 372 phares,  
760 bouées et 1 450 balises.

Les tours de signalisation ont  
toutes leur histoire particulière,  
celle de la Hague comme celle du

roc d'Eddystue, qui s'effondra  
deux fois, dont la dernière, le 26  
novembre 1703, au même  
moment que sa maquette,  
conservée dans la maison de  
Wistanley, son créateur, oui à  
chacune la sienne, mais, de  
grâce, nous demande l'auteur,  
qu'on ne confonde pas lyrisme  
lamaritain et travaux publics !  
« Ce qu'on doit surtout exiger des  
phares, c'est une forme ration-  
nelle, une distribution judicieuse,  
une grande stabilité, une exécu-  
tion parfaite ». C'est déjà assez  
compliqué comme cela.

Connaissions-nous le phare des  
Smalls, cet enfer oublié des  
hommes en pleine mer britanni-  
que ? Le rocher de support dispa-  
raissait totalement sous les coups  
de la tempête. Les mineurs des  
Cornouailles que Whiteside,  
« doué d'un génie remarquable  
pour la mécanique », avait  
emmenés avec lui durent s'arri-  
mer à leur édifice lors de la  
construction, tant les eaux frap-  
paient ferme. Les Smalls han-  
tèrent longtemps les rêves des  
marins chargés du ravitaillement  
de l'équipe de maintenance. Les

deux gardiens du phare, isolés,  
n'avaient pour salut que de jeter  
leur message à la mer, qui récla-  
maient secours avec déférence, et  
toujours signés : « Votre humble  
serviteur ».

Connaissions-nous les Smalls ?  
Léon Renard, en une page plus  
énervée, raconte encore qu'en  
début du dix-neuvième siècle, la  
tour essuya un autre coup de  
tebéc. Lorsque les pêcheurs  
purent enfin accoster après des  
jours et des jours, l'un des deux  
gardiens était mort, déjà enfermé  
dans son cercueil, et l'autre le  
veillait tout en haut de son  
phare. Le premier était décédé  
de maladie. On crut le second,  
qui livrait cette version. Mais,  
des lors, sur les Smalls, il y eut  
toujours trois hommes de perma-  
nence.

Après ce drame, et quelques  
autres, Léon Renard, de sa  
plume précise, reprend le cours  
tranquille de son histoire, jus-  
qu'au bout, jusqu'à ses jours de  
1900. S'il évoque les phares de  
ferraille des ingénieurs de la  
métallurgie, celui de l'Enfant-  
Perdu, en Guyane, ou celui de la  
Nouvelle-Calédonie, dressés à  
terre, puis embarqués, ce n'est  
pas pour faire rêver son lecteur.  
Simple pour indiquer la fragi-  
lité de ces mécanismes par rapport  
aux solides navires de pierre.  
L'éditeur, celui-ci au celui de  
1900, a cependant pris soin d'ad-  
joindre à cette chronique un peu  
froide, des gravures de phares  
dans la tempête. L'hommage  
rendu aux bâtisseurs et aux gar-  
diens est plutôt dans ces pages.

Notre bon Léon sert le pro-  
grès, non la légende, et ce n'est  
pas sans réticence qu'à la fin de  
son ouvrage, comme une conces-  
sion, il évoque les Naufrageurs,  
ces escrocs du signal dans la nuit.  
Léon a des principes, et il aurait  
sans doute préféré que son his-  
toire des phares reste nette de  
toute malice.

« Malheureusement, écrit-il,  
notre tâche serait incomplète si  
nous passions sous silence ces  
monstres qui, changeant le but  
que se sont proposés les amis de  
l'humanité en éclairant les mers,  
ont employé, et emploient encore  
ces feux, ailleurs si bienfaisants,  
pour causer la perte des navires,  
la mort ou la ruine des naviga-  
teurs. » Au-delà de son précis  
d'instruction sur les tours du  
bord des mers, l'indignation de  
Léon, bon savant sans doute, et  
historien positif, est savoureuse.

Philippe Boggio

► Les Phares, de Léon Renard,  
éditions L'Ancre de marins,  
4, rue Porcon-de-la-Barbinais,  
Saint-Malo, 1993.

## COURRIER

### Le président Adams à Gand

M. Bernard Sinheimer,  
professeur au département  
d'histoire de l'université du  
Maryland, nous signale que,  
contrairement à ce qu'a pu faire  
penser à notre envoyé spécial à  
Gand (« D'Artagnan sur la route  
de Maastricht », le Monde sans  
visa » du 13 mars), la plaque  
éposée dans cette ville belge  
pour rappeler le traité de paix  
anglo-américain de 1814 signé là,  
le signataire américain n'était  
pas John Adams - « John I » -  
(1735-1826), deuxième président  
des Etats-Unis d'Amérique, mais  
son fils et homonyme John  
Quincy Adams - « John II » -  
(1767-1848), qui devint, en

1825, le sixième président  
des Etats-Unis.  
Quant au docteur A. Vyncke, de  
Gand, il nous indique que la  
demeure de la rue des Champs,  
sur laquelle est fixée la plaque,  
fut la résidence de la délégation  
américaine conduite par John  
Quincy Adams tandis que le  
traité fut signé, qui mettait fin  
officiellement à la guerre  
d'indépendance américaine  
menée contre l'Angleterre, fut  
signé le 24 décembre 1814 dans  
l'ancienne chartreuse gantoise de  
Meerhem où demeurait  
la délégation anglaise.

A propos du même reportage de  
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz,  
M. Barros, de Bayonne, auteur  
de *Haiti de 1804 à nos jours*  
(L'Harmattan) et ancien  
directeur de l'Institut français

d'Haiti, nous précise que  
la famille des romanciers  
Alexandre Dumas père et fils  
n'était pas « franco-dominicaine »  
mais « franco-dominicaine »  
puisque originaire de la partie de  
Saint-Domingue qui devint Haiti  
et non point de la partie qui se  
transforma en République  
dominicaine.

### La Mine bleue

Nous avons reçu de M. Courtillon  
(Crévin, Ille-et-Vilaine) la lettre  
suivante :

Dans le supplément « Sans visa »  
du Monde du 27 mars, vous avez  
publié, sous le titre « Les forçats  
de l'or bleu », un article consacré  
aux ouvriers ardennais de  
Trézié. L'auteur donne deux

adresses de musées de l'ardoise.  
Puis-je me permettre d'ajouter  
ce que l'on a baptisé « La mine  
bleue », à Noyant-la-Gravoyère,  
dans le Maine-et-Loire (BP 10,  
49780 Noyant-la-Gravoyère,  
tél. : 41-61-55-60), entre Segré et  
Pouancé. Comme le dit le slogan  
publicitaire, ce site offre  
« une journée dans le monde  
fantastique de l'ardoise », à  
savoir : Musée de l'ardoise, bntte  
des fendeurs, funiculaire et train  
minier (600 mètres de galeries),  
spectacle son et lumière à  
126 mètres sous terre.

J'ai découvert ce spectacle  
en août 1992 et je l'ai apprécié  
pour la qualité de ses  
commentaires tout à fait dans  
l'esprit de l'article du Monde.  
Peut-être cela intéresserait-il  
vos lecteurs ?

Avec Le Monde sur Minitel

AVEC SNVB GAGNEZ UNE CROISIÈRE  
SUR LE NIL POUR DEUX PERSONNES

Promotions au 40-60-90-03  
Istanbul, du 19 au 23 mai 1993 : 3 935 F

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

Le Monde

Brochure 144 pages

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES-MARS 93



## Belfast, les murs

Un hélicoptère a bourdonné toute la nuit, stationné au-dessus d'un quartier populaire, les caméras infrarouges pointées sur les rues sensibles. Belfast, une grande ville industrielle, dans une province déchirée par des violences « inter-ethniques » depuis plus de vingt ans : l'IRA d'un côté, les groupes paramilitaires protestants de l'autre, les habitants et, au milieu, au-dessus, autour..., l'armée britannique.

**C**ONTRAIREMENT à ce que l'on pourrait penser, un voyage à Belfast n'est sans doute pas plus dangereux qu'un déplacement dans n'importe quelle autre grande ville occidentale. Tout juste, en venant de l'extérieur, on se rend compte de la tension qui règne, au passage de quelques *check-points* munis de l'armée. Mitraillettes en bandoulière, petits véhicules blindés bloquant les accès : chaque voiture est entrainée très sérieusement avant de rentrer dans la ville.

Le cadre géographique est surprenant. Entourée de montagnes noires et vertes, Belfast est traversée par la rivière Lagan qui s'élève sur le port, au fond d'un fjord où arrivent cargos et ferries. Le port de commerce est important, des docks à portée de vue, installés à quelques encablures du cœur de la ville. Le centre ressemble à s'y méprendre à celui de quelques grandes villes industrielles anglaises. Peut-être en plus riche et plus propre et plus prospère... d'apparence, tout au moins.

Ancienne petite bourgade commerçante établie par des colonies d'Anglais et d'Ecosais presbytériens au dix-septième siècle, Belfast connaît une extraordinaire croissance économique tout au long du dix-neuvième siècle. quinze mille habitants en 1800, 50 000 en 1832 et déjà 350 000

en 1900. Une croissance étonnante, menée par une élite protestante efficace. C'est alors l'une des grandes et prestigieuses villes industrielles de l'Empire britannique. On l'appelle l'« Irish Liverpool ». De ses chantiers navals sortent les plus gros navires (le *Titanic*, entre autres) et plus de 20 000 personnes y travaillent au plus fort de son activité. Manufactures de tabacs, fabrications de cordage et, surtout, industries textiles, de lin notamment, la rendent célèbre. Les catholiques arrivent en masse, fuyant la misère, surtout pendant la terrible famine de 1845-1849. Alors que le centre intra-muros est réservé aux protestants, les catholiques s'installent dans des faubourgs miséreux, prémisses des fractures qui ont perduré jusqu'à aujourd'hui.

Et puis vient le déclin. En 1921, la partition de l'Irlande est scellée. Le sud est catholique à 95 % et, après des siècles de colonisation anglaise, se constitue en Etat libre. Non sans violence. Seule une partie de l'Ulster (un cinquième de l'Irlande), où les protestants sont majoritaires, reste rattachée à la couronne.

Et alors même que Belfast doit assumer son rôle de capitale d'Irlande du Nord, les crises économiques de l'entre-deux-guerres, l'effondrement des chantiers navals, la concurrence internationale, la menace des républicains du Sud viennent mettre le doute dans tous les esprits. Les tensions entre les deux communautés (surtout dans les classes les plus populaires), qui n'ont jamais cessé, peuvent maintenant se réveiller d'autant plus forte que le déclin et la crise s'installent. Une première campagne de l'IRA contre les frontières entre les deux Irlandes, en décembre 1956, est un échec total. Alors les catholiques semblent accepter leur sort, tandis que la majorité protestante gouverne sans partage le Parlement local.

L'explosion sociale arrive à partir de l'été 1968 avec le mouvement pour les droits civiques. Les catholiques, qui n'ont jamais accepté d'être séparés de la République d'Irlande, se révoltent alors contre les discriminations sociales et politiques de la majorité unioniste protestante. Les revendications se font au départ sans violence mais la tension est si vive que, très vite, les manifestations tournent à l'émeute entre les communautés. Londres envoie des



Quartier catholique : « Bénis soient ceux qui ont faim de justice ».

troupes supplémentaires pour tenter de rétablir l'ordre, et dix mille soldats sont aujourd'hui encore enlisés dans un conflit au coût humain et financier faramineux. Les années 70 sont noires. L'IRA lance des campagnes d'attentats destructeurs en plein centre-ville, les rues sont vides, et un air de désolation flotte sur Belfast.

Aujourd'hui, pourtant, le centre est rutilant. Le quartier en limite du port et de la cathédrale Sainte-Anne a été complètement réhabilité. Les rares vestiges des dix-septième et dix-huitième siècles sont mis en valeur ainsi que tous les bâtiments victoriens, sièges de prestigieuses compagnies, transformés en bureaux ou logements. A côté, le quartier commerçant s'organise autour de l'hôtel de ville. Les rues sont bondées, cinémas par-ci, opéra par-là, restaurants chics, fast-food à l'enseigne connue et rassurante. Tous les grands magasins de Londres, toutes les grandes banques sont là représentées. L'architecture est démonstrative. L'image de la ville a été travaillée. Urbanistes et

architectes ont transformé le centre et l'ont rendu attrayant. Pour la population bien sûr, mais aussi pour attirer les investissements dans une ville qui évoque bien souvent autre chose qu'une opportunité économique.

Mais l'ambiance n'est pas si sereine. Un large secteur piétonnier préserve les rues des attaques sauvages. L'alerte est permanente contre tout coïts suspect. Sous le vernis rutilant du centre-ville se cache une économie artificielle, soutenue à bout de bras par les subventions de Londres. Plusieurs fois par an, l'IRA lance des campagnes d'attentats. Même le centre-ville archisurveillé n'échappe pas aux bombes et les dégâts se chiffrent par millions de livres chaque année. Pour l'exercice 1992-1993, Londres verse 2,5 milliards de livres de subventions directes dont 600 millions pour les seules forces militaires et policières locales. 30 millions de livres pour l'indemnisation des victimes de violence, sans compter les dommages matériels, le chômage, etc. Le grand hôtel d'affaires Europa, par exemple, détient le

record européen des explosifs criminels. En face de lui, le Crown, splendide pub, beau comme un musée, véritable vestige du passé, est encore debout. Mais son frère jumeau, qui était encore récemment mitoyen, a été soufflé par une bombe. Chaque semaine, des attentats secouent la ville. Mais à part le bruit, un chantier ici ou là, le centre ne s'en ressent pas esthétiquement. Les entreprises du bâtiment de l'Ulster sont passées maîtres dans la reconstruction à l'identique. Le centre est d'apparence prospère, mais une exploration plus méthodique de la ville, notamment des quartiers ouest, les plus populaires et déshérités, fait vite tomber les masques.

De 1969 à 1972, sixante mille personnes ont dû abandonner leur logement. Le plus important mouvement de population civile en Europe depuis la seconde guerre mondiale. Intimidations de part et d'autre, jets de pierres, insultes, jusqu'aux bombes et aux balles, la peur est dans la rue. Des milliers de familles fuient des zones

mixtes trop exposées au ces lignes de partage entre les deux communautés. Dans les années 70, vingt-cinq mille logements sont endommagés ou complètement soufflés par des bombes. La ville se fracture de part et d'autre. Surtout à l'ouest, où se dessine un décor de guerre, maisons incendiées, rues coupées et abandonnées, fenêtres et portes murées. Belfast se réorganise. Déjà, avant les événements, 70 % des protestants vivaient dans des quartiers exclusivement protestants et à peu près autant de catholiques se retrouvaient entre eux. Depuis, le cloisonnement entre communautés n'a fait que s'accroître au point d'aboutir, dans certains quartiers populaires, à une séparation physique entre deux rangs de maisons distants de quelques mètres.

Belfast est une ville où habiter un quartier, et parfois même une rue, signifie quelque chose. En se déplaçant dans tel ou tel magasin, en allant boire dans tel ou tel pub, en prenant un bus ou un *cab* noir, chaque habitant signe son appartenance. Il y a les quartiers protestants, complètement fermés sur eux-mêmes, et leurs communautés. Les quartiers résidentiels où l'on s'enferme derrière de grands murs, les quartiers mixtes, et même les zones neutres, où on n'oublie tout, où on s'efforce d'oublier. Comme dans le centre commercial, comme sur le port, comme à l'université et dans les pubs bondés qui l'entourent. Autant de lieux où l'on ne parle surtout pas de politique, à moins de bien savoir qui est en face de soi.

Belfast est une ville où les territoires sont marqués. Où que l'on soit, des éléments extérieurs nous indiquent où l'on se trouve. Si l'on est dans un quartier protestant de l'est de la ville, alors l'identité se fait à coup de versets de la Bible, peints sur les pignons des bâtiments ou des temples : « Dieu est parmi nous », « Jésus est notre sauveur », en gros caractères, ajoutant une touche surréaliste aux décors de la ville. Sur les trottoirs, relin au concret. Toutes les bordures sont peintes aux couleurs de l'Union Jack. Si vous êtes dans une zone mixte ou catholique aisée, la discrétion va de pair avec un environnement résidentiel tranquille. De grands murs et des barrières métalliques pointues défendent l'accès d'une intimité, sage de tranquillité.

## VOYAGE

Les Samoa  
cent ans après Stevenson

Suite de la page 25

Mais, presque simultanément, le rideau de la fiction se levait sur l'aventure vraie, sous le regard du siècle le rattrapait, le submergeait, la maladie lui emboîtant le pas. La vraie vie n'était pas derrière les personnages, mais devant eux, volant tout accablé à l'imagination. « Les Blancs sont des brigands inouïs », déclamait-il. Hors la mission anglaise (« civilisée celle-là »), il n'apercevait plus que l'infamie des « aventuriers » du commerce et de l'évangélisation. Chez les Allemands, chez les demi-castes, chez les maristes français, « barbus, sales et stupides, des brutes inhospitalières », chez les missionnaires, chez les aventuriers du septième jour, il voyait la même cupidité, dans les trafics d'argent comme dans le captage des âmes. Touché en pleine poitrine, il tombait dans l'embuscade tendue par le réel. Une fièvre épouvantable l'assailait. Il délirait. Un univers entier se renversait : « Les filles de Samoa ne sont pas jolies. La beauté polynésienne est un leurre ».

Il devait mourir trois ans après, jamais vraiment remis, évitant de parler de son séjour. Tout juste retrouvait-il quelques lignes poétiques sur un cahier d'écolier : « O Tustala, viens que je te chérisse, dit Mona, et voici mon anneau ».

prends. Et elle passa son anneau à mon doigt. Et je me roulai près d'elle, tout le corps frémissant et je mordis la fleur d'hibiscus avec ses cheveux sombres tout près de son oreille ; et Mona chantait : O Tustala, tala, tala, talofa, talofafua Samoa. Et le parfum des îles flottait vers nous, et le balancement de la mer et l'aspiration de l'amour faisaient défiler mon âme ».

Le chœur et la mer, le soleil et l'ombre. Le rêve d'une étreinte heureuse sur l'île, avec l'île. Sous l'argumentaire d'un dépliant vantant les tropiques à prix coûtant, tenait-on là le synopsis du grand-œuvre que Stevenson avait adjuré d'écrire et qu'il avait secrètement venu quérir ? Un piège tendu à lui-même par le chasseur de stéréotypes qu'il était ? L'aveu réel ou imaginaire d'un contour d'histoires bémolément balayé par le plaisir ? Et comment fallait-il entendre son cri, son ultime conviction : « Mais les indigènes, je les aime beaucoup ! »

Schwob avait trop soudainement faussé compagnie aux « indigènes » pour qu'ils puissent même s'empêcher des remords. Ils s'en tenaient à Stevenson, à leurs yeux l'une des seules réussites des Blancs, à l'instar de ce que représentait Samoa pour lui : « Ce que Dieu avait accompli de mieux ». L'auteur de *Docteur Jekyll et de Mister Hyde*



Au centre, Robert Louis Stevenson en famille.

n'était venu ni pour s'approprier leurs terres, ni pour asservir leurs esprits, mais seulement parce qu'il ne pouvait vivre nulle part ailleurs. Il n'était pas un conquérant mais un réfugié, condamné à ne pouvoir prendre la dimension du monde, avec la sienne propre, qu'au milieu du Pacifique.

D'ailleurs, il y avait fait bâtir maison à ses mesures - « La seule qui lui ait jamais appartenu », affirme maintenant un fier placard à l'entrée. Vallina a intégré la coutume d'ouverture permanente aux autres, passant tout naturellement dans les mains les plus respectées des Samoa en devenant la rési-

dence des hôtes du chef de l'Etat, Malietoa Tanumafili II. Epaillée de deux ailes nouvelles, les vitraux conjugués du soleil, du vent et des pluies n'en ont pas moins altéré la superbe. Etrangement, ce sont les mormons, qui disposent et dispensent de larges sommes d'argent à travers la Polynésie (2), qui se sont offerts à la relever afin de la rendre présente, le 3 novembre 1994, pour le centenaire de la mort de son fondateur.

Au centre-ville, le siège du gouvernement, bel immeuble de bois délabré construit il y a un siècle par l'administration allemande, et les quelques comptoirs transformés en

bars ou en magasins subsistant de l'époque Stevenson-Schwob n'ont vraisemblablement pas cette chance. « Les banques prêtent pour construire en béton, pas pour restaurer des bâtiments anciens », regrette, désemparé, un haut fonctionnaire résigné à leur belle mort, qui dépeuplerait Apia de son passé colonial. La capitale risque alors de n'avoir plus à présenter que les incongruités de son engagement « international », concentrées dans trois étages de six étages (deux banques et le futur siège du gouvernement), surgissant d'une ligne de façades à peine plus élevée que la barrière de corail qui les protège de l'océan.

Mais le monument essentiel du passé samoan demeure son organisation sociale. Largement millénaire (à elle seule, la généalogie du chef de l'Etat couvre trente-cinq générations), elle a tenu tête aux cyclones exotiques, dans Savaii, la plus vaste île du Pacifique après Hawaï, à l'est de la ligne de changement de date, où les Samoaens voudraient voir le berceau de la Polynésie.

Sur les routes rurales, des troupes d'enfants dans l'uniforme unisexe (*lavavava* de même couleur unie et chemisette blanche) qui les a conduits à l'école, sont à l'œuvre, machettes grands comme le bras en main, coupant ras l'herbe des bas-côtés avant de s'attaquer à celle

entourant les *falea*. Une débâche de fleurs taillées, étincelantes après la pluie, offre des parterres aussi soignés que ceux des cottages anglais. D'autres équipes d'adolescents déterminés rassemblent les déchets. L'ordre dans la recherche des apparences est le premier reflet visible d'une puissante structure communautaire.

« Nous avons laissé derrière nous le système féodal, ils ne sont pas encore dégagés du patriarcat. Nous sommes en plein dans l'ère de la finance, ils sont à celle du communisme. Et cela les rend difficiles à comprendre. » A la rudesse d'un mat près, la description précise et prudente laissée par Stevenson il y a très exactement cent ans tiendrait encore. Car la colonisation n'a fait qu'entamer les Samoa. Partagé par le traité de 1899, l'archipel a vu sa partie orientale (capitale Pago Pago) devenir américaine (elle l'est restée), tandis que les îles de l'ouest (capitale Apia) revenaient aux Allemands qui commençaient à s'approprier des terres (près de 15 %) pour y créer de grandes plantations vouées au coprah.

Durant la guerre de 1914-1916, à l'instigation des Britanniques, le territoire passe entre les mains de la Nouvelle-Zélande, plus préoccupée par des opérations parfois sanglantes de maintien de l'ordre que par des transformations politiques et économiques. Ainsi, par suite de l'évangélisation (à l'ouvrage depuis 1830) et des aménagements consentis dans l'instauration d'un Etat



# de la guerre

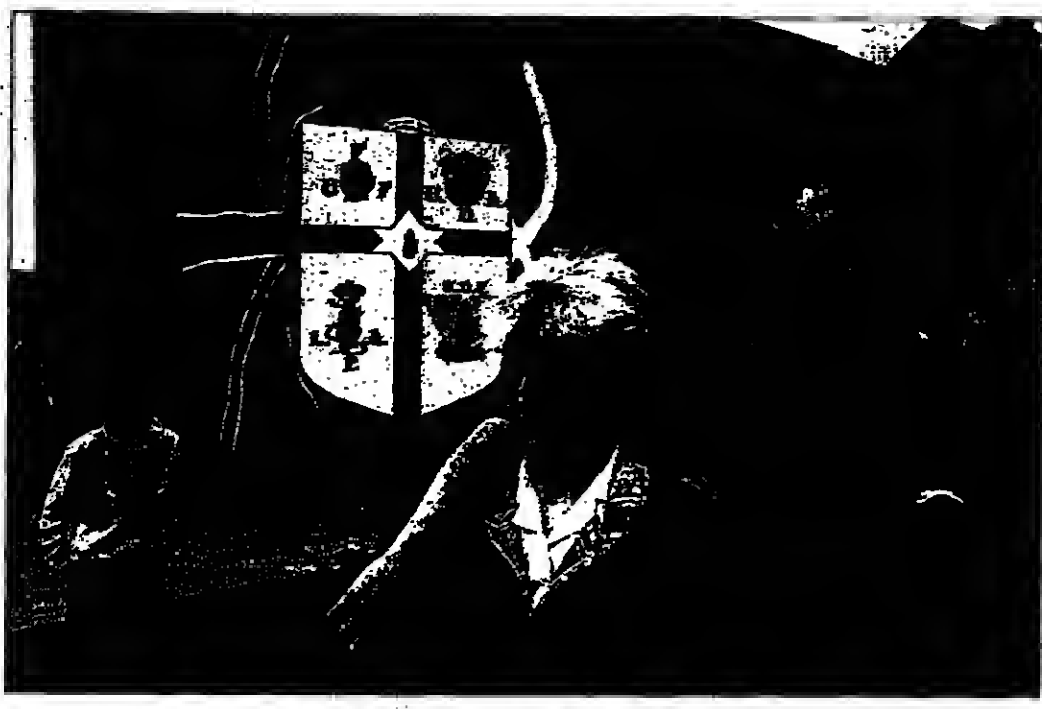
Dans Belfast ouest, par contre, l'identité communautaire s'affiche, se clarifie d'autant plus fort que les ghettos sont formés, gardés et craints. Les graffitis, les fresques murales, sont autant de provocations contre l'armée britannique que l'appel et la revendication d'un juste combat. Belfast, ouest, c'est ce qui tue l'image rassurante du centre et même des trois quarts de l'agglomération qui, malgré la présence de l'armée, ressemblent à une ville classique. Belfast ouest ne ressemble à rien d'autre connu en Europe. « Peut-être et même certainement ce qui se passera et ce qui se passe déjà dans de nombreux pays d'Europe de l'Est », commentera un conseiller municipal travailliste.

Falls et Skanhill, deux quartiers de Belfast ouest qui se regardent en chien de fente. L'un protestant, l'autre catholique, un gigantesque mur entre les deux, des rues condamnées, des barbelés, des pavés anti-émeute. La pauvreté les rassemble, un monde les sépare.

Chacun vit en vase clos. On peut pratiquement parler de ghettos, fermés sur eux-mêmes, interdits à ceux d'en face. Deux communautés qui pensent vivre dans deux pays différents. Véritable ville dans la ville, Belfast ouest est une enclave à part, qui jure par sa violence. Violence des coronas suintant la pauvreté, violence de l'armée qui patrouille par groupes, mitrailleuse pointée, position et déplacement de combat. Casques, gilets pare-balles, transmission radio pour chaque patrouille, l'un ouvre la marche tandis que le dernier marche à reculons et couvre le groupe.

Tous les jours, toutes les nuits, des colonnes de véhicules militaires blindés passent et repassent le long des rues pour marquer l'autorité de la couronne sur un labyrinthe de rues qui semble pourtant leur échapper complètement.

Côté catholique, des slogans peints annoncent au visiteur qu'il entre dans une zone libre. Quelques drapeaux républicains flottent ici ou là, tandis que, sur les toits, d'autres slogans vengeurs accueillent l'armée de libération. Ailleurs, de grandes fresques murales représentent la Vierge,



Quartier protestant : couple de militants loyalistes.

reproduisent la grotte de Lourdes ou autre lieu de pèlerinage.

Pas de doute, on est chez les papistes. Plus revendicatives, des fresques représentent les commandos armés de l'IRA. Cagoule noire, fusil d'assaut, drapeau tricolore, ou bien tout simplement les portraits de martyrs de l'armée révolutionnaire, notamment Bobby Sands et ses trois coreligionnaires.

Les catholiques marquent leur territoire par le moindre détail. Certaines rues sont rebaptisées. Pour chaque pitié de maisons, parfois chaque rue, un ex-voto est dressé, des photos et noms gravés sur une plaque de marbre rappelant le nombre des habitants du secteur qui sont morts en activité (membres de l'IRA). Bien sûr, toutes les fenêtres des magasins, des pubs ou des clubs sont protégées de grillages ou même de plaques de métal. A Falls, 50 % des habitants ont moins de vingt-cinq ans. Chômage et pauvreté, ennuis aidant, on imagine à quelle vitesse ils peuvent être entraînés dans une spirale de vio-

lence. Côté protestant, même bataille de fresques et de slogans. Cette fois-ci, les papistes sont dans la ligne de mire ; cette fois-ci, on célèbre Guillaume d'Orange, qui, en 1690, remporta une victoire décisive contre un roi catholique. Les fresques sont flamboyantes, presque une mythologie de rois dressés sur leur chevaux, terrassant l'ennemi. Dans le ghetto protestant, le décor est aussi pauvre et sordide que du côté catholique, mais moins étouffant, peut-être plus verdoyant.

La densité de population n'est pas comparable à ce qui se passe en face. Les protestants, manifestement moins nombreux, ont au moins un peu de place pour quelques arbres.

Cette différence de densité s'explique de plusieurs manières : d'une part, les protestants ont beaucoup moins d'enfants que les catholiques et, d'autre part, ils disposent d'une plus grande mobilité dans la ville pour rejoindre d'autres quartiers protestants plus tranquilles. Les plus jeunes ont tendance à s'échapper du coin dès qu'ils le peuvent, et les écoles et universités anglaises leur sont psychologiquement, d'un accès plus facile qu'aux jeunes catholiques.

Dès qu'une famille en a les moyens, elle fuit et démolage de cette zone de violence. Contrairement aux quartiers catholiques, populaires surdensifiés, les quartiers protestants se vident peu à peu, le déclin est sensible. Cela aurait pu permettre aux catholiques de s'étendre un peu de ce côté... C'est sans compter sur une poignée d'irréductibles et les prêches de certains pasteurs extrémistes qui appellent la population à revenir, à se multiplier, à occuper le terrain face aux papistes. On ne cède pas un yard devant l'ennemi. Il existe une corrélation directe entre les quartiers populaires, la pauvreté, le chômage et le soutien aux extrémistes de tout bord. Des quartiers où il n'existe pas de « terroristes » mais seulement des combattants d'une juste cause.

En arrivant à Belfast, les troupes britanniques se sont organisées pour contrôler la ville et se protéger elles-mêmes. Car s'il y a une guerre déclarée, c'est bien celle de l'IRA contre l'armée anglaise. L'arrivée des « Brits » a considérablement modifié l'aspect et la forme de la ville, principalement dans Belfast ouest, d'où émane le gros des troupes de l'IRA et de groupes paramilitaires protestants.

Des avenues sont élargies et des points de passage modifiés pour pouvoir bloquer les quartiers ouest en quatre minutes. Barrières électriques, check-points permanents contrôlant toutes les entrées de la ville, etc.

A chaque carrefour stratégique, de véritables blockhaus de béton et de ferraille ont été dressés pour abriter troupes et postes de garde. Certains peuvent accueillir plusieurs centaines de militaires, qui vivent toute leur mission coupés du reste de la ville. Grillage anti-rocket, surveillance électronique, système vidéo, chaque casernement est doté d'un dispositif d'auto-protection ultrasophistiqué. Ils disposent également de matériel aussi performant pour leurs missions de renseignement. Au sommet d'antennes de plusieurs dizaines de mètres sont juchés des caméras pointées sur les alentours ainsi que des micro directionnels, attentifs à ce qui se passe dans le secteur. De véritables places fortes avec pont-levis et bloc de protection qui font vite penser aux fortresses du Moyen Âge. Chaque jour, des colonnes de blindés s'en échappent ainsi que des patrouilles à pied, qui vont marquer, peut-être symboliquement, leur maîtrise du secteur. Les places hautes, comme les quelques tours de logements des années 60, sont également surmontées de caméras scrutant les alentours. Big Brother veille.

Si aujourd'hui l'atmosphère des quartiers ouest de Belfast est dure, elle était franchement sordide au début des années 70, lorsque Londres décide de reprendre directement l'administration de la ville en main. La discrimination envers les catholiques s'exerçait dans tous les domaines, notamment celui de l'habitat.

Le Northern Ireland Housing Executive reprend le dossier et

commence par faire l'état des lieux. Si l'on envisage l'ampleur de la tâche, la municipalité et l'administration en charge des logements et de l'urbanisme ont réussi à retourner une tendance catastrophique. Mais les problèmes sont loin d'être réglés. La décennie Thatcher a mis à mal le budget nécessaire pour répondre aux besoins de logements sociaux mais, surtout, les enjeux politiques des deux communautés grèvent un certain nombre d'entreprises.

Le Sinn Féin, branche politique de l'IRA, annonce que vingt-quatre mille familles sont sur des listes d'attente alors que la ville ne construit que huit cents logements par an. Le quartier de Falls est toujours surpeuplé, même si beaucoup a déjà été fait pour reconstruire et améliorer le quartier catholique. A Skanhill, même constat. Mais le quartier protestant est en déclin manifeste. Ce qui n'empêche pas les derniers habitants de défendre bec et ongles leur ghetto. Politiquement, il n'est pas question de céder le moindre mètre carré aux catholiques.

Pour un professeur d'architecture de l'université Queen de Belfast, les urbanistes de la ville ne peuvent pas apporter de solutions aux troubles : « Tout juste pouvons-nous répondre à certains problèmes de sécurité, en organisant des zones protégées, en édifant des murs que l'on tente de faire le plus esthétiques possible, parce qu'il ne faut pas oublier que beaucoup d'habitants les ont sous les yeux en permanence. Mais on n'est là que pour le cosmétique, que pour répondre à l'urgence, à des problèmes de logement. » Mais ces urbanistes sont très conscients qu'en édifant un mur à la demande des habitants, on renforce leur sécurité mais également la ségrégation spatiale de la ville. Pour le moment, tant qu'un apaisement et des solutions politiques ne sont pas trouvés, on voit mal comment cela pourrait se passer autrement.

De notre envoyé spécial  
Ejvind Sandelin

## VOYAGE

parlementaire moderne, le Samoa occidental, lorsqu'il accède à l'indépendance en 1962 - premier Etat autochtone du Pacifique sud - conserve-t-il les structures les plus traditionnelles de la culture polynésienne. A la différence de la Nouvelle-Zélande, où le maori a été sévèrement mis à mal, ou même à Tahiti, le samoan est demeuré l'expression de base dans tous les secteurs, y compris au Parlement, l'anglais (seconde langue officielle) n'ayant prééminence que lorsqu'il s'agit de trancher un différend juridique. Plus parlé qu'écrit, le samoan n'en a pas moins conquis une place sensiblement égale à l'anglais dans une presse en plein développement. Son utilisation dans l'enseignement primaire, en dépit d'insistantes tentatives de « néo-zélandisation », a été préservée.

L'édition, par manque de moyens, n'a malheureusement pas encore suivi. De déolantes publications saint-sulpiciennes occupent plus de place en librairie que la littérature. Les mythes fondateurs font de timides incursions, commentés en anglais, et Stevenson n'est accessible que par de rares traductions (*Il y a un trésor* ou *la Boule diabolique*). Plus grave, Albert Wendt, le grand écrivain samoan contemporain (3), celui qui a su le mieux restituer (en anglais) les tensions internes de la culture samoane affrontée au changement, n'est toujours pas publié dans sa langue maternelle. Mais la grande affaire demeure celle du système des terres qu'accompagne celui des titres. Toute autorité en émane et donc le partage, ou plutôt l'attribution des responsabilités (4). « Commu-

nisme » disait Stevenson, communisme ou familialisme, écrit-on parfois, paternalisme ou oligarchisme, estimant ses destructeurs ; l'ampleur du cercle tracé par ces concepts marque la difficulté de définir ce qui est non pas l'expression mais le fondement du *faa Samoa* (la coutume). Restées à 81 % coutumières, inaccessibles, appartenant aux nms d'ancêtres (aux familles) décernés à des « chefs » (*matai*) élus et révoqués, le système des terres continue de former la digue majeure, bien que menacée, de la société traditionnelle.

L'élection de *matai*, (un homme dans 95 % des cas) comme les décisions de la famille élargie, sont dégagées consensuellement, au terme de longues discussions, sans qu'intervienne un vote. En ces îles d'abondance naturelle où l'arbre à pain pousse au seuil du falo, l'on a pu calculer que deux heures et demie de travail quotidien suffisaient pour nourrir et loger son monde, et qu'il restait largement le temps de débattre. Ainsi, la « famille », dont l'histoire doit demeurer dans toutes les mémoires, est-elle toujours aussi présente que pressante dans la vie quotidienne de chacun. Etouffante parfois, dans l'exigence de bien faire. Et les fonctions de police ou les décisions de justice « nationales » s'effacent d'elles-mêmes devant les engagements du village.

La propriété collective assumée par le *matai* garantit la cohésion de la famille étendue, mais aussi l'immobilité sociale. Les limitations de la sphère individuelle impliquent l'usage par chacun des biens mat-

riels communs, et banalisent leur appropriation. Faut-il y chercher le peu d'empressement pour la possession, l'absence de violence d'accumuler, qui ont profondément découragé les experts en développement ? Qu'ils se rassurent : l'introduction de la monnaie dans les villages les plus reculés fait son chemin, avec des conséquences autrement graves.

« Il y a encore vingt-cinq ans, raconte un observateur de Savai'i, lorsqu'un garçon et une fille se plaçaient, ils se mettaient ensemble tout simplement. Le mari construisait la fale, partait à la pêche dans le lagon, la femme s'occupait des enfants. Aujourd'hui la fille va chercher à séduire d'abord le conducteur de bus qui apporte de l'argent chaque semaine, ou le policier. Ce peuple de marins intrépides qui avait mis à mal l'équipage de La Pérouse en 1787 n'a plus pêcher, préférant acheter une boîte de thon dans l'échoppe du village, et délaissant la terre qui lui est attribuée. » Les fale depuis toujours ouverts au vent se ferment peu à peu aux regards attentifs des autres en devenant de banales maisons. Des cloisons encore minces s'érigent dans la communauté. Chaque meuble est un obstacle ajouté. On s'assoit à l'europpéenne, loin du sol. Bribes de privatisation des vies.

Mais le système *matai* se fissure également par en haut, conséquence de la multiplication des titres de « chefs » sans terres, sans légitimité ancrée dans le passé, sans généalogie, suscitée par l'élection des *matai* au Parlement par leurs pairs, avant qu'un référendum n'accorde en 1991 le droit de vote à

tous les plus de vingt et un ans. On comptait cinq mille « chefs » lors de l'indépendance, et ils seraient plus de vingt-cinq mille aujourd'hui (sur cent soixante mille habitants), soit deux hommes adultes sur trois, alors qu'un sur quatre seulement (moins de dix mille) peut être considéré comme un chef « consacré ».

Contagion *matai*. Désir d'appartenance des meilleurs des enfants de la terre de Samoa. Comment ne pas en voir, malgré ses réserves, l'emprise et l'empire jusque chez Stevenson, lorsqu'il expose, cinq mois avant que la mort ne le surprenne, son projet de généalogie de ses ancêtres. Il veut remonter, écrit-il, « jusqu'à mille ans en arrière, quand même je ne devrais aller sur leurs traces que par des gibets. Ce n'est chez moi ni de l'amour, ni de l'orgueil, ni de l'admiration. C'est une sorte d'expansion de mon identité. » Et assurément la recherche d'une équivalence qui l'autorisait à fusionner au plus haut niveau avec la société qui l'avait accueilli. Un simple détour par l'Ecosse pour signer plus profondément encore dans l'écriture son pacte de sang avec Samoa.

De notre envoyé spécial  
Jean-Louis Perrier

(2) Les mormons touchent moins de 10 % de la population (contre 48 % pour les congrégationalistes, 22 % pour les catholiques et 16 % pour les méthodistes), mais ont une politique très offensive.

(3) Aucune de ses œuvres n'a encore été traduite en français.

(4) Lire sur ce point l'analyse de Serge Tcherkézoff : « Les enfants de la terre à Samoa » (*Études rurales* n° 127-128).

## Guide

• Y aller. La compagnie Air New Zealand (66, Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : (1) 40-74-00-04 - agences au province) propose des vols pour Apia chaque semaine au départ de Londres ou du Francfort (billet aller-retour valable un an, modifiable : 8 600 F). Sa filiale Hotpae permet de réserver, ne serait-ce que pour la nuit d'arrivée, des chambres à des tarifs nettement inférieurs à ceux pratiqués sur place. Ainsi, chez Aggie Greys (l'hôtel « hollywoodien » le plus renommé d'Apia), chambres à partir de 350 F. Plus modestes, ouverts au grand air dans l'île de Savai'i, le Safua Hotel (tél. : 51-271) offre une cuisine locale savoureuse et le Siufaga (tél. : 53-518), tenu par un parfait francophone, son falo au bord de l'eau.

Lire. Le *Voyage à Samoa* (lettres de Marcel Schwob à Marguerite Moreno) est édité par Ombres (132 p., 75 F), des lettres de Schwob à Stevenson et son essai sur l'auteur de *Il y a un trésor* sont publiés à la suite de sa traduction de *Will du moulin* (Allio, 102 p., 80 F). Henry James-Robert, Louis Stevenson, une amitié littéraire (Verdier, 308 p., 110 F.) rassemble la correspondance entre les deux auteurs et comporte une essentielle préface

de Michael La Bris, ainsi que *Caux de fables* de Stevenson (La Table ronde, 232 p., 95 F). Ancienne et très datée (1945), le préface aux *Vallées d'Océanie*, de Stevenson, n'est cependant pas sans intérêt (Les Belles Lettres, 192 p., 40 F). Plus, le Lac et Mackintosh, trois nouvelles de Somerset Maugham, situées aux Samoa sont réunies dans *Les Trois Grosses Dames d'Antibes* (Julliard, 484 p., 70 F). La plupart des romans et nouvelles d'Albert Wendt (comme *The Birth and Death of the Mirrored Man*) sont publiés en anglais par Penguin. Enfin, dans le genre récit de voyage, sur toutes les mers du monde, de Gavin Young (Payot, 436 p., 180 F) comporte deux amusantes escalas aux Samoa. Le guide de Lonely Planet sur les Samoa (en anglais) est fort bien documenté (170 p. et environ 100 F en France).

Se renseigner. Les Samoa occidentales sont décalées de treize heures (en moins) par rapport à Paris. La saison « sèche » dure de mai à octobre. Téléphone direct par le 19-685. Pour tout renseignement, écrire au Western Samoa Visitors Bureau, P. O. Box 2272, Apia, Western Samoa. Tél. : 20-878, fax. : 20-886. •







TABLE

# Lentilles à la loupe

C'EST vrai, on rencontre plus souvent ces lentilles (sous leur nom dérivé du latin : « crux ») dans les mots croisés que dans l'assiette des restaurants. Dommage, peut-être ! Il est vrai que la lentille ancienne a mauvaise réputation. Sans même remonter à la légende d'Esau réclamant à Jacob de ce « mets roux » (sic) pour échanger sa fratrie contre son droit d'aînesse, les Grecs l'accusaient de qu'être à la vue. Et Platon de Crémone la qualifiait de « pire de tous les légumes ». Plus tard, les avis évoluèrent. Ambroise Paré en proposa l'emploi « pour empêcher que la gorge et autres parties intérieures ne soient espiées de bouillons de la verolle ». Et ce fut longtemps le « plat du pauvre ».

C'est pourtant un excellent légume, un aliment riche en sels minéraux, en fer et en phosphore (fournissant 150 calories aux 100 grammes). Elle contient grandes quantités de matières azotées et de protéines et peut ainsi remplacer la viande dans les régimes végétariens. Seule l'enveloppe, très cellulosique, est peu digeste. Est-ce pour cela que je retrouve une recette du Moyse Age où il est conseillé de les cuire à l'eau de pluie mêlée de vinaigre, épices et orties blanches ? En tout cas il est bon de les faire tremper avant cuisson.

Le docteur Henri Leclercq ironise plaisamment, opposant les paysans et travailleurs manuels se régalaient de lentilles associées à des corps gras (huile, lardons, etc.), les transformant ainsi en aliment complet, tandis que les intellectuels assaisonnaient d'un peu de beurre frais ou de crème les lentilles « décolorées » (les « légumineuses », par Henri Leclercq-Masson, éditeur). J'avoue que j'ai appris à apprécier à leur juste valeur les lentilles, ne serait-ce que pour voir un grand chef de la « nouvelle cuisine » nous proposer un plat de lentilles

décortiquées farcies aux fruits de la Passion !

Vous trouverez sur le marché plusieurs sortes de lentilles : la lentille brune de Champagne (rougeâtre et, aujourd'hui, assez rare) ; la lentille verte de Puy, petite, sombre et savoureuse, bénéficiant d'une appellation contrôlée. Alexandre Dumas disait : « Il y a la grosse et la fine, celle-ci se nomme lentille à la reine, c'est la plus estimée. » Les lentilles d'importation, blanches ou vertes, sont en général plus grosses que les françaises. Celles qui enrichissent les soupes étaient dites « lentilles ».

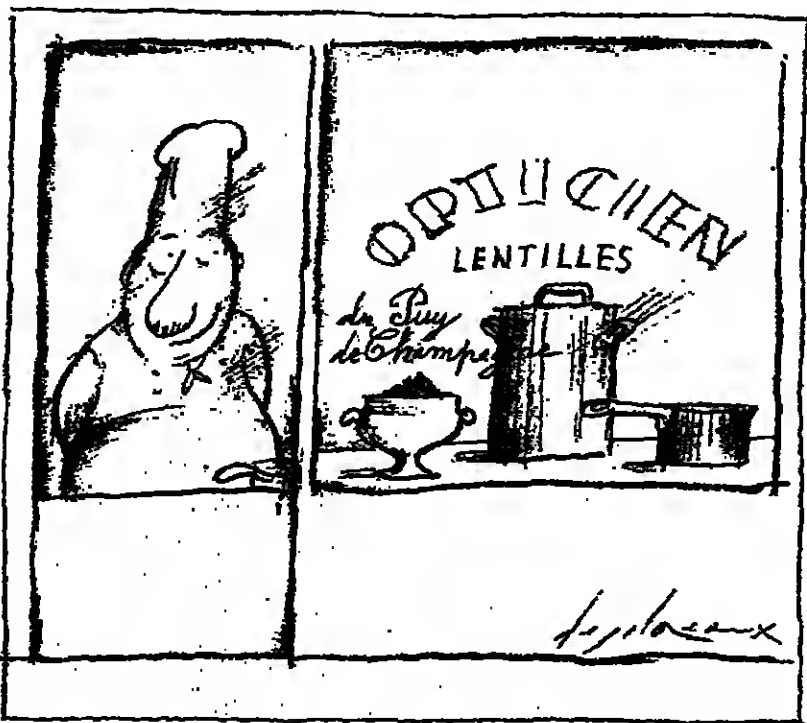
Revenons aux plats de lentilles. Entières ou en purée, elles accompagnent donc, on a vu pourquoi,

des viandes grasses, le porc notamment. Christiane Massie (Restaurant du Marché, 59, rue de Dantzig, Tél. : 48-28-31-55) nous a donné, dans sa Cuisine plaisir (Flammarion, éd.), la recette de petit salé aux lentilles (800 grammes de travers et 600 grammes de jarret de porc demi-sel pour 800 grammes de lentilles blanches, un gros oignon et un bouquet garni).

A Lyon, la salade de lentilles fait partie des « saladiers lyonnais » de jadis. Les « bouchons » l'ont figure à Paris, avec les pieds de mouton et la salade de bœuf, au menu du Bistrot d'Alex, 12, rue Clément. Tél. : 43-54-09-53. Mais on ne saurait oublier le casoulet aux lentilles du Puy de L'Ambassade d'Auvergne (22, rue

du Grenier-Saint-Lazare. Tél. : 42-72-31-22).

La Reynière



## Semaine gourmande

### Chez Toutoune

Les chaises ont changé, les prix quelque peu aussi, mais Toutoune, souriante, est toujours là et le chef Marc Baudry ne manque pas d'habileté. C'est l'ardoise du jour (179 F) qui fait ici autorité (mais, autour d'un plat du « tableau » avec entrée ou dessert, on mangera pour 135 F). Le thoo rouge est à la crème au gingembre, l'éventail d'avocat en vinaigrette d'agrumes, le filet mignon de cochon escorté d'une semoule au parfum de garrigue et les œufs à la neige aux pralines roses. A la carte, compter 220/280 F.

Chez Toutoune, 5, rue de la Pontoise, Paris-5. Tél. : 43-26-56-81. Fermé lundi midi et dimanche. Parking Saint-Germain. AE-CB.

### Restaurant du Château à Jouy-en-Josas

C'est, on le sait, le restaurant de la Fondation Cartier, en un château au milieu d'un parc. Le chef, Christian Aubertin, élève de Gérard Vié, ne manque point d'autorité, non plus que de mesure en sa salade de tourteau mousse d'avocat, son steak de thon à la moutarde et au verjus, sa sellette d'agneau au vin de Cahors où sa minute d'agneau aux pampremousses, avec de bons desserts. Meaux « Affaires » à 190 F, « du Château » à 270 F, « Dégustation » à 380 F et carte ! Belle cave avec, en vedette, le cahors château-lagrezette d'Alain-Dominique Perrin.

Restaurant du Château, 3, rue de la Manufacture, à Jouy-en-Josas (78350). Tél. : 39-56-46-46. Fermé lundi, mardi et mercredi soir, samedi midi et dimanche soir. AE-DC-CB.

### Le Rivage à Gien

C'est le restaurant de l'hôtel du même nom, sur les quais, près du vieux pont bâti par Anne de Beaujeu. Nombreux menus (semaine : 155 F ; et 215-310-340 F) et carte. Christian Gailard propose le foie gras frais avec une compote de pommes et raisin, le saumon fumé avec des blinis au sarrasin, les suprêmes de barbec à la crème de coques, le râble de lapereau au chèvre frais, etc. Cuisine fort honorable et très bonne cave.

Le Rivage, 1 quai de Nice, à Gien (45500). Tél. : 38-67-20-53. Tous les jours. AE-DC-CB.

### Le Gambetta à Houilles

François Pequignot, dont j'avais annoncé l'installation en banlieue (après ses « Epicure » parisiens), vient de s'adjoindre, en cuisine, Philippe Roth (venu du Tasting de Maisons-Laffitte) et propose désormais une seule carte-menu (150 F) avec un beau choix d'entrées, de poissons ou viandes, fromages ou desserts. Outre qu'ils utilisent que des produits frais, on doit citer aussi la belle carte des vins. Nous avons apprécié le panaché de saumon à l'aneth au caviar d'aubergines, et ma voisine semblait se régaler des éminces de rognon de veau au Saucerro. En dessert, à noter la crème brûlée aux raisins et une « symphonie à la banane ».

Le Gambetta, 41, rue Gambetta, à Houilles (78060). Tél. : 39-68-52-12. Fermé samedi midi et dimanche soir. AE-CB.

L. R.

## USAGE

# La bonne soupe

EN 1874, la Seinoise parisienne publiait le *Plus Beau Dîner du monde*, un « conte cruel » de Villiers de l'Isle-Adam (1). On y voyait à un an de différence deux notaires, M<sup>re</sup> Percebois et M<sup>re</sup> Lecastellier, offrir à leurs hôtes « le plus beau dîner du monde ». Mais quel serait le menu de ces agapes ? Y servirait-on, comme dans les plus prestigieuses cantines de notre temps, « des suprêmes de phénix servis sur leurs cendres » ? En fait, le dîner fut simple, un repas de crise, dirait-on, car il fut impérieusement transiger avec elle, chez l'un comme chez l'autre. Il se composait symétriquement « de deux potages, trois entrées, trois plats, trois desserts, de vins irréprochables. (...) » Le plus beau dîner du monde n'est-il pas celui qui est à la pleine satisfaction du goût de ses convives ? nous confie Villiers.

Plus beau, mais s'agit-il encore de juger lorsque les termes comparés atteignent l'incomparable ? Ce qui est le cas presque général de nos guides gourmands à propos des chefs, oôtés, étoilés, toqués. Mais voilà, il commence à manquer quelque chose, si ce n'est de convives et d'amphitryons. Et lorsque l'année suivante, nous dit Villiers, se produisit la même occurrence, et que revint le même potage, l'autre amphitryon, M<sup>re</sup> Lecastellier avait inventé une surprise : « Chacun trouvait sur son assiette — ce que l'on appelle un jeton de présence — une pièce d'or de vingt francs ».

Ainsi, à propos du potage, était établie l'impossible différence, celle qui torture encore le hoix des « guides gastronomi-

ques », la légitimation, dont la pérennité sera assurée une année durant, jusqu'à la prochaine édition. Que veut-elle dire encore aujourd'hui, lorsque les chefs courent après les repas les moins chers à exécuter, si possible dans les établissements annexes, dont ils gardent la grille et la signature, mais dont les simples apprêts sont organisés selon les règles de la haute cuisine ? Qui signe, sinon l'or du « jaquet », l'impossible différence, ou son absence avérée ? En 1907, Escoffier écrivait : « Il faut d'ailleurs près d'un siècle aux successeurs de Carême pour amener les potages à l'état de perfection où nous les voyons aujourd'hui. » En 1875, paraît chez Hachette le livre des « potagistes » de Jules Gouffé, élève de Carême. C'est le *Livre des soupes et potages*, avec ses quatre cents recettes. A la table mythique et jubilatoire de Villiers, s'ajoute plus près de nous, le propos d'Edouard Nignon, autre cuisinier célèbre : « Dans les flans translucides et gâlés de la tasse de porcelaine, mon regard semble se perdre. Il suit captivé le rêve même de l'artiste qui composa son essence divine, ô potage ! (2) ».

Potage et soupe désignent à peu près la même chose, dit-on ! Il doit y avoir cependant quelque différence. Le potage, plus léger, convient au début des repas, soit un potage à l'oseille, un potage Germigny, le potage Saint-Germain. La soupe, plus substantielle, constitue presque un repas. De cette série infinie, subsistent, selon les régions, la garbure béarnaise, trésor d'abondance magnifiquement traité chez Arrambide (*Les Pyrénées*

19, place du Général-de-Gaulle 64220 Saint-Jean-Pied-de-Port. Tél. : 59-37-01-01), le minestrone italien plaisir de l'été, et la délicieuse soupe au pistou provençal telle que la conçoit Guy Gedda (*Le Jardin de Perle-Fleurs*, 100 Chemin de l'Orange, 83230 Bormes-les-Mimosas. Tél. : 94-64-99-23). Eh quoi, la soupe ! Au Moyen Age, cela désigne des tranches de pain arrosées de bouillon gras ou maigre. C'est depuis cette époque que l'on dit « dire trempe comme une soupe ». Le potage, lui, fait son apparition au XVIII<sup>e</sup> siècle. Alors que l'un et l'autre sont cuits au pot, soupes et potages sont des cuissons à l'eau. Mais qui comme ça, du pot ou de la rôtissoire ? Les doctes n'ont pas tranché encore, bico que le retour aux soupes primitives, prôné par les amis de la nature (3) telles que soupe au pissenlit, soupe de fèves, soupe d'ortie, velouté de potimarron, et les fameuses gaufres, nous laisse quelque espoir de retrouver le secret des hautes époques de l'histoire.

SAINT-SIMON atteste à la fois de l'abondance des potages, des cuillères de vermeil et de l'appétit extraordinaire du Roi-Soleil : « Ces potages dont il mangeait soir et matin plusieurs et en quantité de chacun sans préjudice du reste, étaient pleins de jus et d'une force extrême. » Quant au général de Gaulle, il aimait trouver à son menu un potage différent chaque jour. Il appréciait même d'en préhérer avant le coucher. On lui prête ce mot, à l'un de ses familiers qui avait décliné son invitation : « Vous avez tort, Guichard, la soupe est un plat national ! (4) ».

Il reste, par ailleurs, à écrire de la soupe pénitencière, de celle des casernes, des couvents.

POTAGE ou soupe ? Peu importe, on aura gardé de n'user pour la soupe familiale que de légumes frais choisis, sinon les sachets métallisés — passés ou veloutés ? — au fadé contenu lyophilisé nous attendent. Les grandes et petites traditions se maintiennent : la biogue de Gérard Vié (*Frisonon Palace*, à Versailles) relève sans doute des premières ; aux secondes, non moins méritoires, appartient la soupe de roche que Michel Philibert (*Le Saule Pleureur*, quartier Scauregard 84170 Montoux. Tél. : 90-62-01-35) réserve aux fidèles de son menu à 195 F. Au Coq flamboyant (5) André Gamon propose toujours quelque fameux potage. Alors, que valent à cette aube les toques, les étoilés, les fourchettes si le géoic avoué des chefs est de porter leur effort sur ces modestes apprêts ? La crise et la restriction de clientèle d'explication pas tout. Les habitudes, si ce n'est le goût, changent inexorablement. Ainsi on est-il du « retour » des soupes. Crise ou mutation radicale ? Le « Bistrot-d'en-face » est un symptôme, comme celui d'à-côté.

Jean-Claude Ribaut

- (1) Contes cruels, Villiers de l'Isle-Adam, GF Flammarion.
- (2) Dictionnaire des potages, Michel Carron et Ned Rival, La Pensée moderne 1964.
- (3) A la bonne soupe, Chantal et Lionel Clergeaud, Equilibres, 1989.
- (4) Dictionnaire des potages, op. cit.
- (5) Le Coq de la Maison Blanche, 37, bd Jean-Jaures 93400 Saint-Ouen. Tél. : 40-11-01-23.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Montagne

LA SAVOIE AUTHENTIQUE  
Vos vacances de printemps à la montagne. Cabins, étamines, nature, promenade.  
LE CHALET DE LOULE ROUGE, Hôel \*\* (Légis de France, Guide Auto-Journal) vous accueillera dans une ambiance familiale. Pension, 1/2 pension. Famille SURRIER - LA CHAL 73530 SAINT-JEAN-D'ARVES. Tél. : 79-59-70-99 - Fax : 79-59-72-97.

#### Paris

SORBONNE  
HÔTEL DIANA \*\*  
73, rue Saint-Jacques.  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct, TV couleur, De 300 F à 450 F.  
Fax : 46-34-24-30.  
Tél. : 43-54-92-55.

#### Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE  
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS  
PENNIS - PISCINE CHAUFFÉE  
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.  
Tél. : 53-29-95-84 - Fax : 53-28-42-96.

#### Italie

OFFRE SPÉCIALE  
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1993  
RAMADA HOTEL  
VENISE  
Seulement 700 FF par personne pour 3 nuits y compris le petit déjeuner.  
Pour réserver téléphonez :  
1939/41/5310500  
Fax : 1939/41/5312278  
Télex : 411484 Ramven

#### TOURISME

RANDONNÉE  
Randonnées à voyages à pied, France et étranger, doc. couleur gratuite à :  
Chemins du Sud 48110  
GABRIAC - Tél. : 66-44-73-54

#### Monde

PUBLICITÉ VACANCES VOYAGES  
Renseignements :  
46-62-75-31

Avec Le Monde sur Minitel

## GAGNEZ UN SÉJOUR A LA MONTAGNE

Pour tout savoir sur les stations SKI-FRANCE



36.15 LE MONDE

Tapez JEUX



# Balzac au pays des tsars

« Balzac dans l'Empire russe »... Une passionnante exposition se tient actuellement chez Honoré de Balzac, dans sa maison de Passy, qui retrace les voyages en Russie et en Ukraine que fit l'auteur de *la Comédie humaine* entre 1843 et 1850, l'année de sa mort, et évoque le rayonnement de son œuvre dans un pays où, dès les années 1830, elle a été lue en français d'abord, puis en russe (notamment *Engénie Grandet* par le jeune Dostoïevski). Organisée en collaboration avec une vingtaine de musées et de bibliothèques russes et ukrainiens, elle présente des documents et des objets qui n'avaient jamais été montrés au public français.

Le 19 juillet 1843, Honoré de Balzac quitte Paris pour Duakerque, d'où il s'embarque pour la Russie à bord du paquebot à vapeur le *Devonshire*, qui accoste le samedi 29 juillet à Saint-Petersbourg. Il vient rejoindre M<sup>me</sup> Hanska, « l'Etrangère », qu'il n'a pas revue depuis 1835, à Vienne. Mais sans doute courait-il en même temps des espérances littéraires dans un pays où, malgré la censure et les libertés que se permettent les traducteurs de ses œuvres, il est un des écrivains étrangers les plus célèbres. A son arrivée, il s'installe dans un meublé tenu par une veuve qui parle français, en face de la maison de M<sup>me</sup> Hanska, rue Bolchaya-Millonnaïa, dans le quartier des palais et des ambassades, à deux pas du Palais d'hiver, de l'Amirauté, des quais de la Neva et de la perspective Nevski. Dans son *Journal* à elle, il note, le 2 septembre : « Je suis arrivé le 17 juillet (style polonais) et j'ai eu le bonheur, à midi environ, de revoir et de soluer mon cher comte de la vie privée et la Peau de chagrin (1), une correspondance de plus en plus passionnée avec l'écrivain admiré. Ils se rencontreront pour la première fois à Noatchetel le 25 septembre 1843, puis à Genève en 1844 et à Vienne l'année suivante et, jusqu'en 1848, Balzac et « l'Etrangère » ne cesseront de s'écrire. Ensuite, ils se quitteront plus. Correspondance secrète, souvent autocensurée pour ne pas compromettre la destinataire des lettres.

Devenue veuve en 1841, M<sup>me</sup> Hanska accepte que Balzac vienne enfin lui rendre visite à Saint-Petersbourg. Projet plusieurs fois remis, auquel il rêve depuis longtemps : « Je devierais Russe si vous n'y voyez pas d'obstacles, et j'irai demander au czar la permission nécessaire à notre mariage. Ce n'est pas si sot ! (...) Il y a deux ans que je songe à aller faire une littérature et un théâtre à Saint-Petersbourg (...). Ce qui m'a surtout attiré, c'est le défaut de connaissance de la langue », écrit-il. Il a même tenté d'établir son budget : « Il n'en coûte que 400 francs du Havre à Saint-Petersbourg et 400 pour revenir, ce qui fait 800 francs ; 200 pour aller et revenir du Havre, en tout 1 000 francs. Ainsi, en comptant 1 000 francs de séjour pour un mois, tout ira bien. Seulement, je vous prie de me caser dans une maisonnette, car M<sup>me</sup> de Custine m'a dit qu'il n'y avait pas d'ouïsses et que l'on était bien embarrassé de se loger (...). Voilà qui est facile et qui ne me coûte que 2 000 francs, un volume ! Avec quelle joie je le ferai, celui-là ! »

Cette fois, bien décidé, pour

gagner le prix du voyage, il vient de terminer, à marche forcée, *Splendeurs et misères des courtisanes* et la troisième partie d'*Illusions perdues*, *David Sehard*. Le 14 juillet, à l'ambassade russe, il a fait viser son passeport par un secrétaire d'ambassade qui le reçoit avec un certain mépris et le décrit ainsi dans son *Journal* : « Un petit homme gras, gras, figure de panetier, tournure de soviète, envergure de tonnelier, allure de bonnetier, mine de coboretier, et voilà. Il n'a pas le sou, donc il va en Russie ; il va en Russie, donc il n'a pas le sou. »

Le voyage n'a pas fini là-bas de susciter la méfiance, comme en témoigne la dépêche chiffrée que le chargé d'affaires, le comte Kisseloff, envoie, le 24 juillet, à son ministre, le comte de Nesselrode : « Si M<sup>de</sup> Balzac, le romancier, n'est pas déjà à Saint-Petersbourg, il est probable qu'il ne tardera pas à y arriver, car c'est déjà le 14 de ce mois qu'il a fait viser son passeport pour se rendre par Dunkerque en Russie. Comme cet écrivain est toujours aux abois dans ses affaires pécuniaires et qu'il est en ce moment plus gêné que jamais, il est vraisemblable que, malgré l'assertion contraire de ses journaux, une spéculation littéraire entre dans le but de son voyage. Dans ce cas, en venant en aide aux besoins d'argent de M. Balzac, il serait peut-être possible de mettre à profit le plume de cet auteur, qui conserve encore quelque popularité ici, comme en Europe en général, pour le porter à écrire la contrepartie de l'hostile et colomnieux ouvrage de M. Custine. »

Ea effet, la Russie en 1839 – les lettres de Russie du marquis de Custine – vient justement de paraître à Paris en mai 1843, soulevant la colère des officiels russes (« Est-ce ma faute à moi, écrit Custine dans sa préface, si en allant demander à un gouvernement obsolète des arguments nouveaux contre le despotisme des Russes, contre le désordre baptisé du nom de liberté, je n'ai été frappé que des abus de l'autocratie ? »). Les fonctionnaires du tsar tentent de déchaîner une campagne de presse contre Custine. On fait écrire diverses réfutations sténographiques, notamment celle de l'employé de la police secrète N. I. Gretsch, mais les Russes préfèrent acheter les services d'un auteur connu. Balzac ne voulait pas prendre ces offres en compte. Il s'en plaint dans son *Journal* : « On dit que j'ai refusé des sommes énormes pour écrire une certaine réfutation. Quelle sottise ! Votre souverain est trop spirituel pour ignorer qu'une plume payée n'a pas la moindre autorité. Je n'écris ni pour ni contre la Russie. »

Le séjour ac répond pas à ses espérances. « J'ai reçu le soufflet destiné à Custine », dira-t-il à son retour. L'homme de lettres sent bien que les milieux officiels le boadent ; il fréquente les amis de M<sup>me</sup> Hanska et quelques hauts fonctionnaires dont il veut gagner les faveurs. Invité à la grande revue annuelle de la Garde impériale en présence du tsar, il ne le verra qu'à cinq mètres, déplore d'avoir reçu un coup de soleil et de n'avoir pas eu « l'honneur de voir l'empereur autrement que comme, dit Robolois, un chien regardant un



Scène popélaire russe, Cour des marchands à Moscou.  
Dessin de R. Joukowski

évêque ». Il ne rencontrera non plus ni écrivain, ni journaliste, ni critique, comme s'ils étaient tous d'accord avec le poète Vassili Joukovski, qui reproche à l'« omorisme » des auteurs français : « Les tendances de la littérature moderne, et surtout de la littérature française, me font horreur », écrit-il en 1835. Le matérialisme insolent y règne. Je n'ose plus toucher à quoi que ce soit portant sur la couverture le nom de Balzac, Janin et Cie... »

Soa projet de mariage est ajourné. Il quitte Saint-Petersbourg le 7 octobre 1843 par la maille-poste qui traverse les pays baltes par Riga, Mitau, Tilsit. Le samedi 14 octobre, à 6 heures du matin, il est à Berlio, à l'hôtel de Russie, où il trouve « le premier lit qui ressemble à un lit depuis Dunkerque ».

Dans l'Abellie du Nord, le journal modain de Petersbourg, on a salué ainsi son départ : « Balzac a passé deux mois chez nous et s'en va. Beaucoup se demandent maintenant ce qu'il va écrire sur la Russie. Donnait toute sa valeur et se soule fort peu de l'opinion des étrangers, sachant à l'avance que, des touristes, il ne faut pas attendre la vérité, car ils tirent leurs informations de la bouche de leurs amis au lieu d'étudier personnellement le vie du pays et de ses habitants. »

D'ailleurs, Balzac a est pas un touriste et d'écrire presque rien sur la Russie, taisant les traspasparatres cépécadats des impressions vécues, comme sa vision de la perspective Nevski dans le *Diable à Paris* : « La Perspective ne ressemble à nos Boulevards que comme le strass ressemble au diamant ; il y manque ce vivifiant soleil de l'âme, la liberté... de se moquer de tout qui distingue les flâneurs parisiens. Les usages du pays empêchent d'y causer à trois ou de s'attrouper à la moindre cheminée qui fume trop (...). Toujours des uniformes, des plumes de coq et des manteaux. Mais pas un groupe où se fasse le petit journal ! Mais rien d'imprévu, ni filles de joie, ni joie. Les gentilles du peuple y sont sans variété. Le peuple, c'est toujours la même peau de mouton qui marche. »

Les années suivantes, Balzac retrouve M<sup>me</sup> Hanska et sa fille en Allemagne, en Italie, en Belgique, en France. En 1847, elle accepte qu'il vienne lui rendre visite dans son château d'Ukraine. Le 5 septembre 1847, à 8 heures du soir, il quitte Paris. En chemin de fer, cette fois. Il passe par Bruxelles, Liège, Aix-la-Chapelle ; il conche à Cologne le 6 au soir. La ligne d'étant pas achevée, il doit prendre la maille-poste, la Schnell Post, vers Berlin, Breslau, Gletwitz en Silésie, d'où aae diligence le conduit à Cracovie. Le 10, il traverse la Galicie, d'ue au château de Przeworsk, chez un parent de M<sup>me</sup> Hanska. Le 11, il est à Brody, ville à majorité juive, propriété des comtes Potocki, où tout est fermé, car dans le calendrier hébraïque, c'était la fête du Nouvel An, Rosh Hashana, ce qui retardera le passage de la frontière austro-russe à Radziviloff, d'où il repart en kithika, « cette voiture de bois et d'osier, traînée avec une vélocité de locomotive [qui] vous traduit dans tous les os les moindres aspérités du chemin avec une fidélité cruelle ». Après Dubao, Jitomir, Berditcheff, ua cocher juif le transporte, ca bouda « panter oblong posé sur

une perche accompagnée de quatre roues » : il arrive tout eadolori le 13 septembre, après huit jours de voyage, à Wirzchownia (Verkhovnia en russe, Verkhivnia en ukrainien), « une espèce de Louvre, de temple grec, doré par le soleil couchant ».

Le château, entouré d'uo domaine couvrant 21 000 hectares et peuplé de plus de mille serfs, est immense. Il y a près de trois cents domestiques... Après un repos de quelques jours, il se rend à Kiev pour régler son permis de séjour auprès du général Bibikoff, qui gouverne la Volhynie, l'Ukraine, la Podolie, une étendue plus grande que la France. Kiev le déçoit : « J'ai donc vu la Rome du Nord, la ville tartare aux trois cents églises, et les richesses de la Laurai, et la Sainte-Sophie des steppes. C'est beau à voir une fois. On m'a comblé de prévenances. Croiriez-vous qu'un riche moujik ou lu tous mes ouvrages, qu'il brûle un cierge pour moi à Saint Nicolas, toutes les semaines, et qu'il o promis de l'argent aux domestiques d'une seur de M<sup>me</sup> H. pour savoir quand je reviendrai, afin de me voir ? »

Il restera en Ukraine jusqu'à la fin de janvier 1848. Devant le refus de M<sup>me</sup> Hanska de l'épouser, il décide de rentrer en France plus tôt que prévu, en plein hiver. Il arrive à Paris huit jours avant qu'éclate la révolution de 1848. Hostile à des mouvements politiques qui contrecarrent ses projets et « ruinent la littérature », il écrit des centaines de pages à M<sup>me</sup> Hanska et, bientôt, désire retourner en Ukraine. Il sollicite l'autorisation de revenir en Russie, prêt à devenir un bon sujet de Nicolas I<sup>er</sup>. Mais la suspicion

dont il est l'objet n'a pas faibli et le dossier revient avec un accord écrit de la main du tsar : « Oui, mais avec une stricte surveillance. » Partout où il peut se rendre, l'ordre est donné d'établir une « sévère surveillance », et le visiteur ne se doute pas qu'il sera à Wirzchownia presque dans les conditions d'un prisonnier.

Le 19 septembre 1848, il prend le train pour Cologne. En uo an, le progrès est considérable : soixante heures de Paris à Cracovie au lieu de quatre-vingt-dix. Mais ses bagages, qu'il a dû laisser à la frontière avec les clés, ne lui parviendront, malgré l'aide du directeur des douanes, que... le 6 décembre (« Je vous remercie mille fois de toutes vos bontés, et je vous annonce qu'elles n'ont pas été vaines, me voit en possession de mes effets, sans de trop grands malheurs. Il ne se trouve que ma lampe entièrement cassée ; j'en ferai venir une outre, en demandant au ministre d'en permettre l'entrée »). Pendant tout le séjour dans ce château luxueux, mais incommode, il sent sa santé qui se détériore, n'arrive plus à travailler, éprouve douloureusement avec M<sup>me</sup> Hanska les difficultés pour obtenir le droit pour elle de se marier avec un étranger sans être dépossédée de ses biens, comme le stipule la loi.

Finalement, en février 1850, M<sup>me</sup> Hanska prend la décision de donner ses terres à sa fille afin de pouvoir épouser Balzac et le suivre en France. Le mariage sera célébré le 14 mars 1850 en l'église catholique romaine de Berditcheff, transformée depuis par les Soviétiques en salle de sport ! Balzac envoie à ses proches des lettres triomphales : « Le 14 de ce mois, l'un des plus éminents prélats, délégué par l'évêque de Zyomir pour le représenter, a béni mon union avec M<sup>me</sup> Eve, comtesse Rzewuska, maintenant M<sup>me</sup> Eve de Balzac. En apprenant que je suis le mari de la petite-nièce de Morie Leczinska ; que je deviens le beau-frère d'un aide de camp général de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le comte A. Rzewuski, beau-père du comte Orloff, le neveu de la comtesse Rosalie Rzewuska ; le beau-frère du comte Henri Rzewuski, le Walter Scott de la Pologne (...) et cent et caetera, je vais avoir à subir mille plaisanteries ; les petits journaux diront que je suis cousin du soleil et genre de la lune comme l'empereur de la Chine. Mais que m'importe ! »

Le 24 avril, dans la grosse berline de sa femme chargée de bagages, ils quittent Wirzchownia. Le dégel n'étant pas achevé, les routes sont dans un état effroyable. Ils arriveront à Paris, rue Fortunée (actuellement rue Balzac) à la fin mai. Balzac y meurt le 18 août. Sa veuve ne retournera jamais en Ukraine.

Nicole Zand

(1) A la fin de 1831, la direction générale de la censure avait décidé d'intervenir la *Feu de chagrin* en raison de son esprit dangereux, « des expressions et des pensées étranges, audacieuses et obscènes » que l'œuvre aurait contenues.

► Maison de Balzac, 47, rue Raynouard, 75016 Paris. Jusqu'au 11 juillet. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 17 h 40.

► Un ouvrage-catalogue paraît simultanément, consacré à l'exposition, qui réunit un ensemble d'études de spécialistes français et russes. Composée par Judith Meyer-Petit et Anne Klimoff, il contient notamment des études de Roger Piarrot, éditeur de la *Correspondance* (Garnier) et des *Lettres à M<sup>me</sup> Hanska* (Lafont, coll. « Bouquins »), de Vera Milichina (« Balzac dans la presse russe des années 1830 »), de Mikhail Fainstein (le Balzac et la censure russe), Jean-Claude Fizalme (Balzac et l'image de la Russie).

► Balzac dans l'Empire russe, de la Russie à l'Ukraine. Paris-Musées/Éditions des Cendres, 240 p., 32 ill., 180 F.